

REPUBLICQUE DU BURUNDI

CABINET DU PRESIDENT
**LOI N°1/12 DU 24 JUIN 2025 PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL
DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2025/2026**
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi organique n°1/27 du 9 décembre 2021 portant Modification de la Loi Organique n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la Loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques ;

Vu la Loi Organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Condition de service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 portant Code Général des Impôts et Taxes ;

Vu la Loi n°1/02 du 11 janvier 2007 instituant le Code des Douanes ;

Vu la Loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/04 du 17 février 2009 portant sur les Transports Intérieurs Routiers ;

Vu la Loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;

Vu la Loi n°1/12 du 27 juillet 2009 portant Révision du Système de Taxation des Carburants ;

Vu la Loi n°1/09 du 30 mai 2011 portant Code des Sociétés Privées et à Participation Publique au Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant Réglementation de l'Action Récursaire et Directe de l'Etat et des Communes contre leurs Mandataires et leurs Préposés ;

Vu la Loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les Activités Bancaires ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant Révision du Code Pénal ;

Vu la Loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant Modification de la Loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Loi n°1/05 du 27 février 2019 régissant le Marché des Capitaux au Burundi ;

Vu la Loi n°1/05 du 20 février 2020 portant Fixation des Droits d'Enregistrement en Matière Foncière ;

Vu la Loi n°1/06 du 17 juillet 2020 portant Code des Assurances du Burundi ;

Vu la Loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant Révision de la Loi n°1/02 du 17 février 2009 portant Institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « T.V.A. » ;

Vu la Loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux Procédures Fiscales et Non Fiscales ;

Vu la Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux Impôts sur les Revenus ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant Modification de la Loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des Investissements du Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant Révision de la Loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant Création, Organisation et Fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes ;

Vu la Loi n°1/03 du 08 février 2023 portant Modification de la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu la Loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant Modification de la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant Réforme de la Fiscalité Communale au Burundi ;

Vu le Décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 modifiant la Loi du 17 février 1964 relatif à l'impôt réel ;

Vu le Décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant Modification de la Loi du 19 mars 1964 relative à la Comptabilité Publique de l'Etat ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :



TABLE DES MATIERES

TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EN CAPITAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....	4
TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES.....	14
TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES.....	23
TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES.....	47
TITRE V : DES EXONERATIONS.....	48
TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES.....	50
TABLEAU A: VENTILATION DES RESSOURCES.....	57
TABLEAU B: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES.....	67
TABLEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE.....	73
TABLEAU D: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT SUR LES RESSOURCES NATIONALES.....	116
TABLEAU E: TIRAGE SUR LES DONS PROJETS.....	211
TABLEAU F: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS.....	213




TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RECETTES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EN CAPITAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Article 1 : Les ressources du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 s'élèvent à **4 821 820 579 771 BIF** et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
	RECETTES COURANTES	3 261 852 197 344
	RECETTES INTERIEURES	3 150 428 659 041
	RECETTES FISCALES	2 319 418 606 131
71	PRODUITS FISCAUX	2 207 995 067 828
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices & les gains en capital	635 562 466 690
7111	Impôts sur le revenu des personnes physiques	247 850 748 779
7112	Impôts sur les personnes morales	387 254 673 485
7113	Impôts non ventilables	457 044 426
714	Impôts sur les biens et services	1 368 094 126 716
7141	Impôts généraux sur les biens & services	971 977 868 950
7142	Accises	369 419 954 936
7144	Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	26 696 302 830
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	204 338 474 422
7151	Droits de douane à l'importation	188 391 722 391
7152	Taxes à l'exportation	1 111 993 109
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	14 834 758 922
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
72	PRODUITS NON FISCAUX	942 433 591 213
721	Revenus de la propriété	235 304 687 741
7211	Dividendes	56 887 339 993
7213	Loyers	170 644 886 778
7214	Recettes minières	7 772 460 970
	Autres recettes non fiscales	707 128 903 472
722	Ventes de biens et de services	409 747 012 447
723	Droits administratifs	206 570 385 684
724	Amendes et pénalités	22 470 229 333
728	Autres produits non fiscaux	68 341 276 008
73	DONS	1 326 827 317 936
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 326 827 317 936
74	PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	Intérêts des prêts et avances	98 128 507
744	Gains de change	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	Cessions d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
783	Produit de la Privatisation des Entreprises Publiques	4 039 269 464
784	Récupération des fonds détournés et malversations	5 771 879 400
7850	Reliquat frais de mission et provision	350 000 000
7860	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
7870	Reliquat des comptes à fin d'exploitation	4 534 620 558
7880	Autres	216 260 917 314
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	152 250 000 000
78804	Remboursement crédit parlementaire	875 000 000
78805	Remboursement financement SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
78806	Remboursement financement rétrocédé (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES	4 821 820 579 771

Article 2 : Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 s'élèvent à 5 258 646 176 429 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
	a) DEPENSES COURANTES	2 751 485 701 012
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 610 972 911 304
	1. Rémunérations des salariés	1 192 778 079 071
61	Rémunérations des salariés	1 192 778 079 071
	2. Achats de biens et services	682 324 496 788
62	Services extérieurs	151 970 598 313
63	Achats	530 353 898 475
	Transferts et Subsidés	600 446 797 142
666	Contributions aux organisations internationales	66 252 001 157
67	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	108 274 779 995
671	Prestations sociales employeur	1 550 000
672	Assistance sociale	1 651 910 194
673	Autres transferts courants	106 621 319 801
	Allocations et subventions	425 920 015 990
653	Subventions aux collectivités territoriales	10 070 200 000
661	Allocations et subsides	316 476 887 962
662	Allocations aux services ministériels	80 312 494 118
664	Allocations aux entités administratives autonomes	19 060 433 910
888	Imprévus	24 000 000 000
667	Exonérations accordées	111 423 538 303
	3. Intérêts	140 512 789 708
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 487 051 285
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	115 375 738 423
644	Pertes de change	1 650 000 000
	b) DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 507 160 475 417
	Dépenses d'investissements sur ressources nationales	1 118 439 367 345
20	Immobilisations incorporelles	37 392 052 542
21	Immobilisations corporelles	607 731 100 019
22	Stocks	339 943 782 708
23	Immobilisations en cours	2 500 000 000
25	Prêts et autres créances à plus d'un an	7 000 000 000
26	Titres et participations	81 514 409 337

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
271	Contrepartie nationale	42 358 022 739
	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures	1 388 721 108 072
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
273	Tirages sur dons	1 326 827 317 936
	TOTAL DES DEPENSES	5 258 646 176 429

Article 3 : L'équilibre du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 se présente comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
	I. RECETTES COURANTES	3 261 852 197 344
	Recettes fiscales	2 319 418 606 131
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	635 562 466 690
714	Impôts sur les biens et services	1 368 094 126 716
715	Impôts sur le commerce extérieur & les transactions internationales	204 338 474 422
76	Impôts et taxes exonérés	111 423 538 303
	Recettes non fiscales	942 433 591 213
721	Revenus de la propriété	235 304 687 741
	Autres recettes non fiscales	707 128 903 472
722	Ventes de biens et de services	409 747 012 447
723	Droits administratifs	206 570 385 684
724	Amendes et pénalités	22 470 229 333
728	Autres produits non fiscaux	68 341 276 008
73	II. DONS	1 326 827 317 936
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 326 827 317 936
74	III. PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	Intérêts des prêts et avances	98 128 507
744	Gains de change	211 084 800
78	IV. PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	Cessions d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
783	Produit de la privatisation des Entreprises Publiques	4 039 269 464
784	Récupération des fonds détournés et malversations	5 771 879 400
7850	Reliquat frais de mission et provision	350 000 000
7860	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000
7870	Reliquat des comptes à fin d'exploitation	4 534 620 558
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	152 250 000 000
78804	Remboursement crédit parlementaire	875 000 000
78805	Remboursement financement SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
78806	Remboursement financement rétrocédé (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
	TOTAL RECETTES ET DONS (I+II+III+IV)	4 821 820 579 771
	V. DEPENSES COURANTES	2 751 485 701 012
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 610 972 911 304
	I. Rémunération des salariés	1 192 778 079 071

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026
61	Rémunérations des salariés	1 192 778 079 071
	2. Achats de biens et services	682 324 496 788
62	Services extérieurs	151 970 598 475
63	Achats	530 353 898 475
	Transferts et subsides	600 446 797 142
666	Contributions aux organismes internationaux	66 252 001 157
67	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	108 274 779 995
671	Prestations sociales employeur	1 550 000
672	Assistance sociale	1 651 910 194
673	Autres transferts courants	106 621 319 801
	Allocations et subventions	425 920 015 990
653	Subventions aux collectivités territoriales	10 070 200 000
661	Allocations et subsides	316 476 887 962
662	Allocations aux services ministériels	80 312 494 118
664	Allocations aux entités administratives autonomes	19 060 433 910
665	Fonds spécial sur fonds non affectés	10 000 000
888	Imprévus	24 000 000 000
667	Exonérations	111 423 538 303
	3. Intérêts	140 512 789 708
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 487 051 285
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	115 375 738 423
644	Pertes de change	1 650 000 000
	VI. SOLDE COURANT HORS DONS (I-V)	510 366 496 332
	VII. SOLDE COURANT Y COMPRIS DONS (I+II+III+IV-V)	2 070 334 878 759
	VIII. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 507 160 475 417
	Dépenses d'investissements sur ressources intérieures	1 118 439 367 345
	Dépenses d'Investissements sur ressources extérieures	1 388 721 108 072
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
273	Tirages sur dons	1 326 827 317 936
	IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VII-VIII)	-436 825 596 658
	X. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (VI-VIII)	-1 996 793 979 085
	XI. RESTES A PAYER	
	XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI)	-436 825 596 658
	XIII. FINANCEMENT	436 825 596 658
	Financement extérieur net	-51 582 015 667
17	Remboursement de la dette extérieure	-113 475 805 803
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
	Financement intérieur net	488 407 612 325
	Financement bancaire	1 456 032 105 630
	BRB	329 649 008 365
	Banques commerciales	1 126 383 097 265
	Financement non bancaire	130 164 879 688
16800	Remboursement dette intérieure	-1 097 789 372 993
	XIV. BESOIN DE FINANCEMENT (XII-XIII)	0

Article 4 : Les dépenses du budget général de l'Etat, réparties par institution, programme et dotation se présentent comme suit :

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
01		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	121 778 275 038	100%
	063	Dotation de la Présidence	121 778 275 038	100%
02		VICE- PRESIDENCE	5 439 325 629	100%
	064	Dotation de la Vice- Présidence	5 439 325 629	100%
03		PRIMATURE	4 956 344 008	100%
	065	Dotation de la Primature	4 956 344 008	100%
04		SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 494 776 046	100%
	066	Dotation du Secrétariat Général de l'Etat	2 494 776 046	100%
05		ASSEMBLEE NATIONALE	30 997 016 300	100%
	067	Dotation à l'Assemblée Nationale	30 997 016 300	100%
06		SENAT	15 557 011 131	100%
	068	Dotation au Sénat	15 557 011 131	100%
07		COUR DES COMPTES	1 842 548 735	100%
	069	Dotation de la Cour des Comptes	1 842 548 735	100%
08		COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	14 583 272 609	100%
	070	Dotation à la Commission Electoral National Indépendante (CENI)	14 583 272 609	100%
11		MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIR E ET DE LA	332 911 272 783	100%

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
		SECURITE PUBLIQUE		
	001	Administration du territoire	7 069 820 192	2%
	002	Décentralisation et développement local	8 095 874 259	2%
	003	Sécurité Publique	286 434 778 858	86%
	004	Protection Civile	1 194 647 503	0%
	005	Administration Générale	30 116 151 971	9%
12		MINISTERES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	86 765 381 340	100%
	006	Défense des intérêts du Burundi à l'international	63 243 829 020	73%
	007	Intégration sous régionale, régionale et coopération internationale	15 958 065 840	18%
	008	Administration générale	7 563 486 481	9%
13		MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	670 493 886 894	100%
	009	Défense nationale	655 858 025 018	98%
	010	Administration générale	14 635 861 876	2%
14		MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE	1 729 760 585 657	100%
	011	Pilotage du développement	20 525 926 231	1%
	012	Mobilisation des ressources, gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 455 866 985 409	84%

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
	013	Gestion budgétaire et comptable	126 363 305 248	7%
	014	Gestion et sauvegarde du patrimoine de l'Etat	75 229 431 428	4%
	015	Administration générale	27 774 937 341	2%
	076	Dotation aux imprévus	24 000 000 000	1%
16		MINISTERE DE LA JUSTICE	58 962 034 310	100%
	016	Accès à la justice	14 681 052 088	25%
	017	Administration pénitentiaire	13 238 094 055	22%
	018	Protection des droits humains	12 224 087 811	21%
	019	Administration générale	18 818 800 356	32%
19		MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	20 796 043 717	100%
	020	Recrutement et gestion des carrières des agents publics	11 036 708 748	53%
	021	Emploi et travail décent	3 030 868 095	15%
	022	Gouvernance et réforme administrative	2 018 746 907	10%
	023	Administration générale	4 709 719 968	23%
20		MINISTERE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	84 804 825 740	100%
	024	Intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine	34 046 496 119	40%
	025	Emploi et autonomisation des jeunes	37 961 538 259	45%
	026	Sport	6 844 416 976	8%
	027	Culture	3 825 831 824	5%

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
	028	Administration générale	2 126 542 561	3%
21		MINISTERE DE LA COMMUNICATIO N, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	13 569 890 713	100%
	029	Economie numérique	2 530 106 726	19%
	030	Communication et médias	9 510 818 792	70%
	032	Administration générale	1 528 965 196	11%
32		MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	684 518 882 994	100%
	033	Enseignement préscolaire, fondamental et au post fondamental général et pédagogique	79 159 859 933	12%
	034	Enseignement supérieur et la recherche scientifique	88 527 190 021	13%
	035	Enseignement technique et de la formation professionnelle	12 928 434 729	2%
	036	Administration générale	503 903 398 311	74%
33		MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	215 670 960 086	100%
	037	Offre et accès aux services et soins de santé	111 668 188 305	52%
	038	Prévention et sécurité sanitaire	11 204 416 967	5%
	039	Administration générale	92 798 354 814	43%
35		MINISTERE DE LA SOLIDARITE	18 697 605 413	100%

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
		NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE		
	040	Protection sociale	13 829 404 730	74%
	041	Promotion des droits humains	812 060 761	4%
	042	Genre	1 496 854 815	8%
	043	Administration générale	2 559 285 108	14%
40		MINISTERE DE L'ENVIRONNEME NT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	479 051 984 063	100%
	044	Agriculture	394 791 354 384	82%
	045	Elevage et halieutique	16 387 907 838	3%
	046	Environnement et gestion durable des terres	26 434 124 960	6%
	047	Recherche et innovation	23 906 039 194	5%
	048	Administration générale	17 532 557 688	4%
41		MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	40 573 559 833	100%
	049	Transport	18 418 586 768	45%
	050	Industrie et artisanat	11 115 431 362	27%
	051	Commerce	3 309 038 072	8%
	052	Tourisme	3 907 581 954	10%
	053	Administration générale	3 822 921 678	9%
42		MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	89 397 547 762	100%
	054	Eau potable et assainissement de base	33 575 446 785	38%
	055	Energie	26 170 355 876	29%

CODE MINISTERE/ INSTITUTION	CODE PROGRAMME/ DOTATION	MINISTERE/ INSTITUTION PAR PROGRAMME/ DOTATION	BUDGET 2025/2026	PART DU PROGRAMME/ DOTATION DANS LE BUDGET GLOBAL DU MINISTERE/ INSTITUTION
	056	Hydrocarbures, mines et carrières	24 495 026 412	27%
	057	Administration générale	5 156 718 689	6%
45		MINISTERE DES INFRASTRUCTUR ES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	349 436 597 060	100%
	058	Infrastructures de transport	294 666 050 421	84%
	059	Infrastructures socioéconomiques et administratives	20 585 028 337	6%
	060	Equipements et rationalisation du charroi de l'Etat	1 369 744 550	0%
	061	Habitat, urbanisation et gestion des déchets et assainissement	9 891 391 283	3%
	062	Administration générale	22 924 382 469	7%
71		INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN	2 668 574 527	100%
	071	Dotation à l'Institution de l'Ombudsman	2 668 574 527	100%
74		COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 633 655 190	100%
	074	Dotation à la Cour Suprême et au Parquet Général de la République	4 633 655 190	100%
75		COUR CONSTITUTIONN ELLE	828 389 574	100%
	075	Dotation à la Cour Constitutionnelle	828 389 574	100%
Total général			5 081 190 247 153	

TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES

Article 5 : Conformément au concept de budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat, en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, en financement, est préparé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

L'exécution du budget de l'Etat dans chaque ministère ou institution constitutionnelle relève exclusivement de l'ordonnateur, du responsable de programme, du contrôleur des engagements des dépenses, du comptable public et du caissier de l'Etat.

Les ministres et les responsables des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, des dotations, des budgets annexes et des budgets d'affectation spéciale de leur ministère ou de leur institution.

Toutefois, le ministre en charge des finances reste l'ordonnateur unique des dépenses en attendant la mise en place d'un système d'informations pour la déconcentration effective de l'ordonnancement.

Le ministre en charge des finances est l'ordonnateur principal unique des recettes et des crédits destinés à couvrir :

- les dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les défauts de remboursement ou appels en garanties intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat (remboursement de la dette, des intérêts et des pertes de change) ;
- les dépenses du personnel de l'Etat ;
- les dépenses financées sur les ressources extérieures pour lesquelles les comptables publics du trésor ne sont pas assignataires.

La fonction d'ordonnateur principal unique des recettes du ministre en charge des finances est déléguée à l'Office Burundais des Recettes pour toutes les recettes intérieures (fiscales et non fiscales).

Le comptable principal de l'Etat est chargé du paiement des dépenses du budget général de l'Etat, de la centralisation des comptes, de l'animation et de la coordination du travail de l'ensemble des comptables publics. Le ministre ayant les finances dans ses attributions nomme les comptables publics de l'Etat et commissionne les comptables spécialisés des organismes et établissements autonomes et les comptables des projets ainsi que des entités territoriales.

Toute tranche mensuelle accordée à ces organismes doit être justifiée par la communication, aux fins de vérification et de reddition des comptes de l'Etat, d'un rapport d'exécution des dépenses qui doit être classifié selon la nomenclature budgétaire et comptable, des extraits des comptes bancaires faisant ressortir le solde du compte au dernier jour du mois et du livre journal de caisse dont la présentation conditionne l'octroi des tranches suivantes.

Article 6 : Les dépenses de l'Etat sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées. Toutefois, certaines dépenses spécifiques ou exceptionnelles peuvent être payées avant leur ordonnancement. Dans ce cas, elles doivent être régularisées sur les crédits budgétaires correspondants au cours de l'exercice concerné.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe la liste exhaustive des dépenses éligibles à cette procédure exceptionnelle ainsi que les modalités de leur enregistrement comptable et de leur régularisation.

Article 7 : Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat.

Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à négocier avec les bailleurs de fonds pour décider de l'allocation des ressources et à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour le suivi et la comptabilisation compatible avec les clauses de financement ou les accords de crédits et les lois en vigueur.

Article 8 : La fongibilité des fonds publics, la disponibilité et la liquidité des financements et des fonds extérieurs budgétisés selon les dispositions de l'article 7 sont assurées dès l'ouverture des crédits prévus et autorisés par la loi de finances de l'exercice 2025/2026 par :

- la mise en place des cadres juridiques et réglementaires transparents agréés par l'administration et les bailleurs de fonds pour en assurer et en garantir la bonne gestion ;
- la production mensuelle des états justificatifs des décaissements destinés à couvrir uniquement les dépenses budgétisées et qui sont communiqués aux bailleurs de fonds.

Article 9 : Les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocedés sont visés au préalable par le ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué. Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle. Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmis au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes. Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable. Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

Article 10 : Dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'Etat et pour faire face aux décalages éventuels en cours d'exercice entre les recettes et les dépenses de l'Etat, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor conformément à la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir en dernier ressort aux avances de la Banque de la République du Burundi.

Article 11 : Dans la limite du déficit budgétaire, exercice 2025/2026, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :




- émettre des titres du Trésor suivant la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir aux concours extérieurs dans l'ordre de préférence suivant : dons, prêts à long terme à des conditions concessionnelles et autres prêts.

Article 12 : Les comptes en devises des entités et projets de l'Etat et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs sont gérés suivant la réglementation de la Banque de la République du Burundi.

Article 13 : Les opérations financières de l'Etat telles que définies à l'article 6 du décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant modification de la loi du 19 mars 1964 relative à la comptabilité publique de l'Etat et instituant la nomenclature et la codification des ressources, des finances et des charges de l'Etat sont rattachées au budget général de l'Etat.

Elles participent à la reddition mensuelle des comptes de l'Etat. Le crédit de chaque compte doit faire apparaître la distinction entre les ressources propres et transferts reçus. Le débit doit ventiler les charges entre les dépenses courantes et dépenses en capital.

Article 14 : Les gestionnaires et les comptables des projets financés sur les ressources nationales et extérieures sont tenus à la justification des dépenses qui y sont imputables.

Ces justifications sont adressées au ministre de tutelle et au ministre en charge des finances.

Article 15 : Les fonds d'indemnisation sont transférés directement aux comptes des bénéficiaires.

Article 16 : Le rapatriement des devises issues de toutes les exportations est obligatoire.

La Banque de la République du Burundi est chargée de la mise en application de cette disposition et de fixer les modalités pratiques de cession de ces devises sur le marché de change.

Article 17 : Toute recette non prévue dans la loi, qui est réalisée en cours d'exercice, vient en augmentation du budget des recettes. Les paiements rattachés aux crédits de l'exercice 2025/2026 sont autorisés jusqu'au 30 juin 2026.

Toutefois, les engagements des dépenses sont clôturés au 30 avril 2026, sauf pour les salaires, les frais de mission, la dette publique et les dépenses payées sans ordonnancement préalable ainsi que toute autre exception autorisée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Une lettre circulaire du ministre en charge des finances fixe trimestriellement les délais-limites et les modalités pour la clôture des opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement au titre de l'exécution du budget.

Article 18 : Toutes les recettes des établissements publics à caractère administratif, des administrations personnalisées de l'Etat bénéficiant des subsides de l'Etat ainsi que d'autres services de l'Etat financés sur le budget de l'Etat, sont collectées via les comptes desdites institutions ouverts à cette fin et nivelés chaque jour au compte de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes vers le compte général du Trésor.

Les prévisions budgétaires en recettes et en dépenses, des communes, des hôpitaux publics et des établissements publics à caractère social, commercial et industriel sont inscrites au budget annexe. Les réalisations du budget de ces derniers sont renseignées trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes avec copie au ministre en charge des finances. Le ministre en charge des finances a un droit de regard sur tous les comptes des organismes publics.

Article 19 : Sans préjudice des dispositions de la loi n°1/16 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant cadre organique des administrations personnalisées de l'Etat, de la loi n°1/17 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/23 du 26 juillet 1988 portant cadre organique des Etablissements publics et de la loi organique n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'Administration communale, l'exercice comptable correspond à l'année budgétaire qui commence le 1^{er} juillet de l'année N et se termine le 30 juin de l'année N+1.

Les revenus réalisés du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 seront déclarés au plus tard le 30 septembre 2025.

Les acomptes trimestriels sont exigibles le dernier jour des sixième (6^{ème}), neuvième (9^{ème}) et douzième (12^{ème}) mois de l'exercice concerné.

La production des états financiers de toutes les administrations personnalisées de l'Etat, de tous les Etablissements publics à caractère administratif, industriel et/ou commercial, de toutes les administrations à caractère social, des collectivités locales, s'aligne à l'exercice budgétaire.

Les états financiers de chaque exercice doivent être soumis, avant le 30 septembre de l'exercice suivant, à l'approbation du Conseil d'administration après leur certification et sont transmis au ministre en charge des finances, au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Article 20 : L'exécution de la dépense publique est faite sur base des prévisions inscrites dans les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignées à la nomenclature budgétaire de l'Etat.

Article 21 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les PTBA des projets financés sur les ressources extérieures qui n'ont pas encore reçu l'avis de non objection des Partenaires au Développement jusqu'au 30 juin 2025 restent provisoires. Les responsables des projets sont tenus de transmettre les PTBA endéans 10 jours ouvrables comptés à partir de la date de réception de l'avis de non objection.

Article 22 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les institutions constitutionnelles sont autorisées à engager leurs dépenses sous forme des tranches moyennant la présentation du projet de leur utilisation.

Toutefois, les ministères et autres institutions peuvent accéder à cette autorisation sur accord préalable du ministre en charge des finances pour certaines fournitures de biens et services.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités d'application du présent article.

Article 23 : Les dépenses des structures rattachées aux ministères et institutions constitutionnelles doivent suivre le circuit normal de l'exécution budgétaire.

Pour les cas exceptionnels, seul l'engagement en tranches mensuelles est autorisé.

Article 24 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les constructions sont exécutées par les ministères et institutions qui les ont planifiées pour un marché contractuel d'un montant inférieur ou égal à un milliard de francs Burundi (1 000 000 000 BIF).

Les marchés de construction dépassant le seuil visé à l'alinéa précédent sont exécutés par l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) sur base d'une convention dûment signée avec le ministère ou l'institution bénéficiaire.

Toutefois, le ministre en charge des finances autorise, à titre dérogatoire, le ministère ou l'institution de passer un marché de construction dépassant ce seuil.

Pour les travaux confiés à l'OBUHA, les crédits budgétaires y relatifs sont prévus et engagés sur les lignes budgétaires des ministères et institutions concernés au profit du compte de l'OBUHA ouvert à la Banque de la République du Burundi.

Article 25 : Pour améliorer la transparence, la traçabilité et la gouvernance budgétaire, les institutions publiques et parapubliques bénéficiant des subsides de l'Etat ne sont pas autorisées à avoir un compte de fonctionnement ouvert dans une banque commerciale ou autre institution financière.

Article 26 : Le recouvrement de tous les revenus issus du patrimoine de l'Etat est assuré par l'Office Burundais des Recettes.

Article 27 : Toutes les conventions de dons, de prêts et d'emprunts qui engagent l'Etat sont obligatoirement signées par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Article 28 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les dépenses liées à l'entretien et à la réparation des véhicules des ministères et institutions sont engagées sur base d'un bon de commande établi et visé par un contrôleur des engagements des dépenses à l'exception des institutions bénéficiaires des tranches.

Les ministères et institutions établissent et communiquent au ministère en charge des finances les garages autorisés à effectuer les opérations d'entretien et de réparation de leur charroi respectif.

Article 29 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les ministères et institutions doivent fournir au plus tard le 05 juillet 2025, un état détaillé des effectifs de leurs employés en service et leur affectation.

Ils sont également tenus de transmettre au ministère en charge des finances, un état récapitulatif des mouvements de personnel, détaillant les entrées et sorties intervenues dans leurs départements et ce, au plus tard le 05 de chaque mois.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de rapportage.

Article 30 : Tous les bons de commande des ministères et institutions, y compris les administrations personnalisées de l'Etat et des établissements publics à caractère administratifs ne sont valables que s'ils sont visés par le Contrôleur des Engagements des Dépenses (CED) après vérification de la disponibilité du budget.

Article 31 : Aucun projet n'est présenté dans la loi de finances que si les critères d'éligibilité tels que l'alignement au Plan National de Développement révisé et/ou l'existence de la fiche de projet standard présentée par le ministère technique, sont remplis.

Article 32 : Les gestionnaires de tous les comptes ouverts à la Banque de la République du Burundi, les gestionnaires de tous les projets quelles que soient leurs sources de financement, et d'une façon générale tous les gestionnaires bénéficiant des tranches de crédits, des avances, des prêts directs et rétrocédés du Trésor, sont tenus à la justification trimestrielle des fonds accordés.

En cas de manquement à cette obligation, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé, après une mise en demeure, à bloquer les comptes et à les solder au bénéfice du Trésor public.

Article 33 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, pour les institutions publiques, les paiements en espèces sur guichet de la Banque de la République du Burundi sont plafonnés à cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF).

Toutefois, sur une demande motivée de l'ordonnateur demandeur, le ministre en charge des finances accorde une dérogation de dépassement de ce plafond.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 34 : Aucun marché public attribué et exécuté par les entreprises, fournisseurs et prestataires nationaux ne peut être libellé en monnaies étrangères.

Article 35 : Tous les marchés publics sont conclus pour une période d'une année, en conformité avec le principe d'annualité budgétaire. L'autorité contractante doit s'assurer de la disponibilité du financement avant le lancement de l'avis d'appel d'offres, conformément à son plan prévisionnel de passation des marchés publics et avant la signature de la lettre de commande.

Toutefois, seuls les marchés publics d'investissement visés à l'article 36 de la présente loi sont conclus pour une période de plus d'une année.

Article 36 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, une dissociation en crédit d'engagement et en crédit de paiement est opérée pour permettre une meilleure visibilité et continuité dans la gestion des dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales et s'exécutant sur une durée de plus d'une année.

Toutefois, aucun marché ne peut s'exécuter sur une durée de plus de 3 ans, exception faite aux marchés complexes dont l'autorisation est accordée par le ministre en charge des finances.

Article 37 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, certains marchés de fournitures des biens, tant nationaux qu'internationaux sont négociés directement avec les producteurs ou fabricants.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités d'application du présent article.

Article 38 : Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'Administration Communale, la passation de tous les marchés de fournitures, travaux et services conformément aux règles et procédures en rapport avec le code des marchés publics est décentralisée dans les communes et provinces.

Un marché de fournitures, des travaux et de services ne dépassant pas un montant d'un milliard de francs Burundi (1 000 000 000 BIF) est ouvert au profit des entreprises, fournisseurs et prestataires œuvrant dans la commune et/ou province dans lesquelles le marché s'exécute avant la brèche à la concurrence nationale en cas d'absence d'offres conformes.

En cas d'offres techniques et financières égales, les sociétés coopératives sont prioritaires.

Article 39 : Au titre de la Gestion budgétaire 2025/2026, la mise en œuvre de certaines activités des ministères prévues dans le PTBA pour être exécutées à l'intérieur du pays est décentralisée dans les provinces et communes bénéficiaires. L'exécution de ces activités est faite sous la coordination des responsables provinciaux et communaux.

Une ordonnance conjointe du ministre en charge des finances et le ministre sectoriel concerné détermine la liste de ces activités et les modalités pratiques de leur exécution.

Article 40 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge du bâtiment actualisent par voie d'ordonnance, au cas échéant, les taux de location des biens immeubles et meubles de l'Etat.

Article 41 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les contrats des immeubles loués ou mis en location par l'Etat doivent être conjointement signés, au nom de l'Etat, par les ministres ayant respectivement les infrastructures et les finances dans leurs attributions.

Une copie de chaque contrat de mis en location est transmise à l'Office Burundais des Recettes dans un délai de quinze (15) jours calendaires, comptés à partir de la date de signature.

Article 42 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, un rapport d'inventaire des contrats de location des biens meubles et immeubles loués par les services publics (Etat) est produit par le ministère en charge des infrastructures et transmis au ministère en charge des finances au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit chaque trimestre.

Une ordonnance des ministres en charge des infrastructures et des finances détermine les modalités pratiques de rapportage.

Article 43 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les ministères et institutions prévoient un montant dédié à l'apurement de leurs arriérés.

Article 44 : Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique salariale équitable, la part-emploi des fonctionnaires et agents civils de l'Etat est exonérée de l'impôt sur les revenus.

Article 45 : Tous les recrutements sont gelés sauf pour les ministères de la Défense, de la Sécurité, de l'Education et de la Santé ainsi que pour les institutions qui suivent :

- Office Burundais des Recettes (OBR) ;
- Autorité de Régulation des Marchés des Capitaux (ARMC) ;
- Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) ;
- Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR) ;
- Conseil National de la Communication (CNC) ;
- Office de la Première Dame pour le Développement du Burundi (OPDD-Burundi) ;
- Agence de Développement du Burundi (ADB) ;
- Parquet Général de la République ;
- Cour Constitutionnelle ;
- Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre (OBEM) ;
- Office Burundais des Droits d'Auteurs et des droits voisins (OBDA) ;
- Agence Burundaise de l'Emploi des Jeunes (ABEJ) ;
- Programme d'Autonomisation Economique et de l'Emploi des Jeunes (PAEEJ) ;
- Maison de la Culture ;
- Fonds de Service Universel (FSU) ;




- Centre National d'Appareillage et de Rééducation (CNAR) ;
- Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) ;
- Agence Burundaise de l'Electrification Rurale (ABER) ;
- Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural (AHAMR) ;
- Autorité de Régulation des secteurs de l'Eau potable et de l'Energie (AREEN) ;
- Université du Burundi (UB) ;
- Ecole Normale Supérieure (ENS) ;
- Commission Nationale permanente de lutte contre la prolifération des Armes légères et de Petit calibre (CNAP) ;
- Hôpital de la Police Nationale du Burundi (HPNB) ;
- Agence Routière du Burundi (ARB) ;
- Autorité Maritime et Portuaire du Burundi (AMPB) ;
- Direction des Titres Fonciers et du Cadastre National (DTFCN).

Ces recrutements doivent se faire dans la limite du budget disponible.

Les remplacements du personnel dans tous les autres secteurs sont autorisés. Toutefois, ces recrutements et remplacements ne peuvent être effectués que pour un poste bien défini et justifié par des critères de performance.

Les recrutements et les remplacements ne peuvent être effectifs que s'ils sont visés par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 46 : Les jetons de présence des commissions techniques/comités de pilotage, créés pour un événement ou une activité ponctuelle sont supprimés sauf pour les commissions permanentes, multisectorielles, mises en place par loi, décret ou arrêté.

Un arrêté du Premier Ministre détermine les modalités pratiques de fonctionnement de ces commissions techniques/comités de pilotage.

Article 47 : Les plafonds d'engagements trimestriels élaborés sur base des PTBA alignés à la nomenclature budgétaire de l'Etat pour les ministères ou institutions sont validés par le conseil des ministres.

Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa premier, tous les gestionnaires des crédits doivent respecter les plafonds d'engagements trimestriels.

Article 48 : Les véhicules cédés par les projets ou programmes des bailleurs de fonds sont préalablement enregistrés dans la comptabilité du ministère en charge des finances avant d'être remis au ministère en charge du charroi de l'Etat pour les répartir aux services ayant exprimé le besoin.

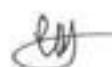
Une copie du document de transfert de chaque véhicule cédé est remise au ministère en charge des finances.

Tout véhicule cédé à l'Etat change d'immatriculation endéans trois mois à partir de la date de signature de l'acte de cession.

S'agissant des véhicules déjà cédés dont les actes de cession ne sont pas disponibles, une dérogation est accordée pour le changement d'immatriculation au plus tard le 31 décembre 2025.

Article 49 : Un marché de fournitures, de travaux et de services ne dépassant pas un montant de deux milliards de francs Burundi (2 000 000 000 BIF) est ouvert prioritairement à la compétition des entreprises locales.

- Article 50** : Les achats des vivres, des non vivres et fournitures utilisées par les écoles fondamentales et post-fondamentales ainsi que les vivres destinés aux cantines scolaires sont ouverts au marché local (au niveau communal ou provincial) avant d'être étendus sur le marché national en cas de non satisfaction de la demande par offre communale ou provinciale.
- Article 51** : Aucun marché de fourniture de véhicules de type affaire et promenade des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, commercial, social ou industriel ainsi que les administrations personnalisées de l'Etat n'est autorisé à excéder un montant de cent quatre-vingt millions de francs Burundi (180 000 000 BIF) hors taxe sur valeur ajoutée (HTVA).
- Article 52** : Par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des marchés publics, la commande de toutes les fournitures de même nature au profit des ministères et institutions dépenriers peut être adressée directement au fabricant local ou étranger ayant justifié préalablement les capacités techniques et financières.
- Cette mesure s'étend également aux établissements publics fonctionnant sur base des fonds publics.
- Article 53** : Aucune réservation de crédits sur le compte du marché en cours de finalisation n'est autorisée pour les marchés non exécutés pendant l'exercice budgétaire.
- Article 54** : Tous les comptes publics sont des sous comptes du compte général du Trésor.
- Article 55** : Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer aux gestionnaires de crédits d'exécuter des tranches de crédits pour une période déterminée en vue de maîtriser les dépenses publiques et de les contenir dans la limite des recettes et des financements disponibles.
- En cas de contreperformance des recettes, il est autorisé à bloquer l'engagement des dépenses non fixes.
- Article 56** : Les dépenses imprévues sont inscrites dans le budget du ministère des finances. Ce crédit est réparti par ordonnance du ministre en charge des finances entre les crédits des ministères et institutions responsables de l'exécution de ces dépenses imprévues. Aucune dépense ne peut être imputée directement sur ce crédit global.
- Article 57** : Le ministre ayant les finances dans ses attributions a le droit de préemption du budget total alloué au désintéressement des dépôts à vue (comptes courants) de la Banque pour le Commerce et le Développement et de la Banque Populaire du Burundi en liquidation sur les recouvrements effectués par les commissions ad hoc. A cet effet, les présidents des commissions de liquidation sont tenus de produire des rapports trimestriels et de les communiquer au ministre ayant les finances dans ses attributions.
- Article 58** : Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à effectuer, au cours de l'exercice, les transferts de crédits que l'exécution du budget rend nécessaires dans les limites prescrites par la loi de finances.
- Il est interdit à tout gestionnaire de crédit d'engager ou d'imputer une dépense en dépassement du crédit voté et accordé en application des dispositions des articles 2 et 3.
- Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des mesures qui s'imposent pour éviter le dépassement des crédits.




Sans préjudice des sanctions pénales prévues, en cas de gestions frauduleuses, par l'article 454 de la loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant Code pénal, les sanctions disciplinaires prévues par l'article 88 de la loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires sont également applicables à tous les comptables publics de l'Etat et gestionnaires des crédits visés par la présente loi.

Article 59 : Tout contrat, toute décision et toute convention à signer au nom de l'Etat, tout marché de fournitures, de services ou de travaux, ayant pour effet d'engager une dépense ou d'imposer à l'Etat des obligations de paiements, directs ou indirects, conformément aux seuils réglementaires, doivent, pour être valables et payables, être contrôlés et approuvés préalablement par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Article 60 : Les prix des biens et services sont fixés conformément au référentiel des prix pour la mise en œuvre des procédures d'exécution des marchés publics.

Article 61 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser des acomptes préalablement à l'exécution des marchés publics des travaux, des services et des fournitures.

Article 62 : Toute personne active bénéficiant de l'assistance sociale de l'Etat, est préalablement appelée à adhérer à l'une ou à des sociétés coopératives de production.

Article 63 : Toute transaction commerciale faite sur le territoire burundais s'effectue en francs Burundi conformément à la réglementation de change en vigueur.

Article 64 : Pour tous les établissements scolaires œuvrant sur le territoire burundais, les frais de scolarité ou toute autre transaction s'effectuent en monnaie locale.

Article 65 : L'exportation des déchets de fer, d'aluminium et d'huile de vidange, des produits semi finis fabriqués à base des déchets de fer et d'aluminium, est interdite.

Il est aussi interdit d'exporter toute matière première indispensable pour les industries locales.

Une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et de l'industrie détermine la liste de ces matières premières.

TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES

Article 66 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué une contribution spéciale destinée à l'achat des bancs pupitres, des manuels scolaires, au recrutement des enseignants et à l'appui à la Carte d'Assistance Maladie « CAM ».

Cette contribution est fixée à 0.5% :

- de la rémunération mensuelle nette du personnel des projets financés par les partenaires au développement ;
- de l'indemnité mensuelle nette perçue par les mandataires politiques ;
- du montant du marché exécuté par les bénéficiaires des marchés publics ;
- de la rémunération mensuelle nette des cadres nommés par le Président de la République, les Présidents des deux chambres du Parlement et l'Ombudsman.

La participation volontaire à cette contribution de toute personne morale ou physique non visée à l'alinéa précédent du présent article est encouragée.




Cette contribution est collectée via les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes et nivelés chaque jour au compte général du Trésor.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 67 : Il est opéré une taxe de consommation de services de dix pour cent (10%) sur les tarifs appliqués par les notaires et avocats pour le compte du Trésor. Cette taxe est collectée par le notaire ou avocat et reversée à l'Etat.

Cette taxe supportée par le client est déclarée et reversée mensuellement par le notaire ou l'avocat au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 68 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, le taux de la redevance administrative payée par l'importateur est fixé à 1% de la valeur en douane rendu sur le territoire national.

Article 69 : Il est opéré une taxe de consommation de services de 5% sur les tarifs d'hébergement hors toute taxe, appliqués par les établissements hôteliers pour le développement du secteur du tourisme. Cette taxe est collectée par les gestionnaires des hôtels, motels et maisons de passage, ensuite déclarée et reversée mensuellement au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Tout propriétaire ou gestionnaire d'un hôtel, motel ou maison de passage est tenu d'afficher, à l'entrée visible par le public, l'indication de l'usage de l'immeuble ; au cas contraire, une amende de cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) lui est appliquée.

Article 70 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire au titre d'acompte d'impôt sur les revenus sur toutes les importations destinées à la revente introduites sur le territoire burundais. Le taux du prélèvement forfaitaire est fixé à trois pour cent (3%) de la valeur en douane des importations, sauf pour le carburant.

Pour l'importation des véhicules, le prélèvement forfaitaire est appliqué à partir du deuxième véhicule d'affaires et promenades importé par individu et par an, excepté pour les véhicules en franchise douanière.

Toutefois, en cas de transfert du véhicule avant l'expiration d'une période de deux ans, comptée à partir de la date de son importation, ce prélèvement forfaitaire devient exigible.

Article 71 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus d'affaires sur les opérations suivantes :

a) les achats locaux effectués par des contribuables auprès des fabricants des produits suivants :

- le sucre : 1% du prix de vente ;
- les boissons alcoolisées et non alcoolisées produites selon les catégories suivantes :
 - 1° les bières : 1% du prix ex-usine ;
 - 2° les limonades : 0,5 % du prix ex-usine ;
 - 3° les jus de toute nature : 0,5% du prix ex-usine ;
 - 4° les vins : 2 % du prix ex-usine ;

- 5° les liqueurs : 20% du prix ex-usine ;
- l'eau minérale : 1% du prix ex-usine ;
- la farine : 0,85 % du prix ex-usine ;
- les huiles produites localement : 2% du prix de vente ;
- les cigarettes achetées auprès des fabricants locaux : 1% du prix de vente ;
- les tissus : 1% du prix de vente ;
- les huiles palmistes (noix) : 2% du prix de vente ;
- b) les achats locaux des carburants et lubrifiants auprès des importateurs : 0,74% du prix de vente ;
- c) l'abattage par les bouchers :
 - 1° bovin : quatre mille francs Burundi (4 000 BIF) par tête de bovin ;
 - 2° capridés, ovidés, porcs : deux mille francs Burundi (2000 BIF) par tête ;
- d) l'achat du café parche : 0,9% du prix de vente.

Ce prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus concerne uniquement les personnes qui s'approvisionnent auprès des fabricants.

La liste des produits peut être actualisée par une ordonnance du ministre en charge des finances.

Article 72 : Par dérogation à l'article 85 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, toute personne physique et morale percevant un revenu locatif imposable doit préparer une déclaration annuelle sous la forme spécifiée par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et la soumettre à l'Administration fiscale au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle de l'encaissement des loyers.

Cette déclaration doit être unique pour les revenus locatifs encaissés sur tout le territoire.

Article 73 : Par dérogation à l'article 37 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Les revenus d'affaires s'entendent comme le montant des recettes provenant de l'exercice d'une profession commerciale, industrielle, artisanale ou libérale diminués de toutes les dépenses et charges éventuellement déductibles selon les dispositions des articles 54 à 73.

Les revenus d'affaires incluent aussi le produit de toute vente d'actifs détenus dans le cadre d'exercice d'activités d'affaires et des liquidations perçues pendant l'exercice fiscal, ainsi que les revenus provenant de la location de machines et d'autres équipements, y compris des équipements agricoles.

En outre, les revenus d'affaires comprennent les revenus provenant de la fourniture de logements meublés dans les hôtels, motels et établissements où sont hébergés des hôtes payants, les locations des salles de fêtes ou de spectacles.

Les revenus perçus par les exploitants des marchés ouverts au public et de la location des terrains sont imposés à l'impôt sur les revenus locatifs.

Article 74 : Par dérogation aux dispositions de l'article 81 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, le point 1° de l'alinéa premier de cet article est modifié comme suit :

L'impôt sur le revenu locatif est assis sur le revenu locatif des bâtiments.

Article 75 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué un système d'acompte d'impôt sur le revenu locatif payable au plus tard le 30 septembre de chaque année. Le montant à payer est égal à au moins un quart de l'impôt sur les revenus locatifs déclaré l'année précédente.

Article 76 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, pour toutes les sociétés commerciales privées quelle que soit leur forme juridique, en l'absence du procès-verbal d'affectation des bénéfices nets de la période, les dividendes sont censés être distribués à concurrence de 100% dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Aucun bénéfice net ne peut être mis en report à nouveau et en réserves libres pour deux exercices successifs. Au cas contraire, la retenue à la source de 15% de ce bénéfice net est applicable conformément aux dispositions de l'article 122 au point 1° de la loi relative à l'impôt sur les revenus.

Par dérogation à l'article 122 de la loi précitée, la retenue de 15% est exigible au plus tard le quinzième jour qui suit le mois au cours duquel le fait générateur est intervenu.

Article 77 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les bénéfices nets d'impôt réalisés par les sociétés à participation publique à caractère commercial ou industriel sont répartis dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Les dividendes revenant à l'Etat sont versés sur les comptes de transit des recettes non fiscales de l'Office Burundais des Recettes au plus tard le quinzième jour qui suit le mois de répartition.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, les dividendes sont majorés d'une pénalité de 5% par mois de retard.

Article 78 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, pour toute société dans laquelle l'Etat du Burundi est le seul actionnaire, l'affectation des bénéfices nets est validée par le ministre en charge des finances.

Article 79 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les excédents d'exploitation réalisés par les établissements publics à caractère administratif ou social, les administrations personnalisées de l'Etat, sont versés au trésor public, déduction faite des sommes affectées aux réinvestissements dûment validés conjointement par le ministre de tutelle et le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Les institutions publiques de sécurité sociale ne sont pas concernées par cette mesure.

La présente disposition est aussi applicable à tous les excédents d'exploitation reportés au 30 juin 2025.

Article 80 : Toutes les recettes issues de la location des stands, des shops ou tout autre espace dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat, sont versées sur les comptes ouverts au nom de l'Office Burundais des Recettes dans les institutions financières et nivelés chaque jour vers le compte général du Trésor.

A ce titre, les recettes issues de cette location sont réparties comme suit :

- 50% reviennent au Trésor public ;
- 50% reviennent aux communes.

En application de cette disposition, les loyers sont payés directement par le commerçant occupant le stand, le shop ou l'espace et sont fixés au double des loyers initialement tarifés par les communes ou la Mairie. Les contrats y relatifs sont signés entre l'Office Burundais des Recettes et l'occupant.

Une ordonnance conjointe du ministre ayant les finances dans ses attributions et celui en charge de l'intérieur détermine les modalités de collaboration entre l'Office Burundais des Recettes et les communes.

Article 81 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les barèmes des redevances perçues sur la cession ou concession des terrains du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Un décret détermine les modalités d'application de cet article.

Article 82 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est instauré un système de valorisation des vieux boisements relevant du domaine privé de l'Etat.

Une ordonnance du ministre en charge de l'environnement fixe les modalités d'application du présent article.

Article 83 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les barèmes des redevances sur les services offerts par l'OBPE pour les exploitants miniers, sont actualisés.

Un décret détermine les modalités d'application du présent article.

Article 84 : Il est opéré une taxe ad valorem et une taxe spécifique sur les vins et les spiritueux, la bière, les eaux minérales et les eaux gazéifiées, même aromatisées, les limonades, les sodas et les boissons non-alcoolisées, les jus de toute nature, les véhicules usagés ou neufs, l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle.

a) La taxe ad valorem s'applique aux produits ci-dessous énumérés et aux taux fixés comme suit :

- | | |
|---|----------|
| 1. les vins mousseux autres que les champagnes | : 100% ; |
| 2. les champagnes et les liqueurs | : 200% ; |
| 3. les autres vins | : 80% ; |
| 4. les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées | : 13%. |

Il est appliqué une surtaxe de 100% de la valeur en douane sur les bières, les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées, importées et de 25% de la valeur en douane sur limonades, soda, boissons non alcoolisées et jus de toute nature importées.

- | | |
|--|---------|
| 5. l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle | : 12% ; |
| 6. la taxe de consommation sur les véhicules : elle s'applique aux véhicules de la position tarifaire 87.03 du Tarif Extérieur Commun (TEC), à l'exception des ambulances, des voitures cellulaires et des voitures corbillards et le taux est fixé comme suit : | |
| - Pour les véhicules à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelles d'une cylindrée : | |
| a. inférieure ou égale à 1 500 cc | : 7% ; |
| b. entre 1 501 et 3 000 cc | : 12% ; |
| c. excédent 3 000 cc | : 17% ; |

- Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée :
 - a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
 - b. entre 1 501 et 2 500 cc : 12% ;
 - c. excédent 2 500 cc : 17%.
- Pour les autres véhicules de cette position tarifaire : 17%.

Toutefois, la taxe de consommation ne s'applique pas aux véhicules utilitaires pour le transport des marchandises et des personnes ainsi qu'aux véhicules possédés pendant au moins une année, faisant objet de déménagement par des ressortissants burundais.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe de consommation sur les véhicules sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

b) La taxe spécifique s'applique aux produits ci-dessous énumérés et au tarif fixé comme suit :

1. la bière : 40 000 BIF/hl à l'exception des bières produites avec 100% de matières premières locales. Pour cette catégorie de bière, la taxe est fixée à 12 430 BIF/hl ;
2. les limonades, soda, jus de toute nature et autres boissons non alcoolisées non repris dans cet article : 30 400 BIF/hl ;
3. les vins mousseux : 500 BIF/litre ;
4. autres vins : 130 BIF/litre ;
5. alcool, liqueurs et autres boissons : les rubriques tarifaires comprises entre 22 08 20 00 et 22 08 90 90 : 500 BIF/litre ;
6. le carburant : 210 BIF/litre ;
7. les lubrifiants : 300 BIF/litre.

La taxe ad valorem et la taxe spécifique s'appliquent aux produits importés ou fabriqués localement.

A l'importation, la taxe ad-valorem est appliquée sur la valeur coût, assurance fret (CAF) rendu sur le territoire national, augmenté des droits de douane, tandis que pour les produits fabriqués localement, elle est appliquée sur le prix de vente.

Pour le sucre importé ou produit localement :

- la taxe de consommation est supprimée ;
- le taux de la TVA applicable est de 10% ;
- les droits de douane sont fixés à 25%.

La taxe de consommation de toute nature est incluse dans la base taxable de la TVA.

Article 85 : Toute personne qui opère le prélèvement conformément à la présente loi, est tenue de remplir une déclaration fiscale sous la forme prescrite par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et de transférer le montant collecté dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent le mois du prélèvement.

Toute personne obligée de prélever et qui se soustrait à cette obligation, est tenue personnellement de payer à l'Administration fiscale le montant de l'impôt dû, amendes et intérêts de retard compris. Elle peut récupérer l'impôt payé auprès du redevable de l'impôt, à l'exclusion des amendes et intérêts.

Article 86 : Le décret-loi n°1/027 du 21 juillet 1989 portant modification de la loi n°1/003 du 8 janvier 1987 portant transfert de l'impôt sur les revenus locatifs perçus sur le territoire du Burundi aux communes et à la Mairie de Bujumbura reste abrogé.

L'impôt sur les revenus locatifs est rapatrié au sein de la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

A ce titre, l'Office Burundais des Recettes collecte l'impôt locatif. Les recettes issues de l'impôt locatif sont réparties comme suit :

- 60% reviennent aux communes ;
- 40% reviennent au trésor public.

Article 87 : La livraison de bâtiments, ou de fraction de bâtiments dont l'usage n'est pas encore défini, faite par les personnes morales, est taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les conditions définies par la loi. Dans le cas des livraisons d'une propriété où il y a de bâtiments ou d'une fraction de bâtiments en cours de construction dont l'usage n'est pas défini et des constructions à usage d'habitation, la valeur taxable est déterminée en appliquant le coefficient à la valeur de la propriété. Le coefficient est obtenu par le prorata des superficies bâties par rapport à la superficie totale de la parcelle.

Article 88 : Pour les importations des produits pétroliers, la valeur taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est constituée par la valeur Coût, Assurance et Fret « CAF », rendue sur le territoire du Burundi, augmentée des droits et taxes de porte de toute nature liquidée par l'Administration douanière.

Article 89 : Pour les contribuables qui fournissent des biens et /ou des services à l'Etat, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est exigible lors de l'encaissement du prix.

Article 90 : Par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la déduction ou le remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est conditionné (e) par la vérification du paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) collectée. A cet effet, le demandeur doit coopérer à ladite vérification.

Pour être admise en déduction ou en remboursement, la TVA doit figurer sur une facture électronique envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement.

Article 91 : Par dérogation aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, cet article est modifié comme suit :

Si le montant de la taxe à déduire en application de l'article 22 est supérieur au montant de la taxe collectée au titre d'une période imposable sur ses opérations réalisées, ou sur les opérations pour lesquelles l'assujetti est tenu de s'acquitter la taxe en vertu de l'article 51, l'excédent est imputé sur la déclaration ultérieure.

Lorsque chacune des déclarations périodiques portant sur trois périodes imposables consécutives fait apparaître un crédit de taxe, une demande de remboursement peut être déposée au cours du mois suivant la troisième période. Cette demande doit porter sur un montant déterminé par le ministre. Si le crédit de taxe n'atteint pas ce montant, il est reporté sur la déclaration ultérieure.

Néanmoins, le ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, permettre à certaines catégories d'assujettis de demander le remboursement de leurs crédits de taxe après chaque période imposable.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 du présent article, le crédit TVA qui n'a pas été demandé en remboursement au cours du mois suivant la troisième période, n'est plus accepté en report durant les périodes ultérieures.

Sous réserve des dispositions de l'article 33 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 régissant la TVA, le contribuable conserve son droit de faire la demande de remboursement de son crédit TVA.

Article 92 : Par dérogation aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, en cas de fraude fiscale, il est institué une procédure exceptionnelle de contrôle fiscal. Cette procédure s'ouvre immédiatement au constat des faits constitutifs de fraude fiscale.

Avant la clôture de ce contrôle, un procès-verbal de constat de fraude fiscale doit être établi et dûment signé par l'agent autorisé de l'Office Burundais des Recettes, dans un délai ne dépassant pas 24 heures, compté à partir de la constatation de l'un ou l'autre des éléments constitutifs de fraude fiscale.

L'établissement des impositions suite à la constatation de fraude fiscale doit être fait dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours ouvrables, comptés à partir de la date de l'établissement et de la signature du procès-verbal.

L'établissement des impositions visé à l'alinéa précédent doit être matérialisé par une note d'imposition immédiatement exigible et recouvrable, malgré tout recours.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions spécifie les circonstances dans lesquelles les dispositions du présent article sont applicables.

Article 93 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'employeur qui recourt à l'emploi d'une main d'œuvre étrangère est tenu au paiement d'une taxe de 4%, calculée sur la base du salaire annuel brut du travailleur concerné. Cette taxe, supportée par l'employeur, est payée annuellement à partir de la date du visa du contrat de travail.

La date limite de paiement de cette taxe est fixée au 31 mars de chaque année.

Le non-respect de ce délai est sanctionné conformément aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 94 : L'Office Burundais des Mines (OBM) est tenu de transmettre trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes une liste actualisée de tous les exploitants des substances minérales agréés et actifs ainsi que leurs plans d'affaires indiquant notamment les prévisions des quantités de leur production annuelle, des recettes ainsi que leur adresse physique et la date d'agrément.

Tout exportateur des minerais, y compris l'or, a l'obligation d'en établir une déclaration douanière, quel que soit son statut juridique.

Article 95 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, seize pour cent (16%) de la valeur des minerais exploités au Burundi par les exploitants artisanaux ou semi-mécanisés sont versés aux comptes des recettes non fiscales gérés par l'Office Burundais des Recettes.

Les revenus des exploitants artisanaux ou semi-mécanisés et des comptoirs miniers restent soumis à l'impôt sur les revenus.

Article 96 : L'Etat a le droit de préemption en cas de minoration des prix de cession des immeubles construits ou non.

Article 97 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge de la justice et le ministre en charge des infrastructures, actualisent par voie d'ordonnance, les taux utilisés lors de la cession immobilière.

Article 98 : Au cours de la gestion budgétaire 2025/2026, il est opéré une redevance informatique de 0,25% de la valeur en douanes par chaque déclaration douanière.

Article 99 : Il est opéré une taxe ad valorem de vingt pour cent (20%) sur la soude caustique destinée à la revente.

Toutefois, la taxe ad valorem ne s'applique pas à la soude caustique à usage industriel confirmé par le ministre en charge de l'industrie.

Article 100 : Il est opéré une pénalité anti-pollution de trois millions de francs Burundi (3 000 000 BIF) par véhicule importé âgé de dix (10) ans et plus.

Une pénalité anti-pollution additionnelle est opérée sur la valeur en douane des véhicules âgés de dix (10) ans et plus. Elle est fixée en pourcentage de la valeur en douane de la manière suivante :

a) Pour les véhicules à moteur à piston alternatif à allumage étincelante d'une cylindrée :

- | | |
|-----------------------------------|---------|
| 1° inférieure ou égale à 1 500 cc | : 5% ; |
| 2° entre 1 501 cc et 3 000 cc | : 10% ; |
| 3° au-delà de 3 000 cc | : 15% ; |
| 4° pour les autres véhicules | : 15% ; |

b) Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée :

- | | |
|-----------------------------------|---------|
| 1° inférieure ou égale à 1 500 cc | : 5% ; |
| 2° entre 1 501 cc et 2 500 cc | : 10% ; |
| 3° au-delà de 2 500 cc | : 15% ; |
| 4° pour les autres véhicules | : 15%. |

Article 101 : La redevance routière et environnementale est fixée à un montant de soixante-quinze de francs Burundi (75 BIF) par litre de carburant consommé.

Article 102 : Il est opéré un impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré.

L'impôt est fixé comme suit :

1° camion :

- de moins de 7 tonnes : trente-neuf mille de francs Burundi (39 000 BIF) ;
- de 7 à 10 tonnes : cinquante-quatre mille de francs Burundi (54 000 BIF) ;
- de plus de 10 tonnes : deux cent mille de francs Burundi (200.000 BIF) ;

2° bus de plus de 35 places : cinquante-quatre mille de francs Burundi (54 000 BIF) ;

3° bus de plus de 18 à 35 places : trente-neuf mille de francs Burundi (39 000 BIF) ;

4° bus de 12 à 18 places : vingt-quatre mille de francs Burundi (24 000 BIF) ;

5° taxi voiture : vingt mille de francs Burundi (20 000 BIF) ;

6° tricyclomoteur : quinze mille de francs Burundi (15 000 BIF) ;

7° taxi moto : quinze mille de francs Burundi (15 000 BIF).

Les contribuables tenus par les lois fiscales de faire une comptabilité complète ne sont pas concernés par cet article.

Article 103 : Il est opéré des sanctions aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation des véhicules et motos déclassés ou hors usage.

Ces mesures disposent que :

- 1° celui qui vend ou cède un véhicule outre cycle, cyclomoteur ou véhicule à propulsion ou qui le met temporairement ou définitivement hors usage, doit en faire la déclaration dans trente (30) jours calendaires à l'Office Burundais des Recettes. Cette déclaration est faite simultanément avec la remise de la carte d'immatriculation et des plaques ;
- 2° l'absence de la déclaration et de la remise volontaire de la carte et des plaques dans les délais prévus au paragraphe précédent, entraîne une amende de cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF) ;
- 3° celui qui utilise les plaques des véhicules ou motos hors usage ou qui utilise d'une manière frauduleuse les plaques ou la carte d'immatriculation d'un autre véhicule, commet une infraction et est passible sans préjudice des autres sanctions pénales prévues pour faux et usage de faux, d'une amende de :
 - deux millions de francs Burundi (2 000 000 BIF) pour les motos et motos tricycles ;
 - cinq millions de francs Burundi (5 000 000 BIF) pour les véhicules de tourisme de type voiture, jeep ;
 - sept millions de francs Burundi (7 000 000 BIF) pour les véhicules de transport de passagers de type bus et les véhicules de transport dont la capacité de chargement est inférieure ou égale à dix (10) tonnes ;
 - dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF) pour les véhicules de transport dont la capacité de chargement est supérieure à dix (10) tonnes.

La présente disposition couvre également la vente et la cession des véhicules avec immatriculation temporaire qui doivent se réaliser dans les conditions prévues par la législation douanière de la Communauté Est-Africaine sur le régime d'admission temporaire.

Article 104 : Il est opéré une surtaxe de trente pour cent (30%) de la valeur en douane sur le lait liquide importé.

Article 105 : L'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document, précédent, attaché ou suivant, lié à la déclaration est faite moyennant paiement d'une somme de deux cent mille de francs Burundi (200 000 BIF) par déclaration et pour chaque document à la charge de l'agence en douane, auteur de la déclaration.

Article 106 : La réactivation d'une agence en douane désactivée pour cause de fraude ou d'infraction douanière avérée se fait moyennant paiement d'un montant de dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF).

Article 107 : Tout gestionnaire qui collecte des recettes publiques et qui ne les verse pas sur le compte du Trésor dédié à cet effet, est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant de la collecte.

Article 108 : Une carte d'agrément est obligatoire pour :

- une agence de transport aérien, terrestre et maritime ;
- un établissement d'auto-école et ;
- un garage.

Les frais d'acquisition de cette carte sont fixés comme suit :

- a) agence de transport intérieur terrestre :
- par voitures : 250 000 BIF ;
 - par minibus : 500 000 BIF ;
 - par bus : 1 000 000 BIF ;
 - des marchandises par des poids lourds : 1 500 000 BIF ;
- b) agence de transport international terrestre :
- par voitures, enregistrée à l'étranger : 200 USD ;
 - par voitures, enregistrée au Burundi : 250 000 BIF ;
 - par minibus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
 - par minibus, enregistrée au Burundi : 500 000 BIF ;
 - par bus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
 - par bus, enregistrée au Burundi : 1 000 000 BIF ;
 - de convoi des véhicules importés de l'étranger : 10 000 000 BIF ;
 - des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 4 000 000 BIF ;
 - des marchandises par des poids lourds, enregistrée à l'étranger : 2000 USD ;
- c) agence de vente des billets d'avion :
- agence étrangère de voyage aérien : 1 000 USD ;
 - agence nationale de voyage aérien : 1 000 000 BIF ;
- d) bateaux navigants dans les eaux intérieures :
- bateaux de pêche artisanal : 10 USD ;
 - bateaux de pêche industriel : 50 USD ;
 - bateaux de plaisance transportant moins de 5 personnes : 50 USD ;
 - bateaux de plaisance transportant 5 personnes et plus : 100 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité inférieure à 100 tonnes : 45 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 100 tonnes et ≤ 500 tonnes : 200 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 500 tonnes et ≤ 1000 tonnes : 300 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 1 000 tonnes : 500 USD ;
- e) établissement d'autoécole : 1 000 000 BIF ;
- f) établissement d'un garage : 1 500 000 BIF.

Les chauffeurs individuels qui ne sont pas employés dans les agences de transport des véhicules importés, ne sont pas concernés par la carte d'agrément. Cependant, ils doivent être en possession d'une quittance de paiement de l'Office Burundais des Recettes d'un montant de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) chaque fois qu'ils apportent un véhicule.

La requête d'ouverture est adressée au ministre ayant en charge les transports, accompagnée des documents et informations suivants :

- registre de commerce ;
- numéro d'identification fiscale ;
- adresse physique, électronique et contact.

Les modalités d'obtention de la carte d'agrément sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement le transport et les finances dans leurs attributions.

Article 109 : Il est opéré une redevance annuelle de cinquante mille francs Burundi (50.000 BIF) pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur.

Article 110 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les frais annuels d'obtention ou de renouvellement d'une licence d'exploitation des débits de boissons, restaurants et hôtels de différentes catégories sont collectés par l'Office Burundais des Recettes.

Pour les exploitants des débits de boissons et boîtes de nuit, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Ajout par rapport au prix officiel	Montant à payer
Débit de boissons	A	-	0	50 000
	B	B1	De 1 à 200	1 000 000
		B2	De 201 à 500	2 000 000
		B3	De 501 à 1000	3 000 000
	C	C1	De 1001 à 2 000	10 000 000
		C2	De 2001 à 3 000	20 000 000
		C3	De 3001 à 5 000	30 000 000
		C4	De 5001 et plus	50 000 000
Boîte de nuit	D		15 000 000	

Pour les exploitants des restaurants, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Prix moyen par repas	Montant à payer
Restaurant	A	-	≤ 3000	50 000
	B	B1	3001-5000	500 000
		B2	5001-15 000	1 000 000
	C	C1	15 001- 25 000	2 000 000
		C2	25 001- 35 000	3 000 000
		C3	35 001 -45 000	4 000 000
		C4	45 001 et plus	5 000 000

Pour les exploitants des hôtels/motels, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Modèle	Prix moyen par chambre	Nombre de chambres/montant à payer			
		≤ 10	> 10 ≤ 30	>30≤50	>50
A	≤10 000	50 000	100 000	200 000	300 000
	10 001-20 000	100 000	200 000	300 000	400 000
B	20 001-30 000	200 000	300 000	400 000	500 000
C	30 001 et plus				1 000 000

Les exploitants des débits de boissons, des restaurants et des hôtels/motels doivent afficher les licences d'exploitation et les tableaux ci-haut mentionnés sur les prix à pratiquer dans un endroit visible par les consommateurs.

Le non-affichage de la licence, des tableaux sur les prix et/ou la preuve de paiement des frais y relatifs est sanctionné par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Tout exploitant des débits de boissons, restaurants, hôtels/motels et boîtes de nuit sans licence y relative ou sans preuve de paiement des frais y relatifs est passible d'une amende de 100% des frais de la licence.

Tout exploitant de débit de boissons, restaurant, hôtel/motel et boîte de nuit qui s'arroge le droit de vendre les boissons à un prix non conforme à la licence pour laquelle il avait obtenu l'autorisation, est passible d'une amende égale au montant de la licence correspondant aux prix pratiqués.

Une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et du commerce détermine les critères d'éligibilité dans les différentes catégories d'exploitation des débits de boissons et des restaurants.

Article 111 : Les frais de dix mille francs Burundi (10.000 BIF) sont appliqués pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale, du certificat d'enregistrement à la TVA, lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

Il est également opéré une redevance de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) pour la délivrance d'une attestation fiscale ou de l'autorisation spéciale tenant lieu d'attestation fiscale.

Article 112 : Il est fixé dans la filière palmier à huile les frais suivants :

- 300 000 BIF pour l'obtention d'une autorisation d'implantation d'une unité d'extraction artisanale améliorée ;
- 200 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des unités d'extraction artisanale améliorée ;
- 500 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries d'extraction semi-industrielle ;
- 1 000 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries industrielles.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions.

Article 113 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les prix de location ou de concession des palmerais du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Les recettes issues de cette mise en location ou concession sont versées sur les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions fixe les modalités d'application du présent article.

Article 114 : Il est opéré un système de taxation spécifique sur les cigarettes contenant du tabac en remplacement du système de taxation ad-valorem pour le calcul de la taxe de consommation. Le montant de la taxe spécifique applicable est de quarante francs Burundi (40 BIF) par tige de cigarette.

Cette taxe s'applique aux cigarettes produites localement ainsi qu'aux cigarettes importées.

Article 115 : Il est opéré une taxe à l'exportation des peaux brutes de quatre-vingt pour cent (80%) sur la valeur FOB ou de 0.52 USD par kg suivant la valeur la plus élevée.

Article 116 : Il est opéré une taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national.

Cette taxe est de cinquante-deux francs Burundi (52 BIF) par minute d'appel. La Taxe sur la Valeur Ajoutée et la taxe à la consommation sont supprimées sur les minutes d'appel.

En vue de lutter contre la fraude et sur demande de l'Administration fiscale, les contrôles inopinés sont autorisés.

Article 117 : Il est opéré une taxe spécifique de messagerie mobile. Cette taxe est fixée à cinq francs Burundi (5 BIF) par message. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les messages visés par cet article est supprimée.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 118 : Il est opéré une redevance de 0,08 USD par message sur les messages internationaux entrants.

Les modalités d'application de cet article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions.

Article 119 : Il est opéré une redevance de sûreté de 1,15% de la valeur des importations sur les marchandises importées à l'exception des produits pétroliers, des importations destinées à l'usage officiel des missions diplomatiques et des organismes spécialisés des Nations Unies, à la Présidence de la République, aux secteurs de la défense et de la police ainsi qu'aux dons faits à l'Etat par des organismes d'assistance ou les partenaires au développement.

En outre, une fois par législature pour un parlementaire ou une fois au cours de l'exercice de la fonction d'un membre du Gouvernement, un véhicule de type affaire et promenade à usage personnel, est également exonéré de cette redevance.

Article 120 : Il est opéré une taxe ad valorem de 1,5% de la valeur en douane sur toutes les importations, exception faite de celles :

- a) régies par des lois, les conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi qui prévoient dans leurs dispositions l'exonération de toutes les taxes à l'importation ;
- b) effectuées par les services publics qui fonctionnent sur base du budget de l'Etat ;




- c) du carburant ;
- d) des denrées alimentaires suivant une liste déterminée par une ordonnance du ministre en charge des finances ;
- e) effectuées par des Missions Diplomatiques ou Consulaires.

Cette taxe est destinée au financement des infrastructures publiques.

Article 121 : La taxe de consommation n'est pas exigible aux importations bénéficiant de la franchise fiscale et douanière dans le cadre des instruments juridiques nationaux et communautaires.

Article 122 : Il est opéré une redevance annuelle d'obtention ou de renouvellement des admissions temporaires (IT) pour un montant de trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) par véhicule, moto ou tout autre bien soumis au régime d'admission temporaire.

Les véhicules et engins des projets dont la destination finale est le territoire burundais ne sont pas éligibles au régime d'admission temporaire.

Article 123 : Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits fabriqués localement sont celles en vigueur pour les impôts sur les revenus conformément à la loi sur les procédures fiscales.

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits importés sont celles prévues dans la loi douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 124 : Les prix des documents de voyage sont fixés comme suit :

- passeport ordinaire : trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) ;
- passeport de service : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- passeport diplomatique : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- laisser-passer : cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) ;
- carte CEPGL : trente mille francs Burundi (30 000 BIF).

Article 125 : Le prix de la plaque d'immatriculation comprend une taxe de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et de cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

La taxe de la carte d'immatriculation est fixée à cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

Article 126 : Il est opéré une taxe additionnelle sur la plaque d'immatriculation personnalisée. Cette taxe est fixée à cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) par caractère et par an. Le nombre de caractères varie de cinq (5) à huit (8). En cas de non renouvellement ou de non remise de la plaque personnalisée, une amende de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) par jour est appliquée à partir du jour suivant la date d'expiration.

Article 127 : Par dérogation à l'article 5 du décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 relatif aux impôts réels, l'article 1 du Décret-loi n°1/039 du 31 décembre 1990 portant modification de la loi n°1/02 du 17 février 1964 relative aux impôts réels et la loi n°1/26 du 23 novembre 2012 portant Code de la circulation routière, les tarifs sont fixés comme suit :

a) pour les permis de conduire :

- permis de conduire national : cent mille francs Burundi (100 000 BIF) ;
- permis de conduire international : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- permis de conduire provisoire : vingt mille francs Burundi (20 000 BIF).

b) Pour le contrôle technique des véhicules, les tarifs sont fixés en BIF comme suit :

- Carte de véhicule sécurisée	: 5 000 ;
- Duplicata de la carte de véhicule sécurisée	: 10 000 ;
- Motos	: 22 000 ;
- Voiture	: 56 600 ;
- Jeep	: 68 000 ;
- Bus/Minibus	: 70 000 ;
- Camionnette	: 85 500 ;
- Camion/Type Fuso	: 120 000 ;
- Grand camion	: 137 500 ;
- Véhicule/Tracteur	: 150 000 ;
- Véhicules spéciaux	: 150 000 ;
- Véhicule de transport des matières dangereuses	: 150 000.

c) Les tarifs des services d'octroi des permis de transport et l'affectation des recettes sont fixés en BIF comme suit :

1° Délivrance des permis de transport local :

- Carte de véhicule sécurisée	: 5 000 ;
- Duplicata de la carte de véhicule sécurisée	: 10 000 ;
- Motos	: 19 000 ;
- Voiture/jeep	: 19 000 ;
- Véhicule de 10 à 18 places assises	: 19 000 ;
- Véhicule de plus de 18 places assises	: 22 800 ;
- Camionnette	: 22 800 ;
- Camion et Benne (de 3 à 10 tonnes)	: 45 600 ;
- Camion et Benne (de plus de 10 tonnes)	: 68 400 ;
- Camion Remorque	: 106 400 ;

2° Délivrance des permis de transport international :

- Voiture/Jeep	: 38 000 ;
- Véhicule de 10 à 18 places assises	: 40 000 ;
- Véhicule de 18 à 30 places assises	: 45 000 ;
- Véhicule de 30 à 60 places assises	: 60 000 ;
- Véhicule de plus de 60 places assises	: 100 000 ;
- Camion	: 150 000 ;
- Camion remorque	: 200 000.

Article 128 : Il est opéré une amende pour retard de renouvellement de la carte d'entrée de véhicules. Le montant de l'amende est fixé à une somme équivalente à trente dollars américains (30 USD) par mois de retard.

Article 129 : Il est appliqué un impôt sur la fortune sur les opérations suivantes :

- a) cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les véhicules importés de type affaires et promenade à grosse cylindrée de 3500 cc et plus, à l'exception de ceux importés par des personnes physiques ou morales bénéficiant de l'exonération.

A partir de l'importation du 2^{ème} véhicule de même type, l'impôt sur la fortune passe du taux de 5% au double, au triple, ainsi de suite ;

- b) cinq pour cent (5%) du montant de vente hors TVA d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti, dont la valeur marchande est égale ou supérieure à cinq cent millions de francs Burundi (500 000 000 BIF) ;
- c) cinq pour cent (5%) du montant de vente hors TVA à partir du troisième immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti.

Cet impôt est supporté par l'acquéreur.

Article 130 : La construction d'une maison dans les périmètres urbains, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, doit préalablement obtenir une autorisation de bâtir soumise à une taxe de bâtisse.

Le taux de la taxe de bâtisse est de un pour mille (1‰) du montant du devis, validé par les services habilités.

Toute personne physique ou morale qui construit dans les périmètres visés par l'alinéa précédent est tenue d'afficher la référence de l'autorisation de bâtir sur son chantier ainsi que la preuve de paiement de la taxe de bâtisse.

Sans préjudice du paiement de la taxe due, le non-affichage sur le chantier du numéro de référence de l'autorisation de bâtir est sanctionné par une amende de cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF).

Toute personne qui commence la construction sans autorisation est sanctionnée, en plus du paiement de un pour mille (1‰) du devis établi par un expert autorisé aux frais du contribuable, par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et de l'infrastructure.

Article 131 : Par dérogation à l'annexe de la loi n°1/05 du 20 février 2020 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière, le point IV est modifié comme suit :

Le tarif pour toute inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré est fixé à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé et ces frais d'inscription sont plafonnés à cinquante millions de francs Burundi (50 000 000 BIF).

Article 132 : Les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain, doivent obligatoirement être rédigés en la forme authentique devant le notaire et authentifiés par le dépôt au rang des minutes d'un notaire.

Les actes constitutifs ou translatifs de droits réels immobiliers doivent mentionner tous les frais et toutes les taxes applicables à ces transactions qui seront exigibles au plus tard 30 jours après la signature de l'acte authentique.

Une ordonnance du ministre en charges des finances détermine le format du contrat de cession immobilière, les mentions obligatoires sur les contrats ainsi que leurs modalités d'application.

Article 133 : Il est délivré un titre foncier électronique sécurisé.

Tout propriétaire d'une propriété foncière est tenu d'acquérir un titre foncier électronique sécurisé.

Les frais d'acquisition du titre foncier électronique sécurisé sont fixés selon l'emplacement géographique et la superficie de l'immeuble. Les emplacements et les tarifs sont catégorisés comme suit :

- Catégorie A : 150 000 BIF par are ;
- Catégorie B : 100 000 BIF par are ;
- Catégorie C : 50 000 BIF par are ;
- Catégorie D : 25 000 BIF par are ;
- Catégorie E : 12 000 BIF par are.

Toutefois, aucun titre ne peut dépasser une valeur de 3 000 000 BIF.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la justice dans leurs attributions détermine la composition de ces catégories et les modalités d'application du présent article.

Article 134 : Les sociétés à participation publique, les établissements publics à caractère industriel et/ou commercial sont soumis aux versements obligatoires à l'État des dividendes calculés en fonction de leurs résultats.

Article 135 : Les compagnies d'assurance sont soumises au versement des contributions annuelles. Le montant de la contribution est obtenu en multipliant par 1,5% le chiffre d'affaires qui est le montant total des primes brutes de l'année précédente nettes des annulations.

Cette contribution n'est pas déductible des revenus imposables. Elle est déclarée et payée au plus tard le 31 mars qui suit la période imposable.

Les amendes pour déclaration et paiement tardifs et/ou sous-estimation sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 136 : L'acquisition d'une Carte d'Assistance Maladie est obligatoire pour tout ménage qui n'est affilié à aucune autre mutualité d'assistance maladie.

Cette obligation d'avoir une Carte d'Assistance Maladie s'étend également à toute personne du ménage ayant atteint l'âge de dix-huit (18) ans révolus.

Cette Carte d'Assistance Maladie a une validité de douze (12) mois et son coût est fixé à trois mille de francs Burundi (3 000 BIF).

La date limite d'acquisition de cette carte est fixée au plus tard le 31 mars de chaque année.

Les recettes issues de la vente des Cartes d'Assistance Maladie (CAM) reviennent à la fiscalité de l'État gérée par l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance ministérielle conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et la santé dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 137 : Par dérogation aux dispositions de l'article 28 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Le montant de l'impôt sur le revenu exigible est calculé sur base de la déclaration annuelle et diminué ensuite :

1. des retenues opérées conformément aux articles 119 et 120 ;

2. des acomptes trimestriels provisionnels effectués durant l'exercice fiscal en application de l'article 126 ;
3. du crédit d'impôt pour l'impôt payé à l'étranger conformément à l'article 14 ;
4. de l'impôt payé au titre de la vente de tout actif servant à réaliser les activités d'affaires tel que prévu à l'article 37, alinéa 2 ;
5. de toute autre retenue qui représente un acompte de l'impôt sur le revenu.

L'impôt dû est déclaré et payé à l'Administration fiscale au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration, qui est pour l'application de la présente loi, le quinzième jour du mois suivant celui de la réalisation du revenu, pour les déclarations mensuelles, et au plus tard le dernier jour du troisième mois après la clôture de l'exercice comptable pour les déclarations annuelles exception faite pour la déclaration récapitulative annuelle prévue par l'article 115 de la loi relative aux impôts sur les revenus.

Article 138 : Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Sont considérés comme revenus d'emploi les revenus suivants :

1. les salaires, les traitements, les indemnités et les allocations de toute nature, les jetons de présence et les tantièmes, les primes et les rémunérations diverses ;
2. le paiement au titre de l'acquittement ou du remboursement des frais engagés par l'employé ou une personne liée à celui-ci, sans rapport avec les activités d'affaires de l'employeur ;
3. les paiements au titre de l'acceptation par l'employé de certaines conditions de travail ;
4. les indemnités de licenciement, de perte d'emploi ou de résiliation du contrat, à l'exception des indemnités de décès ;
5. les indemnités de fin de carrière, de fin de mandat ou de départ à la retraite ;
6. les pensions, les rentes ou les indemnités accordées par les fonds de pension qualifiés, les caisses de sécurité sociale de l'Etat et les organismes complémentaires de sécurité sociale suite au départ à la retraite ;
7. tout paiement occulte ou autre avantage que l'employé reçoit d'une tierce personne ;
8. les autres paiements ou avantages effectués au titre d'un emploi actuel, antérieur ou futur qui n'entrent pas dans une des catégories prévues aux articles 32 à 34.

L'Administration fiscale doit être informée de la non existence des redevables de l'impôt sur le revenu d'emploi dans un délai de trois (3) mois avant la rupture du contrat ou cessation d'activités.

Article 139 : Par dérogation aux dispositions de l'article 122 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une retenue de quinze pour cent (15%) est pratiquée sur les paiements ci-après effectués par les personnes résidentes y compris les personnes exonérées d'impôt :

- 1° les dividendes ou participations aux bénéfices versés par une société résidente à une autre société résidente, aux actionnaires ou aux employés ;
- 2° les paiements d'intérêts de toute nature à l'exception des intérêts payés entre les banques, les établissements financiers et les microfinances soumis à l'impôt sur les revenus ;
- 3° les redevances à l'exception de celles payées à l'Etat ;
- 4° les rémunérations des prestations fournies par des personnes non-résidentes au Burundi, à condition qu'elles ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 5° les frais d'étude, de siège, d'assistance technique, financière ou comptable, que les personnes morales résidentes payent à des personnes non-résidentes, à condition qu'ils ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 6° les locations des véhicules et autres engins, à l'exception de celles effectuées par les contribuables qui en font la profession.

Néanmoins, il est opéré les redevances et une contribution aux activités socio-économiques pour toute sorte de jeux de hasard et d'argent comme suit :

1. redevance sur les mises pour chaque type de jeu : 10% de mise ;
2. redevance sur les gains des joueurs : 10% sur le gain ;
3. contribution aux activités socio-économiques : 5% du bénéfice brut des sociétés de jeux de hasard ;
4. redevance sur les jeux occasionnels/promotionnels (Tombola) : 10% du montant des lots à gagner.

Toutefois, les services dont les mises se font par le biais des crédits de communication ne sont pas concernés par cet article.

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition des redevances issues des jeux de hasard.

Article 140 : Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une transaction libellée en monnaie étrangère doit être enregistrée initialement au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la clôture de l'exercice fiscal, les avoirs en devises étrangères y compris les créances et dettes, sont évalués au taux de change en vigueur du franc Burundi le dernier jour de l'exercice fiscal.

Les gains et pertes de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion d'éléments monétaires à des cours différents de ceux auxquels ils ont été convertis lors de leur comptabilisation initiale, doivent être pris en compte pour le calcul des bénéfices imposables.

Article 141 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est opéré un prélèvement forfaitaire libérateur d'impôt sur le revenu de cinquante mille francs Burundi (50.000 BIF) par déclaration douanière. Ce prélèvement est de dix mille francs Burundi (10 000 BIF) pour les déclarations simplifiées.

Toutefois, les revenus issus des autres activités ne sont pas soumis à ce prélèvement, ils sont déclarés conformément aux lois en vigueur.

Article 142 : Il est appliqué un prélèvement forfaitaire d'impôt sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile. Ce prélèvement qui est fixé à un pour cent (1%) de la commission perçue par l'intermédiaire, est opéré, déclaré et reversé par l'opérateur dans les mêmes conditions que les autres prélèvements forfaitaires.

Article 143 : Pour le transport international routier, une contribution spéciale forfaitaire annuelle, collectée par l'Office Burundais des Recettes, est adoptée.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle est fixé comme suit :

- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 100 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 200 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 60 USD ;
- agence de transport international routier de personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 150 USD ;
- agence de transport international routier des véhicules importés de l'étranger : 400 000 BIF ;
- agence de transport international routier des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 800 000 BIF ;
- agence de transport des véhicules importés de l'étranger : 2 000 000 BIF.

La date limite de paiement de cette contribution spéciale forfaitaire est fixée au 31 mars de l'année avec une amende de cinquante pour cent (50%) pour les retardataires.

Les agences de transport se créent et s'administrent dans le respect de la législation en vigueur.

Article 144 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire de cinq pour cent (5%) sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés applicable sur le fret intérieur.

Article 145 : Il est opéré une redevance téléphonique de 0,10 USD par minute sur les appels internationaux entrants.

Article 146 : Tout contribuable qui effectue une livraison de biens ou une prestation de services sans délivrer une facture conforme au modèle initié par l'Administration fiscale est passible d'une amende de vingt pour cent (20%) de la valeur des biens livrés.

Article 147 : Il est opéré un système de vignettes fiscales pour l'étiquetage de certains produits importés. Le coût de la vignette fiscale est fixé à un montant équivalent à cinq cent soixante-seize de francs Burundi (576 BIF).

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 148 : Il est opéré une taxe de dix-huit pour cent (18%) sur les frais appliqués aux services de données mobiles. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 149 : Il est opéré une taxe OTT « Over The Top » et communication IP « Internet Protocol » de cent francs Burundi (100 BIF) par jour par souscription et cent mille de francs Burundi (100 000 BIF) par abonnement mensuel.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 150 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué un prélèvement de 10% sur les revenus de source burundaise réalisés par les plateformes de diffusion des contenus numériques de type streaming, de services VOIP ou de commerce électronique, par la mise à disposition des contenus, des produits ou des services accessibles aux utilisateurs se trouvant au Burundi.

Les créateurs des contenus numériques établis au Burundi percevant des revenus issus de la monétisation de leurs contenus par des audiences internationales ou nationales, sont soumis à la législation fiscale en vigueur au Burundi.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 151 : Il est opéré une taxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés, eaux minérales et les eaux gazéifiées importées. La base de calcul de la taxe est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 152 : Il est opéré une surtaxe de vingt pour cent (20%) sur les tôles ondulées et les clous importés sur le territoire burundais qui ne remplissent pas les critères définis par les règles d'origine de la Communauté Est-Africaine (EAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Il est opéré une surtaxe de cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les importations de fer à béton dont le diamètre varie de 8mm à 32mm.

Article 153 : Il est opéré une surtaxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés dont les spécifications techniques et commerciales sont indiquées dans le tableau ci-après :

N°	Spécification technique	Usage commercial
1	Toile coton	Kitenge et draps de lit
		Uniforme scolaire
		Tissu guide et habillement divers (Rideaux)
		Flanelle pour enfants et adultes
2	Toile polyester-coton	Kitenge, chemises et pantalons
3	Drill cotton	Uniforme scolaire pantalons
4	Drill coton ou coton polyester	Uniforme militaire-police et salopettes
5	Drill polyester coton	Uniforme scolaire
6	Drill polyester coton	Tissus pantalons + rideaux + housses
7	Moustiquaire polyester- coton	Protection/moustiquaires
8	Tissus multicolores coton	Tissus d'ameublement +divers usages
9	Tissus polyester/coton	Tissus d'ameublement +divers usages
10	Serviettes (essuie-mains)	Domestiques +Hôtel ou scolaires
11	Polyester 100%	kitenge

La base de calcul de la surtaxe additionnelle est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 154 : Il est opéré, en plus des frais de démolition, une amende de dix mille francs Burundi par mètre carré (10 000 BIF/m²) et de trente mille francs Burundi par mètre carré (30 000 BIF/m²) respectivement à l'intérieur du pays et en Mairie de Bujumbura auprès des propriétaires des parcelles pour toute construction en dépassement des bornes.

Article 155 : Il est opéré une Taxe sur les Activités Financières (TAF).

Sont soumises à la TAF, les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent.

Sont assujettis et redevables réels à la taxe :

1. les banques, les établissements financiers et les microfinances agréés au Burundi ;
2. toute personne physique ou morale réalisant des opérations d'intermédiation financière à l'exception de celles visées aux articles 143 et 168 ;
3. les opérateurs de change.

Article 156 : L'assiette de la Taxe sur les Activités Financières (TAF) est constituée par le produit net bancaire ou financier qui est déterminé selon les référentiels comptables édictés par la Banque de la République du Burundi.

Article 157 : La TAF perçue à l'occasion des opérations imposables qui sont par suite résiliées, annulées ou impayées est déduite de la taxe due au titre d'opérations faites ultérieurement.

Article 158 : Le taux de la taxe sur les activités financières est fixé à huit pour cent (8%) de l'assiette définie à l'article 157.

Article 159 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par :

- l'encaissement ou l'inscription du montant des intérêts au crédit du compte du prêteur, des avances et opérations assimilées ;
- l'accomplissement de la prestation pour les autres opérations.

Article 160 : La TAF est déclarée et payée mensuellement.

La déclaration et le paiement mensuel doivent être faits auprès du service compétent de l'Administration fiscale au plus tard le quinzième jour du mois qui suit la période imposable.

Article 161 : Les amendes pour défaut de déclaration et de paiement, de déclaration et de paiements tardifs et/ou sous-estimation, sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 162 : Les procédures de contrôle, de recouvrement et du contentieux de la TAF sont celles prévues par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales. Il en est de même pour les délais de rappel.

Article 163 : Les opérations autres que bancaires et financières réalisées par les assujettis à la TAF et qui sont dans le champ d'application de la TVA restent soumises à la loi spécifique relative à la TVA.

Article 164 : La TVA sur les opérations bancaires et financières est supprimée.

Article 165 : La TAF fait partie intégrante des impôts et taxes régis par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales en son article premier.

Article 166 : La Taxe sur les Activités Financières (TAF) n'est pas une charge déductible du résultat imposable à l'impôt sur les revenus.

Article 167 : Il est opéré un prélèvement spécifique de 22% appliqué sur les frais des services financiers mobiles.

Ce prélèvement est supporté par les fournisseurs des services financiers mobiles qui sont les propriétaires des plateformes.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 168 : Il est opéré une taxe spécifique de 20% sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 169 : Il est opéré une taxe spécifique annuelle de deux mille quatre cent de francs Burundi (2400 BIF) par IMEI « International Mobile Equipment Identity » sur les terminaux mobiles.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 170 : Les tarifs des droits et taxes applicables au ministère de la justice sont actualisés.

Ces tarifs sont fixés par une ordonnance conjointe des ministres en charge de la justice et des finances.

Article 171 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation de l'article 41 de loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à vingt-cinq millions de francs Burundi (25 000 000 BIF) sont tenues de souscrire à la déclaration trimestrielle. Le taux d'imposition est fixé au taux unique de 1% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires de plus de vingt-cinq millions (25 000 000 BIF) doivent déposer d'une déclaration annuelle de l'impôt sur les revenus.

Toutefois, les revenus concernés par cette déclaration annuelle sont ceux réalisés dès l'année suivante.

Article 172 : Il est opéré des redevances administratives sur différents services offerts par l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments « ABREMA ».

Une ordonnance conjointe des ministres en charge de la santé et des finances détermine les tarifs de ces redevances et leurs modalités de recouvrement.

Article 173 : Il est appliqué une amende de cinquante mille de francs Burundi (50 000 BIF) à cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF), selon les faits, à toute personne physique ou morale qui porte atteinte à l'hygiène et à la salubrité publique.

Une ordonnance ministérielle conjointe, des ministres ayant respectivement la santé publique et l'administration du territoire dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 174 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, sans préjudice des pénalités prévues dans la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est Africaine, il est institué une amende administrative forfaitaire de cinquante millions de francs Burundi (50.000.000 BIF) par conteneur suivant le moyen de transport par véhicule, pour les marchandises en vrac, camion-citerne selon le cas, pour tout importateur qui échappe au contrôle douanier en brisant les scellés sans autorisation préalable d'un agent des douanes compétent.

Article 175 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, des revenus provenant des opérations à caractère industriel, commercial et agricole de la Force de Défense Nationale, de la Police Nationale du Burundi, de l'administration pénitentiaire et de la régie des œuvres universitaires sont versés sur le compte de transit des recettes fiscales et non fiscales et nivelées au profit du compte du Trésor public.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités de recouvrement.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES

Article 176 : Les crédits destinés aux dépenses de fonctionnement et d'investissement, engagés jusqu'au 30 avril 2025 mais non encore liquidés jusqu'au 10 juin de l'exercice en cours, sont annulés.

Les crédits budgétaires y relatifs sont à nouveau votés lors de l'exercice budgétaire N+1.

Article 177 : Seules les missions stratégiques et prioritaires à l'étranger, présentant un intérêt particulier pour le pays, sont autorisées. Les dispositions de cet article s'appliquent également pour les missions et les ateliers à l'intérieur du pays.

Toutefois, aucune mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ne peut être financée par une ligne budgétaire autre que celle dédiée aux frais de mission.

Les suppléments sont exclusivement accordés pour les missions à l'étranger prises en charge totalement.

Article 178 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les frais de mission et le financement d'une activité ou d'un événement gouvernemental impliquant des financements sur le budget de l'Etat sont déterminés par arrêté.

Article 179 : L'Etat octroie, sous forme de subvention, le ticket modérateur représentant les dépenses de soins de santé à charge des retraités de l'Etat non couvertes par la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la santé et les finances dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 180 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, la subvention des engrais est faite suivant le pourcentage du prix d'acquisition par sac commandé.

La part de l'agriculteur par sac commandé et par type d'engrais est établie comme suit :

- a. 33% pour une commande de 1 à 5 sacs ;
- b. 39% pour une commande de 6 à 10 sacs ;
- c. 44 %pour une commande de 11 à 15 sacs ;
- d. 49% pour une commande de 16 sacs et plus.

Article 181 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'Etat prévoit une dotation pour l'appui à la mise en œuvre de la loi sur le nouveau découpage administratif.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le développement communautaire dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition, de transfert et d'utilisation de cette dotation.

Article 182 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est accordé une prime à toute personne qui révèle une fraude fiscale ou douanière. La prime est fixée à 10% des montants en principal établis au titre des impôts, taxes, droits ou redevances encaissés.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités d'application du présent article.

Article 183 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les indemnités de déplacement ou kilométriques sont uniquement accordées à l'employé de l'Etat ayant droit à un véhicule de fonction mais qui n'en dispose pas, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 184 : L'assistance médicale en faveur des groupes vulnérables est soumise à une nouvelle réglementation.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant la solidarité et les finances dans leurs attributions détermine la nouvelle stratégie de contractualisation des soins avec les hôpitaux et pharmacies prestataires des services, tenant compte à la fois des besoins, des moyens mais aussi et surtout de l'élément contrôle pour une gestion efficace et efficiente des finances publiques.

TITRE V : DES EXONERATIONS

Article 185 : L'importation des semences certifiées comme telles, d'origine animale et végétale est exonérée de tous les droits, taxes et redevances. La livraison intérieure de ces intrants, importés ou produits localement est exonérée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 186 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'importation du charbon minéral est exonérée des droits de douane et de la TVA.

Article 187 : Les associations sans but lucratif ne sont pas exonérées sauf les exonérations reconnues par les lois nationales et internationales.

Article 188 : Il est demandé à toutes les autorités contractantes au niveau de la passation des marchés publics et des marchés sur financement extérieur, d'exclure toute clause d'exonération relative à l'impôt sur les revenus, dans les dispositions des contrats et conventions de financement.

Article 189 : Les avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ayant dépassé cinq (5) ans pour les projets du secteur ordinaire et dix (10) ans pour les projets du secteur spécifique, sont supprimés. Il en est de même pour les avantages similaires octroyés par décret, ordonnances et conventions avec le gouvernement dans le cadre de la promotion des investissements.

Toutefois :

- pour tout projet en phase de prolongation, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction restant à acquérir, conformément au premier plan d'affaires ;
- pour tout projet d'extension, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction relatifs à l'extension ainsi que les matières premières, à condition qu'elles soient différentes de celles déjà exonérées dans le projet initial.

Les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent article sont comptés à partir de la date d'octroi de ces avantages fiscaux sauf pour le crédit d'impôt où les délais sont comptés à partir de sa date de validation.

En outre, tout crédit d'impôt non encore validé au 1^{er} juillet 2024 ne peut plus l'être.

Article 190 : Toute personne physique ou morale qui sollicite une exonération dans le cadre du code des investissements est tenue de constituer une garantie préalable sous forme de caution bancaire à hauteur de trente pour cent (30%) du montant total de l'exonération excepté les importations suivantes :

1. les équipements, les pièces de rechange, les articles et les produits destinés aux entreprises dont le projet d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur lors de l'agrément du projet d'investissement par les services compétents ;
2. les matières premières destinées à l'usage exclusif des industries en activité et dont le plan d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur.

Article 191 : Les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Article 192 : Il est accordé une exonération des droits et taxes à l'importation sur les véhicules de transports rémunérés de personnes, main droite, neufs ayant une capacité d'au moins trente (30) places assises.

Article 193 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les véhicules, motos et tricycles électriques ou hybrides sont exonérés de la taxe de consommation et de la TVA à l'importation.

Article 194 : Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, le point p) de cet article est modifié comme suit :

L'importation des échafaudages métalliques et leur location, du bois brut, du gaz de cuisine et ses récipients ainsi que des appareils de cuisson à combustible gazeux.

Cette exonération s'étend également aux achats locaux de ces produits et aux services connexes.

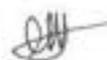
Article 195 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'attestation d'exonération est octroyée moyennant un paiement de trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) par attestation, exception faite aux exonérations régies par la convention de Vienne et par la Loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est-Africaine (CEA).

Article 196 : Les exonérations de fiscalité directe et indirecte, en dehors des lois, conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi sont éliminées sans aucune exception.

Article 197 : Les dons octroyés à l'Etat et à ses subdivisions administratives sont exonérés de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

Article 198 : L'article 83 point 6 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus est modifié comme suit : Les revenus d'immeuble nouvellement construit sont exonérés pour une période de deux ans à partir de la première mise en location, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble.

Article 199 : Les véhicules, engins et mélangeurs de bétons destinés aux institutions dont le budget de fonctionnement relève du budget de l'Etat sont exonérés de tous droits, taxes et redevances à l'importation, à l'exception de ceux destinés aux institutions ou entreprises ayant un caractère commercial ou industriel.




Sur demande écrite de l'institution étatique bénéficiaire, l'exonération des biens d'équipement autres que ceux visés à l'alinéa précédent est accordée à titre exceptionnel par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Tout attributaire des marchés publics doit lui-même effectuer les opérations de dédouanement des biens faisant objet de marché avant de les céder à l'institution étatique qui en est bénéficiaire.

Article 200 : Tout changement de destination des biens et services exonérés est sanctionné par le paiement des droits et taxes exonérés et majoré d'une pénalité de 100%.

La personne frappée par cette mesure est définitivement rayée de la liste des bénéficiaires de tout avantage fiscal et doit rembourser le montant des exonérations dont elle a déjà bénéficié.

Article 201 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'importation d'un véhicule dont la valeur en douane atteint un montant supérieur ou égal à cent mille dollars (100 000 USD) n'est pas éligible à l'exonération.

Toutefois, cette mesure ne s'applique pas aux institutions constitutionnelles, aux membres du Corps Diplomatique et Consulaire et aux Organismes Internationaux ayant des conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi.

Article 202 : L'exonération sur alcool éthylique destiné à la fabrication des boissons alcoolisées est supprimée.

TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 203 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation aux articles 34 et 35 de la loi n°1/01 du 16 janvier 2015 portant révision de la loi n°1/07 du 26 avril 2010 portant Code de Commerce et de l'article 17 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relatives aux procédures fiscales et non fiscales, l'immatriculation au Registre de Commerce relève de la compétence de l'Agence de Développement du Burundi « ADB » et de l'ANACOOOP pour les sociétés coopératives tandis que l'immatriculation au registre d'identification fiscale est réservée exclusivement à l'Office Burundais des Recettes qui a la compétence d'attribuer le numéro d'identification fiscale.

Sans préjudice à l'alinéa précédent du présent article, la procédure actuelle d'immatriculation reste observée jusqu'au déploiement effectif du module d'immatriculation du logiciel de gestion intégré des taxes internes.

Article 204 : Sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation en vigueur, il est appliqué une pénalité de 100% lors du recouvrement des salaires indûment perçus.

Toutefois, cette pénalité ne s'applique pas lorsque le montant indûment perçu est déclaré et reversé sur le compte général du Trésor, dans les trente (30) jours suivant la date de son encaissement.

Article 205 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'octroi du permis de bâtir est subordonné à la présentation de l'attestation d'assurance des risques des dommages à l'ouvrage, de la responsabilité décennale et biennale lorsque la valeur de l'ouvrage à construire atteint le montant de cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF).

Article 206 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'octroi du certificat de contrôle technique aux véhicules terrestres à moteur est subordonné à la présentation préalable de l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile.

Article 207 : Le dossier de demande de transfert des titres de propriété d'un immeuble bâti doit comprendre une attestation d'assurance couvrant l'immeuble contre le risque d'incendie.

Article 208 : Tous les bâtiments occupés par les administrations publiques, loués ou relevant du patrimoine de l'Etat, doivent être couverts par une assurance contre l'incendie ou l'explosion et contre le recours des tiers.

L'assurance des bâtiments loués par l'Etat est supportée par les bailleurs.

Article 209 : La taxe de consommation est exigible au moment où :

1. un produit fini fabriqué localement est livré hors de l'industrie ;
2. un produit importé est déclaré pour la mise en consommation, conformément aux dispositions de la loi sur la gestion douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 210 : En application des dispositions légales relatives à la taxe de consommation prévue par la présente loi, le mois calendrier est divisé en deux périodes de déclaration suivante :

- 1.1^{ère} période : du 1^{er} au 15 du mois ;
- 2.2^{ème} période : du 16 au dernier jour du mois.

Le contribuable est tenu de remplir ses déclarations en respectant les échéances visées à l'alinéa précédent.

Article 211 : Le contribuable doit, dans un délai ne dépassant pas cinq jours, depuis l'expiration de chaque période visée à l'article précédent, soumettre à l'Administration fiscale sa déclaration ainsi que les preuves de paiement de la taxe de consommation.

Si le dernier jour du paiement périodique coïncide avec un jour férié, le paiement doit impérativement intervenir le jour ouvrable suivant.

Article 212 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, tout contribuable qui déclare et paye volontairement le principal des arriérés et des déclarations antérieures non déposées, bénéficie de la remise des pénalités y relatives, à condition de s'acquitter de sa dette fiscale ou non fiscale dans les six (6) mois, comptés à partir de la promulgation de la présente loi.

Article 213 : Pour les produits de fabrication locale, la déclaration est faite suivant le modèle du formulaire établi à cet effet par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes.

Article 214 : La taxe de consommation sur les produits importés est perçue simultanément avec les droits de douane.

Article 215 : Lors des contrôles de conformité fiscale d'un contribuable, tout refus de coopération de sa part donne droit à l'Administration fiscale d'engager des procédures de fermeture temporaire de son établissement ou son lieu de travail.

Article 216 : Les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment à usage autre que d'habitation, d'un terrain non bâti, entre les personnes liées à divers degrés de parenté sont taxables à la TVA, sauf pour les personnes liées au 1^{er} degré.

Article 217 : Par dérogation aux dispositions de l'article 10 litera d de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, les livraisons des bâtiments à usage mixte sont taxables à la TVA.

Les modalités d'application sont définies dans une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 218 : Dans le cadre du respect de l'échéance visée à l'article 210 de la présente loi, chaque contribuable doit :

- a) tenir les livres comptables remplis conformément au Plan Comptable National ;
- b) fournir des explications conformément au modèle de déclaration requis.

Article 219 : Par dérogation aux dispositions de l'article 8 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsque le contribuable ou son représentant refuse, n'est pas disponible ou accessible, pour recevoir un acte ou une signification, ou n'a pas d'adresse connue, l'Administration fiscale ou la Commission Paritaire d'Appel utilise les moyens prévus à l'article 6 et à l'article 7 en ses points 3 à 5, de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Dans ce cas, l'acte ou la signification est réputé(e) remis(e).

Article 220 : Par dérogation aux dispositions de l'article 34 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Tout contrôle sur place est sanctionné par un procès-verbal signé par le contribuable et l'agent autorisé. Le procès-verbal, fait sur base d'une note de synthèse de vérification, indique le déroulement du contrôle, les erreurs constatées et les documents que le contribuable n'a pas présentés au cours du contrôle, le cas échéant. Le contribuable a le droit de formuler ses réserves dans le procès-verbal. Une séance de débat contradictoire sur la note de synthèse doit être organisée dans cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de ladite note. Le refus de participer à cette séance vaut tacite acceptation du contenu de la note de vérification de synthèse.

En cas de refus de signature par le contribuable ou son représentant, le procès-verbal est réputé signé dans un délai de cinq (5) jours calendaires, compté à partir du lendemain de la date de sa réception.

Article 221 : Par dérogation aux dispositions de l'article 56 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Pour les déclarations déposées dans le délai légal, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de dépôt de la déclaration.

Pour les déclarations tardives, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date limite de dépôt de la déclaration.

Toutefois, dans le cas où les déficits reportables ou des crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) issus d'années prescrites affectent la période en cours de vérification, l'Administration fiscale peut remonter à leur origine en ne se limitant qu'à la détermination exacte de ce déficit ou crédit. Il en va de même pour les provisions irrégulières ou devenues sans objet.

La prescription ne peut être interrompue qu'une seule fois par l'un des documents suivants : l'avis de vérification, le procès-verbal constatant l'infraction, l'acte de reconnaissance du contribuable ou tout autre acte interruptif de droit commun.

L'acte interruptif de prescription doit être communiqué au contribuable au plus tard le dernier jour de ladite période de 3 ans conformément à l'article 7 de la présente loi.

En cas d'interruption de la prescription, un nouveau délai du droit de rappel de trois (3) ans est acquis pour l'Administration fiscale et commence à courir à partir de l'expiration de la période initiale de trois (3) ans.

Article 222 : Par dérogation aux dispositions de l'article 57 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La rectification devient définitive à l'égard du contribuable lorsque :

1. celui-ci n'a pas répondu à l'avis de rectification dans les dix (10) jours, dans les quinze (15) jours, ou dans les vingt (20) jours qui suivent sa réception selon qu'il s'agit d'un contrôle ciblé, ponctuel ou général ;
2. l'Administration fiscale l'a informé par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité ;
3. celui-ci a été entendu conformément à l'alinéa 2 de l'article 55 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales et l'Administration fiscale l'a informé ensuite par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité.

Lorsque la rectification devient définitive, l'Administration fiscale envoie au contribuable une lettre de clôture accompagnée d'une note d'imposition conformément aux articles 66 à 70 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 223 : Par dérogation aux dispositions de l'article 60 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

En cas de procédure d'imposition d'office pour absence de déclaration, l'Administration fiscale envoie au contribuable un avis d'imposition d'office qui doit contenir tous les éléments qui ont entraîné l'imposition d'office. L'avis d'imposition d'office doit en outre mentionner les amendes visées aux articles 128 à 140. Tous les renseignements dont dispose l'Administration fiscale peuvent être utilisés pour procéder à l'imposition d'office.

Lorsque la procédure d'imposition d'office est engagée conformément aux points 2°, 3° et 4° de l'article 59 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, la note de synthèse prévue dans le cadre de la rectification de l'assiette n'est pas exigible, le procès-verbal de discussion se fait uniquement sur base des observations écrites par le contribuable au sujet de l'avis d'imposition d'office établi par l'Administration fiscale.

Article 224 : Par dérogation aux dispositions de l'article 69 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsqu'une erreur matérielle ou administrative sur la note d'imposition est constatée ou signalée, notamment une erreur de calcul ou de saisie des montants sur la note d'imposition, une erreur au niveau de l'identification du contribuable, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse, une correction doit être autorisée par le supérieur hiérarchique des agents qui l'ont établie.

Article 225 : Par dérogation aux dispositions de l'article 70 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La note d'imposition doit mentionner :

- 1° le nom, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse du contribuable ;
- 2° la nature de l'impôt et la période concernée ;
- 3° le total des impôts et taxes à payer, le cas échéant, y compris les amendes et autres pénalités y afférentes ;
- 4° la date limite de paiement de l'impôt ;

- 5° les références de la lettre de clôture sur laquelle se fonde la note d'imposition ;
- 6° le nom et la signature de l'agent autorisé ainsi que la date d'établissement de la note d'imposition ;
- 7° la possibilité et les conditions d'introduction d'une réclamation auprès du commissaire général conformément à l'article 71 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 226 : Par dérogation aux dispositions de l'article 72 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le recours doit être introduit par écrit sur un formulaire établi à cet effet par l'Administration fiscale sous peine d'irrecevabilité.

Le contribuable doit mentionner sur son recours une adresse mail fonctionnelle pour toute communication y relative.

Article 227 : Par dérogation aux dispositions de l'article 67 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable est obligé de payer l'impôt dû dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir du lendemain de la date de réception de la note d'imposition. L'enrôlement des impositions intervient le lendemain du trentième jour compté à partir de la réception de la note d'imposition, sauf en cas de recours administratif.

Si après un contrôle général, il se dégage un solde créditeur sur le compte courant du contribuable, ce surplus est pris en compte pour le paiement des obligations fiscales futures à moins que le contribuable n'en demande le remboursement. Dans ce cas, l'Administration fiscale est obligée de restituer le surplus au contribuable dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Après l'écoulement de ce délai, l'Administration fiscale est tenue de payer des intérêts moratoires.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa premier du présent article, les impositions établies conformément à l'article 66 aux points 1°, 2° et 4° de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales sont immédiatement exigibles.

Article 228 : Sans préjudice aux dispositions de l'article 73 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, le contribuable est dispensé du paiement de trente pour cent (30%) du montant en principal contesté si le recours porte uniquement à la contestation des impositions nées de l'erreur matérielle ou administrative. En cas de recours impliquant à la fois l'analyse de l'erreur matérielle ou administrative et celle du fond des impositions contestées, le contribuable reste dans l'obligation de payer trente pour cent (30%) du montant en principal contesté, ne résultant pas de l'erreur matérielle ou administrative.

Au cas contraire, le Commissaire Général statue seulement sur l'erreur matérielle ou administrative et une nouvelle note d'imposition corrigée, pouvant être contestée au fond, avec paiement de trente pour cent (30%), est établie.

Article 229 : Par dérogation aux dispositions de l'article 79 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable qui conteste la décision du Commissaire Général peut introduire un recours devant la Commission Paritaire d'Appel dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter du lendemain de la réception de la décision du Commissaire Général. Il doit en remettre copie à l'Administration fiscale endéans 2 jours ouvrables comptés à partir de la date de dépôt du recours.

Article 230 : Les impôts, au profit de l'Etat, restant dus au 30 juin 2025 sont recouverts pendant l'exercice 2025/2026 d'après les lois et les tarifs en vigueur qui en règlent l'assiette et la perception durant l'exercice 2024/2025.

Article 231 : En application des dispositions de la loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes, tous les impôts, taxes, redevances et pénalités y relatives sont recouverts par l'Administration fiscale.

Article 232 : Un appareil est ajouté à la fin de la chaîne de production et marqué sur chaque article produit, un identifiant unique, puis comptabilise les articles au fur et à mesure de leur production. Le marquage peut se faire de façon directe sur l'article ou alors par application d'une vignette.

Article 233 : Toute personne physique ou morale obligée de tenir une comptabilité simplifiée ou complète a l'obligation d'utiliser une machine de facturation électronique agréée par l'Administration fiscale.

Pour toute facture non envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement, la charge y relative n'est pas fiscalement déductible.

Tout contribuable qui ne délivre pas de factures ou qui délivre une facture autre que celle reconnue par l'Administration fiscale, alors qu'il en est tenu, est passible d'une amende administrative égale à cent pour cent (100%) du montant de la facture ou du montant non facturé.

Article 234 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, tout achat de biens et services doit être matérialisé par une facture selon le modèle établi par l'Administration fiscale.

Le bien acheté sans facture établie est confisqué par l'Administration fiscale et est remis moyennant paiement par l'acheteur d'une amende de 20% du prix d'achat.

Le taux d'amende prévue à l'alinéa précédent est applicable au prix du service payé sans facture. Cette amende est supportée par le prestataire ou le bénéficiaire, selon le cas.

Le formulaire de notification de cette amende est spécifié par l'Administration fiscale.

Article 235 : Tout le matériel et les meubles hors usage du domaine privé de l'Etat doivent être vendus aux enchères par l'Office Burundais des Recettes.

Toutes les dispositions légales et réglementaires qui régissaient le domaine de vente aux enchères des biens relevant du domaine privé de l'Etat restent abrogées.

Article 236 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, sans préjudice des dispositions de l'article 37 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, le contribuable dont les importations annuelles atteignent un montant de cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF) de la valeur en douane, est automatiquement assujéti à la TVA et entre obligatoirement dans la catégorie des moyens contribuables.

La facturation de la TVA intervient à partir du 1^{er} jour du mois suivant celui pendant lequel il a atteint le seuil.




Cette disposition s'applique également au contribuable qui, après contrôle, l'Administration fiscale constate qu'il dispose d'un stock d'une valeur de plus de cinquante millions de francs Burundi (50 000 000 BIF).

Pour ces deux cas, un certificat d'assujettissement est accordé par l'Administration fiscale.

Article 237 : Les détails des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat sont mentionnés dans les tableaux qui suivent :

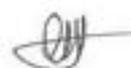


TABLEAU A: VENTILATION DES RESSOURCES

Recettes 2025/2026.0

1 RECETTES FISCALES		2 319 418 606 131
71	PRODUITS FISCAUX	2 207 995 067 828
711	IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	635 562 466 690
7111	IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	247 850 748 779
71111	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	4 995 032 614
7111100	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	4 995 032 614
71112	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	169 691 096 667
7111200	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	169 691 096 667
71113	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS	15 026 343 551
7111300	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS	15 026 343 551
71114	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	50 663 030 920
7111400	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	50 663 030 920
71115	TAXE FORFAITAIRE	268 100 700
7111500	TAXE FORFAITAIRE	268 100 700
71118	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	7 207 144 327
7111800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	7 207 144 327
7112	IMPOTS SUR LES PERSONNES MORALES	387 254 673 485
71121	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	256 690 540 017
7112100	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	256 690 540 017
71123	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	10 222 166 320
7112300	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	10 222 166 320
71124	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	6 201 274 291
7112401	PRELEVEMENT FORFAITAIRE SUR L'HUILE DE PALME	2 847 341 951
7112402	PRELEVEMENT FORFAITAIRE CARBURANT	3 353 932 340
71125	IMPOTS SUR REVENUS LOCATIFS	4 887 334 634
7112500	IMPOTS SUR REVENUS LOCATIFS	4 887 334 634
71128	AUTRES	87 454 144 939
7112800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	36 920 481 942
7112803	AUTRES RETENUES A LA SOURCE	50 533 662 997
71129	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	21 799 213 284
7112900	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	21 799 213 284
7113	IMPOTS NON VENTILABLES	457 044 426
71131	MAJORATIONS DE RETARD	457 044 426
7113100	MAJORATIONS DE RETARD	457 044 426
714	IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 368 094 126 716
7141	IMPOTS GENERAUX SUR LES BIENS ET SERVICES	971 977 868 950
71411	TAXE DE TRANSACTIONS-TVA	911 111 688 150
7141100	TVA A L'IMPORTATION	564 684 464 409
7141101	TVA INTERIEURE	346 427 223 741

Recettes 2025/2026.0

71414	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	365 933 476
7141400	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUEES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	365 933 476
71415	TAXE SUR LA FORTUNE /VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	620 252 000
7141500	TAXE SUR LA FORTUNE /VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	620 252 000
71416	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	59 879 995 324
7141600	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	59 879 995 324
7142	ACCISES	369 419 954 936
71421	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	7 663 234 611
7142100	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	7 663 234 611
71422	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE ,LIMONADE ET EAU MINERALE	124 638 914 782
7142200	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE, LIMONADE ET EAU MINERALE	124 638 914 782
71423	SURTAXE SODA JUS LIMONADE	10 098 380 423
7142300	SURTAXE SODA JUS LIMONADE	10 098 380 423
71424	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	1 971 144 403
7142400	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	1 971 144 403
71425	TAXE SUR LES ABONNES DE TELEDISTRIBUTION ET SUR LES TELECOMMUNICATIONS	116 360 391 117
7142500	TAXE SUR LES ABONNES DE LA TELEDISTRIBUTION	3 650 281 160
7142503	SERVICES DE MESSAGERIE MOBILE	6 749 710 498
7142504	SERVICES FINANCIERS MOBILES	11 733 971 102
7142505	SERVICES DE DONNEES MOBILES	10 107 844 939
7142506	SERVICES OTT ET COMMUNICATION IP	12 455 768 817
7142507	SERVICES A VALEUR AJOUTEE (SVA)	3 791 918 305
7142508	SERVICES DE GESTION DES TERMINAUX MOBILES	4 049 175 188
7142509	REDEVANCE TRAFIC NATIONAL/APPELS NATIONAUX	63 821 721 108
71426	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS	63 675 777 438
7142600	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE CARBURANT	33 861 755 656
7142601	TAXE SPECIFIQUE SUR LE CARBURANT (TSC)	28 765 977 751
7142602	TAXE SPECIFIQUE SUR LES LUBRIFIANTS (TSL)	1 048 044 031
71427	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	188 024 951
7142700	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	188 024 951
71428	AUTRES	44 824 087 211
7142800	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VEHICULES	12 606 282 404
7142801	TAXE ADDITIONNELLE ANTI-POLLUTION SUR LES VEHICULES USAGES	6 803 490 712
7142802	TAXE ANTI-POLLUTION VEHICULES USAGES	14 457 799 472
7142803	TAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	3 166 341 280
7142804	SURTAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	3 161 852 574
7142805	TAXE SUR TOLES ONDULEES	943 620 200
7142806	TAXE SUR CONVOI/REMUNERATIONS DES SERVICES	1 427 864 231
7142817	TAXE DE LA SOUDE CAUSTIQUE	863 306 218

Recettes 2025/2026.0

7142820	SURTAXE SUR LAIT LIQUIDE IMPORTE(TAL)	88 379 723
7142822	SURTAXE SUR FER A BETON (SFB)	1 305 150 397
7144	TAXE SUR L'UTILISATION DE BIENS OU L'EXERCICE D'ACTIVITE	26 696 302 830
71441	PERMIS	8 763 178 440
7144110	PERMIS DE CONDUIRE	47 102 000
7144180	VIGNETTES FISCALES	385 807 417
7144181	AUTRES (PLAQUES, TRANSFERTS, CARTES, CHANGEMENT D'USAGES, ETC)	8 330 269 023
71442	AUTRES TAXES (PERMIS)	663 333 623
7144230	PERMIS DE COUPE DE BOIS	2 577 743
7144240	TAXE D'ABATTAGE DES ANIMAUX	102 774 829
7144250	PERMIS DE TRAVAIL	116 817 872
7144260	IMPOT FORFAITAIRE ANNUEL SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER	441 163 179
71443	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	17 269 790 767
7144301	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES (NCA)	6 647 476 000
7144302	CAUTION DE 30% DU MONTANT CONTESTE	6 612 415 312
7144303	PRELEVEMENT DE 5% DE LA VALEUR MARCHANDE D'IMMEUBLE	4 009 899 455
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	204 338 474 422
7151	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	188 391 722 391
71511	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	180 000 555 929
7151100	DROITS DE DOUANE A L' IMPORTATION	180 000 555 929
71512	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	8 391 166 462
7151200	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	8 391 166 462
7152	TAXE A L'EXPORTATION	1 111 993 109
71522	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	655 402 810
7152200	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	655 402 810
71525	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	456 590 299
7152500	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	456 590 299
7158	AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	14 834 758 922
71581	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	4 437 375 863
7158100	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	4 437 375 863
71583	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	144 741 609
7158300	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	144 741 609
71584	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	6 683 928 994
7158400	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	6 683 928 994
71586	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	759 481 389
7158600	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	759 481 389
71587	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 964 322
7158700	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 964 322

		Recettes 2025/2026.0
71588	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	2 679 637 049
7158800	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	2 679 637 049
71589	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	125 629 696
7158900	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	125 629 696
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
760	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
7600	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
76000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
7600000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
2	DONS	1 326 827 317 936
73	DONS	1 326 827 317 936
732	DONS SUR PROJETS AVEC FINANCEMENTS EXTERIEURS (2)	1 326 827 317 936
7322	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1 326 827 317 936
73221	IDA-BM	381 150 227 972
7322100	BM-PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
7322101	BM-PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	129 321 755 762
7322102	BM-PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
7322103	BM-ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)	95 143 985 000
73224	FIDA	28 575 714 000
7322406	FIDA-OFID/PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (FIDA-PAIFAR-B)	28 575 714 000
73227	BAD	76 790 982 968
7322700	BAD/PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
7322701	BAD/UE/PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE 1: REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	43 471 188 935
7322702	BAD-PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	4 408 125 336
7322703	BAD-PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT ET LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	11 478 601 561
7322704	BAD-PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	5 697 623 508
7322713	BAD/PROJET D'ACCES A L'ENERGIE, PHASE I	7 715 443 628
73228	AUTRES	840 310 392 996
7322834	BM/CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE34(16,5MW) ET JIJI03(31,5MW)	162 185 710 943
7322853	BM/PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
7322857	BM/PROJET DE PREPARATION ET DE RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
7322862	BM/PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062

Recettes 2025/2026.0

7322864	BAD/PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	31 161 707 126
7322867	BM-PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNAUTES RURALES-NYAKIRIZA	50 746 289 755
7322877	BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
7322883	BAD-PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
7322884	BM/PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
7322889	BAD-PROJET DE REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3: RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539
7322890	BM-PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS	80 040 618 750
7322893	FIDA/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
7322898	FIDA/PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
7322899	BAD/PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	39 096 374 628
3	AUTRES RECETTES	1 175 574 655 704
72	PRODUITS NON FISCAUX	942 433 591 213
721	REVENUS DE LA PROPRIETE	235 304 687 741
7211	DIVIDENDES	56 887 339 993
72112	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	4 104 989 354
7211200	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	4 104 989 354
72113	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	52 782 350 639
7211300	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	52 782 350 639
7213	LOYERS	170 644 886 778
72131	LOCATIONS TERRAINS	213 911 029
7213100	LOCATIONS TERRAINS	213 911 029
72132	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	130 000 000 000
7213200	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	130 000 000 000
72133	REDEVANCES DOMANIALES	20 792 664 237
7213300	REDEVANCES DOMANIALES	20 792 664 237
72134	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER ELECTRONIQUE SECURISE	12 000 000 000
7213400	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER ELECTRONIQUE SECURISE	12 000 000 000
72135	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	7 638 311 512
7213500	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	7 638 311 512
7214	RECETTES MINIERES	7 772 460 970
72140	OR	4 115 586 387
7214000	OR	4 115 586 387
72141	TOURBE	3 656 874 583
7214100	TOURBE	3 656 874 583
722	VENTES DE BIENS ET SERVICES	409 747 012 447

Recettes 2025/2026.0

7220	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	188 921 500 000
72200	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	188 921 500 000
7220000	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	188 921 500 000
7221	LOCATION D'IMMEUBLES	464 934 635
72210	LOCATION D'IMMEUBLES	464 934 635
7221000	LOCATION D'IMMEUBLES	464 934 635
7222	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	2 876 317 356
72220	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	2 876 317 356
7222000	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	2 876 317 356
7223	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
72230	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
7223000	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
7224	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	5 000 000 000
72240	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	5 000 000 000
7224000	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	5 000 000 000
7225	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE (DONT REVENUS CAM)	5 629 663 097
72250	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	2 629 663 097
7225000	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	2 629 663 097
72251	REVENUS CAM	3 000 000 000
7225100	REVENUS CAM	3 000 000 000
7226	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 053
72260	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 053
7226000	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 053
7227	VENTES DES SEMENCES	1 054 006 291
72270	VENTES DES SEMENCES	1 054 006 291
7227000	VENTES DES SEMENCES	1 054 006 291
7228	VENTES D'AUTRES PRODUITS LOCAUX	51 078 500 000
72280	VENTES D'AUTRES PRODUITS LOCAUX	51 078 500 000
7228000	VENTES D'AUTRES PRODUITS LOCAUX	51 078 500 000
7229	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
72290	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
7229000	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
723	DROITS ADMINISTRATIFS	206 570 385 684
7231	DROITS DE VISAS, PASSEPORTS ET SEJOURS	40 900 909 073
72311	PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGES	31 885 468 995
7231100	PASSEPORTS & TITRES DE VOYAGES	31 885 468 995
72312	VISAS ET PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	288 192 177
7231200	VISAS & PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	288 192 177
72313	VISAS ET IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	8 727 247 901
7231300	VISAS & IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	8 727 247 901

Recettes 2025/2026.0

7232	DROITS ET PERMIS SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES	20 382 355 268
72321	TAXE DE BATISSE	2 904 936 369
7232100	TAXES DE BATISSE	2 904 936 369
72322	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
7232200	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
72323	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 388 891 868
7232300	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 388 891 868
72324	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	2 500 000 000
7232400	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	2 500 000 000
72325	AUTORISATION DE TRANSPORT	61 674 645
7232500	AUTORISATION DE TRANSPORT (DONT DEPART AERIEN)	47 733 822
7232510	AUTORISATION DE CONVOI	13 940 823
72326	LICENCES	3 904 833 584
7232600	LICENCE POUR DEBIT DE BOISSONS, RESTAURANTS ET HOTELS	3 800 362 584
7232610	LICENCE POUR EXPLOITATION DES RESTAURANTS	63 941 000
7232620	LICENCE POUR EXPLOITATION DES HOTELS	40 530 000
72328	AUTRES	6 637 343 599
7232800	AUTRES	5 136 328 424
7232802	FRAIS D'OBTENTION D'UNE AUTORISATION D'UNITE D'EXTRACTION DE L'HUILE DE PALME	1 025 005 941
7232805	OUVERTURE/RENOUVELLEMENT DES PHARMACIES ET DES INFIRMERIES	467 311 234
7232806	DROITS SUR ACQUISITION DE CARTE SUR AGREMENT DES GARAGES	8 698 000
72329	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	2 870 971 468
7232900	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	2 870 971 468
7233	DIVERS DROITS ET REDEVANCES	122 691 693 919
72331	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	744 376 997
7233100	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	744 376 997
72332	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	2 416 463 025
7233200	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	2 416 463 025
72333	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	112 739 701
7233300	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	112 739 701
72334	DROITS SUR SERVICES RENDUS	10 875 057 961
7233400	DROITS SUR SERVICES RENDUS	10 875 057 961
72335	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 700 000 000
7233500	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 700 000 000
72336	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	36 015 983 579
7233600	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	36 015 983 579
72337	TAXE DE SURETE	33 058 331 951
7233700	TAXE DE SURETE	33 058 331 951
72338	AUTRES	21 768 740 705

Recettes 2025/2026.0

7233800	ATTESTATION D'EXONERATION	1 938 371 907
7233801	REDEVANCE DE PESAGE AU PONT BASCULE	174 679 604
7233802	REDEVANCE DES PARKINGS DES CAMIONS	249 862 911
7233803	CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES SOCIETES DES ASSURANCES	796 707 904
7233804	CONTRIBUTION SPECIALE BANCS PUPITRES, MANUELS SCOLAIRES ET APPUI CAM	6 000 000 000
7233807	REDEVANCE ROUTIERE ET ENVIRONNEMENTALE	8 360 860 054
7233810	REDEVANCE DE REIMPRESSION DE DUPLICATA NIFOU DE QUITTANCE DE PAIEMENT	131 154 000
7233813	REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE D'UNE ATTESTATION FISCALE	447 740 010
7233814	REDEVANCE ANNUELLE POUR L'OBTENTION ET RENOUVELLEMENT IT	522 721 412
7233815	REDEVANCE ADMINISTRATIVE DES SERVICES ABREMA	2 879 214 514
7233870	FRAIS D'ACQUISITION D'UNE CARTE D'AGREEMENT DES AGENCES DE TRANSPORT	267 428 389
7234	AUTRES DROITS ET REDEVANCES DE L'ARCT	22 595 427 424
72341	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	409 034 676
7234100	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	409 034 676
72342	ETUDE DU DOSSIER	46 722 241
7234200	ETUDE DU DOSSIER	46 722 241
72343	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	21 883 274
7234300	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	21 883 274
72344	EXPLOITATION DES FREQUENCES	4 823 096 440
7234400	EXPLOITATION DES FREQUENCES	4 823 096 440
72345	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	8 708 815 606
7234500	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	8 708 815 606
72346	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	491 556 255
7234600	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	491 556 255
72347	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU CA	7 739 450 746
7234700	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU CA	7 739 450 746
72348	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	129 075 617
7234800	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	129 075 617
72349	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE , IMPORT ET EXPORT ET EXPOSITION	225 792 569
7234900	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE , IMPORT ET EXPORT ET EXPOSITION	225 792 569
724	AMENDES ET PENALITES	22 470 229 333
7241	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
72410	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
7241000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
7242	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	532 420 816
72420	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	532 420 816

Recettes 2025/2026.0

7242000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	532 420 816
7243	AMENDES JUDICIAIRES	613 844 652
72430	AMENDES JUDICIAIRES	613 844 652
7243000	AMENDES JUDICIAIRES	613 844 652
7248	AUTRES	11 927 264 194
72480	AUTRES	11 927 264 194
7248000	AUTRES	11 927 264 194
728	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	68 341 276 008
7280	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	68 341 276 008
72800	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	10 441 635 591
7280000	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	10 441 635 591
72801	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX (AUTRES)	57 890 568 819
7280110	REBOURSEMENT DU PRIX DE LA MACHINE DE FACTURATION ELECTRONIQUE	19 500 000 000
7280120	ANNULATION OU MODIFICATION D'UNE DECLARATION DEJA LIQUIDEE	129 040 401
7280130	FINANCEMENTS DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	36 622 197 630
7280140	DEMANDE DES HISTORIQUES DOUANIERS	26 729 165
7280150	FRAIS DE TRANSFERT DE PROPRIETE	9 407 530
7280160	FRAIS DE RENOUVELLEMENT AGENCE EN DOUANE	237 317 439
7280170	DEMANDE DE TRANSBORDEMENT	11 437 635
7280180	INFRACTION AVEREE OU REACTIVATION D'UNE AGENCE EN DOUANE	52 109 404
7280190	TRANSIT GOODS/MARCHANDISES EN TRANSIT	1 302 329 615
72802	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	9 071 598
7280200	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	9 071 598
74	PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
7410	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
74100	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
7410000	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
744	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440	GAINS DE CHANGE	211 084 800
74400	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440000	GAINS DE CHANGE	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
78100	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810000	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
782	PRODUIT DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448

Recettes 2025/2026.0

78200	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820000	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
783	PRODUIT DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
7830	PRODUIT DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
78300	PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
7830000	PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
784	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
7841	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
78410	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
7841000	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
785	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
7850	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
78500	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
7850000	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
786	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
7860	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
78600	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
7860000	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
787	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
7870	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
78700	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
7870000	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
788	AUTRES	216 260 917 314
7880	AUTRES	216 260 917 314
78802	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	152 250 000 000
7880200	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	152 250 000 000
78804	REMBOURSEMENT CREDITS PARLEMENTAIRES	875 000 000
7880400	REMBOURSEMENT CREDITS PARLEMENTAIRES	875 000 000
78805	REMBOURSEMENT FINANCEMENT SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
7880500	REMBOURSEMENT FINANCEMENT SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
78806	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	13 823 413 227
7880600	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
7880700	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
Total général		4 821 820 579 771

TABLEAU B: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES

		Crédit 2025/2026
		0
0	Crédit global (ou réserve budgétaire)	24 000 000 000
0 88	Imprévus	24 000 000 000
0 888	Imprévus	24 000 000 000
0 88888	Imprévus	24 000 000 000
1	Rémunérations des salariés	1 192 778 079 071
1 61	Rémunérations des salariés	1 192 778 079 071
1 611	Rémunérations des sous statuts	681 036 594 739
1 61110	Rémunérations de base	269 606 740 453
1 61130	Indemnités de déplacement	3 145 535 305
1 61140	Primes de technicité	403 957 123 123
1 61150	Primes de rendement	674 281 728
1 61160	Allocations familiales	3 313 369 130
1 61180	Autres	339 545 000
1 612	Rémunérations des sous contrats	205 633 241 218
1 61210	Rémunérations de base	141 203 892 126
1 61240	Primes de technicité	60 421 772 429
1 61250	Primes de rendement	2 021 600 398
1 61260	Allocations familiales	1 955 976 265
1 61280	Autres	30 000 000
1 613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	156 908 488 889
1 61310	Rémunérations des vacataires	298 448 369
1 61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	156 538 400 520
1 61340	Rémunérations des journaliers	71 640 000
1 614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	21 312 618 053
1 61410	Traitements & indemnités du personnel politique	11 101 733 716
1 61420	Traitements & indemnités des parlementaires	3 524 443 600
1 61440	Sujétions	5 801 025 169
1 61450	Indemnités de fin de mandats	885 415 568
1 615	Primes et indemnités diverses	15 268 747 386
1 61580	Autres	15 268 747 386
1 616	Contributions sociales	112 618 388 786
1 61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	50 425 571 477
1 61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	35 937 016 827

1 61630	Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	458 085 735
1 61680	Autres	25 797 714 747
2	Achats de biens et services	682 324 496 788
2 62	Services extérieurs	151 970 598 313
2 621	Frais de formation du personnel et frais de mission	46 821 879 484
2 62120	Formation au Burundi	3 941 945 380
2 62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	7 053 925 632
2 62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	14 888 412 707
2 62150	Frais de mission des diplomates à l'étranger	1 150 000 000
2 62160	Frais de mission à l'intérieur	19 787 595 765
2 622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	10 254 913 498
2 62220	Fêtes et cérémonies	356 925 000
2 62230	Frais de réceptions, conférences, sommets	4 698 694 891
2 62240	Frais de réunions et de séminaires	541 880 708
2 62250	Frais de contact et renseignement	1 352 546 745
2 62260	Frais d'intendance	2 552 333 334
2 62280	Autres	752 532 820
2 623	Contrats de prestation de services & abonnements	6 462 578 750
2 62310	Frais bancaires	8 000 000
2 62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	317 721 184
2 62330	Frais de télécommunication	3 018 484 191
2 62340	Prestations informatiques	280 000 000
2 62360	Abonnements à internet	2 519 448 575
2 62380	Autres	318 924 800
2 624	Locations	36 354 650 451
2 62410	Locations immeubles administratifs	25 348 870 656
2 62420	Locations maisons d'habitation	10 306 840 000
2 62430	Locations de véhicules	698 939 795
2 625	Entretiens & réparations	49 327 168 436
2 62510	Entretien de terrains	4 807 917 228
2 62520	Entretien des bâtiments et constructions	98 393 140
2 62550	Entretien & réparations des véhicules	38 676 545 709
2 62560	Entretien & réparations avions officiels	355 685 586
2 62570	Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	995 874 575
2 62580	Autres	4 392 752 198

2 626	Assurances	1 210 399 245
2 62610	Assurances de bâtiments	32 183 396
2 62620	Assurances des véhicules	1 064 111 385
2 62680	Autres	114 104 464
2 627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	1 539 008 449
2 62730	Frais d'avocat & contentieux	627 291 841
2 62740	Frais d'interprétariat et de traduction	136 814 000
2 62750	Frais d'étude	13 400 000
2 62760	Assistance technique	495 346 658
2 62780	Autres	266 155 950
2 63	Achats	530 353 898 475
2 631	Fournitures techniques	488 568 494 533
2 63120	Lubrifiants et carburants	39 788 158 259
2 63130	Fournitures des forces armées	279 806 176 244
2 63140	Fournitures des forces de police	114 195 245 455
2 63150	Fournitures agricoles et vétérinaires	52 524 727 993
2 63160	Fournitures médicales et hospitalières	674 638 576
2 63170	Fournitures scolaires et pédagogiques	1 532 022 006
2 63180	Autres	47 526 000
2 632	Fournitures administratives	28 607 286 465
2 63210	Fournitures de bureau et imprimés	20 091 291 671
2 63220	Livres et documentation	4 176 143 558
2 63280	Autres	4 339 851 236
2 633	Vêtements	600 000
2 63300	Vêtements	600 000
2 635	Energie et eau	13 177 517 477
2 63510	Electricité	13 177 517 477
3	Intérêts	140 512 789 708
3 64	Charges financières	140 512 789 708
3 641	Intérêts sur emprunts extérieurs	23 487 051 285
3 64110	Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	12 148 080 858
3 64120	Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	11 338 970 427
3 642	Intérêts sur emprunts intérieurs	115 375 738 423
3 64220	Intérêts avances consolidées de la BRB	11 360 685 604
3 64230	Intérêts des bons du Trésor	41 997 836 000

3 84240	Intérêts des obligations	60 963 599 910
3 84280	Intérêts sur autres dettes contractualisées	1 053 616 909
3 644	Pertes de change	1 650 000 000
3 64400	Pertes de change	1 650 000 000
4	Investissements	2 507 160 475 417
4 20	Immobilisations incorporelles	37 392 052 542
4 201	Immobilisations incorporelles (études)	37 392 052 542
4 20100	Frais d'étude, de recherche et de développement	3 368 004 432
4 20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	34 024 048 110
4 21	Immobilisations corporelles	607 731 100 019
4 211	Terrains, gisements et autres actifs naturels	32 197 573 553
4 21110	Terrains	21 960 292 298
4 21120	Gisements	60 842 286
4 21180	Autres	10 176 438 969
4 212	Constructions	139 561 589 402
4 21210	Logements	192 431 858
4 21220	Bâtiments administratifs	100 810 293 435
4 21230	Bâtiments techniques	1 859 220 879
4 21240	Bâtiments militaires	12 282 781 210
4 21250	Bâtiments scolaires	1 837 655 670
4 21260	Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	3 000 000 000
4 21280	Autres constructions	19 579 206 350
4 213	Infrastructures	342 285 452 212
4 21310	Routes	22 307 736 094
4 21320	Réseaux d'adduction d'eau potable	149 012 507
4 21330	Réseaux d'assainissement	1 563 894 934
4 21370	Electrification et télécommunications	9 917 032 196
4 21380	Autres infrastructures	308 347 776 481
4 214	Matériels, machines & équipements	93 686 484 852
4 21400	Matériel, machines & équipements	350 000 000
4 21410	Matériel de transport	13 171 347 679
4 21420	Mobilier et équipements de logement	2 720 000 000
4 21430	Mobilier et équipements de bureau	17 976 473 497
4 21440	Matériel informatique et de télécommunication	66 321 990
4 21450	Machines et matériels techniques	31 118 017 501

4 21480	Autres machines & équipements	28 284 324 185
4 22	Stocks	339 943 782 708
4 221	Stocks stratégiques	339 943 782 708
4 22180	Autres stocks stratégiques	339 943 782 708
4 23	Immobilisations en cours	2 500 000 000
4 231	Immobilisations corporelles en cours	2 500 000 000
4 23120	Constructions	2 500 000 000
4 25	Prêts & autres créances à plus d'un an	7 000 000 000
4 252	Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000
4 25200	Prêts et avances consenties à plus d'un an	7 000 000 000
4 26	Titres & participations	81 514 409 337
4 261	Participations au capital	76 360 943 478
4 26110	Participations au capital des sociétés	76 360 943 478
4 268	Autres titres & participations	5 153 465 859
4 26800	Autres titres & participations	5 153 465 859
4 27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	1 431 079 130 811
4 271	Contrepartie nationale (1)	42 358 022 739
4 27100	Contrepartie nationale (1)	42 358 022 739
4 272	Tirages sur emprunts (2)	61 893 790 136
4 27200	Tirages sur emprunts (2)	61 893 790 136
4 273	Tirages sur dons (3)	1 326 827 317 936
4 27300	Tirages sur dons (3)	1 326 827 317 936
5	Subventions	10 070 200 000
5 65	Subventions aux sociétés	10 070 200 000
5 653	Subventions aux collectivités territoriales	10 070 200 000
5 65310	Subventions aux Provinces	10 000 000 000
5 65320	Subventions aux communes	70 200 000
6	Prestations sociales	1 653 460 194
6 67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	108 274 779 995
6 671	Prestations sociales employeur	1 550 000
6 67180	Autres	1 550 000
6 672	Assistance sociale	1 651 910 194
6 67210	Fonds d'assistance sociale	852 427 594
6 67280	Autres	799 482 600

7	Dons	593 525 355 450
7 66	Allocations, contributions et exonérations	593 525 355 450
7 661	Allocations et subides	316 476 887 562
7 66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	316 476 887 562
7 662	Allocations aux services ministériels (2)	80 312 494 118
7 66200	Allocations aux services ministériels (2)	80 312 494 118
7 664	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	19 060 433 310
7 66400	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	19 019 953 109
7 66480	Autres	40 470 801
7 666	Contributions aux organisations internationales	66 252 001 157
7 66620	Contributions aux organisations africaines	66 252 001 157
7 667	Exonérations accordées (1)	111 423 538 303
7 66710	Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 423 538 303
8	Autres charges	106 621 319 801
8 67	Prestations sociales employeur	108 274 779 995
8 673	Autres transferts courants	106 621 319 801
8 67310	Bourses et frais de rapatriement	49 689 216 139
8 67320	Frais de scolarité et d'entretien des élèves	34 008 613 979
8 67340	Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	229 414 375
8 67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	22 643 875 308
8 67380	Autres	50 000 000
9	Remboursement du principal de la dette	1 211 265 178 796
9 16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 097 789 372 993
9 161	Dettes envers la Banque centrale	201 247 572 959
9 16110	Avances consolidées	33 859 231 804
9 16130	Avances consolidées de la Banque centrale	167 388 141 189
9 162	Bons du Trésor	457 170 000 000
9 16200	Bons du Trésor	457 170 000 000
9 163	Obligations	359 372 000 000
9 16300	Obligations	359 372 000 000
9 168	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000
9 16810	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000
9 17	Emprunts au titre de la dette extérieure	113 475 805 803
9 172	Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	113 475 805 803
9 17212	Capital à rembourser	42 507 520 841
9 17222	Capital à rembourser	70 968 284 962

Total général




TABLEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	121 778 275 038	0	121 778 275 038
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	22 078 944 330	0	22 078 944 330
61 Rémunérations des salariés	22 078 944 330	0	22 078 944 330
611 Rémunérations des sous statuts	667 000 000	0	667 000 000
61130 Indemnités de déplacement	667 000 000	0	667 000 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 510 713 840	0	1 510 713 840
61210 Rémunérations de base	872 320 899	0	872 320 899
61240 Primes de technicité	635 429 650	0	635 429 650
61260 Allocations familiales	2 963 291	0	2 963 291
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	8 260 600 048	0	8 260 600 048
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	8 260 600 048	0	8 260 600 048
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	11 101 733 716	0	11 101 733 716
61410 Traitements & indemnités du personnel politique	11 101 733 716	0	11 101 733 716
616 Contributions sociales	538 896 726	0	538 896 726
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	76 826 810	0	76 826 810
61680 Autres	462 069 916	0	462 069 916
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	24 937 094 741	0	24 937 094 741
62 Services extérieurs	17 484 787 977	0	17 484 787 977
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	9 300 000 000	0	9 300 000 000
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	3 000 000 000	0	3 000 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	4 500 000 000	0	4 500 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 800 000 000	0	1 800 000 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 504 640 000	0	1 504 640 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	424 640 000	0	424 640 000
62260 Frais d'intendance	1 080 000 000	0	1 080 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	963 232 255	0	963 232 255
62330 Frais de télécommunication	386 126 871	0	386 126 871
62360 Abonnements à internet	577 105 384	0	577 105 384
625 Entretien & réparations	5 716 915 722	0	5 716 915 722
62550 Entretien & réparations des véhicules	3 000 000 000	0	3 000 000 000
62560 Entretien & réparations avions officiels	337 685 586	0	337 685 586
62580 Autres	2 379 230 136	0	2 379 230 136
63 Achats	7 452 306 764	0	7 452 306 764
631 Fournitures techniques	2 319 841 270	0	2 319 841 270
63120 Lubrifiants et carburants	2 319 841 270	0	2 319 841 270

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
632	Fournitures administratives		4 716 465 494	0		4 716 465 494
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		519 277 258	0		519 277 258
	63280 Autres		4 197 188 236	0		4 197 188 236
635	Energie et eau		416 000 000	0		416 000 000
	63510 Electricité		416 000 000	0		416 000 000
4	INVESTISSEMENTS		27 503 931 381	0		27 503 931 381
20	Immobilisations incorporelles		80 000 000	0		80 000 000
	201 Immobilisations incorporelles (études)		80 000 000	0		80 000 000
	20110 Frais d'étude, de recherche et de développement		80 000 000	0		80 000 000
21	Immobilisations corporelles		27 423 931 381	0		27 423 931 381
	212 Constructions		17 000 000 000	0		17 000 000 000
	21220 Bâtiments administratifs		17 000 000 000	0		17 000 000 000
	214 Matériels, machines & équipements		10 423 931 381	0		10 423 931 381
	21410 Matériel de transport		375 547 679	0		375 547 679
	21430 Mobilier et équipements de bureau		1 128 000 000	0		1 128 000 000
	21450 Machines et matériels techniques		8 920 383 702	0		8 920 383 702
6	PRESTATIONS SOCIALES		35 114 396	0		35 114 396
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges		35 114 396	0		35 114 396
	672 Assistance sociale		35 114 396	0		35 114 396
	67210 Fonds d'assistance sociale		35 114 396	0		35 114 396
7	DONS		47 223 190 190	0		47 223 190 190
66	Allocations, contributions et exonérations		47 223 190 190	0		47 223 190 190
	661 Allocations et subsides		47 223 190 190	0		47 223 190 190
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)		47 223 190 190	0		47 223 190 190
02	VICE-PRÉSIDENCE		5 439 325 629	0		5 439 325 629
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES		1 387 686 843	0		1 387 686 843
61	Rémunérations des salariés		1 387 686 843	0		1 387 686 843
	611 Rémunérations des sous statuts		51 600 000	0		51 600 000
	61130 Indemnités de déplacement		51 600 000	0		51 600 000
	612 Rémunérations des sous contrats		182 677 691	0		182 677 691
	61210 Rémunérations de base		116 443 855	0		116 443 855
	61240 Primes de technicité		60 394 793	0		60 394 793
	61260 Allocations familiales		5 839 043	0		5 839 043
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels		1 112 280 457	0		1 112 280 457
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		1 112 280 457	0		1 112 280 457
	616 Contributions sociales		41 128 695	0		41 128 695

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	41 128 695	0	41 128 695
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 130 660 245	0	2 130 660 245
62 Services extérieurs	1 638 614 574	0	1 638 614 574
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	927 216 659	0	927 216 659
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	273 333 336	0	273 333 336
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	193 083 323	0	193 083 323
62160 Frais de mission à l'intérieur	460 800 000	0	460 800 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	316 166 667	0	316 166 667
62220 Fêtes et cérémonies	12 000 000	0	12 000 000
62260 Frais d'intendance	304 166 667	0	304 166 667
623 Contrats de prestation de services & abonnements	36 662 461	0	36 662 461
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	721 241	0	721 241
62330 Frais de télécommunication	22 500 000	0	22 500 000
62360 Abonnements à internet	13 441 220	0	13 441 220
625 Entretien & réparations	358 568 787	0	358 568 787
62550 Entretien & réparations des véhicules	280 206 481	0	280 206 481
62580 Autres	78 362 306	0	78 362 306
63 Achats	492 045 671	0	492 045 671
631 Fournitures techniques	420 166 668	0	420 166 668
63120 Lubrifiants et carburants	420 166 668	0	420 166 668
632 Fournitures administratives	53 879 003	0	53 879 003
63210 Fournitures de bureau et imprimés	53 879 003	0	53 879 003
635 Energie et eau	18 000 000	0	18 000 000
63510 Electricité	18 000 000	0	18 000 000
4 INVESTISSEMENTS	215 384 595	0	215 384 595
21 Immobilisations corporelles	215 384 595	0	215 384 595
212 Constructions	215 384 595	0	215 384 595
21220 Bâtiments administratifs	215 384 595	0	215 384 595
6 PRESTATIONS SOCIALES	125 517 889	0	125 517 889
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	125 517 889	0	125 517 889
672 Assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889
67210 Fonds d'assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889
7 DONS	1 580 076 057	0	1 580 076 057
66 Allocations, contributions et exonérations	1 580 076 057	0	1 580 076 057
661 Allocations et subsides	1 580 076 057	0	1 580 076 057

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)				1 580 076 057	0	1 580 076 057
03	PREMIER MINISTERE			4 956 344 008	0	4 956 344 008
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			1 169 594 230	0	1 169 594 230
61	Rémunérations des salariés			1 169 594 230	0	1 169 594 230
611	Rémunérations des sous statuts			339 750 000	0	339 750 000
	61130 Indemnités de déplacement			339 750 000	0	339 750 000
612	Rémunérations des sous contrats			223 389 565	0	223 389 565
	61210 Rémunérations de base			159 489 174	0	159 489 174
	61240 Primes de technicité			60 810 011	0	60 810 011
	61260 Allocations familiales			3 090 380	0	3 090 380
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels			575 549 470	0	575 549 470
	61310 Rémunérations des vacataires			248 448 369	0	248 448 369
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)			327 101 101	0	327 101 101
616	Contributions sociales			30 905 195	0	30 905 195
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats			30 905 195	0	30 905 195
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES			2 897 810 835	0	2 897 810 835
62	Services extérieurs			2 034 809 165	0	2 034 809 165
621	Frais de formation du personnel et frais de mission			872 331 287	0	872 331 287
	62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger			231 666 666	0	231 666 666
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger			240 500 000	0	240 500 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur			400 164 621	0	400 164 621
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance			594 166 667	0	594 166 667
	62220 Fêtes et cérémonies			30 000 000	0	30 000 000
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets			150 000 000	0	150 000 000
	62260 Frais d'intendance			264 166 667	0	264 166 667
	62280 Autres			150 000 000	0	150 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements			73 395 388	0	73 395 388
	62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques			750 000	0	750 000
	62330 Frais de télécommunication			42 100 840	0	42 100 840
	62360 Abonnements à internet			30 544 548	0	30 544 548
625	Entretiens & réparations			494 915 823	0	494 915 823
	62550 Entretien & réparations des véhicules			442 115 823	0	442 115 823
	62580 Autres			52 800 000	0	52 800 000
63	Achats			863 001 670	0	863 001 670
631	Fournitures techniques			487 743 200	0	487 743 200

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	63120	Lubrifiants et carburants		487 743 200	0	487 743 200
	632	Fournitures administratives		328 425 137	0	328 425 137
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		328 425 137	0	328 425 137
	635	Energie et eau		46 833 333	0	46 833 333
	63510	Electricité		46 833 333	0	46 833 333
4	INVESTISSEMENTS			22 506 081	0	22 506 081
	21	Immobilisations corporelles		22 506 081	0	22 506 081
	214	Matériels, machines & équipements		22 506 081	0	22 506 081
	21430	Mobilier et équipements de bureau		22 506 081	0	22 506 081
6	PRESTATIONS SOCIALES			69 760 414	0	69 760 414
	67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges		69 760 414	0	69 760 414
	672	Assistance sociale		69 760 414	0	69 760 414
	67210	Fonds d'assistance sociale		69 760 414	0	69 760 414
7	DONS			796 672 448	0	796 672 448
	66	Allocations, contributions et exonérations		796 672 448	0	796 672 448
	661	Allocations et subsides		796 672 448	0	796 672 448
	66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)		796 672 448	0	796 672 448
04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT			2 494 776 046	0	2 494 776 046
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			108 126 863	0	108 126 863
	61	Rémunérations des salariés		108 126 863	0	108 126 863
	611	Rémunérations des sous statuts		89 499 216	0	89 499 216
	61110	Rémunérations de base		14 650 716	0	14 650 716
	61130	Indemnités de déplacement		55 200 000	0	55 200 000
	61140	Primes de technicité		19 480 500	0	19 480 500
	61160	Allocations familiales		168 000	0	168 000
	612	Rémunérations des sous contrats		15 741 355	0	15 741 355
	61210	Rémunérations de base		2 076 355	0	2 076 355
	61240	Primes de technicité		13 257 000	0	13 257 000
	61260	Allocations familiales		408 000	0	408 000
	616	Contributions sociales		2 886 292	0	2 886 292
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		2 637 129	0	2 637 129
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		249 163	0	249 163
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES			2 030 955 580	0	2 030 955 580
	62	Services extérieurs		1 937 731 691	0	1 937 731 691
	621	Frais de formation du personnel et frais de mission		260 000 000	0	260 000 000

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62140 <i>Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger</i>	100 000 000	0	100 000 000
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	180 000 000	0	180 000 000
622 <i>Frais de relations publiques, publicités et intendance</i>	1 586 073 470	0	1 586 073 470
62220 <i>Fêtes et cérémonies</i>	242 000 000	0	242 000 000
62230 <i>Frais de réceptions, conférences, sommets</i>	1 344 073 470	0	1 344 073 470
623 <i>Contrats de prestation de services & abonnements</i>	32 330 221	0	32 330 221
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques</i>	259 200	0	259 200
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	17 763 840	0	17 763 840
62360 <i>Abonnements à internet</i>	14 307 181	0	14 307 181
625 <i>Entretiens & réparations</i>	39 328 000	0	39 328 000
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	31 880 000	0	31 880 000
62580 <i>Autres</i>	7 448 000	0	7 448 000
63 Achats	93 223 889	0	93 223 889
631 <i>Fournitures techniques</i>	48 983 889	0	48 983 889
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	48 983 889	0	48 983 889
632 <i>Fournitures administratives</i>	37 760 000	0	37 760 000
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	37 760 000	0	37 760 000
635 <i>Energie et eau</i>	6 480 000	0	6 480 000
63510 <i>Electricité</i>	6 480 000	0	6 480 000
4 INVESTISSEMENTS	23 875 569	0	23 875 569
21 <i>Immobilisations corporelles</i>	23 875 569	0	23 875 569
214 <i>Matériels, machines & équipements</i>	23 875 569	0	23 875 569
21430 <i>Mobilier et équipements de bureau</i>	23 875 569	0	23 875 569
7 DONS	331 818 034	0	331 818 034
66 <i>Allocations, contributions et exonérations</i>	331 818 034	0	331 818 034
661 <i>Allocations et subsides</i>	331 818 034	0	331 818 034
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	331 818 034	0	331 818 034
05 ASSEMBLEE NATIONALE	30 997 016 300	0	30 997 016 300
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	13 704 128 807	0	13 704 128 807
61 <i>Rémunérations des salariés</i>	13 704 128 807	0	13 704 128 807
611 <i>Rémunérations des sous statuts</i>	3 406 708 145	0	3 406 708 145
61110 <i>Rémunérations de base</i>	1 614 058 085	0	1 614 058 085
61130 <i>Indemnités de déplacement</i>	410 400 000	0	410 400 000
61140 <i>Primes de technicité</i>	1 357 837 015	0	1 357 837 015
61160 <i>Allocations familiales</i>	24 413 045	0	24 413 045
612 <i>Rémunérations des sous contrats</i>	1 472 165 399	0	1 472 165 399
61250 <i>Primes de rendement</i>	1 472 165 399	0	1 472 165 399

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	8 270 941 356	0	8 270 941 356
61420 Traitements & indemnités des parlementaires	3 089 120 400	0	3 089 120 400
61440 Sujétions	5 181 820 956	0	5 181 820 956
616 Contributions sociales	554 313 907	0	554 313 907
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	177 348 915	0	177 348 915
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	376 964 992	0	376 964 992
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	11 760 711 338	0	11 760 711 338
62 Services extérieurs	8 453 723 894	0	8 453 723 894
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	3 081 246 575	0	3 081 246 575
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 997 987 780	0	1 997 987 780
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 063 258 795	0	1 063 258 795
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 072 000 000	0	1 072 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	152 000 000	0	152 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	300 000 000	0	300 000 000
62260 Frais d'intendance	620 000 000	0	620 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	219 092 813	0	219 092 813
62330 Frais de télécommunication	66 354 001	0	66 354 001
62360 Abonnements à internet	152 738 812	0	152 738 812
624 Locations	108 000 000	0	108 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
625 Entretien & réparations	3 041 265 529	0	3 041 265 529
62510 Entretien de terrains	396 226 100	0	396 226 100
62550 Entretien & réparations des véhicules	1 517 500 828	0	1 517 500 828
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	200 000 000	0	200 000 000
62580 Autres	927 538 601	0	927 538 601
626 Assurances	685 819 977	0	685 819 977
62610 Assurances de bâtiments	32 183 396	0	32 183 396
62620 Assurances des véhicules	653 636 581	0	653 636 581
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
62760 Assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
63 Achats	3 306 987 444	0	3 306 987 444
631 Fournitures techniques	2 701 565 303	0	2 701 565 303
63120 Lubrifiants et carburants	2 701 565 303	0	2 701 565 303
632 Fournitures administratives	536 314 161	0	536 314 161
63210 Fournitures de bureau et imprimés	536 314 161	0	536 314 161

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
635	Energie et eau	69 107 980	0	69 107 980		
	63510 Electricité	69 107 980	0	69 107 980		
4	INVESTISSEMENTS	3 090 396 312	0	3 090 396 312		
21	Immobilisations corporelles	3 090 396 312	0	3 090 396 312		
214	Matériels, machines & équipements	3 090 396 312	0	3 090 396 312		
	21420 Mobilier et équipements de logement	2 460 000 000	0	2 460 000 000		
	21430 Mobilier et équipements de bureau	630 396 312	0	630 396 312		
6	PRESTATIONS SOCIALES	147 488 652	0	147 488 652		
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	147 488 652	0	147 488 652		
672	Assistance sociale	147 488 652	0	147 488 652		
	67210 Fonds d'assistance sociale	147 488 652	0	147 488 652		
7	DONS	2 294 291 191	0	2 294 291 191		
66	Allocations, contributions et exonérations	2 294 291 191	0	2 294 291 191		
661	Allocations et subsides	2 294 291 191	0	2 294 291 191		
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	2 294 291 191	0	2 294 291 191		
06	SENAT	15 557 011 131	0	15 557 011 131		
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	5 879 911 769	0	5 879 911 769		
61	Rémunérations des salariés	5 879 911 769	0	5 879 911 769		
611	Rémunérations des sous statuts	3 135 083 366	0	3 135 083 366		
	61110 Rémunérations de base	2 165 206 990	0	2 165 206 990		
	61130 Indemnités de déplacement	303 000 000	0	303 000 000		
	61140 Primes de technicité	655 020 376	0	655 020 376		
	61160 Allocations familiales	11 856 000	0	11 856 000		
612	Rémunérations des sous contrats	550 214 999	0	550 214 999		
	61250 Primes de rendement	549 434 999	0	549 434 999		
	61260 Allocations familiales	780 000	0	780 000		
614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	1 939 942 981	0	1 939 942 981		
	61420 Traitements & indemnités des parlementaires	435 323 200	0	435 323 200		
	61440 Sujétions	619 204 213	0	619 204 213		
	61450 Indemnités de fin de mandats	885 415 568	0	885 415 568		
616	Contributions sociales	254 670 423	0	254 670 423		
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	173 549 680	0	173 549 680		
	61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	81 120 743	0	81 120 743		
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	6 526 541 308	0	6 526 541 308		
62	Services extérieurs	4 908 553 206	0	4 908 553 206		

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
621	Frais de formation du personnel et frais de mission		2 849 257 860	0	2 849 257 860	
	62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger		1 350 937 850	0	1 350 937 850	
	62160 Frais de mission à l'intérieur		1 498 320 010	0	1 498 320 010	
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance		436 566 561	0	436 566 561	
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets		252 566 561	0	252 566 561	
	62260 Frais d'intendance		184 000 000	0	184 000 000	
623	Contrats de prestation de services & abonnements		324 868 400	0	324 868 400	
	62330 Frais de télécommunication		62 604 400	0	62 604 400	
	62360 Abonnements à internet		262 264 000	0	262 264 000	
624	Locations		126 000 000	0	126 000 000	
	62410 Locations immeubles administratifs		18 000 000	0	18 000 000	
	62420 Locations maisons d'habitation		108 000 000	0	108 000 000	
625	Entretiens & réparations		982 791 664	0	982 791 664	
	62510 Entretien de terrains		310 500 000	0	310 500 000	
	62550 Entretien & réparations des véhicules		496 000 000	0	496 000 000	
	62580 Autres		176 291 664	0	176 291 664	
626	Assurances		150 001 560	0	150 001 560	
	62620 Assurances des véhicules		150 001 560	0	150 001 560	
627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique		39 067 161	0	39 067 161	
	62760 Assistance technique		39 067 161	0	39 067 161	
63	Achats		1 617 988 102	0	1 617 988 102	
	631 Fournitures techniques		1 197 225 944	0	1 197 225 944	
	63120 Lubrifiants et carburants		1 197 225 944	0	1 197 225 944	
	632 Fournitures administratives		375 442 158	0	375 442 158	
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		375 442 158	0	375 442 158	
	635 Energie et eau		45 320 000	0	45 320 000	
	63510 Electricité		45 320 000	0	45 320 000	
4	INVESTISSEMENTS		2 194 872 154	0	2 194 872 154	
20	Immobilisations incorporelles		161 872 154	0	161 872 154	
	201 Immobilisations incorporelles (études)		161 872 154	0	161 872 154	
	20110 Frais d'étude, de recherche et de développement		161 872 154	0	161 872 154	
21	Immobilisations corporelles		2 033 000 000	0	2 033 000 000	
	214 Matériels, machines & équipements		2 033 000 000	0	2 033 000 000	
	21420 Mobilier et équipements de logement		260 000 000	0	260 000 000	
	21430 Mobilier et équipements de bureau		1 728 000 000	0	1 728 000 000	
	21450 Machines et matériels techniques		45 000 000	0	45 000 000	

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
6	PRESTATIONS SOCIALES	111 546 243	0	111 546 243
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	111 546 243	0	111 546 243
672	Assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
67210	Fonds d'assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
7	DONS	844 139 657	0	844 139 657
66	Allocations, contributions et exonérations	844 139 657	0	844 139 657
661	Allocations et subsides	844 139 657	0	844 139 657
66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	844 139 657	0	844 139 657
07	COUR DES COMPTES	1 842 548 735	0	1 842 548 735
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	872 900 490	0	872 900 490
61	Rémunérations des salariés	872 900 490	0	872 900 490
611	Rémunérations des sous statuts	595 200 000	0	595 200 000
61110	Rémunérations de base	573 600 000	0	573 600 000
61130	Indemnités de déplacement	21 600 000	0	21 600 000
612	Rémunérations des sous contrats	209 675 978	0	209 675 978
61210	Rémunérations de base	186 155 978	0	186 155 978
61240	Primes de technicité	21 120 000	0	21 120 000
61260	Allocations familiales	2 400 000	0	2 400 000
616	Contributions sociales	68 024 512	0	68 024 512
61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	38 579 400	0	38 579 400
61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	29 445 112	0	29 445 112
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	651 727 600	0	651 727 600
62	Services extérieurs	651 727 600	0	651 727 600
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	391 549 950	0	391 549 950
62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160	Frais de mission à l'intérieur	191 549 950	0	191 549 950
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	10 500 000	0	10 500 000
62230	Frais de réceptions, conférences, sommets	10 500 000	0	10 500 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	30 776 796	0	30 776 796
62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	1 080 000	0	1 080 000
62330	Frais de télécommunication	11 012 796	0	11 012 796
62360	Abonnements à internet	18 684 000	0	18 684 000
625	Entretiens & réparations	74 632 270	0	74 632 270
62510	Entretien de terrains	15 000 000	0	15 000 000

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62550 Entretien & réparations des véhicules	42 000 000	0	42 000 000
62580 Autres	17 632 270	0	17 632 270
626 Assurances	22 728 694	0	22 728 694
62620 Assurances des véhicules	22 728 694	0	22 728 694
63 Achats	121 539 890	0	121 539 890
631 Fournitures techniques	31 680 000	0	31 680 000
63120 Lubrifiants et carburants	31 680 000	0	31 680 000
632 Fournitures administratives	77 859 890	0	77 859 890
63210 Fournitures de bureau et imprimés	77 859 890	0	77 859 890
635 Energie et eau	12 000 000	0	12 000 000
63510 Electricité	12 000 000	0	12 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	3 000 000	0	3 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	3 000 000	0	3 000 000
672 Assistance sociale	3 000 000	0	3 000 000
67210 Fonds d'assistance sociale	3 000 000	0	3 000 000
7 DONS	314 920 645	0	314 920 645
66 Allocations, contributions et exonérations	314 920 645	0	314 920 645
661 Allocations et subsides	310 054 190	0	310 054 190
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	310 054 190	0	310 054 190
666 Contributions aux organisations internationales	4 866 455	0	4 866 455
66620 Contributions aux organisations africaines	4 866 455	0	4 866 455
08 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	14 583 272 609	0	14 583 272 609
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	2 032 012 735	0	2 032 012 735
61 Rémunérations des salariés	2 032 012 735	0	2 032 012 735
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 032 012 735	0	2 032 012 735
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 032 012 735	0	2 032 012 735
7 DONS	12 551 259 874	0	12 551 259 874
66 Allocations, contributions et exonérations	12 551 259 874	0	12 551 259 874
661 Allocations et subsides	12 551 259 874	0	12 551 259 874
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	12 551 259 874	0	12 551 259 874
11 MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	332 911 272 783	56 460 517 052	389 371 789 835
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	117 631 287 028	0	117 631 287 028
61 Rémunérations des salariés	117 631 287 028	0	117 631 287 028
611 Rémunérations des sous statuts	39 118 581 748	0	39 118 581 748
61110 Rémunérations de base	27 098 192 142	0	27 098 192 142

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61140 Primes de technicité	11 694 198 738	0	11 694 198 738
61160 Allocations familiales	326 190 868	0	326 190 868
612 Rémunérations des sous contrats	55 955 688 157	0	55 955 688 157
61210 Rémunérations de base	42 173 094 740	0	42 173 094 740
61240 Primes de technicité	13 262 230 623	0	13 262 230 623
61260 Allocations familiales	520 362 794	0	520 362 794
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	3 832 954 890	0	3 832 954 890
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	3 832 954 890	0	3 832 954 890
616 Contributions sociales	18 724 062 233	0	18 724 062 233
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	5 274 177 612	0	5 274 177 612
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	9 181 305 659	0	9 181 305 659
61680 Autres	4 268 578 962	0	4 268 578 962
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	153 978 649 220	0	153 978 649 220
62 Services extérieurs	21 760 223 925	0	21 760 223 925
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 808 868 707	0	2 808 868 707
62120 Formation au Burundi	106 078 600	0	106 078 600
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	400 000 000	0	400 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	2 302 790 107	0	2 302 790 107
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	491 081 512	0	491 081 512
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	140 000 000	0	140 000 000
62250 Frais de contact et renseignement	351 081 512	0	351 081 512
623 Contrats de prestation de services & abonnements	761 853 005	0	761 853 005
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	3 414 773	0	3 414 773
62330 Frais de télécommunication	463 224 312	0	463 224 312
62360 Abonnements à internet	295 213 920	0	295 213 920
624 Locations	4 467 016 104	0	4 467 016 104
62410 Locations immeubles administratifs	670 696 104	0	670 696 104
62420 Locations maisons d'habitation	3 796 320 000	0	3 796 320 000
625 Entretiens & réparations	13 231 404 597	0	13 231 404 597
62510 Entretien de terrains	279 227 096	0	279 227 096
62550 Entretien & réparations des véhicules	12 879 202 317	0	12 879 202 317
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	34 179 964	0	34 179 964
62580 Autres	38 795 220	0	38 795 220
63 Achats	132 218 425 295	0	132 218 425 295
631 Fournitures techniques	129 553 168 149	0	129 553 168 149

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	63120	Lubrifiants et carburants		15 357 922 694	0	15 357 922 694
	63140	Fournitures des forces de police		114 195 245 455	0	114 195 245 455
632		Fournitures administratives		894 102 000	0	894 102 000
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		879 954 000	0	879 954 000
	63280	Autres		14 148 000	0	14 148 000
635		Energie et eau		1 771 155 146	0	1 771 155 146
	63510	Electricité		1 771 155 146	0	1 771 155 146
4		INVESTISSEMENTS		35 139 397 873	56 460 517 052	91 599 914 925
21		Immobilisations corporelles		34 393 297 032	0	34 393 297 032
	212	Constructions		3 591 791 277	0	3 591 791 277
		21220 Bâtiments administratifs		3 000 000 000	0	3 000 000 000
		21230 Bâtiments techniques		591 791 277	0	591 791 277
	213	Infrastructures		17 000 000 000	0	17 000 000 000
		21380 Autres infrastructures		17 000 000 000	0	17 000 000 000
	214	Matériels, machines & équipements		13 801 505 755	0	13 801 505 755
		21430 Mobilier et équipements de bureau		551 068 855	0	551 068 855
		21450 Machines et matériels techniques		13 250 436 900	0	13 250 436 900
27		Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs		746 100 841	56 460 517 052	57 206 617 893
	271	Contrepartie nationale (1)		746 100 841	0	746 100 841
		27100 Contrepartie nationale (1)		746 100 841	0	746 100 841
	273	Tirages sur dons (3)		0	56 460 517 052	56 460 517 052
		27300 Tirages sur dons (3)		0	56 460 517 052	56 460 517 052
5		SUBVENTIONS		70 200 000	0	70 200 000
65		Subventions aux sociétés		70 200 000	0	70 200 000
	653	Subventions aux collectivités territoriales		70 200 000	0	70 200 000
		65320 Subventions aux communes		70 200 000	0	70 200 000
6		PRESTATIONS SOCIALES		737 282 600	0	737 282 600
67		Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges		737 282 600	0	737 282 600
	672	Assistance sociale		737 282 600	0	737 282 600
		67280 Autres		737 282 600	0	737 282 600
7		DONS		23 522 843 262	0	23 522 843 262
66		Allocations, contributions et exonérations		23 522 843 262	0	23 522 843 262
	661	Allocations et subsides		23 522 843 262	0	23 522 843 262
		66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)		23 522 843 262	0	23 522 843 262
8		AUTRES CHARGES		1 831 612 800	0	1 831 612 800
67		Prestations sociales employeur		1 831 612 800	0	1 831 612 800

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
673	Autres transferts courants	1 831 612 800	0	1 831 612 800
	67310 Bourses et frais de rapatriement	1 831 612 800	0	1 831 612 800
12	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	86 765 381 340	0	86 765 381 340
1	REMUNÉRATIONS DES SALAIRES	21 040 775 058	0	21 040 775 058
61	Rémunérations des salariés	21 040 775 058	0	21 040 775 058
611	Rémunérations des sous statuts	1 217 192 186	0	1 217 192 186
	61110 Rémunérations de base	389 269 893	0	389 269 893
	61130 Indemnités de déplacement	91 200 000	0	91 200 000
	61140 Primes de technicité	732 978 293	0	732 978 293
	61160 Allocations familiales	3 744 000	0	3 744 000
612	Rémunérations des sous contrats	87 435 303	0	87 435 303
	61210 Rémunérations de base	31 689 303	0	31 689 303
	61240 Primes de technicité	53 514 000	0	53 514 000
	61260 Allocations familiales	2 232 000	0	2 232 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	19 669 584 974	0	19 669 584 974
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	19 669 584 974	0	19 669 584 974
616	Contributions sociales	66 562 595	0	66 562 595
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	65 639 877	0	65 639 877
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	922 718	0	922 718
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	25 613 429 583	0	25 613 429 583
62	Services extérieurs	25 139 309 051	0	25 139 309 051
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	2 650 000 000	0	2 650 000 000
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	1 400 000 000	0	1 400 000 000
	62150 Frais de mission des diplomates à l'étranger	1 150 000 000	0	1 150 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur	100 000 000	0	100 000 000
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 302 999 313	0	1 302 999 313
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	730 687 760	0	730 687 760
	62250 Frais de contact et renseignement	359 465 233	0	359 465 233
	62280 Autres	212 846 320	0	212 846 320
623	Contrats de prestation de services & abonnements	566 815 985	0	566 815 985
	62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	66 623 520	0	66 623 520
	62330 Frais de télécommunication	36 396 000	0	36 396 000
	62360 Abonnements à internet	154 371 665	0	154 371 665
	62380 Autres	309 424 800	0	309 424 800

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
624	Locations		19 717 414 056	0		19 717 414 056
	62410 Locations immeubles administratifs		19 513 414 056	0		19 513 414 056
	62430 Locations de véhicules		204 000 000	0		204 000 000
625	Entretiens & réparations		712 099 200	0		712 099 200
	62510 Entretien de terrains		310 381 000	0		310 381 000
	62550 Entretien & réparations des véhicules		250 000 000	0		250 000 000
	62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication		120 524 000	0		120 524 000
	62580 Autres		31 194 200	0		31 194 200
627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique		189 980 497	0		189 980 497
	62760 Assistance technique		189 980 497	0		189 980 497
63	Achats		474 120 532	0		474 120 532
	631 Fournitures techniques		216 000 000	0		216 000 000
	63120 Lubrifiants et carburants		216 000 000	0		216 000 000
	632 Fournitures administratives		231 412 738	0		231 412 738
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		231 412 738	0		231 412 738
	635 Energie et eau		26 707 794	0		26 707 794
	63510 Electricité		26 707 794	0		26 707 794
4	INVESTISSEMENTS		1 439 362 591	0		1 439 362 591
	21 Immobilisations corporelles		1 439 362 591	0		1 439 362 591
	212 Constructions		1 439 362 591	0		1 439 362 591
	21220 Bâtiments administratifs		1 439 362 591	0		1 439 362 591
7	DONS		38 671 814 108	0		38 671 814 108
	66 Allocations, contributions et exonérations		38 671 814 108	0		38 671 814 108
	661 Allocations et subsides		23 201 451 051	0		23 201 451 051
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)		23 201 451 051	0		23 201 451 051
	666 Contributions aux organisations internationales		15 470 363 057	0		15 470 363 057
	66620 Contributions aux organisations africaines		15 470 363 057	0		15 470 363 057
13	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS		670 493 886 894	0		670 493 886 894
1	REMUNERATIONS DES SALARIES		261 846 925 173	0		261 846 925 173
	61 Rémunérations des salariés		261 846 925 173	0		261 846 925 173
	611 Rémunérations des sous statuts		71 621 888 827	0		71 621 888 827
	61110 Rémunérations de base		48 297 804 295	0		48 297 804 295
	61140 Primes de technicité		22 967 545 132	0		22 967 545 132
	61160 Allocations familiales		356 539 400	0		356 539 400
	612 Rémunérations des sous contrats		132 439 312 525	0		132 439 312 525
	61210 Rémunérations de base		95 081 421 337	0		95 081 421 337

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	61240	Primes de technicité		36 483 353 388	0	36 483 353 388
	61260	Allocations familiales		874 537 800	0	874 537 800
613		Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels		45 861 266	0	45 861 266
	61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		45 861 266	0	45 861 266
616		Contributions sociales		57 739 862 555	0	57 739 862 555
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		10 458 208 278	0	10 458 208 278
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		26 214 588 408	0	26 214 588 408
	61680	Autres		21 067 065 869	0	21 067 065 869
2		ACHATS DE BIENS ET SERVICES		338 195 483 691	0	338 195 483 691
62		Services extérieurs		30 331 783 483	0	30 331 783 483
621		Frais de formation du personnel et frais de mission		7 052 050 102	0	7 052 050 102
	62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger		2 924 720 000	0	2 924 720 000
	62160	Frais de mission à l'intérieur		4 127 330 102	0	4 127 330 102
622		Frais de relations publiques, publicités et intendance		1 633 600 100	0	1 633 600 100
	62230	Frais de réceptions, conférences, sommets		1 273 600 100	0	1 273 600 100
	62250	Frais de contact et renseignement		360 000 000	0	360 000 000
623		Contrats de prestation de services & abonnements		626 553 400	0	626 553 400
	62330	Frais de télécommunication		626 553 400	0	626 553 400
624		Locations		6 287 520 000	0	6 287 520 000
	62420	Locations maisons d'habitation		6 287 520 000	0	6 287 520 000
625		Entretiens & réparations		14 732 059 881	0	14 732 059 881
	62550	Entretien & réparations des véhicules		14 732 059 881	0	14 732 059 881
63		Achats		307 863 700 208	0	307 863 700 208
631		Fournitures techniques		293 724 210 756	0	293 724 210 756
	63120	Lubrifiants et carburants		13 918 034 512	0	13 918 034 512
	63130	Fournitures des forces armées		279 806 176 244	0	279 806 176 244
632		Fournitures administratives		5 192 986 000	0	5 192 986 000
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		5 192 986 000	0	5 192 986 000
635		Energie et eau		8 946 503 452	0	8 946 503 452
	63510	Electricité		8 946 503 452	0	8 946 503 452
4		INVESTISSEMENTS		41 121 240 825	0	41 121 240 825
20		Immobilisations incorporelles		800 000 000	0	800 000 000
201		Immobilisations incorporelles (études)		800 000 000	0	800 000 000
	20100	Frais d'étude, de recherche et de développement		800 000 000	0	800 000 000
21		Immobilisations corporelles		40 321 240 825	0	40 321 240 825

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
212	Constructions			40 321 240 825	0	40 321 240 825
	21220	Bâtiments administratifs		28 038 459 615	0	28 038 459 615
	21240	Bâtiments militaires		12 282 781 210	0	12 282 781 210
7	DONS			16 928 028 957	0	16 928 028 957
66	Allocations, contributions et exonérations			16 928 028 957	0	16 928 028 957
661	Allocations et subsides			14 779 644 277	0	14 779 644 277
	66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)		14 779 644 277	0	14 779 644 277
666	Contributions aux organisations internationales			2 148 384 680	0	2 148 384 680
	66620	Contributions aux organisations africaines		2 148 384 680	0	2 148 384 680
8	AUTRES CHARGES			12 402 208 248	0	12 402 208 248
67	Prestations sociales employeur			12 402 208 248	0	12 402 208 248
673	Autres transferts courants			12 402 208 248	0	12 402 208 248
	67310	Bourses et frais de rapatriement		12 402 208 248	0	12 402 208 248
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE			1 729 760 585 658	45 665 147 062	1 775 425 732 720
0	CREDIT GLOBAL (OU RESERVE BUDGETAIRE)			24 000 000 000	0	24 000 000 000
88	Imprévus			24 000 000 000	0	24 000 000 000
	888	Imprévus		24 000 000 000	0	24 000 000 000
	88888	Imprévus		24 000 000 000	0	24 000 000 000
1	REMUNERATIONS DES SALARIES			41 323 260 991	0	41 323 260 991
61	Rémunérations des salariés			41 323 260 991	0	41 323 260 991
611	Rémunérations des sous statuts			3 175 651 501	0	3 175 651 501
	61110	Rémunérations de base		734 322 721	0	734 322 721
	61130	Indemnités de déplacement		105 600 000	0	105 600 000
	61140	Primes de technicité		1 648 450 980	0	1 648 450 980
	61150	Primes de rendement		674 281 728	0	674 281 728
	61160	Allocations familiales		12 996 072	0	12 996 072
612	Rémunérations des sous contrats			798 756 595	0	798 756 595
	61210	Rémunérations de base		768 761 095	0	768 761 095
	61240	Primes de technicité		28 795 500	0	28 795 500
	61260	Allocations familiales		1 200 000	0	1 200 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels			37 216 039 695	0	37 216 039 695
	61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		37 216 039 695	0	37 216 039 695
616	Contributions sociales			132 813 200	0	132 813 200
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		132 178 091	0	132 178 091
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		635 109	0	635 109

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES			13 017 918 975	0	13 017 918 975
62	Services extérieurs			9 592 790 919	0	9 592 790 919
621	Frais de formation du personnel et frais de mission			2 907 632 860	0	2 907 632 860
	62120 Formation au Burundi			1 973 682 700	0	1 973 682 700
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger			783 950 160	0	783 950 160
	62160 Frais de mission à l'intérieur			150 000 000	0	150 000 000
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance			509 686 500	0	509 686 500
	62250 Frais de contact et renseignement			120 000 000	0	120 000 000
	62280 Autres			389 686 500	0	389 686 500
623	Contrats de prestation de services & abonnements			1 297 518 320	0	1 297 518 320
	62310 Frais bancaires			8 000 000	0	8 000 000
	62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques			12 572 000	0	12 572 000
	62330 Frais de télécommunication			872 146 320	0	872 146 320
	62340 Prestations informatiques			280 000 000	0	280 000 000
	62360 Abonnements à internet			124 800 000	0	124 800 000
625	Entretiens & réparations			4 622 168 439	0	4 622 168 439
	62510 Entretien de terrains			1 670 467 272	0	1 670 467 272
	62550 Entretien & réparations des véhicules			2 352 083 339	0	2 352 083 339
	62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication			470 407 828	0	470 407 828
	62580 Autres			129 210 000	0	129 210 000
627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique			255 784 800	0	255 784 800
	62780 Autres			255 784 800	0	255 784 800
63	Achats			3 425 128 056	0	3 425 128 056
631	Fournitures techniques			404 349 000	0	404 349 000
	63120 Lubrifiants et carburants			404 349 000	0	404 349 000
632	Fournitures administratives			2 740 779 056	0	2 740 779 056
	63210 Fournitures de bureau et imprimés			2 740 779 056	0	2 740 779 056
635	Energie et eau			280 000 000	0	280 000 000
	63510 Electricité			280 000 000	0	280 000 000
3	INTERETS			140 512 789 708	0	140 512 789 708
64	Charges financières			140 512 789 708	0	140 512 789 708
641	Intérêts sur emprunts extérieurs			23 487 051 285	0	23 487 051 285
	64110 Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)			12 148 080 858	0	12 148 080 858
	64120 Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)			11 338 970 427	0	11 338 970 427
642	Intérêts sur emprunts intérieurs			115 375 738 423	0	115 375 738 423

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
64220 Intérêts avances consolidées de la BRB	11 360 685 604	0	11 360 685 604
64230 Intérêts des bons du Trésor	41 997 836 000	0	41 997 836 000
64240 Intérêts des obligations	60 963 599 910	0	60 963 599 910
64280 Intérêts sur autres dettes contractualisées	1 053 616 909	0	1 053 616 909
644 Pertes de change	1 650 000 000	0	1 650 000 000
64400 Pertes de change	1 650 000 000	0	1 650 000 000
4 INVESTISSEMENTS	97 886 686 474	45 665 147 062	143 551 833 536
21 Immobilisations corporelles	44 465 077 871	0	44 465 077 871
212 Constructions	43 754 020 028	0	43 754 020 028
21220 Bâtiments administratifs	43 754 020 028	0	43 754 020 028
214 Matériels, machines & équipements	711 057 843	0	711 057 843
21430 Mobilier et équipements de bureau	652 154 596	0	652 154 596
21450 Machines et matériels techniques	58 903 247	0	58 903 247
25 Prêts & autres créances à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
252 Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
25200 Prêts et avances consenties à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
26 Titres & participations	46 421 608 603	0	46 421 608 603
261 Participations au capital	46 421 608 603	0	46 421 608 603
26110 Participations au capital des sociétés	46 421 608 603	0	46 421 608 603
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	45 665 147 062	45 665 147 062
273 Tirages sur dons (3)	0	45 665 147 062	45 665 147 062
27300 Tirages sur dons (3)	0	45 665 147 062	45 665 147 062
5 SUBVENTIONS	10 000 000 000	0	10 000 000 000
65 Subventions aux sociétés	10 000 000 000	0	10 000 000 000
653 Subventions aux collectivités territoriales	10 000 000 000	0	10 000 000 000
65310 Subventions aux Provinces	10 000 000 000	0	10 000 000 000
7 DONS	191 754 750 714	0	191 754 750 714
66 Allocations, contributions et exonérations	191 754 750 714	0	191 754 750 714
661 Allocations et subsides	54 923 518 911	0	54 923 518 911
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	54 923 518 911	0	54 923 518 911
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	10 000 000 000	0	10 000 000 000
66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	10 000 000 000	0	10 000 000 000
666 Contributions aux organisations internationales	15 407 693 500	0	15 407 693 500
66620 Contributions aux organisations africaines	15 407 693 500	0	15 407 693 500
667 Exonérations accordées (1)	111 423 538 303	0	111 423 538 303
66710 Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 423 538 303	0	111 423 538 303

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
9	REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE		1 211 265 178 796		0	1 211 265 178 796
16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure		1 097 789 372 993		0	1 097 789 372 993
161	Dettes envers la Banque centrale		201 247 372 993		0	201 247 372 993
	16110 Avances consolidées		33 859 231 804		0	33 859 231 804
	16130 Avances consolidées de la Banque centrale		167 388 141 189		0	167 388 141 189
162	Bons du Trésor		457 170 000 000		0	457 170 000 000
	16200 Bons du Trésor		457 170 000 000		0	457 170 000 000
163	Obligations		359 372 000 000		0	359 372 000 000
	16300 Obligations		359 372 000 000		0	359 372 000 000
168	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées		80 000 000 000		0	80 000 000 000
	16810 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées		80 000 000 000		0	80 000 000 000
17	Emprunts au titre de la dette extérieure		113 475 805 803		0	113 475 805 803
172	Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)		113 475 805 803		0	113 475 805 803
	17212 Capital à rembourser		42 507 520 841		0	42 507 520 841
	17222 Capital à rembourser		70 968 284 962		0	70 968 284 962
16	MINISTÈRE DE LA JUSTICE		58 962 034 310		0	58 962 034 310
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES		18 618 580 945		0	18 618 580 945
61	Rémunérations des salariés		18 618 580 945		0	18 618 580 945
611	Rémunérations des sous statuts		12 818 481 387		0	12 818 481 387
	61110 Rémunérations de base		4 460 312 115		0	4 460 312 115
	61130 Indemnités de déplacement		39 600 000		0	39 600 000
	61140 Primes de technicité		8 240 281 272		0	8 240 281 272
	61160 Allocations familiales		78 288 000		0	78 288 000
612	Rémunérations des sous contrats		728 293 580		0	728 293 580
	61210 Rémunérations de base		68 576 528		0	68 576 528
	61240 Primes de technicité		634 361 052		0	634 361 052
	61260 Allocations familiales		25 356 000		0	25 356 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels		4 187 220 614		0	4 187 220 614
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		4 187 220 614		0	4 187 220 614
615	Primes et indemnités diverses		73 500 001		0	73 500 001
	61580 Autres		73 500 001		0	73 500 001
616	Contributions sociales		811 085 363		0	811 085 363
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		802 856 180		0	802 856 180
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		8 229 183		0	8 229 183

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES		16 783 069 910	0	0	16 783 069 910
62	Services extérieures		4 342 479 106	0	0	4 342 479 106
621	Frais de formation du personnel et frais de mission		2 932 982 628	0	0	2 932 982 628
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger		100 000 000	0	0	100 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur		2 832 982 628	0	0	2 832 982 628
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance		52 000 000	0	0	52 000 000
	62250 Frais de contact et renseignement		52 000 000	0	0	52 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements		140 000 000	0	0	140 000 000
	62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques		10 000 000	0	0	10 000 000
	62330 Frais de télécommunication		70 000 000	0	0	70 000 000
	62360 Abonnements à internet		60 000 000	0	0	60 000 000
625	Entretiens & réparations		590 204 637	0	0	590 204 637
	62510 Entretien de terrains		73 471 542	0	0	73 471 542
	62550 Entretien & réparations des véhicules		475 488 357	0	0	475 488 357
	62560 Autres		41 244 738	0	0	41 244 738
627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique		627 291 841	0	0	627 291 841
	62730 Frais d'avocat & contentieux		627 291 841	0	0	627 291 841
63	Achats		12 440 590 804	0	0	12 440 590 804
631	Fournitures techniques		11 138 259 584	0	0	11 138 259 584
	63120 Lubrifiants et carburants		794 088 000	0	0	794 088 000
	63150 Fournitures agricoles et vétérinaires		10 344 171 584	0	0	10 344 171 584
632	Fournitures administratives		1 182 334 255	0	0	1 182 334 255
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		1 182 334 255	0	0	1 182 334 255
635	Energie et eau		119 996 965	0	0	119 996 965
	63510 Electricité		119 996 965	0	0	119 996 965
4	INVESTISSEMENTS		12 423 966 532	0	0	12 423 966 532
21	Immobilisations corporelles		12 423 966 532	0	0	12 423 966 532
211	Terrains, gisements et autres actifs naturels		54 000 000	0	0	54 000 000
	21110 Terrains		54 000 000	0	0	54 000 000
212	Constructions		930 560 886	0	0	930 560 886
	21220 Bâtiments administratifs		930 560 886	0	0	930 560 886
214	Matériels, machines & équipements		11 439 405 646	0	0	11 439 405 646
	21410 Matériel de transport		745 800 000	0	0	745 800 000
	21430 Mobilier et équipements de bureau		10 081 326 974	0	0	10 081 326 974
	21450 Machines et matériels techniques		612 278 672	0	0	612 278 672
6	PRESTATIONS SOCIALES		60 000 000	0	0	60 000 000

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	60 000 000	0	60 000 000
672	Assistance sociale	60 000 000	0	60 000 000
67210	Fonds d'assistance sociale	60 000 000	0	60 000 000
7	DONS	11 076 416 923	0	11 076 416 923
66	Allocations, contributions et exonérations	11 076 416 923	0	11 076 416 923
661	Allocations et subsides	10 110 433 713	0	10 110 433 713
66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	10 110 433 713	0	10 110 433 713
662	Allocations aux services ministériels (2)	965 983 210	0	965 983 210
66200	Allocations aux services ministériels (2)	965 983 210	0	965 983 210
19	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	20 796 043 717	0	20 796 043 717
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	5 634 332 175	0	5 634 332 175
61	Rémunérations des salariés	5 634 332 175	0	5 634 332 175
611	Rémunérations des sous statuts	3 059 334 660	0	3 059 334 660
61110	Rémunérations de base	852 172 920	0	852 172 920
61130	Indemnités de déplacement	206 400 000	0	206 400 000
61140	Primes de technicité	1 982 329 740	0	1 982 329 740
61160	Allocations familiales	18 432 000	0	18 432 000
612	Rémunérations des sous contrats	130 780 267	0	130 780 267
61210	Rémunérations de base	56 088 497	0	56 088 497
61240	Primes de technicité	70 083 770	0	70 083 770
61260	Allocations familiales	4 608 000	0	4 608 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 083 367 862	0	2 083 367 862
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 083 367 862	0	2 083 367 862
615	Primes et indemnités diverses	205 842 333	0	205 842 333
61580	Autres	205 842 333	0	205 842 333
616	Contributions sociales	155 007 053	0	155 007 053
61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	153 391 125	0	153 391 125
61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	1 615 928	0	1 615 928
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 244 585 199	0	1 244 585 199
62	Services extérieurs	726 444 221	0	726 444 221
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	212 750 000	0	212 750 000
62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160	Frais de mission à l'intérieur	12 750 000	0	12 750 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	22 800 184	0	22 800 184

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	10 418 200	0	10 418 200
62330 Frais de télécommunication	12 381 984	0	12 381 984
625 Entretien & réparations	490 894 037	0	490 894 037
62550 Entretien & réparations des véhicules	334 131 254	0	334 131 254
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	156 762 783	0	156 762 783
63 Achats	518 140 978	0	518 140 978
631 Fournitures techniques	113 727 004	0	113 727 004
63120 Lubrifiants et carburants	113 727 004	0	113 727 004
632 Fournitures administratives	387 825 174	0	387 825 174
63210 Fournitures de bureau et imprimés	387 825 174	0	387 825 174
635 Energie et eau	16 588 800	0	16 588 800
63510 Electricité	16 588 800	0	16 588 800
4 INVESTISSEMENTS	1 398 267 994	0	1 398 267 994
20 Immobilisations incorporelles	56 591 844	0	56 591 844
201 Immobilisations incorporelles (études)	56 591 844	0	56 591 844
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	56 591 844	0	56 591 844
21 Immobilisations corporelles	1 341 676 150	0	1 341 676 150
212 Constructions	700 000 000	0	700 000 000
21290 Autres constructions	700 000 000	0	700 000 000
214 Matériels, machines & équipements	641 676 150	0	641 676 150
21430 Mobilier et équipements de bureau	641 676 150	0	641 676 150
6 PRESTATIONS SOCIALES	301 550 000	0	301 550 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	301 550 000	0	301 550 000
671 Prestations sociales employeur	1 550 000	0	1 550 000
67180 Autres	1 550 000	0	1 550 000
672 Assistance sociale	300 000 000	0	300 000 000
67210 Fonds d'assistance sociale	300 000 000	0	300 000 000
7 DONS	12 217 308 349	0	12 217 308 349
66 Allocations, contributions et exonérations	12 217 308 349	0	12 217 308 349
661 Allocations et subsides	12 217 308 349	0	12 217 308 349
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	12 217 308 349	0	12 217 308 349
20 MINISTÈRE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTÉ EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	84 804 825 740	0	84 804 825 740
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	5 398 464 312	0	5 398 464 312

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61 Rémunérations des salariés	5 398 464 312	0	5 398 464 312
611 Rémunérations des sous statuts	1 360 064 071	0	1 360 064 071
61110 Rémunérations de base	554 941 709	0	554 941 709
61130 Indemnités de déplacement	138 115 305	0	138 115 305
61140 Primes de technicité	662 975 057	0	662 975 057
61160 Allocations familiales	4 032 000	0	4 032 000
612 Rémunérations des sous contrats	202 351 307	0	202 351 307
61210 Rémunérations de base	45 281 857	0	45 281 857
61240 Primes de technicité	123 877 450	0	123 877 450
61260 Allocations familiales	3 192 000	0	3 192 000
61280 Autres	30 000 000	0	30 000 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	3 759 581 812	0	3 759 581 812
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	3 759 581 812	0	3 759 581 812
616 Contributions sociales	76 467 122	0	76 467 122
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	74 028 506	0	74 028 506
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 438 616	0	2 438 616
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	4 265 864 040	0	4 265 864 040
62 Services extérieurs	3 967 874 258	0	3 967 874 258
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 937 296 000	0	2 937 296 000
62120 Formation au Burundi	470 676 000	0	470 676 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	2 206 920 000	0	2 206 920 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	259 700 000	0	259 700 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	228 778 258	0	228 778 258
62240 Frais de réunions et de séminaires	228 778 258	0	228 778 258
623 Contrats de prestation de services & abonnements	191 546 000	0	191 546 000
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	4 000 000	0	4 000 000
62330 Frais de télécommunication	19 200 000	0	19 200 000
62360 Abonnements à internet	168 346 000	0	168 346 000
625 Entretien & réparations	473 440 000	0	473 440 000
62510 Entretien de terrains	289 440 000	0	289 440 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	20 000 000	0	20 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	130 000 000	0	130 000 000
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	14 000 000	0	14 000 000
62580 Autres	20 000 000	0	20 000 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	136 814 000	0	136 814 000




				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	62740	Frais d'interprétariat et de traduction		136 814 000	0	136 814 000
63	Achats			297 989 782	0	297 989 782
	631	Fournitures techniques		116 806 000	0	116 806 000
	63120	Lubrifiants et carburants		69 280 000	0	69 280 000
	63180	Autres		47 526 000	0	47 526 000
	632	Fournitures administratives		149 983 782	0	149 983 782
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		149 983 782	0	149 983 782
	635	Energie et eau		31 200 000	0	31 200 000
	63510	Electricité		31 200 000	0	31 200 000
4	INVESTISSEMENTS			31 722 829 307	0	31 722 829 307
	20	Immobilisations incorporelles		1 682 444 432	0	1 682 444 432
	201	Immobilisations incorporelles (études)		1 682 444 432	0	1 682 444 432
	20100	Frais d'étude, de recherche et de développement		1 622 804 432	0	1 622 804 432
	20110	Frais d'étude, de recherche et de développement		59 640 000	0	59 640 000
	21	Immobilisations corporelles		101 050 000	0	101 050 000
	212	Constructions		11 050 000	0	11 050 000
	21220	Bâtiments administratifs		11 050 000	0	11 050 000
	214	Matériels, machines & équipements		90 000 000	0	90 000 000
	21430	Mobilier et équipements de bureau		90 000 000	0	90 000 000
	26	Titres & participations		29 939 334 875	0	29 939 334 875
	261	Participations au capital		29 939 334 875	0	29 939 334 875
	26110	Participations au capital des sociétés		29 939 334 875	0	29 939 334 875
7	DONS			43 389 663 581	0	43 389 663 581
	66	Allocations, contributions et exonérations		43 389 663 581	0	43 389 663 581
	661	Allocations et subsides		12 118 970 116	0	12 118 970 116
	66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)		12 118 970 116	0	12 118 970 116
	666	Contributions aux organisations internationales		31 270 693 465	0	31 270 693 465
	66620	Contributions aux organisations africaines		31 270 693 465	0	31 270 693 465
8	AUTRES CHARGES			28 004 500	0	28 004 500
	67	Prestations sociales employeur		28 004 500	0	28 004 500
	673	Autres transferts courants		28 004 500	0	28 004 500
	67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives		28 004 500	0	28 004 500
21	MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MÉDIAS			13 569 890 713	124 825 420 793	138 395 311 506
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES			5 954 131 272	0	5 954 131 272
	61	Rémunérations des salariés		5 954 131 272	0	5 954 131 272

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
611 Rémunérations des sous statuts	358 680 261	0	358 680 261
61110 Rémunérations de base	89 629 101	0	89 629 101
61130 Indemnités de déplacement	45 600 000	0	45 600 000
61140 Primes de technicité	222 455 160	0	222 455 160
61160 Allocations familiales	996 000	0	996 000
612 Rémunérations des sous contrats	18 801 416	0	18 801 416
61210 Rémunérations de base	1 894 916	0	1 894 916
61240 Primes de technicité	16 618 500	0	16 618 500
61260 Allocations familiales	288 000	0	288 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 560 288 966	0	5 560 288 966
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 560 288 966	0	5 560 288 966
616 Contributions sociales	16 360 629	0	16 360 629
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	16 133 239	0	16 133 239
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	227 390	0	227 390
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	695 113 903	0	695 113 903
62 Services extérieurs	539 100 000	0	539 100 000
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	310 000 000	0	310 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	110 000 000	0	110 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	66 100 000	0	66 100 000
62330 Frais de télécommunication	21 600 000	0	21 600 000
62360 Abonnements à internet	44 500 000	0	44 500 000
625 Entretien & réparations	163 000 000	0	163 000 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	18 000 000	0	18 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	107 000 000	0	107 000 000
62560 Entretien & réparations avions officiels	18 000 000	0	18 000 000
62580 Autres	20 000 000	0	20 000 000
63 Achats	156 013 903	0	156 013 903
631 Fournitures techniques	53 820 000	0	53 820 000
63120 Lubrifiants et carburants	53 820 000	0	53 820 000
632 Fournitures administratives	84 950 000	0	84 950 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	84 950 000	0	84 950 000
635 Energie et eau	17 243 903	0	17 243 903
63510 Electricité	17 243 903	0	17 243 903
4 INVESTISSEMENTS	1 477 513 120	124 825 420 793	126 302 933 913
20 Immobilisations incorporelles	325 240 000	0	325 240 000

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
201 Immobilisations incorporelles (études)	325 240 000	0	325 240 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	325 240 000	0	325 240 000
21 Immobilisations corporelles	962 981 050	0	962 981 050
214 Matériels, machines & équipements	962 981 050	0	962 981 050
21410 Matériel de transport	250 000 000	0	250 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	57 750 000	0	57 750 000
21450 Machines et matériels techniques	655 231 050	0	655 231 050
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	189 292 070	124 825 420 793	125 014 712 863
271 Contrepartie nationale (1)	189 292 070	0	189 292 070
27100 Contrepartie nationale (1)	189 292 070	0	189 292 070
272 Tirages sur emprunts (2)	0	8 879 223 135	8 879 223 135
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	8 879 223 135	8 879 223 135
273 Tirages sur dons (3)	0	115 946 197 658	115 946 197 658
27300 Tirages sur dons (3)	0	115 946 197 658	115 946 197 658
7 DONS	5 443 132 418	0	5 443 132 418
66 Allocations, contributions et exonérations	5 443 132 418	0	5 443 132 418
661 Allocations et subsides	5 443 132 418	0	5 443 132 418
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	5 443 132 418	0	5 443 132 418
32 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	684 518 882 994	122 423 196 438	806 942 079 432
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	535 570 550 224	0	535 570 550 224
61 Rémunérations des salariés	535 570 550 224	0	535 570 550 224
611 Rémunérations des sous statuts	467 095 567 789	0	467 095 567 789
61110 Rémunérations de base	163 412 403 684	0	163 412 403 684
61130 Indemnités de déplacement	163 200 000	0	163 200 000
61140 Primes de technicité	300 904 229 360	0	300 904 229 360
61160 Allocations familiales	2 276 189 745	0	2 276 189 745
61180 Autres	339 545 000	0	339 545 000
612 Rémunérations des sous contrats	1 119 193 482	0	1 119 193 482
61210 Rémunérations de base	108 611 065	0	108 611 065
61240 Primes de technicité	696 059 460	0	696 059 460
61260 Allocations familiales	314 522 957	0	314 522 957
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	37 531 052 969	0	37 531 052 969
61310 Rémunérations des vacataires	50 000 000	0	50 000 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	37 481 052 969	0	37 481 052 969
615 Primes et indemnités diverses	392 750 300	0	392 750 300

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	61580	Autres		392 750 300	0	392 750 300
616		Contributions sociales		29 431 985 684	0	29 431 985 684
	61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts		29 407 676 357	0	29 407 676 357
	61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats		24 309 327	0	24 309 327
2		ACHATS DE BIENS ET SERVICES		10 772 477 851	0	10 772 477 851
62		Services extérieurs		3 525 515 760	0	3 525 515 760
621		Frais de formation du personnel et frais de mission		2 224 525 870	0	2 224 525 870
	62120	Formation au Burundi		1 391 508 080	0	1 391 508 080
	62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger		125 000 000	0	125 000 000
	62160	Frais de mission à l'intérieur		708 017 790	0	708 017 790
623		Contrats de prestation de services & abonnements		120 895 431	0	120 895 431
	62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques		4 674 874	0	4 674 874
	62330	Frais de télécommunication		35 875 547	0	35 875 547
	62360	Abonnements à internet		80 345 010	0	80 345 010
624		Locations		344 100 000	0	344 100 000
	62430	Locations de véhicules		344 100 000	0	344 100 000
625		Entretiens & réparations		711 518 845	0	711 518 845
	62510	Entretien de terrains		243 513 192	0	243 513 192
	62550	Entretien & réparations des véhicules		418 880 000	0	418 880 000
	62580	Autres		49 125 653	0	49 125 653
626		Assurances		114 104 464	0	114 104 464
	62680	Autres		114 104 464	0	114 104 464
627		Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique		10 371 150	0	10 371 150
	62780	Autres		10 371 150	0	10 371 150
63		Achats		7 246 962 091	0	7 246 962 091
631		Fournitures techniques		2 270 033 492	0	2 270 033 492
	63120	Lubrifiants et carburants		828 112 000	0	828 112 000
	63170	Fournitures scolaires et pédagogiques		1 441 921 492	0	1 441 921 492
632		Fournitures administratives		4 394 708 439	0	4 394 708 439
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		218 564 881	0	218 564 881
	63220	Livres et documentation		4 176 143 558	0	4 176 143 558
635		Energie et eau		582 220 160	0	582 220 160
	63510	Electricité		582 220 160	0	582 220 160
4		INVESTISSEMENTS		11 697 430 257	122 423 196 438	134 120 626 695
21		Immobilisations corporelles		11 515 530 257	0	11 515 530 257
	212	Constructions		2 325 530 257	0	2 325 530 257

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	21220 Bâtiments administratifs	487 874 587	0	487 874 587
	21250 Bâtiments scolaires	1 837 655 670	0	1 837 655 670
	214 Matériels, machines & équipements	9 190 000 000	0	9 190 000 000
	21480 Autres machines & équipements	9 190 000 000	0	9 190 000 000
27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	181 900 000	122 423 196 438	122 605 096 438
	271 Contrepartie nationale (1)	181 900 000	0	181 900 000
	27100 Contrepartie nationale (1)	181 900 000	0	181 900 000
	272 Tirages sur emprunts (2)	0	15 806 761 259	15 806 761 259
	27200 Tirages sur emprunts (2)	0	15 806 761 259	15 806 761 259
	273 Tirages sur dons (3)	0	106 616 435 179	106 616 435 179
	27300 Tirages sur dons (3)	0	106 616 435 179	106 616 435 179
7	DONS	57 721 772 192	0	57 721 772 192
	66 Allocations, contributions et exonérations	57 721 772 192	0	57 721 772 192
	661 Allocations et subsides	16 863 273 183	0	16 863 273 183
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	16 863 273 183	0	16 863 273 183
	662 Allocations aux services ministériels (2)	31 838 535 900	0	31 838 535 900
	66200 Allocations aux services ministériels (2)	31 838 535 900	0	31 838 535 900
	664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	9 019 963 109	0	9 019 963 109
	66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	9 019 963 109	0	9 019 963 109
8	AUTRES CHARGES	68 756 652 470	0	68 756 652 470
	67 Prestations sociales employeur	68 756 652 470	0	68 756 652 470
	673 Autres transferts courants	68 756 652 470	0	68 756 652 470
	67310 Bourses et frais de rapatriement	35 455 395 091	0	35 455 395 091
	67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	33 301 257 379	0	33 301 257 379
33	MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	215 670 960 086	10 543 782 048	226 214 742 134
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	84 391 773 021	0	84 391 773 021
	61 Rémunérations des salariés	84 391 773 021	0	84 391 773 021
	611 Rémunérations des sous statuts	58 311 525 681	0	58 311 525 681
	61110 Rémunérations de base	15 148 812 261	0	15 148 812 261
	61130 Indemnités de déplacement	48 000 000	0	48 000 000
	61140 Primes de technicité	42 963 657 420	0	42 963 657 420
	61160 Allocations familiales	151 056 000	0	151 056 000
	612 Rémunérations des sous contrats	3 440 872 856	0	3 440 872 856
	61210 Rémunérations de base	384 317 756	0	384 317 756
	61240 Primes de technicité	3 009 131 100	0	3 009 131 100
	61260 Allocations familiales	47 424 000	0	47 424 000

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 269 815 395	0	5 269 815 395
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 269 815 395	0	5 269 815 395
615 Primes et indemnités diverses	14 596 654 752	0	14 596 654 752
61580 Autres	14 596 654 752	0	14 596 654 752
616 Contributions sociales	2 772 904 337	0	2 772 904 337
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	2 726 786 206	0	2 726 786 206
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	46 118 131	0	46 118 131
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	8 700 431 058	0	8 700 431 058
62 Services extérieurs	936 207 826	0	936 207 826
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	559 368 000	0	559 368 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	360 738 000	0	360 738 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	198 630 000	0	198 630 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	98 236 988	0	98 236 988
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	3 135 000	0	3 135 000
62330 Frais de télécommunication	45 101 948	0	45 101 948
62360 Abonnements à internet	50 000 040	0	50 000 040
625 Entretien & réparations	278 602 838	0	278 602 838
62510 Entretien de terrains	98 602 838	0	98 602 838
62550 Entretien & réparations des véhicules	180 000 000	0	180 000 000
63 Achats	7 764 223 232	0	7 764 223 232
631 Fournitures techniques	895 206 090	0	895 206 090
63120 Lubrifiants et carburants	130 467 000	0	130 467 000
63160 Fournitures médicales et hospitalières	674 638 576	0	674 638 576
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	90 100 514	0	90 100 514
632 Fournitures administratives	6 569 017 142	0	6 569 017 142
63210 Fournitures de bureau et imprimés	6 523 202 142	0	6 523 202 142
63280 Autres	45 815 000	0	45 815 000
635 Energie et eau	300 000 000	0	300 000 000
63510 Electricité	300 000 000	0	300 000 000
4 INVESTISSEMENTS	24 654 724 466	10 543 782 048	35 198 506 514
21 Immobilisations corporelles	13 533 866 653	0	13 533 866 653
212 Constructions	10 826 606 805	0	10 826 606 805
21280 Autres constructions	10 826 606 805	0	10 826 606 805
214 Matériels, machines & équipements	2 707 259 848	0	2 707 259 848
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 972 800 000	0	1 972 800 000

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
21440 Matériel informatique et de télécommunication	66 321 990	0	66 321 990
21450 Machines et matériels techniques	668 137 858	0	668 137 858
26 Titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
268 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
26800 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	10 520 857 813	10 543 782 048	21 064 639 861
271 Contrepartie nationale (1)	10 520 857 813	0	10 520 857 813
27100 Contrepartie nationale (1)	10 520 857 813	0	10 520 857 813
273 Tirages sur dons (3)	0	10 543 782 048	10 543 782 048
27300 Tirages sur dons (3)	0	10 543 782 048	10 543 782 048
7 DONS	80 687 060 566	0	80 687 060 566
66 Allocations, contributions et exonérations	80 687 060 566	0	80 687 060 566
661 Allocations et subsides	34 299 943 036	0	34 299 943 036
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	34 299 943 036	0	34 299 943 036
662 Allocations aux services ministériels (2)	46 337 117 530	0	46 337 117 530
66200 Allocations aux services ministériels (2)	46 337 117 530	0	46 337 117 530
666 Contributions aux organisations internationales	50 000 000	0	50 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	50 000 000	0	50 000 000
8 AUTRES CHARGES	17 236 970 975	0	17 236 970 975
67 Prestations sociales employeur	17 236 970 975	0	17 236 970 975
673 Autres transferts courants	17 236 970 975	0	17 236 970 975
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	707 556 600	0	707 556 600
67340 Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	229 414 375	0	229 414 375
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	16 300 000 000	0	16 300 000 000
35 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	18 697 605 413	129 537 298 032	148 234 903 445
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	3 814 783 521	0	3 814 783 521
61 Rémunérations des salariés	3 814 783 521	0	3 814 783 521
611 Rémunérations des sous statuts	1 627 755 485	0	1 627 755 485
61110 Rémunérations de base	351 066 485	0	351 066 485
61130 Indemnités de déplacement	190 920 000	0	190 920 000
61140 Primes de technicité	1 083 645 000	0	1 083 645 000
61160 Allocations familiales	2 124 000	0	2 124 000
612 Rémunérations des sous contrats	134 979 194	0	134 979 194
61210 Rémunérations de base	12 026 534	0	12 026 534

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61240 Primes de technicité	120 516 660	0	120 516 660
61260 Allocations familiales	2 436 000	0	2 436 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 987 473 957	0	1 987 473 957
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 987 473 957	0	1 987 473 957
616 Contributions sociales	64 574 885	0	64 574 885
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	60 240 000	0	60 240 000
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	4 334 885	0	4 334 885
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 937 582 212	0	2 937 582 212
62 Services extérieurs	636 725 745	0	636 725 745
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	300 400 000	0	300 400 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	100 400 000	0	100 400 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	55 925 000	0	55 925 000
62220 Fêtes et cérémonies	55 925 000	0	55 925 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	104 975 745	0	104 975 745
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	3 078 744	0	3 078 744
62330 Frais de télécommunication	57 897 001	0	57 897 001
62360 Abonnements à internet	44 000 000	0	44 000 000
625 Entretien & réparations	175 425 000	0	175 425 000
62510 Entretien de terrains	3 425 000	0	3 425 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	160 000 000	0	160 000 000
62580 Autres	12 000 000	0	12 000 000
63 Achats	2 300 856 467	0	2 300 856 467
631 Fournitures techniques	2 141 856 467	0	2 141 856 467
63120 Lubrifiants et carburants	180 943 775	0	180 943 775
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	1 960 912 692	0	1 960 912 692
632 Fournitures administratives	58 000 000	0	58 000 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	58 000 000	0	58 000 000
635 Energie et eau	101 000 000	0	101 000 000
63510 Electricité	101 000 000	0	101 000 000
4 INVESTISSEMENTS	656 474 537	129 537 298 032	130 193 772 569
21 Immobilisations corporelles	543 015 438	0	543 015 438
212 Constructions	164 862 697	0	164 862 697
21210 Logements	164 862 697	0	164 862 697
214 Matériels, machines & équipements	378 152 741	0	378 152 741

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	21450 Machines et matériels techniques	378 152 741	0	378 152 741
27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	113 459 099	129 537 298 032	129 650 757 131
	271 Contrepartie nationale (1)	113 459 099	0	113 459 099
	27100 Contrepartie nationale (1)	113 459 099	0	113 459 099
	273 Tirages sur dons (3)	0	129 537 298 032	129 537 298 032
	27300 Tirages sur dons (3)	0	129 537 298 032	129 537 298 032
6	PRESTATIONS SOCIALES	62 200 000	0	62 200 000
67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	62 200 000	0	62 200 000
	672 Assistance sociale	62 200 000	0	62 200 000
	67280 Autres	62 200 000	0	62 200 000
7	DONS	4 860 694 335	0	4 860 694 335
66	Allocations, contributions et exonérations	4 860 694 335	0	4 860 694 335
	661 Allocations et subsides	4 502 431 355	0	4 502 431 355
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	4 502 431 355	0	4 502 431 355
	662 Allocations aux services ministériels (2)	358 262 980	0	358 262 980
	66200 Allocations aux services ministériels (2)	358 262 980	0	358 262 980
8	AUTRES CHARGES	6 365 870 808	0	6 365 870 808
67	Prestations sociales employeur	6 365 870 808	0	6 365 870 808
	673 Autres transferts courants	6 365 870 808	0	6 365 870 808
	67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	6 315 870 808	0	6 315 870 808
	67380 Autres	50 000 000	0	50 000 000
40	MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	479 051 984 063	188 140 847 005	667 192 831 068
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	25 052 867 753	0	25 052 867 753
61	Rémunérations des salariés	25 052 867 753	0	25 052 867 753
	611 Rémunérations des sous statuts	9 642 384 661	0	9 642 384 661
	61110 Rémunérations de base	2 858 288 821	0	2 858 288 821
	61130 Indemnités de déplacement	69 150 000	0	69 150 000
	61140 Primes de technicité	6 680 553 840	0	6 680 553 840
	61160 Allocations familiales	34 392 000	0	34 392 000
	612 Rémunérations des sous contrats	6 039 857 850	0	6 039 857 850
	61210 Rémunérations de base	1 098 945 858	0	1 098 945 858
	61240 Primes de technicité	4 805 791 992	0	4 805 791 992
	61260 Allocations familiales	135 120 000	0	135 120 000
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	8 445 629 784	0	8 445 629 784

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	8 445 629 784	0	8 445 629 784
616 Contributions sociales	924 995 458	0	924 995 458
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	665 412 684	0	665 412 684
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	259 582 774	0	259 582 774
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	42 654 243 180	0	42 654 243 180
62 Services extérieurs	1 994 558 493	0	1 994 558 493
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 235 765 148	0	1 235 765 148
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 135 765 148	0	1 135 765 148
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	30 102 450	0	30 102 450
62220 Fêtes et cérémonies	17 000 000	0	17 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	13 102 450	0	13 102 450
623 Contrats de prestation de services & abonnements	209 307 740	0	209 307 740
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	126 649 596	0	126 649 596
62330 Frais de télécommunication	18 292 000	0	18 292 000
62360 Abonnements à internet	64 366 144	0	64 366 144
624 Locations	157 839 795	0	157 839 795
62420 Locations maisons d'habitation	7 000 000	0	7 000 000
62430 Locations de véhicules	150 839 795	0	150 839 795
625 Entretiens & réparations	361 543 360	0	361 543 360
62510 Entretien de terrains	40 850 000	0	40 850 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	280 726 900	0	280 726 900
62580 Autres	39 966 460	0	39 966 460
63 Achats	40 659 684 687	0	40 659 684 687
631 Fournitures techniques	40 324 949 717	0	40 324 949 717
63120 Lubrifiants et carburants	105 306 000	0	105 306 000
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	40 219 643 717	0	40 219 643 717
632 Fournitures administratives	98 073 814	0	98 073 814
63210 Fournitures de bureau et imprimés	98 073 814	0	98 073 814
635 Energie et eau	236 661 156	0	236 661 156
63510 Electricité	236 661 156	0	236 661 156
4 INVESTISSEMENTS	407 343 121 236	188 140 847 005	595 483 968 241
20 Immobilisations incorporelles	6 703 996 189	0	6 703 996 189
201 Immobilisations incorporelles (études)	6 703 996 189	0	6 703 996 189

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	20100	Frais d'étude, de recherche et de développement	945 200 000	0	0	945 200 000
	20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	5 758 796 189	0	0	5 758 796 189
21		Immobilisations corporelles	51 765 195 465	0	0	51 765 195 465
	211	Terrains, gisements et autres actifs naturels	25 973 844 450	0	0	25 973 844 450
	21110	Terrains	15 736 563 195	0	0	15 736 563 195
	21120	Gisements	60 842 286	0	0	60 842 286
	21180	Autres	10 176 438 969	0	0	10 176 438 969
	212	Constructions	6 690 516 692	0	0	6 690 516 692
	21210	Logements	27 569 161	0	0	27 569 161
	21220	Bâtiments administratifs	590 898 384	0	0	590 898 384
	21230	Bâtiments techniques	1 267 429 602	0	0	1 267 429 602
	21280	Autres constructions	4 804 619 545	0	0	4 804 619 545
	213	Infrastructures	529 029 935	0	0	529 029 935
	21320	Réseaux d'adduction d'eau potable	149 012 507	0	0	149 012 507
	21330	Réseaux d'assainissement	71 798 651	0	0	71 798 651
	21380	Autres infrastructures	308 218 777	0	0	308 218 777
	214	Matériels, machines & équipements	18 571 804 388	0	0	18 571 804 388
	21430	Mobilier et équipements de bureau	111 947 381	0	0	111 947 381
	21450	Machines et matériels techniques	751 639 331	0	0	751 639 331
	21480	Autres machines & équipements	17 708 217 676	0	0	17 708 217 676
22		Stocks	339 943 782 708	0	0	339 943 782 708
	221	Stocks stratégiques	339 943 782 708	0	0	339 943 782 708
	22180	Autres stocks stratégiques	339 943 782 708	0	0	339 943 782 708
26		Titres & participations	4 500 000 000	0	0	4 500 000 000
	268	Autres titres & participations	4 500 000 000	0	0	4 500 000 000
	26800	Autres titres & participations	4 500 000 000	0	0	4 500 000 000
27		Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	4 430 146 874	188 140 847 005	0	192 570 993 879
	271	Contrepartie nationale (1)	4 430 146 874	0	0	4 430 146 874
	27100	Contrepartie nationale (1)	4 430 146 874	0	0	4 430 146 874
	272	Tirages sur emprunts (2)	0	29 482 426 613	0	29 482 426 613
	27200	Tirages sur emprunts (2)	0	29 482 426 613	0	29 482 426 613
	273	Tirages sur dons (3)	0	158 658 420 392	0	158 658 420 392
	27300	Tirages sur dons (3)	0	158 658 420 392	0	158 658 420 392
7		DONS	4 001 751 894	0	0	4 001 751 894
	66	Allocations, contributions et exonérations	4 001 751 894	0	0	4 001 751 894
	661	Allocations et subsides	4 001 751 894	0	0	4 001 751 894

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	4 001 751 894	0	4 001 751 894
41	MINISTÈRE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	40 573 559 833	172 792 944 697	213 366 504 530
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	4 278 595 847	0	4 278 595 847
61	Rémunérations des salariés	4 278 595 847	0	4 278 595 847
611	Rémunérations des sous statuts	1 259 115 389	0	1 259 115 389
	61110 Rémunérations de base	368 222 449	0	368 222 449
	61130 Indemnités de déplacement	98 400 000	0	98 400 000
	61140 Primes de technicité	787 380 940	0	787 380 940
	61160 Allocations familiales	5 112 000	0	5 112 000
612	Rémunérations des sous contrats	70 627 853	0	70 627 853
	61210 Rémunérations de base	7 750 853	0	7 750 853
	61240 Primes de technicité	61 065 000	0	61 065 000
	61260 Allocations familiales	1 812 000	0	1 812 000
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 853 869 714	0	2 853 869 714
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 853 869 714	0	2 853 869 714
616	Contributions sociales	94 982 891	0	94 982 891
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	84 446 706	0	84 446 706
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	10 536 185	0	10 536 185
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 110 436 924	0	1 110 436 924
62	Services extérieurs	885 860 924	0	885 860 924
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	400 000 000	0	400 000 000
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
	62160 Frais de mission à l'intérieur	200 000 000	0	200 000 000
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	26 127 000	0	26 127 000
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	26 127 000	0	26 127 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	224 233 924	0	224 233 924
	62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	59 000 000	0	59 000 000
	62330 Frais de télécommunication	44 596 600	0	44 596 600
	62360 Abonnements à internet	111 137 324	0	111 137 324
	62380 Autres	9 500 000	0	9 500 000
625	Entretiens & réparations	235 500 000	0	235 500 000
	62550 Entretien & réparations des véhicules	169 200 000	0	169 200 000
	62580 Autres	66 300 000	0	66 300 000
63	Achats	224 576 000	0	224 576 000

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
631	Fournitures techniques		114 296 000		0	114 296 000
	63120 Lubrifiants et carburants		114 296 000		0	114 296 000
632	Fournitures administratives		110 280 000		0	110 280 000
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		110 280 000		0	110 280 000
4	INVESTISSEMENTS		30 526 022 241		172 792 944 697	203 318 966 938
20	Immobilisations incorporelles		1 945 087 423		0	1 945 087 423
	201 Immobilisations incorporelles (études)		1 945 087 423		0	1 945 087 423
	20110 Frais d'étude, de recherche et de développement		1 945 087 423		0	1 945 087 423
21	Immobilisations corporelles		20 110 750 305		0	20 110 750 305
	212 Constructions		210 480 000		0	210 480 000
	21290 Autres constructions		210 480 000		0	210 480 000
	213 Infrastructures		3 242 376 305		0	3 242 376 305
	21380 Autres infrastructures		3 242 376 305		0	3 242 376 305
	214 Matériels, machines & équipements		16 657 894 000		0	16 657 894 000
	21410 Matériel de transport		10 800 000 000		0	10 800 000 000
	21450 Machines et matériels techniques		5 777 854 000		0	5 777 854 000
	21480 Autres machines & équipements		80 040 000		0	80 040 000
23	Immobilisations en cours		2 500 000 000		0	2 500 000 000
	231 Immobilisations corporelles en cours		2 500 000 000		0	2 500 000 000
	23120 Constructions		2 500 000 000		0	2 500 000 000
26	Titres & participations		53 465 859		0	53 465 859
	268 Autres titres & participations		53 465 859		0	53 465 859
	26800 Autres titres & participations		53 465 859		0	53 465 859
27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs		5 916 718 654		172 792 944 697	178 709 663 351
	271 Contrepartie nationale (1)		5 916 718 654		0	5 916 718 654
	27100 Contrepartie nationale (1)		5 916 718 654		0	5 916 718 654
	273 Tirages sur dons (3)		0	172 792 944 697		172 792 944 697
	27300 Tirages sur dons (3)		0	172 792 944 697		172 792 944 697
7	DONS		4 658 504 821		0	4 658 504 821
66	Allocations, contributions et exonérations		4 658 504 821		0	4 658 504 821
	661 Allocations et subsides		3 994 898 772		0	3 994 898 772
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)		3 994 898 772		0	3 994 898 772
	662 Allocations aux services ministériels (2)		623 135 248		0	623 135 248
	66200 Allocations aux services ministériels (2)		623 135 248		0	623 135 248
	664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)		40 470 801		0	40 470 801
	66480 Autres		40 470 801		0	40 470 801

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
42 MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ÉNERGIE ET DES MINES	89 397 547 762	362 839 863 349	452 237 411 111
1 REMUNÉRATIONS DES SALARIÉS	5 107 110 325	0	5 107 110 325
61 Rémunérations des salariés	5 107 110 325	0	5 107 110 325
611 Rémunérations des sous statuts	665 049 466	0	665 049 466
61110 Rémunérations de base	188 696 266	0	188 696 266
61130 Indemnités de déplacement	38 400 000	0	38 400 000
61140 Primes de technicité	436 093 200	0	436 093 200
61160 Allocations familiales	1 860 000	0	1 860 000
612 Rémunérations des sous contrats	37 134 065	0	37 134 065
61210 Rémunérations de base	3 433 565	0	3 433 565
61240 Primes de technicité	33 412 500	0	33 412 500
61260 Allocations familiales	288 000	0	288 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 370 549 439	0	4 370 549 439
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 355 549 439	0	4 355 549 439
61340 Rémunérations des journaliers	15 000 000	0	15 000 000
616 Contributions sociales	34 377 355	0	34 377 355
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	33 965 328	0	33 965 328
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	412 027	0	412 027
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	3 175 063 052	0	3 175 063 052
62 Services extérieurs	2 846 826 280	0	2 846 826 280
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 368 917 474	0	1 368 917 474
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	253 501 224	0	253 501 224
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 115 416 250	0	1 115 416 250
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	194 500 000	0	194 500 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	194 500 000	0	194 500 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	89 053 036	0	89 053 036
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	5 753 036	0	5 753 036
62330 Frais de télécommunication	33 300 000	0	33 300 000
62360 Abonnements à internet	50 000 000	0	50 000 000
625 Entretien & réparations	1 194 355 770	0	1 194 355 770
62510 Entretien de terrains	881 537 330	0	881 537 330
62550 Entretien & réparations des véhicules	133 908 440	0	133 908 440
62580 Autres	178 910 000	0	178 910 000
63 Achats	328 236 772	0	328 236 772

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
631	Fournitures techniques		76 500 000	0	76 500 000	
	63120 Lubrifiants et carburants		76 500 000	0	76 500 000	
632	Fournitures administratives		229 363 640	0	229 363 640	
	63210 Fournitures de bureau et imprimés		146 663 640	0	146 663 640	
	63280 Autres		82 700 000	0	82 700 000	
635	Energie et eau		22 373 132	0	22 373 132	
	63510 Electricité		22 373 132	0	22 373 132	
4	INVESTISSEMENTS		76 238 416 271	362 839 863 349	439 078 279 620	
20	Immobilisations incorporelles		20 244 210 000	0	20 244 210 000	
	201 Immobilisations incorporelles (études)		20 244 210 000	0	20 244 210 000	
	20110 Frais d'étude, de recherche et de développement		20 244 210 000	0	20 244 210 000	
21	Immobilisations corporelles		50 163 433 047	0	50 163 433 047	
	211 Terrains, gisements et autres actifs naturels		6 132 929 103	0	6 132 929 103	
	21110 Terrains		6 132 929 103	0	6 132 929 103	
	212 Constructions		337 500 000	0	337 500 000	
	21280 Autres constructions		337 500 000	0	337 500 000	
	213 Infrastructures		41 826 365 856	0	41 826 365 856	
	21370 Electrification et télécommunications		9 917 032 196	0	9 917 032 196	
	21380 Autres infrastructures		31 909 333 660	0	31 909 333 660	
	214 Matériels, machines & équipements		1 866 638 088	0	1 866 638 088	
	21400 Matériel, machines & équipements		350 000 000	0	350 000 000	
	21430 Mobilier et équipements de bureau		210 571 579	0	210 571 579	
	21480 Autres machines & équipements		1 306 066 509	0	1 306 066 509	
27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs		5 830 773 224	362 839 863 349	368 670 636 573	
	271 Contrepartie nationale (1)		5 830 773 224	0	5 830 773 224	
	27100 Contrepartie nationale (1)		5 830 773 224	0	5 830 773 224	
	273 Tirages sur dons (3)		0	362 839 863 349	362 839 863 349	
	27300 Tirages sur dons (3)		0	362 839 863 349	362 839 863 349	
7	DONS		4 876 958 114	0	4 876 958 114	
66	Allocations, contributions et exonérations		4 876 958 114	0	4 876 958 114	
	661 Allocations et subsides		2 787 498 864	0	2 787 498 864	
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)		2 787 498 864	0	2 787 498 864	
	662 Allocations aux services ministériels (2)		189 459 250	0	189 459 250	
	66200 Allocations aux services ministériels (2)		189 459 250	0	189 459 250	
	666 Contributions aux organisations internationales		1 900 000 000	0	1 900 000 000	
	66620 Contributions aux organisations africaines		1 900 000 000	0	1 900 000 000	

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
45 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, DE L'ÉQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	349 436 597 060	175 492 091 596	524 928 688 656
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	6 617 918 760	0	6 617 918 760
61 Rémunérations des salariés	6 617 918 760	0	6 617 918 760
611 Rémunérations des sous statuts	1 420 480 900	0	1 420 480 900
61110 Rémunérations de base	435 089 800	0	435 089 800
61130 Indemnités de déplacement	62 400 000	0	62 400 000
61140 Primes de technicité	918 011 100	0	918 011 100
61160 Allocations familiales	4 980 000	0	4 980 000
612 Rémunérations des sous contrats	264 577 941	0	264 577 941
61210 Rémunérations de base	25 511 961	0	25 511 961
61240 Primes de technicité	231 949 980	0	231 949 980
61260 Allocations familiales	7 116 000	0	7 116 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 851 338 243	0	4 851 338 243
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 794 698 243	0	4 794 698 243
61340 Rémunérations des journaliers	56 640 000	0	56 640 000
616 Contributions sociales	81 521 676	0	81 521 676
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	78 316 164	0	78 316 164
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	3 205 512	0	3 205 512
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	6 628 380 356	0	6 628 380 356
62 Services extérieurs	6 422 366 118	0	6 422 366 118
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	466 200 000	0	466 200 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	266 200 000	0	266 200 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	124 682 264	0	124 682 264
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	2 541 000	0	2 541 000
62330 Frais de télécommunication	21 341 264	0	21 341 264
62360 Abonnements à internet	100 800 000	0	100 800 000
624 Locations	5 146 760 496	0	5 146 760 496
62410 Locations immeubles administratifs	5 146 760 496	0	5 146 760 496
625 Entretien & réparations	433 578 808	0	433 578 808
62510 Entretien de terrains	195 275 858	0	195 275 858
62550 Entretien & réparations des véhicules	120 000 000	0	120 000 000
62580 Autres	118 302 950	0	118 302 950
626 Assurances	237 744 550	0	237 744 550

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	62620	Assurances des véhicules		237 744 550	0	237 744 550
	627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique		13 400 000	0	13 400 000
	62750	Frais d'étude		13 400 000	0	13 400 000
63	Achats			206 014 238	0	206 014 238
	631	Fournitures techniques		21 856 000	0	21 856 000
	63120	Lubrifiants et carburants		21 856 000	0	21 856 000
	632	Fournitures administratives		80 032 582	0	80 032 582
	63210	Fournitures de bureau et imprimés		80 032 582	0	80 032 582
	635	Energie et eau		104 125 656	0	104 125 656
	63510	Electricité		104 125 656	0	104 125 656
4	INVESTISSEMENTS			310 558 432 029	175 492 091 596	486 050 523 625
	20	Immobilisations incorporelles		5 362 495 000	0	5 362 495 000
	201	Immobilisations incorporelles (études)		5 362 495 000	0	5 362 495 000
	20110	Frais d'étude, de recherche et de développement		5 362 495 000	0	5 362 495 000
	21	Immobilisations corporelles		290 767 162 865	0	290 767 162 865
	211	Terrains, gisements et autres actifs naturels		36 800 000	0	36 800 000
	21110	Terrains		36 800 000	0	36 800 000
	212	Constructions		11 042 682 749	0	11 042 682 749
	21220	Bâtiments administratifs		5 342 682 749	0	5 342 682 749
	21260	Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments		3 000 000 000	0	3 000 000 000
	21280	Autres constructions		2 700 000 000	0	2 700 000 000
	213	Infrastructures		279 687 680 116	0	279 687 680 116
	21310	Routes		22 307 736 094	0	22 307 736 094
	21330	Réseaux d'assainissement		1 492 096 283	0	1 492 096 283
	21380	Autres infrastructures		255 887 847 739	0	255 887 847 739
	27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs		14 428 774 164	175 492 091 596	189 920 865 760
	271	Contrepartie nationale (1)		14 428 774 164	0	14 428 774 164
	27100	Contrepartie nationale (1)		14 428 774 164	0	14 428 774 164
	272	Tirages sur emprunts (2)		0	7 725 379 129	7 725 379 129
	27200	Tirages sur emprunts (2)		0	7 725 379 129	7 725 379 129
	273	Tirages sur dons (3)		0	167 766 712 467	167 766 712 467
	27300	Tirages sur dons (3)		0	167 766 712 467	167 766 712 467
7	DONS			25 631 865 915	0	25 631 865 915
	66	Allocations, contributions et exonérations		25 631 865 915	0	25 631 865 915
	661	Allocations et subsides		25 631 865 915	0	25 631 865 915
	66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)		25 631 865 915	0	25 631 865 915

				Crédits votés 2025/2026		
				Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
71	INSTITUTION OMBUDSMAN		2 668 574 527	0	2 668 574 527	
1	REMUNERATIONS DES SALARIES		1 286 793 120	0	1 286 793 120	
61	Rémunérations des salariés		1 286 793 120	0	1 286 793 120	
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels		1 286 793 120	0	1 286 793 120	
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		1 286 793 120	0	1 286 793 120	
4	INVESTISSEMENTS		30 115 500	0	30 115 500	
20	Immobilisations incorporelles		30 115 500	0	30 115 500	
201	Immobilisations incorporelles (études)		30 115 500	0	30 115 500	
20110	Frais d'étude, de recherche et de développement		30 115 500	0	30 115 500	
7	DONS		1 351 665 907	0	1 351 665 907	
66	Allocations, contributions et exonérations		1 351 665 907	0	1 351 665 907	
661	Allocations et subsides		1 351 665 907	0	1 351 665 907	
66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)		1 351 665 907	0	1 351 665 907	
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE		4 633 655 190	0	4 633 655 190	
1	REMUNERATIONS DES SALARIES		1 612 301 453	0	1 612 301 453	
61	Rémunérations des salariés		1 612 301 453	0	1 612 301 453	
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels		1 612 301 453	0	1 612 301 453	
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)		1 612 301 453	0	1 612 301 453	
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES		1 616 265 987	0	1 616 265 987	
62	Services extérieurs		1 334 123 987	0	1 334 123 987	
621	Frais de formation du personnel et frais de mission		773 520 364	0	773 520 364	
62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger		200 000 000	0	200 000 000	
62160	Frais de mission à l'intérieur		573 520 364	0	573 520 364	
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance		210 000 000	0	210 000 000	
62250	Frais de contact et renseignement		110 000 000	0	110 000 000	
62260	Frais d'intendance		100 000 000	0	100 000 000	
623	Contrats de prestation de services & abonnements		137 648 394	0	137 648 394	
62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques		3 050 000	0	3 050 000	
62330	Frais de télécommunication		32 115 067	0	32 115 067	
62360	Abonnements à internet		102 483 327	0	102 483 327	
625	Entretiens & réparations		212 955 229	0	212 955 229	
62520	Entretien des bâtiments et constructions		60 393 140	0	60 393 140	
62550	Entretien & réparations des véhicules		144 162 089	0	144 162 089	
62580	Autres		8 400 000	0	8 400 000	

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63 Achats	282 142 000	0	282 142 000
631 Fournitures techniques	196 250 000	0	196 250 000
63120 Lubrifiants et carburants	196 250 000	0	196 250 000
632 Fournitures administratives	77 292 000	0	77 292 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	77 292 000	0	77 292 000
633 Vêtements	600 000	0	600 000
63300 Vêtements	600 000	0	600 000
635 Energie et eau	8 000 000	0	8 000 000
63510 Electricité	8 000 000	0	8 000 000
4 INVESTISSEMENTS	1 050 000 000	0	1 050 000 000
21 Immobilisations corporelles	1 050 000 000	0	1 050 000 000
214 Matériels, machines & équipements	1 050 000 000	0	1 050 000 000
21410 Matériel de transport	1 000 000 000	0	1 000 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	50 000 000	0	50 000 000
7 DONS	355 087 750	0	355 087 750
66 Allocations, contributions et exonérations	355 087 750	0	355 087 750
661 Allocations et subsides	355 087 750	0	355 087 750
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	355 087 750	0	355 087 750
75 COUR CONSTITUTIONNELLE	828 389 574	0	828 389 574
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	364 322 026	0	364 322 026
61 Rémunérations des salariés	364 322 026	0	364 322 026
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	364 322 026	0	364 322 026
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	364 322 026	0	364 322 026
4 INVESTISSEMENTS	24 400 000	0	24 400 000
21 Immobilisations corporelles	24 400 000	0	24 400 000
214 Matériels, machines & équipements	24 400 000	0	24 400 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	24 400 000	0	24 400 000
7 DONS	439 667 548	0	439 667 548
66 Allocations, contributions et exonérations	439 667 548	0	439 667 548
661 Allocations et subsides	439 667 548	0	439 667 548
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	439 667 548	0	439 667 548
TOTAL GENERAL	5 081 190 247 153	1 388 721 108 072	6 469 911 355 225

TABLEAU D: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT SUR LES RESSOURCES NATIONALES

Crédit 2025/2026.0

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		121 778 275 038
001	CABINET	101 694 102 231
01 00 001 00 4 20110 11 000 0131 15	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	80 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 01	CONSTRUCTIONS DE DIVERS IMMEUBLES A CARACTERE COMMUNAUTAIRE	15 000 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 02	REHABILITATION DES PALAIS	2 000 000 000
01 00 001 00 4 21430 11 000 0661 01	EQUIPEMENT BUILDING ADMINISTRATIF DE LA PRESIDENCE	450 000 000
01 00 001 00 4 21450 11 000 0113 01	APPUI AUX BONNES INITIATIVES	8 920 383 702
01 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	667 000 000
01 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	872 320 899
01 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	635 429 650
01 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 963 291
01 00 001 00 1 61410 11 000 0113 01	TRAITEMENTS ET INDEMNITES DU PERSONNEL POLITIQUE	11 101 733 716
01 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	76 826 810
01 00 001 00 1 61680 11 000 0131 01	REGULARISATION DES ANCIENS CHEFS D'ETAT	462 069 916
01 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU CHEF DE L'ETAT	3 000 000 000
01 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	4 500 000 000
01 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 800 000 000
01 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	COLLATION DU PERSONNEL DE LA PRESIDENCE	424 640 000
01 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	1 080 000 000
01 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	386 126 871
01 00 001 00 2 62360 11 000 0413 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	577 105 364
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 02	ENTRETIEN DU CHARROI PRESIDENTIEL	2 000 000 000
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 000 000 000
01 00 001 00 2 62560 11 000 0113 01	ENTRETIEN DE L' AVION DU GOUVERNEMENT	337 685 586
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES PALAIS	1 020 915 200
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE	486 773 831
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 03	ENTRETIEN DU NOUVEAU PALAIS PRESIDENTIEL	871 541 105
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANTS & LUBRIFIANTS	1 044 549 000
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 02	CARBURANT ET LUBRIFIANTS DU CHARROI PRESIDENTIEL	1 275 292 270
01 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	519 277 258
01 00 001 00 2 63280 11 000 0136 01	FRAIS DE REGULARISATION DES IMPAYES	4 197 188 236
01 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	416 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ORDRES NATIONAUX	78 190 569
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 04	SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENT	27 375 244 562
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 21	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FLAMBEAU DE LA PAIX	849 700 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT D'APPUI A LA PROTECTION DES INSTITUTIONS	2 768 522 097
01 00 001 00 7 66110 11 000 0311 09	CABINET CHARGE DES QUESTIONS DE POLICE	405 640 000

Crédit 2025/2026.0

01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 16	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES PRIERES NATIONALES D'ACTION DE GRACE	546 171 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0413 11	BUREAU D' ETUDES STRATEGIQUES ET DE DEVELOPPEMENT	903 440 800
01 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET MILITAIRE	441 094 944
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DES FETES	90 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA BSPI	2 839 296 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 10	COMMISSION NATIONALE CHARGEE DE LA DEMARCATION ET DE LA MATERIALIZATION DES FRONTIERES COMMUNES AVEC LES PAYS VOISINS	155 865 138
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 01	FRAIS FUNERAIRES	8 467 999
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	26 646 397
002	OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	2 257 528 164
01 00 002 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	665 000 000
01 00 002 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	188 926 668
01 00 002 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	1 403 601 496
003	AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	3 399 854 655
01 00 003 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	3 000 000
01 00 003 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 673 552 647
01 00 003 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	723 302 008
004	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	2 326 499 576
01 00 004 00 4 21430 11 000 0413 01	EQUIPEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	10 000 000
01 00 004 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	660 136 534
01 00 004 00 7 66110 11 000 0413 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	1 656 363 042
005	COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	6 476 400 231
01 00 005 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 474 035 936
01 00 005 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	5 002 364 295
006	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	782 792 262
01 00 006 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	480 177 480
01 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	302 614 782
007	INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	2 799 560 924
01 00 007 00 1 61320 11 000 0164 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 032 501 389
01 00 007 00 7 66110 11 000 0164 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	767 059 535
008	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	291 349 287
01 00 008 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	67 569 828
01 00 008 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	223 779 459
009	CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	952 224 930
01 00 009 00 4 21410 11 000 0113 01	ACQUISITION VEHICULES	375 547 679

Crédit 2025/2026.0

01 00 009 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	200 053 273
01 00 009 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	376 623 978
010	OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	328 559 702
01 00 010 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	136 842 801
01 00 010 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	191 707 901
012	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	163 190 436
01 00 012 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	163 190 436
013	CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	306 221 640
01 00 013 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	183 613 056
01 00 013 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	122 608 584
02	VICE-PRESIDENCE	5 439 325 629
001	CABINET	2 629 696 939
02 00 001 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA VICE-PRESIDENCE	98 112 419
02 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	51 600 000
02 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	116 443 855
02 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 394 793
02 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 839 043
02 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	41 128 695
02 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU VICE-PRESIDENT	273 333 336
02 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	193 083 323
02 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	460 800 000
02 00 001 00 2 62220 11 000 0113 01	FETES OFFICIELLES	12 000 000
02 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE	304 166 667
02 00 001 00 2 62320 11 000 0113 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	721 241
02 00 001 00 2 62330 11 000 0113 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	22 500 000
02 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	13 441 220
02 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN CHARROI	280 206 481
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU VICE-PRESIDENT	66 691 302
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	11 671 004
02 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	420 166 668
02 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT ET FOURNITURES DE BUREAU	53 879 003
02 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	18 000 000
02 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	125 517 889
502	COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	2 809 628 690
02 00 502 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	117 272 176

Crédit 2025/2026.0

02 00 502 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 112 280 457
02 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	1 580 076 057
03	PREMIER MINISTERE	4 956 344 008
001	CABINET	3 684 122 090
03 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DU PREMIER MINISTRE	22 506 081
03 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	339 750 000
03 00 001 00 1 61210 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	159 489 174
03 00 001 00 1 61240 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 810 011
03 00 001 00 1 61260 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 090 380
03 00 001 00 1 61620 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 905 195
03 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DU PREMIER MINISTRE	231 666 666
03 00 001 00 2 62140 11 000 0111 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	240 500 000
03 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	400 164 621
03 00 001 00 2 62220 11 000 0111 01	FETES OFFICIELLES	30 000 000
03 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS WELFARE	150 000 000
03 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE	264 166 667
03 00 001 00 2 62280 11 000 0113 01	FRAIS DE COORDINATION DES ACTIVITES MINISTERIELLES	150 000 000
03 00 001 00 2 62320 11 000 0111 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	750 000
03 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	42 100 840
03 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	30 544 548
03 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	442 115 823
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	12 000 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DU PALAIS	40 800 000
03 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	487 743 200
03 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	328 425 137
03 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	46 833 333
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA NORMALISATION TOPONYMIQUE	100 000 000
03 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	69 760 414
002	COMMISSION FONCIERE NATIONALE	309 696 635
03 00 002 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	152 732 139
03 00 002 11 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION FONCIERE NATIONALE	156 964 496
003	SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	322 377 354
03 00 003 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	174 368 962
03 00 003 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	148 008 392

Crédit 2025/2026.0

004	BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	640 147 929
03 00 004 00 1 61310 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	248 448 369
03 00 004 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	391 699 560
04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 494 776 046
001	CABINET	2 494 776 046
04 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	23 875 569
04 00 001 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 650 716
04 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	55 200 000
04 00 001 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 480 500
04 00 001 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
04 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 076 355
04 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 257 000
04 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	408 000
04 00 001 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 637 129
04 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	249 163
04 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	100 000 000
04 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	180 000 000
04 00 001 00 2 62220 11 000 0411 01	FRAIS RELATIFS AUX CÉRÉMONIES OFFICIELLES	242 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	FRAIS DE RECEPTION	138 720 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 05	FRAIS RELATIFS AUX CONSEILS DES MINISTRES	730 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 03	CONFERENCES ET SOMMETS	475 353 470
04 00 001 00 2 62320 11 000 0413 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	259 200
04 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	17 763 840
04 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	14 307 181
04 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI SGE	31 880 000
04 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	7 448 000
04 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	48 983 889
04 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	37 760 000
04 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	6 480 000
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PORTE-PAROLE DES MINISTERES	291 714 336
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	40 103 698
05	ASSEMBLEE NATIONALE	30 997 016 300
001	CABINET	30 997 016 300
05 00 001 00 4 21420 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DES NOUVEAUX DÉPUTES	2 460 000 000
05 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT ASSEMBLEE NATIONALE	630 396 312
05 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 614 058 085
05 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	410 400 000

Crédit 2025/2026.0

05 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 357 837 015
05 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 413 045
05 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	1 472 165 399
05 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE/DEPUTES	3 089 120 400
05 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/DEPUTES	5 181 820 956
05 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	177 348 915
05 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/DEPUTES	376 964 992
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DES VICE-PRESIDENTS	376 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	512 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	136 150 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR L' EALA	70 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	MISSIONS A L'ETRANGER DES DEPUTES ET FONCTIONNAIRES	903 837 780
05 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	1 063 258 795
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELLES	50 000 000
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	CONFERENCES ET SEMINAIRES	102 000 000
05 00 001 00 2 62240 11 000 0811 01	BREAKFAST PRAYER	300 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	260 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	360 000 000
05 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	66 354 001
05 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	152 738 812
05 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS ET RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	108 000 000
05 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	AMENAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DU PALAIS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	396 226 100
05 00 001 00 2 62550 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 517 500 828
05 00 001 00 2 62570 11 000 0111 01	ENTRETIEN CLIMATISEURS ET SONORISATION	200 000 000
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 311 184
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	36 155 592
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	856 071 825
05 00 001 00 2 62610 11 000 0111 01	ASSURANCE INCENDIE DES BATIMENTS DU PARLEMENT	32 183 396
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	277 857 000
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	375 779 581
05 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	266 299 000
05 00 001 00 2 63120 11 000 0111 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION	2 701 565 303
05 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	536 314 161
05 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	69 107 980
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 440
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	JOURNAL PARLEMENTAIRE	85 139 313
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	14 981 757
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETE	3 418 695

Crédit 2025/2026.0

05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	380 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	29 844 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	266 757 987
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	1 500 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	10 403 999
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	64 028 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX POUR LES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	33 460 652
06	SENAT	15 557 011 131
001	CABINET	15 557 011 131
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES	30 000 000
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 01	PROJET ENQUETE SUR LA REFORME ADMINISTRATIVE 1925	131 872 154
06 00 001 00 4 21420 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DES NOUVEAUX SENATEURS	260 000 000
06 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT SENAT	1 728 000 000
06 00 001 00 4 21450 11 000 0111 01	ACQUISITION DU MATERIEL DE SECURITE AU SENAT	45 000 000
06 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 165 206 990
06 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	303 000 000
06 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	655 020 376
06 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	11 856 000
06 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIME DE RENDEMENT S/STATUS	549 434 999
06 00 001 00 1 61260 11 000 0111 02	ALLOCATIONS FAMILIALES/SENATEURS	780 000
06 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE/SENATEURS	435 323 200
06 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/SENATEURS	619 204 213
06 00 001 00 1 61450 11 000 0111 01	INDEMNITES DE FIN DE MANDAT	885 415 568
06 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	173 549 680
06 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/SENATEURS	81 120 743
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR ASSECAA	250 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	126 100 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	VOYAGES OFFICIELS DES VICE- PRESIDENTS	375 945 950
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 06	FRAIS DE MISSION POUR L'EALA	60 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	511 891 900
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	MISSIONS A L'ETRANGER DES SENATEURS ET FONCTIONNAIRES	27 000 000
06 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 498 320 010
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS DE RECEPTION OFFICIELLE	63 568 311
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	CONFERENCES ET SEMINAIRES	188 998 250
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	72 000 000
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	112 000 000
06 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	62 604 400

Crédit 2025/2026.0

06 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	262 264 000
06 00 001 00 2 62410 11 000 0111 01	LOYER BUREAUX	18 000 000
06 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU SENAT	108 000 000
06 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU SIEGE DU SENAT	310 500 000
06 00 001 00 2 62550 11 000 0111 02	ENTRETIEN CHARROI	496 000 000
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES MACHINES	105 291 664
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT	36 000 000
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 000 000
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	100 000 000
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	50 001 560
06 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	39 067 161
06 00 001 00 2 63120 11 000 0111 02	CARBURANT ET LUBRIFIANT/ADMINISTRATION	1 197 225 944
06 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	375 442 158
06 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	45 320 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	38 202 307
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	561 835 245
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 439
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	JOURNAL PARLEMENTAIRE	20 539 552
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	19 427 452
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	35 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 11	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	80 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETES	7 748 756
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	77 640 906
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX DES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	38 270 248
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	23 275 995
07	COUR DES COMPTES	1 842 548 735
001	CABINET	1 842 548 735
07 00 001 00 1 61110 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	573 600 000
07 00 001 00 1 61130 11 000 0114 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	21 600 000
07 00 001 00 1 61210 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	186 155 978
07 00 001 00 1 61240 11 000 0114 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 120 000
07 00 001 00 1 61260 11 000 0114 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 400 000
07 00 001 00 1 61610 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	38 579 400
07 00 001 00 1 61620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 445 112
07 00 001 00 2 62130 11 000 0114 01	MISSIONS A L' ETRANGER	200 000 000
07 00 001 00 2 62160 11 000 0114 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	191 549 950

Crédit 2025/2026.0

07 00 001 00 2 62230 11 000 0114 01	RECEPTIONS OFFICIELLES	10 500 000
07 00 001 00 2 62320 11 000 0114 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 080 000
07 00 001 00 2 62330 11 000 0114 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 012 796
07 00 001 00 2 62360 11 000 0114 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	18 684 000
07 00 001 00 2 62510 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	15 000 000
07 00 001 00 2 62550 11 000 0114 01	ENTRETIEN DU CHARROI	42 000 000
07 00 001 00 2 62580 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES MACHINES	17 632 270
07 00 001 00 2 62620 11 000 0114 01	ASSURANCE VEHICULES ET BATIMENTS	22 728 694
07 00 001 00 2 63120 11 000 0114 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 680 000
07 00 001 00 2 63210 11 000 0114 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	77 859 690
07 00 001 00 2 63510 11 000 0114 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	12 000 000
07 00 001 00 7 66110 11 000 0114 01	AUDIT DES MINISTERES	310 054 190
07 00 001 00 7 66620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE	4 866 455
07 00 001 00 6 67210 11 000 0114 01	FRAIS FUNERAIRES	3 000 000
08	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	14 583 272 609
001	CABINET	14 583 272 609
08 00 001 00 1 61320 11 000 0133 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 032 012 735
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 02	PROVISION AUX ELECTIONS	10 438 775 634
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	2 112 484 240
11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	332 911 272 783
001	CABINET DU MINISTRE	36 308 624 548
11 00 001 00 4 21220 11 000 0311 11	CONSTRUCTION DES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE, ZONALE ET COLLINAIRE	3 000 000 000
11 00 001 00 4 21230 11 000 0311 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT	591 791 277
11 00 001 00 4 21380 11 000 0421 01	PARTICIPATION DES COMMUNES A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT POUR LES FEMMES (BIDF) ET A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT POUR LES JEUNES (BJ)	17 000 000 000
11 00 001 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX DU MINISTERE	288 568 855
11 00 001 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT SPECIAL POUR LA PROTECTION CIVILE	200 767 400
11 00 001 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	55 605 445
11 00 001 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 846 040
11 00 001 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	94 648 500
11 00 001 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	216 000
11 00 001 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 030 006
11 00 001 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	40 129 081
11 00 001 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 159 490
11 00 001 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 407 745
11 00 001 00 2 62120 11 000 0311 01	FORMATION PATRIOTIQUE	106 078 600
11 00 001 00 2 62140 11 000 0311 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	400 000 000

Crédit 2025/2026.0

11 00 001 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	1 036 000 000
11 00 001 00 2 62160 11 000 0132 04	EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES COMMUNES	186 999 998
11 00 001 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	100 000 000
11 00 001 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	237 081 512
11 00 001 00 2 62320 11 000 0311 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	3 414 773
11 00 001 00 2 62330 11 000 0311 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	463 224 312
11 00 001 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	41 773 920
11 00 001 00 2 62410 11 000 0311 01	LOYERS BUREAUX DU MINISTERE	670 696 104
11 00 001 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	94 227 096
11 00 001 00 2 62580 11 000 0132 01	ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	16 305 220
11 00 001 00 2 62580 11 000 0132 02	ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	22 490 000
11 00 001 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	879 954 000
11 00 001 00 2 63280 11 000 0311 01	ACHAT PASSEPORT POUR LES POLICIERS EN MAINTIEN DE LA PAIX	14 148 000
11 00 001 00 2 63510 11 000 0311 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	1 771 155 146
11 00 001 00 5 65320 11 000 0421 02	APPUI AU PROCESSUS DE TRANSFERT DES COMPETENCES DE L'ETAT AUX COMMUNES	70 200 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES DE SECURITE	186 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION (DGAG)	223 250 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE	234 997 503
11 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FONCTIONNEMENT DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES	210 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE DE SECURITE A NAIROBI DANS LE CADRE DE L'INTERPOL	216 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	4 703 972 085
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME	81 600 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES ETUDES STRATEGIQUES	169 989 840
11 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES	93 001 200
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 12	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	200 000 000
11 00 001 00 7 66110 11 000 0132 21	PROMOUVOIR LES SOCIETES COOPERATIVES	20 000 000
11 00 001 00 6 67280 11 000 0113 01	APPUI A L'ACCUEIL ET A LA PROTECTION DES DEMANDEURS D'ASILE ET REFUGIES AU BURUNDI	60 000 000
11 00 001 00 6 67280 11 000 0311 01	FONDS DE PREVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES	677 282 600
11 00 001 00 8 67310 11 000 0311 01	FORMATION, BOURSES ET STAGES	1 831 612 800
002 POLICE NATIONALE DU BURUNDI		284 097 515 093
11 00 002 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	2 249 669 500
11 00 002 00 4 21450 11 000 0311 02	EQUIPEMENT POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE LA SECURITE PUBLIQUE	10 800 000 000
11 00 002 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 539 395 832
11 00 002 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 453 906 412
11 00 002 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	152 760 000

Crédit 2025/2026.0

11 00 002 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	42 142 992 774
11 00 002 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 165 912 728
11 00 002 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	454 140 000
11 00 002 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 891 718 304
11 00 002 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 018 098 580
11 00 002 00 1 61680 11 000 0311 01	REGULARISATION INSS RETRAITES ACTUELS ET ANCIENS	4 268 578 962
11 00 002 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	632 000 000
11 00 002 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	40 000 000
11 00 002 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	114 000 000
11 00 002 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	253 440 000
11 00 002 00 2 62420 11 000 0311 01	LOYER D'HABITATION	3 796 320 000
11 00 002 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	185 000 000
11 00 002 00 2 62550 11 000 0311 01	ENTRETIEN CHARROI	12 879 202 317
11 00 002 00 2 62570 11 000 0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	34 179 964
11 00 002 00 2 63120 11 000 0311 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	15 076 725 944
11 00 002 00 2 63120 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	281 196 750
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 04	HABILLEMENT DES TROUPES	9 718 950 000
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES TROUPES	8 237 330 189
11 00 002 00 2 63140 11 000 0311 03	ALIMENTATION DES TROUPES	96 238 965 266
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS	6 356 573 880
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	1 816 787 691
11 00 002 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA POLICE DE ROULAGE ET DE LA SECURITE ROUTIERE	7 299 670 000
003	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE, DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DES COLLECTIVITES LOCALES	4 578 113 422
11 00 003 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 326 700 060
11 00 003 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 888 248 320
11 00 003 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	35 664 000
11 00 003 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 831 278
11 00 003 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	74 412 000
11 00 003 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 392 000
11 00 003 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	238 806 011
11 00 003 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 059 753
004	DIRECTION DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE	56 028 616
11 00 004 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 262 149
11 00 004 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 032 500
11 00 004 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	636 000
11 00 004 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 097 967
005	DIRECTION DE LA POPULATION	54 781 094
11 00 005 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 945 979

11 00 005 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 548 500
11 00 005 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	588 000
11 00 005 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	261 909
11 00 005 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
11 00 005 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
11 00 005 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 870 276
11 00 005 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 430
006	DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	216 185 893
11 00 006 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	216 185 893
007	DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION DES ONGs ET DE LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES	70 660 508
11 00 007 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 012 295
11 00 007 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 822 000
11 00 007 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	684 000
11 00 007 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 142 213
008	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET POLITIQUES	72 903 779
11 00 008 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 490 028
11 00 008 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 748 900
11 00 008 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	768 000
11 00 008 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	113 522
11 00 008 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
11 00 008 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
11 00 008 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 508 205
11 00 008 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 624
009	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ONGs	42 785 770
11 00 009 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 366 330
11 00 009 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 689 500
11 00 009 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
11 00 009 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 405 940
011	DIRECTION DU RAPATRIEMENT ET DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	111 073 420
11 00 011 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 166 369
11 00 011 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	71 874 000
11 00 011 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	912 000
11 00 011 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 121 051
013	DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA DECENTRALISATION	438 275 989
11 00 013 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 304 175
11 00 013 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	83 862 540
11 00 013 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	29 976 000
11 00 013 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	20 679 257

Crédit 2025/2026.0

11 00 013 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	17 271 389
11 00 013 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	17 025 946
11 00 013 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	61 462 155
11 00 013 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	159 694 527
014	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE, DES COOPERATIVES ET DE L'ENTREPRENEURIAT	2 520 000
11 00 014 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	732 000
11 00 014 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	732 000
11 00 014 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
11 00 014 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	336 000
11 00 014 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	360 000
015	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GESTION DES PERFORMANCES DES COMMUNES	9 176 138
11 00 015 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 226 087
11 00 015 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 015 797
11 00 015 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	6 934 254
016	DIRECTION DE LA PLANIFICATION LOCALE	8 744 377
11 00 016 00 1 61110 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 560 000
11 00 016 00 1 61140 11 000 0132 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 800 407
11 00 016 00 1 61160 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	900 203
11 00 016 00 1 61260 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 483 767
017	DIRECTION DE LA COORDINATION DES PROJETS COMMUNAUX ET DES VILLAGES	59 723 126
11 00 017 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 425 393
11 00 017 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 071 822
11 00 017 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 035 911
11 00 017 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	53 190 000
021	FONDS NATIONAL D' INVESTISSEMENT COMMUNAL (FONIC)	1 735 474 234
11 00 021 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 082 660 775
11 00 021 00 2 62160 11 000 0421 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL/FONIC	447 790 109
11 00 021 00 7 66110 11 000 0421 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONIC	205 023 350
023	HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	1 820 535 716
11 00 023 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE L'HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	262 500 000
11 00 023 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 330 029 716
11 00 023 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'HOPITAL DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI	228 006 000
024	CNAP	516 728 050
11 00 024 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	258 592 706
11 00 024 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CNAP	258 135 344
025	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION ET DE REGULATION DES SOCIETES COOPERATIVES AU BURUNDI (ANACOOP)	1 323 781 880
11 00 025 00 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 050 244 908

Crédit 2025/2026.0

11 00 025 00 7 66110 11 000 0411 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE PROMOTION ET DE REGULATION DES SOCIETES COOPERATIVES AU BURUNDI (ANACOOP)	273 536 972
026	ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	185 690 583
11 00 026 00 1 61320 11 000 0132 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	111 426 785
11 00 026 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	74 263 798
501	FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES	310 285 888
11 00 501 00 7 66110 11 000 0113 01	FORUM PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE PARTIS POLITIQUES	310 285 888
502	APPUI AU SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES(ASBL ET ONG)	145 563 818
11 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	APPUI AU SUIVI ET CONTROLE DES ACTIVITES DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES(ASBL ET ONG)	145 563 818
505	PROJET CNFAL	190 100 841
11 00 505 00 4 27100 11 000 0132 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX	190 100 841
507	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
11 00 507 00 4 27100 11 000 0132 01	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	36 765 381 340
001	CABINET	7 441 388 881
12 00 001 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE CABINET DU MINISTERE	286 862 591
12 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 438 873
12 00 001 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	91 200 000
12 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	58 752 000
12 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 563 783
12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 02	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	24 000 000
12 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 298 500
12 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
12 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 018 997
12 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	187 655
12 00 001 00 2 62140 11 000 0115 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	1 400 000 000
12 00 001 00 2 62150 11 000 0115 01	VOYAGES DES DIPLOMATES	1 150 000 000
12 00 001 00 2 62160 11 000 0115 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	100 000 000
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 01	FRAIS POUR LES CONFERENCES	394 263 760
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 05	SEMAINE DIPLOMATIQUE	62 612 600
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 02	SEMAINE DE LA DIASPORA	160 457 400
12 00 001 00 2 62230 11 000 0115 04	CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE	113 354 000
12 00 001 00 2 62250 11 000 0115 01	FRAIS DE CONTACT	359 465 233
12 00 001 00 2 62280 11 000 0115 01	FRAIS POUR ORGANISATION DES COMMISSIONS MIXTES	212 846 320
12 00 001 00 2 62320 11 000 0115 02	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	25 983 520
12 00 001 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS POUR VALISE DIPLOMATIQUE	40 640 000

Crédit 2025/2026.0

12 00 001 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	36 396 000
12 00 001 00 2 62360 11 000 0115 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	114 371 665
12 00 001 00 2 62360 11 000 0115 02	MAINTENANCE DU SITE WEB	40 000 000
12 00 001 00 2 62380 11 000 0115 03	FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS BILATERAUX DU PLACEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS BURUNDAIS A L'ETRANGER	148 465 000
12 00 001 00 2 62380 11 000 0115 02	FRAIS DES EVALUATIONS DES ONGS, ASBL, ORGANISATIONS INTERNATIONALES	160 959 800
12 00 001 00 2 62430 11 000 0661 01	LOCATION VEHICULES POUR DELEGATIONS ETRANGERES	204 000 000
12 00 001 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU CHARROI	250 000 000
12 00 001 00 2 62570 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	120 524 000
12 00 001 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE	31 194 200
12 00 001 00 2 63120 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	216 000 000
12 00 001 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	231 412 738
12 00 001 00 2 63510 11 000 0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	26 707 794
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	25 711 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'INTERPRETARIAT	228 158 164
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	528 865 288
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DE PLANIFICATION	304 574 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COORDINATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES REGIONS DES GRANDS LACS (CIRGL)	68 640 000
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	170 780 000
002	DIRECTION GENERALE CHARGEE DES RELATIONS MULTILATERALES	34 577 354
12 00 002 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 908 567
12 00 002 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES & PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 344 500
12 00 002 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 326
12 00 002 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 002 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
12 00 002 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 963 542
12 00 002 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 919
003	DELEGATION A LA FRANCOPHONIE	18 018 698
12 00 003 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 545 049
12 00 003 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 367 540
12 00 003 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
12 00 003 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	998 109
004	DIRECTION CHARGEE DE L'INTEGRATION ET DES ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES	44 827 966
12 00 004 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 180 480
12 00 004 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 999 000
12 00 004 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000

Crédit 2025/2026.0

12 00 004 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 552 486
005	DIRECTION CHARGEE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	15 743 121 936
12 00 005 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 646 631
12 00 005 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 097 040
12 00 005 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
12 00 005 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	118 587
12 00 005 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 005 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
12 00 005 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 436 394
12 00 005 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALES S/CONTRATS	14 230
12 00 005 00 2 62760 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AU COUT DES ASSISTANCES BILATERALES	189 980 497
12 00 005 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	15 470 363 057
006	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	70 622 871
12 00 006 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 257 094
12 00 006 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 695 500
12 00 006 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
12 00 006 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	3 466 277
007	DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	66 231 430
12 00 007 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	43 578 000
12 00 007 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 974 093
12 00 007 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
12 00 007 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 415 337
008	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS	57 768 342
12 00 008 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 666 358
12 00 008 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 358 040
12 00 008 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
12 00 008 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 539 944
009	DIRECTION GENERALE DU PROTOCOLE, DES AFFAIRES CONSULAIRES ET JURIDIQUES	47 374 302
12 00 009 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 837 185
12 00 009 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 237 500
12 00 009 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
12 00 009 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 420 468
12 00 009 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 794 000
12 00 009 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	468 000
12 00 009 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 230 693
12 00 009 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	290 456
010	DIRECTION DU PROTOCOLE	82 634 714
12 00 010 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 361 198
12 00 010 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 528 500
12 00 010 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000

Crédit 2025/2026.0

12 00 010 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 565 016
011	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	56 348 626
12 00 011 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 095 607
12 00 011 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 137 500
12 00 011 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
12 00 011 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 152
12 00 011 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTATS	1 201 500
12 00 011 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
12 00 011 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 537 209
12 00 011 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTATS	14 658
012	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION	31 951 105
12 00 012 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 418 171
12 00 012 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 237 500
12 00 012 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
12 00 012 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	197 467
12 00 012 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
12 00 012 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
12 00 012 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 515 271
12 00 012 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 696
013	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION FINANCIERE ET LOGISTIQUE	408 143 376
12 00 013 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 810 488
12 00 013 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 826 000
12 00 013 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
12 00 013 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 825 888
12 00 013 00 2 62510 11 000 0115 01	ENTRETIEN , EQUIPEMENT DES IMMEUBLES ET MAINTENANCE	310 381 000
014	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	50 370 617
12 00 014 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 718 056
12 00 014 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 866 000
12 00 014 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
12 00 014 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 896 706
12 00 014 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	11 205 000
12 00 014 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	732 000
12 00 014 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 569 250
12 00 014 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	227 605
015	DIRECTION GENERALE CHARGEE DES RELATIONS BILATERALES	36 471 456
12 00 015 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 603 812
12 00 015 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 344 500
12 00 015 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
12 00 015 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	835 230
12 00 015 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000

12 00 015 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
12 00 015 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 908 686
12 00 015 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	100 228
016	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE, L'ASIE ET L'OCEANIE	98 573 056
12 00 016 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 479 675
12 00 016 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 571 040
12 00 016 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
12 00 016 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 126 341
017	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'EUROPE, L'AMERIQUE ET LES CARAIBES	73 163 251
12 00 017 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 181 099
12 00 017 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 514 500
12 00 017 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
12 00 017 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 530
12 00 017 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 017 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
12 00 017 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 892 598
12 00 017 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 024
018	DIRECTION GENERALE DE LA DIASPORA, DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS ET DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF (ASBL) ETRANGERES	25 033 385
12 00 018 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 729 481
12 00 018 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 028 500
12 00 018 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	215 265
12 00 018 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
12 00 018 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
12 00 018 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 571 307
12 00 018 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 832
019	DIRECTION DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (ONG) ET DES ASSOCIATIONS SANS BUT LUCRATIF (ASBL) ETRANGERES	48 580 582
12 00 019 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 672 917
12 00 019 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 050 540
12 00 019 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
12 00 019 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 641 125
020	DIRECTION DE LA DIASPORA	36 289 125
12 00 020 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 361 123
12 00 020 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 895 000
12 00 020 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
12 00 020 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 865 002
022	INSPECTION GENERALE	83 668 638
12 00 022 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 780 029
12 00 022 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 153 500

12 00 022 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
12 00 022 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	111 789
12 00 022 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
12 00 022 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
12 00 022 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 000 405
12 00 022 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 415
024	AMBASSADE DU BURUNDI A ABUJA	1 526 386 603
12 00 024 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	552 304 103
12 00 024 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	458 903 000
12 00 024 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	515 179 500
025	AMBASSADE DU BURUNDI A ADDIS-ABEBA	2 126 138 242
12 00 025 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 029 253 568
12 00 025 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	100 000 000
12 00 025 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	996 884 674
026	AMBASSADE DU BURUNDI A ALGER	1 713 987 933
12 00 026 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	421 123 439
12 00 026 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	664 900 000
12 00 026 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	627 964 494
027	AMBASSADE DU BURUNDI A ANKARA	2 407 748 569
12 00 027 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	739 084 299
12 00 027 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	655 938 000
12 00 027 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 012 726 270
028	AMBASSADE DU BURUNDI A BERLIN	1 530 764 865
12 00 028 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	556 564 365
12 00 028 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	519 428 700
12 00 028 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	454 771 800
029	AMBASSADE DU BURUNDI A BRUXELLES	3 750 233 391
12 00 029 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	500 000 000
12 00 029 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 361 230 492
12 00 029 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	722 444 940
12 00 029 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 166 557 959
030	AMBASSADE DU BURUNDI A BUKAVU	1 169 351 335
12 00 030 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	419 797 295
12 00 030 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	313 200 000
12 00 030 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	436 354 040
031	AMBASSADE DU BURUNDI AU CAIRE	1 710 291 729
12 00 031 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	491 984 053
12 00 031 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	589 260 000
12 00 031 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	629 047 676
032	AMBASSADE DU BURUNDI A DAR-ES-SALAAM	1 679 511 075

Crédit 2025/2026.0

12 00 032 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	714 473 476
12 00 032 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	181 648 850
12 00 032 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	783 388 749
033	AMBASSADE DU BURUNDI A DOHA	1 475 179 127
12 00 033 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	546 149 310
12 00 033 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	581 122 600
12 00 033 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	347 907 217
034	AMBASSADE DU BURUNDI A DUBAI	1 189 511 439
12 00 034 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	427 988 839
12 00 034 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	458 745 000
12 00 034 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	302 767 600
035	AMBASSADE DU BURUNDI A GENEVE	3 097 617 585
12 00 035 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	723 620 260
12 00 035 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 297 569 200
12 00 035 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 076 428 125
036	AMBASSADE DU BURUNDI A KAMPALA	1 491 451 234
12 00 036 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	462 603 884
12 00 036 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	445 788 000
12 00 036 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	583 059 350
037	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGALI	818 218 035
12 00 037 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	282 287 935
12 00 037 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	34 200 000
12 00 037 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	501 730 100
038	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGOMA	674 397 889
12 00 038 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	315 406 389
12 00 038 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	27 900 000
12 00 038 00 7 66110 11 000 0115 01	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGOMA	331 091 500
039	AMBASSADE DU BURUNDI A KINSHASA	2 650 543 680
12 00 039 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	588 966 480
12 00 039 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 306 800 000
12 00 039 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	754 777 200
040	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAYE	2 014 429 787
12 00 040 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	574 622 872
12 00 040 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	738 858 425
12 00 040 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	700 948 490
041	AMBASSADE DU BURUNDI A LAAYOUNE	1 300 000
12 00 041 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 300 000
042	AMBASSADE DU BURUNDI A LONDRES	1 492 488 417
12 00 042 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	459 046 667
12 00 042 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	729 375 000

Crédit 2025/2026.0

12 00 042 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	304 066 750
043	AMBASSADE DU BURUNDI A LUSAKA	1 009 851 809
12 00 043 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	328 616 283
12 00 043 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	267 875 400
12 00 043 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	413 360 126
044	AMBASSADE DU BURUNDI A MOSCOU	1 336 453 788
12 00 044 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	635 707 308
12 00 044 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	298 070 010
12 00 044 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	402 676 470
045	AMBASSADE DU BURUNDI A NAIROBI	1 393 236 772
12 00 045 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	526 247 672
12 00 045 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	401 150 000
12 00 045 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	465 839 100
046	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW DHELI	1 739 324 501
12 00 046 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	620 701 361
12 00 046 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	573 193 140
12 00 046 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	545 430 000
047	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW YORK	4 603 828 478
12 00 047 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	652 500 000
12 00 047 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 006 788 668
12 00 047 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 889 337 018
12 00 047 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 055 202 792
048	AMBASSADE DU BURUNDI A PARIS	2 568 951 628
12 00 048 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	832 778 003
12 00 048 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	468 161 694
12 00 048 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 268 011 931
049	AMBASSADE DU BURUNDI A PEKIN	4 002 277 642
12 00 049 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	773 172 486
12 00 049 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 132 728 960
12 00 049 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	2 096 376 196
050	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	1 396 299 370
12 00 050 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	556 469 850
12 00 050 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	420 427 260
12 00 050 00 7 66110 11 000 0115 01	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	419 402 260
051	AMBASSADE DU BURUNDI A RABAT	718 613 016
12 00 051 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	380 306 358
12 00 051 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	63 585 250
12 00 051 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	274 720 408
052	AMBASSADE DU BURUNDI A RIYAD	1 421 187 393
12 00 052 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	465 140 798

Crédit 2025/2026.0

12 00 052 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	534 152 295
12 00 052 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	421 894 300
053	AMBASSADE DU BURUNDI A ROME	2 290 195 714
12 00 053 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	579 197 079
12 00 053 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	845 100 000
12 00 053 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	865 898 635
054	AMBASSADE DU BURUNDI A WASHINGTON	3 143 199 486
12 00 054 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	995 540 902
12 00 054 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 187 483 334
12 00 054 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	960 175 250
056	AMBASSADE DU BURUNDI A OTTAWA	1 474 395 880
12 00 056 00 1 61320 11 000 0115 01	REUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	418 488 480
12 00 056 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	621 828 720
12 00 056 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	434 078 680
057	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAVANE	997 898 168
12 00 057 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	308 880 000
12 00 057 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	419 431 637
12 00 057 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	269 586 531
058	AMBASSADE AU VATICAN	862 550 601
12 00 058 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	295 212 000
12 00 058 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	415 800 000
12 00 058 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	151 538 601
059	AMBASSADE DU BURUNDI AU KUWAIT	732 406 448
12 00 059 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	278 520 000
12 00 059 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	149 006 623
12 00 059 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	304 879 825
13	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	670 493 886 894
001	CABINET	14 521 290 410
13 00 001 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	3 955 792 106
13 00 001 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	465 000 000
13 00 001 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	469 600 000
13 00 001 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	273 600 000
13 00 001 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	733 970 000
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 03	DOTATION A L'OGAC	7 291 012 320
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	175 828 695
13 00 001 00 7 66110 11 816 0211 01	SUBSIDES A L' HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 113 467 289
13 00 001 00 7 66110 11 000 0211 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	43 000 000
002	FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI	655 858 025 018

Crédit 2025/2026.0

13 00 002 00 4 20100 11 000 0211 01	FRAIS D'ETUDE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FRAD	800 000 000
13 00 002 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DE LA FORCE DE DEFENSE NATIONALE	24 082 667 509
13 00 002 00 4 21240 11 000 0211 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MILITAIRES	12 282 781 210
13 00 002 00 1 61110 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 297 804 295
13 00 002 00 1 61140 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 967 545 132
13 00 002 00 1 61160 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	356 539 400
13 00 002 00 1 61210 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	95 081 421 337
13 00 002 00 1 61240 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	36 483 353 388
13 00 002 00 1 61260 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	874 537 800
13 00 002 00 1 61610 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 458 208 278
13 00 002 00 1 61620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 214 588 408
13 00 002 00 1 61680 11 000 0211 01	REGULARISATION INSS	21 067 065 869
13 00 002 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES DES MILITAIRES A L'ETRANGER	2 459 720 000
13 00 002 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	3 657 730 102
13 00 002 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	1 000 000 100
13 00 002 00 2 62250 11 000 0211 01	RENSEIGNEMENTS MILITAIRES	360 000 000
13 00 002 00 2 62330 11 000 0211 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	626 553 400
13 00 002 00 2 62420 11 000 0211 01	LOYER D'HABITATION	6 287 520 000
13 00 002 00 2 62550 11 000 0211 01	ENTRETIEN DU CHARROI	14 732 059 881
13 00 002 00 2 63120 11 000 0211 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	13 918 034 512
13 00 002 00 2 63130 11 000 0211 03	HABILLEMENT DES TROUPES	60 754 879 120
13 00 002 00 2 63130 11 000 0211 02	ALIMENTATION DES TROUPES	187 559 215 186
13 00 002 00 2 63130 11 000 0211 01	ENTRETIEN DES TROUPES	31 492 081 938
13 00 002 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	4 459 016 000
13 00 002 00 2 63510 11 000 0211 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 946 503 452
13 00 002 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE DE L'AMISOM	3 073 858 773
13 00 002 00 7 66110 11 000 0211 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES MILITAIRES	3 013 747 000
13 00 002 00 7 66620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION AUX EXERCICES MILITAIRES EAC	2 148 384 680
13 00 002 00 8 67310 11 000 0211 01	BOURSES ET STAGES	12 402 208 248
003 REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION		114 571 466
13 00 003 00 1 61320 11 853 0211 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CIVIL	45 861 266
13 00 003 00 7 66110 11 853 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	68 710 200
14 MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE		1 729 760 585 658
001 CABINET		243 804 598 704
14 00 001 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DU BUILDING DES FINANCES	652 154 596
14 00 001 00 4 21450 11 000 0121 01	SECURISATION DU NOUVEAU BUILDING DES FINANCES	58 903 247
14 00 001 00 4 25200 11 000 0121 01	FONDS POUR L'OCTROI D'UN CREDIT VEHICULE AUX PARLEMENTAIRES	7 000 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DU BURUNDI BACKBONE SYSTEM (BBS)	2 711 109 632

Crédit 2025/2026.0

14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 05	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT DES JEUNES	750 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 12	PARTICIPATION AU CAPITAL DE BOELS ET BEGAULT DE LA SOCABU	1 445 354 827
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 08	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BHB	3 257 709 146
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 10	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BIRD) ET LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	10 343 245 500
14 00 001 00 4 26110 11 744 0121 01	PARTICIPATION A L' AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BAD ET BBCI	4 169 583 123
14 00 001 00 4 26110 11 717 0121 01	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA)	12 718 309 875
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 03	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE DES FEMMES	750 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 07	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BNDE	3 400 000 000
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 09	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)	5 876 296 500
14 00 001 00 4 26110 11 000 0121 11	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE ET D'ACCOMPAGNEMENT (FIGA)	1 000 000 000
14 00 001 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	108 660 616
14 00 001 00 1 61130 11 000 0121 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	105 600 000
14 00 001 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	216 081 000
14 00 001 00 1 61150 11 000 0121 02	PRIMES DE RENDEMENT DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES	674 281 728
14 00 001 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 248 000
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 425 710
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	763 468 507
14 00 001 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 803 000
14 00 001 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
14 00 001 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 558 911
14 00 001 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	171 085
14 00 001 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DU BUDGET PROGRAMME	1 973 682 700
14 00 001 00 2 62140 11 000 0121 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	783 950 160
14 00 001 00 2 62160 11 000 0121 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	150 000 000
14 00 001 00 2 62250 11 000 0121 01	FRAIS DE CONTACT	120 000 000
14 00 001 00 2 62310 11 000 0121 01	FRAIS BANCAIRES	8 000 000
14 00 001 00 2 62320 11 000 0121 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	12 572 000
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	696 422 700
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 02	FRAIS DE COMMUNICATION ECONOMIQUE ET RELATIONS PUBLIQUES	175 723 620
14 00 001 00 2 62340 11 000 0121 01	CONTRAT DES PRESTATIONS INFORMATIQUES	280 000 000
14 00 001 00 2 62360 11 000 0121 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	124 800 000
14 00 001 00 2 62510 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU NOUVEAU BUILDING	1 670 467 272
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 02	REPARATION DU PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT EN PANNE ET GARE	2 000 000 000
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU CHARROI	352 083 339

Crédit 2025/2026.0

14 00 001 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET PHOTOCOPIEUSES	470 407 828
14 00 001 00 2 62580 11 000 0121 02	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU NOUVEAU BUILDING	129 210 000
14 00 001 00 2 63120 11 000 0121 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	404 349 000
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	910 427 400
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 398 272 230
14 00 001 00 2 63510 11 000 0121 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	280 000 000
14 00 001 00 3 64400 11 000 0121 01	PERTES DE CHANGE	1 650 000 000
14 00 001 00 5 65310 11 000 0133 01	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI PORTANT LE DECOUPAGE ADMINISTRATIF DU BURUNDI	10 000 000 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CONTROLEURS DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES ET PERFORMANCES	102 000 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 19	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES	118 359 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	269 465 600
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 15	REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	2 861 921 049
14 00 001 00 7 66400 11 000 0121 01	MISE EN OEUVRE D'UN NOUVEAU SYSTEME DE REMUNERATION BASEE SUR LA POLITIQUE SALARIALE EQUITABLE DANS LES INSTITUTIONS A STATUTS SPECIAUX	10 000 000 000
14 00 001 00 7 66620 11 000 0122 02	CONTRIBUTION A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS D'AFRIQUE CENTRALE(CEEAC)	14 407 693 500
14 00 001 00 7 66620 11 000 0122 01	CONTRIBUTION AU FOND AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	1 000 000 000
14 00 001 00 7 66710 11 000 0121 01	EXONERATIONS	111 423 538 303
14 00 001 00 0 88888 11 000 0000 01	IMPREVUS	24 000 000 000
002	DIRECTION GENERALE DU BUDGET ET DE LA POLITIQUE FISCALE	38 925 765
14 00 002 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 612 702
14 00 002 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
14 00 002 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
14 00 002 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	438 640
14 00 002 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 794 500
14 00 002 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
14 00 002 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 730 286
14 00 002 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	52 637
003	DIRECTION DU BUDGET	413 012 274
14 00 003 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	121 710 538
14 00 003 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	265 585 500
14 00 003 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 316 000
14 00 003 00 1 61210 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	195 392
14 00 003 00 1 61240 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 003 00 1 61260 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 003 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 907 897
14 00 003 00 1 61620 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 447

004	DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE	118 908 152
14 00 004 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 695 352
14 00 004 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 817 000
14 00 004 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
14 00 004 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	129 587
14 00 004 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 004 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 004 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 425 163
14 00 004 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 550
005	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES	37 347 370
14 00 005 00 1 61110 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 732 277
14 00 005 00 1 61140 11 000 0132 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 882 500
14 00 005 00 1 61160 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
14 00 005 00 1 61210 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	181 503
14 00 005 00 1 61240 11 000 0132 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 005 00 1 61260 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 005 00 1 61610 11 000 0132 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 931 810
14 00 005 00 1 61620 11 000 0132 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 780
006	DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR	969 695 690
14 00 006 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	141 179 461
14 00 006 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	366 133 500
14 00 006 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 516 000
14 00 006 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 482
14 00 006 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 006 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 006 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	25 412 303
14 00 006 00 1 61620 11 000 0123 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 018
14 00 006 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT DES VALEURS ET IMPRIMES	432 079 426
007	DIRECTION DE LA DETTE	1 350 483 555 884
14 00 007 00 9 16110 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	33 859 231 804
14 00 007 00 9 16130 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT PRÊTS BRB	150 000 000 000
14 00 007 00 9 16130 11 000 0124 02	REMBOURSEMENT PRÊTS BANQUE COMMERCIALE	17 388 141 189
14 00 007 00 9 16200 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DU BON DU TRESOR	457 170 000 000
14 00 007 00 9 16300 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT OBLIGATIONS DU TRESOR	359 372 000 000
14 00 007 00 9 16810 11 000 0121 01	APUREMENT DES ARRIERES	80 000 000 000
14 00 007 00 9 17212 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE BILATERALE	42 507 520 841
14 00 007 00 9 17222 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE DIRECTE MULTILATERALE	70 968 284 962
14 00 007 00 1 61110 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 509 632
14 00 007 00 1 61140 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 916 000

Crédit 2025/2026.0

14 00 007 00 1 61160 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
14 00 007 00 1 61210 11 000 0127 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 155 995
14 00 007 00 1 61240 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 954 500
14 00 007 00 1 61260 11 000 0127 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
14 00 007 00 1 61610 11 000 0127 02	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 491 734
14 00 007 00 1 61620 11 000 0127 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	138 719
14 00 007 00 2 62780 11 000 0121 01	COMMISSION TECHNIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE	255 784 800
14 00 007 00 3 64110 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE BILATERALE	12 148 080 858
14 00 007 00 3 64120 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE MULTILATERALE	11 338 970 427
14 00 007 00 3 64220 11 000 0124 01	INTERETS AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	11 360 685 604
14 00 007 00 3 64230 11 000 0124 01	INTERETS BONS DU TRESOR	41 997 836 000
14 00 007 00 3 64240 11 000 0124 01	INTERETS OBLIGATIONS DU TRESOR	60 963 599 910
14 00 007 00 3 64280 11 000 0124 02	INTERETS PRETS BRB	801 355 140
14 00 007 00 3 64280 11 000 0124 01	INTERETS PRETS BANQUES COMMERCIALES	252 261 769
009	DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS	788 756 496
14 00 009 00 1 61110 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	80 536 840
14 00 009 00 1 61140 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	176 593 500
14 00 009 00 1 61160 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 416 072
14 00 009 00 1 61210 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	115 137
14 00 009 00 1 61240 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 009 00 1 61260 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
14 00 009 00 1 61610 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 496 631
14 00 009 00 1 61620 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 816
14 00 009 00 7 66110 11 000 0414 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES DES MARCHES	514 323 000
010	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION	406 057 187
14 00 010 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 991 684
14 00 010 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 408 500
14 00 010 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
14 00 010 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	898 503
14 00 010 00 2 62280 11 000 0121 01	APPUI A L'ELABORATION DES CDMT	389 686 500
011	DIRECTION DE LA PLANIFICATION NATIONALE	86 394 797
14 00 011 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/STATUTS	26 677 794
14 00 011 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECNICITE SOUS/STATUTS	54 567 000
14 00 011 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS/STATUTS	348 000
14 00 011 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 802 003
012	DIRECTION DE LA PROGRAMMATION	95 921 666
14 00 012 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 637 056
14 00 012 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 345 940
14 00 012 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000

Crédit 2025/2026.0

14 00 012 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 614 670
014	DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	17 787 202
14 00 014 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 360 390
14 00 014 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 408 500
14 00 014 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
14 00 014 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	782 091
14 00 014 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 014 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 014 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	764 870
14 00 014 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	93 851
016	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	40 742 732
14 00 016 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 734 942
14 00 016 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 931 500
14 00 016 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
14 00 016 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 932 290
017	DIRECTION DES FINANCES	48 919 551
14 00 017 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 441 145
14 00 017 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 047 000
14 00 017 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
14 00 017 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 239 406
018	DIRECTION DES SERVICES GENERAUX	70 274 027
14 00 018 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 774 798
14 00 018 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 509 500
14 00 018 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
14 00 018 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	597 558
14 00 018 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 833 000
14 00 018 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
14 00 018 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 019 464
14 00 018 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	71 707
019	DIRECTION GENERALE DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	11 242 420 984
14 00 019 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 018 399
14 00 019 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 408 500
14 00 019 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 019 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	137 493
14 00 019 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 019 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 019 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 263 312
14 00 019 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 499
14 00 019 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	11 222 327 281

020	DIRECTION DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	100 310 230
14 00 020 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 129 432
14 00 020 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 761 500
14 00 020 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	816 000
14 00 020 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 603 298
023	DIRECTION DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT	57 398 112
14 00 023 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 523 400
14 00 023 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 732 500
14 00 023 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
14 00 023 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 974 212
024	INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES AU BURUNDI (INSBU)	6 945 952 030
14 00 024 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 703 733 652
14 00 024 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES AU BURUNDI (INSBU)	5 242 218 378
025	AGENCE D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE(ARCP)	1 291 560 375
14 00 025 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	350 239 611
14 00 025 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (ARCP)	941 320 764
026	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	1 760 728 123
14 00 026 00 1 61320 11 000 0126 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	758 217 225
14 00 026 00 7 66110 11 004 0126 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	1 002 510 898
027	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	1 129 041 298
14 00 027 00 1 61320 11 000 0125 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	317 013 499
14 00 027 00 7 66110 11 000 0125 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	812 027 799
028	OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	103 241 564 274
14 00 028 00 4 21220 11 000 0122 01	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	43 754 020 028
14 00 028 00 1 61320 11 022 0122 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	31 321 482 789
14 00 028 00 7 66110 11 022 0122 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	28 166 061 457
029	CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	2 394 692 421
14 00 029 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 096 808 695
14 00 029 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	1 297 883 726
030	DIRECTION GENERALE DES REFORMES ET DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	11 022 764
14 00 030 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	2 888 783
14 00 030 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 614 000
14 00 030 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	519 981
031	DIRECTION DES REFORMES	50 025 837
14 00 031 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 791 353

Crédit 2025/2026.0

14 00 031 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 656 040
14 00 031 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	96 000
14 00 031 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 482 444
032	DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	73 327 530
14 00 032 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 716 127
14 00 032 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 210 500
14 00 032 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES	312 000
14 00 032 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 088 903
033	AUTORITE DE REGULATION DU MARCHÉ DES CAPITAUX DU BURUNDI	3 363 533 852
14 00 033 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 195 519 255
14 00 033 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULARISATION DU MARCHÉ DES CAPITAUX DU BURUNDI(ARMC)	2 168 014 597
530	FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE (FIGA)	678 110 331
14 00 530 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	473 024 969
14 00 530 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE (FIGA)	205 085 362
16	MINISTERE DE LA JUSTICE	58 962 034 310
001	CABINET	16 573 328 744
16 00 001 00 4 21110 11 000 0622 01	PROGRAMME NATIONAL DE MESURAGE ET BORNAGE DES CENTRES URBAINS ET DE NEGOCE	54 000 000
16 00 001 00 4 21220 11 000 0335 04	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	104 467 500
16 00 001 00 4 21220 11 000 0335 05	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	826 093 386
16 00 001 00 4 21410 11 000 0331 01	ACQUISITION VEHICULES	745 800 000
16 00 001 00 4 21430 11 000 0335 04	EQUIPEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	165 214 954
16 00 001 00 4 21430 11 000 0333 01	EQUIPEMENT DU BATIMENT DU MINISTERE	42 222 000
16 00 001 00 4 21430 11 000 0335 05	EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	184 929 600
16 00 001 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	164 064 391
16 00 001 00 1 61130 11 000 0331 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	39 600 000
16 00 001 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	397 300 752
16 00 001 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 348 000
16 00 001 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 053 442
16 00 001 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 925 280
16 00 001 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	384 000
16 00 001 00 1 61580 11 000 0331 01	INDEMNITES DES VEUFs ET VEUVES DES MAGISTRATS DECEDES	73 500 001
16 00 001 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	29 531 590
16 00 001 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	126 413
16 00 001 00 2 62140 11 000 0331 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 02	PROGRAMME NATIONAL D' EXECUTION DES JUGEMENTS, DES CONSTATS ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	2 390 100 688
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 01	PROGRAMME D'ITINERANCE	124 985 415

Crédit 2025/2026.0

16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 03	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR	317 896 525
16 00 001 00 2 62250 11 000 0331 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	52 000 000
16 00 001 00 2 62320 11 000 0331 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	10 000 000
16 00 001 00 2 62330 11 000 0331 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	70 000 000
16 00 001 00 2 62360 11 000 0331 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	60 000 000
16 00 001 00 2 62510 11 000 0331 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	73 471 542
16 00 001 00 2 62550 11 000 0331 01	ENTRETIEN CHARROI	475 488 357
16 00 001 00 2 62580 11 000 0331 01	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES MACHINES, APPAREILS ET PARC INFORMATIQUE	41 244 738
16 00 001 00 2 62730 11 000 0331 02	FRAIS INHERENTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT A L' ETRANGER	337 826 915
16 00 001 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS INHERENTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT	80 384 250
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS (165 MOTOS)	106 176 000
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	687 912 000
16 00 001 00 2 63210 11 000 0164 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	241 000 000
16 00 001 00 2 63510 11 000 0331 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	119 996 965
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CHAMBRES CRIMINELLES	62 675 500
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	17 994 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE CHARGEE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L' ENFANT	6 400 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	644 020 540
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 10	OPERATIONNALISATION DES CONSEILS DES NOTABLES COLLINAIRES	6 695 680 000
16 00 001 00 7 66200 11 000 0463 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT RADIO JUSTICE	933 514 000
16 00 001 00 6 67210 11 000 0331 01	FONDS D' AIDE LEGALE	60 000 000
002	DIRECTION GENERALE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE	40 206 592
16 00 002 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 348 739
16 00 002 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 384 580
16 00 002 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
16 00 002 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 322 773
16 00 002 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	7 994 500
003	DIRECTION DES RESSOURCES	13 642 173 284
16 00 003 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 051 302 500
16 00 003 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 159 225 320
16 00 003 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 612 000
16 00 003 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	66 340 484
16 00 003 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	615 112 332
16 00 003 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 672 000
16 00 003 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	729 234 450
16 00 003 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 960 858

Crédit 2025/2026.0

16 00 003 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	883 244 130
16 00 003 00 7 66200 11 000 0331 01	FRAIS DIVERS DE JUSTICE	32 469 210
004	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX	548 359 431
16 00 004 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	73 005 885
16 00 004 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	208 477 992
16 00 004 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	840 000
16 00 004 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	504 267
16 00 004 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 144 640
16 00 004 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
16 00 004 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 141 059
16 00 004 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 512
16 00 004 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS DU CONTENTIEUX	209 080 676
16 00 004 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	37 972 400
006	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	188 412 110
16 00 006 00 1 61110 11 000 0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 212 500
16 00 006 00 1 61140 11 000 0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	103 231 260
16 00 006 00 1 61160 11 000 0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
16 00 006 00 1 61610 11 000 0339 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 818 250
16 00 006 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	12 123 225
16 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	47 786 875
008	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES	13 238 094 055
16 00 008 00 4 21450 11 000 0341 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (Y COMPRIS LA MENUISERIE)	612 278 672
16 00 008 00 1 61320 11 000 0341 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 295 686 913
16 00 008 00 2 63150 11 000 0341 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES	10 344 171 584
16 00 008 00 7 66110 11 000 0341 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES	985 956 886
012	INSPECTION GENERALE DE LA JUSTICE	259 868 666
16 00 012 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	73 903 598
16 00 012 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	167 629 368
16 00 012 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000
16 00 012 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	480 868
16 00 012 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 906 480
16 00 012 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
16 00 012 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 302 648
16 00 012 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 704
013	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES JUDICIAIRES	29 464 277
16 00 013 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 056 232
16 00 013 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 380 440
16 00 013 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
16 00 013 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	197 467

Crédit 2025/2026.0

16 00 013 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 272 320
16 00 013 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
16 00 013 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 450 122
16 00 013 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 696
014	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES	201 341 328
16 00 014 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	50 742 112
16 00 014 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	140 937 636
16 00 014 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
16 00 014 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 133 580
015	DIRECTION DE LA COOPERATION JUDICIAIRE ET DE LA SECURISATION DES DOCUMENTS PUBLICS ET PRIVES	35 371 790
16 00 015 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 676 158
16 00 015 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 713 924
16 00 015 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
16 00 015 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 921 705
017	DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL	12 083 727 811
16 00 017 00 4 21430 11 000 0339 01	EQUIPEMENT POUR LA DELIVRANCE DES TITRES FONCIERS DIGITALISES	9 688 960 420
16 00 017 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 411 922 193
16 00 017 00 7 66110 11 000 0339 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL	982 845 198
018	CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES	609 762 993
16 00 018 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	385 884 478
16 00 018 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES	223 878 515
019	SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION	694 216 072
16 00 019 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	554 177 448
16 00 019 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION	140 038 624
020	COUR ANTI-CORRUPTION	605 990 357
16 00 020 00 1 61320 11 000 0333 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	451 841 582
16 00 020 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR ANTI-CORRUPTION	154 148 775
021	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	211 716 800
16 00 021 00 1 61320 11 000 0951 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	87 708 000
16 00 021 00 7 66110 11 000 0951 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	124 008 800
19	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	20 796 043 717
001	CABINET	12 376 977 403
19 00 001 00 4 20110 11 000 0131 06	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	56 591 844
19 00 001 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	641 676 150
19 00 001 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	117 965 404
19 00 001 00 1 61130 11 000 0131 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	206 400 000

Crédit 2025/2026.0

19 00 001 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	260 537 580
19 00 001 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 496 000
19 00 001 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 978 931
19 00 001 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	22 032 000
19 00 001 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	708 000
19 00 001 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	205 842 333
19 00 001 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 233 773
19 00 001 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	357 472
19 00 001 00 2 62140 11 000 0131 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
19 00 001 00 2 62160 11 000 0131 01	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR DU PAYS	12 750 000
19 00 001 00 2 62320 11 000 0131 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	10 418 200
19 00 001 00 2 62330 11 000 0131 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	12 381 984
19 00 001 00 2 62550 11 000 0131 01	ENTRETIEN DU CHARROI	334 131 254
19 00 001 00 2 62570 11 000 0131 01	MAINTENANCE ET ADMINISTRATION RESEAU DU PARC INFORMATIQUE	156 762 783
19 00 001 00 2 63120 11 000 0131 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	113 727 004
19 00 001 00 2 63210 11 000 0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	387 825 174
19 00 001 00 2 63510 11 000 0131 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	16 588 800
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE DE COMMUNICATION	100 965 000
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	217 909 300
19 00 001 00 7 66110 11 000 0151 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GUICHETS UNIQUES PROVINCIAUX (GUP)	1 752 925 819
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 07	GESTION DE MOBILITES DU PERSONNEL CIVIL	7 495 222 598
19 00 001 00 6 67180 11 000 0131 01	RENTES DES AYANTS DROIT DES FONCTIONNAIRES ASSASSINES PENDANT LA CRISE DE 1972	1 550 000
002	DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	1 033 076 698
19 00 002 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 399 400
19 00 002 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 491 740
19 00 002 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000
19 00 002 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	715 305
19 00 002 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 872 500
19 00 002 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	252 000
19 00 002 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 291 892
19 00 002 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	85 837
19 00 002 00 7 66110 11 000 0131 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RECRUTEMENT	63 678 994
19 00 002 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DES TRAITEMENTS	861 749 030
003	DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	920 779 106
19 00 003 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	171 985 905
19 00 003 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	392 616 720
19 00 003 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 132 000
19 00 003 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 117 730

Crédit 2025/2026.0

19 00 003 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 091 160
19 00 003 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	624 000
19 00 003 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	30 957 463
19 00 003 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	254 128
19 00 003 00 6 67210 11 000 0131 01	FRAIS FUNERAIRES	300 000 000
004	DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS	313 820 302
19 00 004 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	82 418 445
19 00 004 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	210 981 780
19 00 004 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 376 000
19 00 004 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	547 997
19 00 004 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 004 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000
19 00 004 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 835 320
19 00 004 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	65 760
005	DIRECTION DU RECRUTEMENT ET CONTROLE DES EFFECTIFS	230 955 453
19 00 005 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	59 127 416
19 00 005 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	156 744 180
19 00 005 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 536 000
19 00 005 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	383 859
19 00 005 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 005 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
19 00 005 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 642 935
19 00 005 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	46 063
006	DIRECTION DE LA COORDINATION DES SERVICES PROVINCIAUX	870 819 756
19 00 006 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	214 133 281
19 00 006 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	557 728 740
19 00 006 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	5 556 000
19 00 006 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	47 371 500
19 00 006 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 723 432
19 00 006 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 196 000
19 00 006 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	38 543 991
19 00 006 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	566 812
007	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	271 546 878
19 00 007 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 247 625
19 00 007 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 699 500
19 00 007 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000
19 00 007 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	251 640
19 00 007 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 007 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
19 00 007 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 624 572

Crédit 2025/2026.0

19 00 007 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 192
19 00 007 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	160 390 349
008	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	270 655 375
19 00 008 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 135 375
19 00 008 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	82 039 500
19 00 008 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	588 000
19 00 008 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	621 810
19 00 008 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 008 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
19 00 008 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 844 367
19 00 008 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	74 617
19 00 008 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	126 840 706
009	DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	129 759 984
19 00 009 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 123 708
19 00 009 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 711 500
19 00 009 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
19 00 009 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	272 312
19 00 009 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
19 00 009 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
19 00 009 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 082 267
19 00 009 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 677
19 00 009 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	74 810 520
010	DIRECTION DES NORMES ET DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL	73 617 318
19 00 010 00 1 61110 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 996 248
19 00 010 00 1 61140 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 497 000
19 00 010 00 1 61160 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000
19 00 010 00 1 61210 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 326
19 00 010 00 1 61240 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 010 00 1 61260 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
19 00 010 00 1 61610 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 319 325
19 00 010 00 1 61620 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 919
011	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION, DU TRAVAIL ET DES RELATIONS PROFESSIONNELLES	52 437 967
19 00 011 00 1 61110 11 000 0163 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 700 019
19 00 011 00 1 61140 11 000 0163 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 386 500
19 00 011 00 1 61160 11 000 0163 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
19 00 011 00 1 61210 11 000 0163 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	139 237
19 00 011 00 1 61240 11 000 0163 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
19 00 011 00 1 61260 11 000 0163 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000

Crédit 2025/2026.0

19 00 011 00 1 61610 11 000 0163 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 826 003
19 00 011 00 1 61620 11 000 0163 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 708
012	DIRECTION DE L'EMPLOI	52 309 836
19 00 012 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 801 715
19 00 012 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 373 000
19 00 012 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
19 00 012 00 1 61210 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	528 850
19 00 012 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 794 500
19 00 012 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
19 00 012 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 484 309
19 00 012 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	63 462
013	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	1 473 143 323
19 00 013 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 117 514 622
19 00 013 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	355 628 701
014	OFFICE BURUNDAIS DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	529 462 465
19 00 014 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	275 172 648
19 00 014 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	254 289 817
015	INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	1 216 769 921
19 00 015 00 4 21280 11 000 0131 01	CONSTRUCTION DU BATIMENT DU SIEGE DE L'ISGE	700 000 000
19 00 015 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	392 009 675
19 00 015 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	124 760 246
016	SERAP	180 271 956
19 00 016 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	118 701 574
19 00 016 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE SERAP	61 570 382
017	SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	663 775 228
19 00 017 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	179 969 343
19 00 017 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	483 805 885
018	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	135 864 748
19 00 018 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 138 379
19 00 018 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 522 000
19 00 018 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
19 00 018 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	60 000
19 00 018 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	1 152 178
19 00 018 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 704 908
19 00 018 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	10 281
19 00 018 00 7 66110 11 000 0412 01	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	57 761 002

20		MINISTÈRE DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTÉ EST AFRICAINE, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	84 804 825 740
001	CABINET		36 696 112 328
20 00 001 00 4 20110 11 000 0115 04	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTÈRE		32 256 000
20 00 001 00 4 20110 11 000 0115 05	ELABORATION DES PLANS STRATÉGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTÈRE		27 384 000
20 00 001 00 4 21220 11 000 0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES ÉQUIPES PROVINCIALES		11 050 000
20 00 001 00 4 21430 11 000 0115 01	EQUIPEMENT DU MINISTÈRE		90 000 000
20 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNÉRATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		183 874 422
20 00 001 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VÉHICULES DE FONCTION		138 115 305
20 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/STATUTS		164 702 151
20 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		1 152 000
20 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNÉRATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		31 624 560
20 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITÉS ET PRIMES DE TECHNICITÉ S/CONTRATS		17 132 950
20 00 001 00 1 61280 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		1 248 000
20 00 001 00 1 61280 11 000 0853 01	HONORAIRES DE L'ENTRAÎNEUR DE L'ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL		30 000 000
20 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT À LA SÉCURITÉ SOCIALE S/STATUTS		21 694 940
20 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ÉTAT À LA SÉCURITÉ SOCIALE S/CONTRATS		799 741
20 00 001 00 2 62120 11 000 0115 01	FRAIS DE FORMATION SUR L'INTÉGRATION RÉGIONALE		20 772 000
20 00 001 00 2 62140 11 000 0115 01	MISSIONS OFFICIELLES À L'ÉTRANGER		2 206 920 000
20 00 001 00 2 62160 11 000 0853 07	MISSION À L'INTÉRIEUR DU PAYS		200 000 000
20 00 001 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION		103 377 100
20 00 001 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUÉS		4 000 000
20 00 001 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		19 200 000
20 00 001 00 2 62360 11 000 0841 04	SITE WEB DU MINISTÈRE		168 346 000
20 00 001 00 2 62510 11 000 0853 01	ENTRETIEN DES STADES		289 440 000
20 00 001 00 2 62520 11 000 0115 01	ENTRETIEN DES BÂTIMENTS		20 000 000
20 00 001 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN CHARROI		130 000 000
20 00 001 00 2 62570 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE		14 000 000
20 00 001 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN ET RÉPARATION DES MACHINES		20 000 000
20 00 001 00 2 62740 11 000 0115 01	FRAIS DE MARKETING DU BURUNDI ET DOCUMENTATION À L'EAC		136 814 000
20 00 001 00 2 63120 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS		69 280 000
20 00 001 00 2 63180 11 000 0841 01	APPUI AU COMITÉ NATIONAL DE LA JEUNESSE		47 526 000
20 00 001 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATÉRIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		149 983 782
20 00 001 00 2 63510 11 000 0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ÉLECTRICITÉ		31 200 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 09	APPUI À LA PROMOTION DE LA JEUNESSE AFRICAINE		852 000 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0841 06	DÉTECTION DES JEUNES TALENTS		50 186 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE		109 735 412
20 00 001 00 7 66110 11 000 0821 05	PROGRAMME ANNUEL D'ACTIVITÉS SPORTIVES		3 600 000

Crédit 2025/2026.0

20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 02	CONTRIBUTION A L'INSTITUT INTER UNIVERSITAIRE ET CONSTRUCTION DU SIEGE (IUCEA)	1 600 000 000
20 00 001 00 7 66620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION AU FONDS DE L'INSERTION DES JEUNES (FIJ)	10 800 000
20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION A L'EAC	29 159 893 465
20 00 001 00 7 66620 11 000 0115 03	CONTRIBUTION DU BURUNDI POUR L'ORGANISATION DES PECHEES SUR LE LAC VICTORIA (LVFO)	500 000 000
20 00 001 00 8 67350 11 000 0841 01	FESTIVAL DE LA JEUNESSE	28 004 500
002	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES SOCIALES ET DES SECTEURS PRODUCTIFS	14 337 635
20 00 002 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 651 497
20 00 002 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 819 500
20 00 002 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 002 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	642 294
20 00 002 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 454 000
20 00 002 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
20 00 002 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	477 269
20 00 002 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	77 075
003	DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES	53 847 894
20 00 003 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 214 317
20 00 003 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 211 000
20 00 003 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
20 00 003 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 278 577
004	DIRECTION DES SECTEURS PRODUCTIFS	40 632 154
20 00 004 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 205 215
20 00 004 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 002 000
20 00 004 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 004 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 376 939
005	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES	15 474 708
20 00 005 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 164 452
20 00 005 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 870 500
20 00 005 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
20 00 005 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/CONTRATS	234 960
20 00 005 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
20 00 005 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	749 601
20 00 005 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	28 195
006	DIRECTION DES DOUANES, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES INVESTISSEMENTS	39 355 503
20 00 006 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 123 308
20 00 006 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 002 000
20 00 006 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 006 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 182 195

Crédit 2025/2026.0

007	DIRECTION DES FINANCES, DES AFFAIRES FISCALES ET MONETAIRES	32 863 649
20 00 007 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 941 228
20 00 007 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 737 000
20 00 007 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
20 00 007 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 969 421
008	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES	32 160 550
20 00 008 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 447 076
20 00 008 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 737 000
20 00 008 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
20 00 008 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 880 474
009	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES POLITIQUES ET SECURITAIRES	16 636 554
20 00 009 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 054 816
20 00 009 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 870 500
20 00 009 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
20 00 009 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	227 117
20 00 009 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
20 00 009 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
20 00 009 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	909 867
20 00 009 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	27 254
010	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES DE DEFENSE ET DE SECURITE	27 406 511
20 00 010 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 002 975
20 00 010 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 579 000
20 00 010 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 824 536
011	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES	31 421 516
20 00 011 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 861 454
20 00 011 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 737 000
20 00 011 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 011 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 775 062
015	INSPECTION GENERALE	79 990 000
20 00 015 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	79 990 000
016	DIRECTION GENERALE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	6 220 965 737
20 00 016 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 719 817
20 00 016 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 939 500
20 00 016 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
20 00 016 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 539 065
20 00 016 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	12 433 500
20 00 016 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	564 000
20 00 016 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 269 567
20 00 016 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	184 688

Crédit 2025/2026.0

20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 01	CHAMPIONAT NATIONAL D'ATHLETISME	55 039 600
20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 03	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET COMPETITIONS INTERNATIONALES	6 048 000 000
20 00 016 00 7 66110 11 000 0853 02	ALLOCATION AUX FEDERATIONS NATIONALES SPORTIVES	28 000 000
017	DIRECTION DE LA JEUNESSE	443 126 383
20 00 017 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 208 799
20 00 017 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	53 163 000
20 00 017 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
20 00 017 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 537 584
20 00 017 00 2 62120 11 000 0841 01	FORMATION A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES ISSUS DES HUMANITES TECHNIQUES ET DES UNIVERSITES	149 904 000
20 00 017 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES JEUNES	157 680 000
20 00 017 00 7 66110 11 000 0853 01	APPUI AU VOLONTARIAT NATIONAL DES JEUNES	41 525 000
20 00 017 00 7 66110 11 000 0841 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TIC	11 000 000
019	AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ABEJ)	547 825 376
20 00 019 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	54 296 376
20 00 019 00 2 62120 11 000 0841 01	STAGE DE PREMIER EMPLOI POUR 326 JEUNES	300 000 000
20 00 019 00 2 62160 11 000 0841 01	FRAIS DE SUIVI DES STAGIAIRES	33 300 000
20 00 019 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	160 229 000
023	DIRECTION DES SPORTS	239 175 240
20 00 023 00 1 61110 11 000 0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 895 119
20 00 023 00 1 61140 11 000 0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 847 000
20 00 023 00 1 61160 11 000 0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
20 00 023 00 1 61610 11 000 0853 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 021 121
20 00 023 00 7 66110 11 000 0853 01	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES DES SPORTS DE MASSE	161 100 000
027	DIRECTION DE LA CULTURE	950 597 977
20 00 027 00 1 61110 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	50 265 214
20 00 027 00 1 61140 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	108 904 500
20 00 027 00 1 61160 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	744 000
20 00 027 00 1 61210 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	11 013 861
20 00 027 00 1 61240 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	84 051 000
20 00 027 00 1 61260 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 104 000
20 00 027 00 1 61610 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 047 739
20 00 027 00 1 61620 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 321 663
20 00 027 00 7 66110 11 000 0821 03	CONSERVATIONS DES ARCHIVES NATIONALES	70 322 000
20 00 027 00 7 66110 11 000 0821 01	ALLOCATION A LA PROMOTION DE LA CULTURE (Y COMPRIS JAMAFEST 5ème EDITION)	561 514 000
20 00 027 00 7 66110 11 000 0851 01	APPUI A LA CREATION DE L'ART MUSICAL ET SCENIQUE	52 310 000
031	DIRECTION GENERALE CHARGEE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	35 252 317
20 00 031 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 775 500

Crédit 2025/2026.0

20 00 031 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 278 658
20 00 031 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
20 00 031 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 030 159
032	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	33 725 266
20 00 032 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 480 500
20 00 032 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 020 988
20 00 032 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 032 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 163 778
033	DIRECTION DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	62 576 393
20 00 033 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 895 000
20 00 033 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 316 435
20 00 033 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
20 00 033 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 856 958
20 00 033 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE SUIVI DES PROGRAMMES ET PROJETS COMMUNAUTAIRES	26 400 000
034	DIRECTION DES FINANCES, DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	316 108 202
20 00 034 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	82 161 000
20 00 034 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 237 325
20 00 034 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
20 00 034 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 982 719
20 00 034 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE MISE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES	125 401 158
20 00 034 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	68 930 000
035	OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	249 908 344
20 00 035 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	84 948 354
20 00 035 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	164 959 990
036	CEBULAC	860 978 821
20 00 036 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	484 822 461
20 00 036 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEBULAC	376 156 360
037	PAEEJ	36 000 000 000
20 00 037 00 4 26110 11 000 0841 01	APPUI A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES PAR LE PAEEJ	29 939 334 875
20 00 037 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PAEEJ	3 032 179 871
20 00 037 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PAEEJ	3 028 485 254
038	DIRECTION DE LA MAISON DE LA CULTURE	1 764 346 682
20 00 038 00 4 20100 11 000 0821 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	1 622 804 432
20 00 038 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DE LA MAISON DE LA CULTURE	103 334 750
20 00 038 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA CULTURE	38 207 500
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	13 569 890 713
001	CABINET DU MINISTRE	1 754 133 125

Crédit 2025/2026.0

21 00 001 00 4 20110 11 000 0461 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	325 240 000
21 00 001 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 052 471
21 00 001 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	45 600 000
21 00 001 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	118 408 500
21 00 001 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	600 000
21 00 001 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 894 916
21 00 001 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 618 500
21 00 001 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
21 00 001 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 649 445
21 00 001 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	227 390
21 00 001 00 2 62140 11 000 0461 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
21 00 001 00 2 62160 11 000 0461 14	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	110 000 000
21 00 001 00 2 62330 11 000 0461 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 600 000
21 00 001 00 2 62360 11 000 0461 03	ABONNEMENT A L'INTERNET	24 000 000
21 00 001 00 2 62380 11 000 0461 02	SITE WEB DU MINISTERE	20 500 000
21 00 001 00 2 62520 11 000 0461 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	18 000 000
21 00 001 00 2 62550 11 000 0461 01	ENTRETIEN DU CHARROI	107 000 000
21 00 001 00 2 62560 11 000 0461 01	ACHAT ET ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	18 000 000
21 00 001 00 2 62580 11 000 0461 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	20 000 000
21 00 001 00 2 63120 11 000 0461 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	53 820 000
21 00 001 00 2 63210 11 000 0461 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	84 950 000
21 00 001 00 2 63510 11 000 0461 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	17 243 903
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 01	MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET DES TIC	206 000 000
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	250 400 000
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION	37 040 000
002	DIRECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	79 376 994
21 00 002 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 645 198
21 00 002 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	53 583 660
21 00 002 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
21 00 002 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 896 136
003	DIRECTION DES MEDIAS	96 800 000
21 00 003 00 7 66110 11 000 0461 01	FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	96 800 000
006	DIRECTION GENERALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (TIC)	122 150 190
21 00 006 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 931 432
21 00 006 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 463 000
21 00 006 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
21 00 006 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 587 658

Crédit 2025/2026.0

21 00 006 00 7 66110 11 000 0465 02	COORDINATION DES CELLULES TIC ET HARMONISATION DU CADRE REGLEMENTAIRE NATIONAL ET REGIONAL EN MATIERE DES TIC	48 024 100
007	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES TIC	10 000 000
21 00 007 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DES TIC	10 000 000
008	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES TIC	29 266 000
21 00 008 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CLUBS TIC DANS LES ECOLES	29 266 000
010	DIRECTION GENERALE DE LA RTNB	5 578 538 221
21 00 010 00 4 21450 11 025 0461 01	EQUIPEMENT DE LA RTNB	109 981 050
21 00 010 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	3 007 616 449
21 00 010 00 7 66110 11 025 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RTNB	2 460 940 722
011	DIRECTION GENERALE DU CIEP	455 075 622
21 00 011 00 1 61320 11 033 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	288 728 590
21 00 011 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP	166 347 032
012	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	618 685 249
21 00 012 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	428 709 813
21 00 012 00 7 66110 11 801 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP)	189 975 436
013	DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	2 516 342 706
21 00 013 00 4 21410 11 000 0461 01	ACQUISITION VEHICULE	250 000 000
21 00 013 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	57 750 000
21 00 013 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	823 635 246
21 00 013 00 7 66110 11 862 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES PUBLICATIONS DE PRESSE BURUNDAISE (DGPPB)	1 384 957 460
014	SECRETARIAT EXECUTIF DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (SETIC)	1 826 698 784
21 00 014 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENT SETIC	545 250 000
21 00 014 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	795 274 116
21 00 014 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT SETIC	486 174 668
504	PROJET D'APPUI A LA FONDATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	189 292 070
21 00 504 00 4 27100 11 000 0461 01	PROJET D'APPUI A LA FONDATION DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (PAFEN)	189 292 070
505	FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	293 531 752
21 00 505 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	216 324 752
21 00 505 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	77 207 000
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	684 518 882 994
001	CABINET	25 074 969 233
32 00 001 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	1 837 655 670
32 00 001 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	9 190 000 000
32 00 001 00 1 61110 11 000 0919 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	173 620 731

Crédit 2025/2026.0

32 00 001 00 1 61130 11 000 0919 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	163 200 000
32 00 001 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	297 473 040
32 00 001 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 700 000
32 00 001 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	339 545 000
32 00 001 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 810 350
32 00 001 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 653 040
32 00 001 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
32 00 001 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST- FONDAMENTALES	2 111 850 000
32 00 001 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	43 953 263
32 00 001 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	449 069
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	169 568 080
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 02	FORMATION DES FORMATEURS	1 023 560 000
32 00 001 00 2 62140 11 000 0919 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	125 000 000
32 00 001 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	125 000 000
32 00 001 00 2 62320 11 000 0919 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES	4 674 874
32 00 001 00 2 62330 11 000 0919 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	35 875 547
32 00 001 00 2 62360 11 000 0919 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	80 345 010
32 00 001 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	344 100 000
32 00 001 00 2 62510 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	243 513 192
32 00 001 00 2 62550 11 000 0919 01	ENTRETIEN DU CHARROI	308 880 000
32 00 001 00 2 62580 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT DU LOGICIEL ANTIVIRUS	49 125 653
32 00 001 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	268 800 000
32 00 001 00 2 63210 11 000 0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	218 564 881
32 00 001 00 2 63220 11 000 0919 01	ELABORATION ET IMPRESSION DES MANUELS SCOLAIRES	2 875 994 950
32 00 001 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	582 220 160
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 03	CHAMPIONNATS UNIVERSITAIRES	71 000 000
32 00 001 00 7 66110 11 816 0941 01	CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE KAMENGE (CHUK)	3 959 432 701
32 00 001 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET POST-FONDAMENTAL	232 151 665
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	154 801 001
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 06	ORGANISATION DES SEMINAIRES ET ATELIERS	29 367 356
002 SECRETARIAT PERMANENT		107 432 168
32 00 002 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 772 683
32 00 002 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 031 000
32 00 002 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
32 00 002 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	292 770
32 00 002 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
32 00 002 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 002 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 179 083

Crédit 2025/2026.0

32 00 002 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	35 132
32 00 002 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA COMMUNICATION	21 500 000
003	INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 772 073 235
32 00 003 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	756 998 827
32 00 003 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	733 711 500
32 00 003 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	8 736 000
32 00 003 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 941 494
32 00 003 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	50 503 500
32 00 003 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 220 000
32 00 003 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	136 259 789
32 00 003 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 702 125
32 00 003 00 7 66110 11 000 0969 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE MINISTERIELLE	75 000 000
004	DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HUMAINES	463 206 872
32 00 004 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	62 307 519
32 00 004 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	86 778 000
32 00 004 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES	504 000
32 00 004 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 215 353
32 00 004 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	302 402 000
005	DIRECTION CHARGEE DES ENSEIGNANTS	144 562 657 665
32 00 005 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 219 965 990
32 00 005 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	85 166 223 660
32 00 005 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000 000
32 00 005 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	32 195 736
32 00 005 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	352 793 340
32 00 005 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 856 000
32 00 005 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 859 593 878
32 00 005 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 757 169
32 00 005 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	261 271 892
006	DIRECTION CHARGEE DU PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET D'APPUI	98 967 438
32 00 006 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 330 805
32 00 006 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	55 647 740
32 00 006 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
32 00 006 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	247 971
32 00 006 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 971 000
32 00 006 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 179 545
32 00 006 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	110 377
007	DIRECTION GENERALE DES FINANCES ET DU PATRIMOINE	436 996 252
32 00 007 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	70 564 060
32 00 007 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	98 455 500

Crédit 2025/2026.0

32 00 007 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000
32 00 007 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	192 579
32 00 007 00 1 61240 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 836 540
32 00 007 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
32 00 007 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 109
32 00 007 00 2 62680 11 000 0982 01	FRAIS D'ASSURANCE SCOLAIRE	114 104 464
32 00 007 00 2 63170 11 000 0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	151 100 000
008 DIRECTION DU BUDGET		34 102 924 010
32 00 008 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 350 111
32 00 008 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 613 500
32 00 008 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
32 00 008 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	50 000 000
32 00 008 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 103 020
32 00 008 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	110 000 000
32 00 008 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	40 000 000
32 00 008 00 2 63120 11 000 0982 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	519 312 000
32 00 008 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	7 434 701 279
32 00 008 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	25 866 556 100
009 DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DU PATRIMOINE		1 141 949 093
32 00 009 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 466 505
32 00 009 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 791 000
32 00 009 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000
32 00 009 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 836 265
32 00 009 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 051 000
32 00 009 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 843 971
32 00 009 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	220 352
32 00 009 00 2 62160 11 000 0969 02	FRAIS DE SUIVI DE LA DISTRIBUTION DU MATERIEL SCOLAIRE	51 200 000
32 00 009 00 2 63170 11 000 0969 01	FOURNITURES MATERIELS SCOLAIRES	1 000 000 000
010 DIRECTION GENERALE DES CURRICULA ET DES INNOVATIONS PEDAGOGIQUES		111 046 909
32 00 010 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	47 862 672
32 00 010 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 690 500
32 00 010 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
32 00 010 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	125 818
32 00 010 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 010 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
32 00 010 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 615 281
32 00 010 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	98 138
012 BUREAU D' ETUDES ET DES CURRICULA DU PRESCOLAIRE ET DE L' ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL		457 951 934
32 00 012 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	202 833 419

Crédit 2025/2026.0

32 00 012 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	217 336 500
32 00 012 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 272 000
32 00 012 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	36 510 015
013	BUREAU D' ETUDE ET DES CURRICULA DE L' ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	1 245 037 955
32 00 013 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	261 425 136
32 00 013 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	306 018 000
32 00 013 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 496 000
32 00 013 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	47 056 525
32 00 013 00 2 62120 11 000 0971 01	FORMATION METHODOLOGIQUE ET PEDAGOGIQUE DES PROFESSEURS	198 380 000
32 00 013 00 2 62160 11 000 0971 01	SUIVI-ENCADREMENT	250 000 000
32 00 013 00 7 66110 11 000 0971 02	ORGANISATION DES COMPETITIONS SPORTIVES ET EQUIPEMENTS	179 662 294
014	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION TECHNIQUE PROFESSIONNELLE	550 341 509
32 00 014 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	210 972 305
32 00 014 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	226 678 500
32 00 014 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 524 000
32 00 014 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	396 946
32 00 014 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 133 000
32 00 014 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
32 00 014 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 975 015
32 00 014 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	309 618
32 00 014 00 2 62160 11 000 0971 01	ENCADREMENT PEDAGOGIQUE	35 987 125
32 00 014 00 7 66200 11 000 0971 01	ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	34 341 000
015	DIRECTION GENERALE DE L' EDUCATION NATIONALE	113 781 115
32 00 015 00 1 61580 11 000 0942 01	FRAIS POUR ENTERINEMENT DES DIPLOMES ET EQUIVALENCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	53 179 300
32 00 015 00 2 62160 11 000 0942 01	FRAIS DE SUIVI ENCADREMENT DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	50 230 665
32 00 015 00 2 62780 11 000 0982 01	FRAIS D'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	10 371 150
017	DIRECTION DE L' EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE	158 700 451
32 00 017 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 802 501
32 00 017 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 587 500
32 00 017 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
32 00 017 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 344 450
32 00 017 00 2 62160 11 000 0919 01	FRAIS DE MISSION D' ENSEIGNEMENT	15 600 000
32 00 017 00 2 63170 11 000 0919 01	FOURNITURE DU MATERIEL SCOLAIRE DU PRESCOLAIRE	19 862 000
018	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	329 031 903 336
32 00 018 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	107 104 091 440
32 00 018 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	201 013 710 480
32 00 018 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 523 940 000

Crédit 2025/2026.0

32 00 018 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	15 081 148
32 00 018 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	89 686 440
32 00 018 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 400 000
32 00 018 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 278 736 459
32 00 018 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 257 369
019	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	10 550 917 115
32 00 019 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 320 451 248
32 00 019 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 697 810 160
32 00 019 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	27 204 000
32 00 019 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	5 622 138
32 00 019 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	79 872 480
32 00 019 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	756 000
32 00 019 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	417 681 225
32 00 019 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 519 864
020	BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES DE L' EDUCATION	227 727 363
32 00 020 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	64 332 511
32 00 020 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHICITES S/STATUTS	86 238 000
32 00 020 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
32 00 020 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 579 852
32 00 020 00 7 66110 11 000 0971 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA PLANIFICATION	65 193 000
021	BUREAU DES EVALUATIONS DU SYSTEME EDUCATIF	6 879 725 330
32 00 021 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	86 681 544
32 00 021 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	112 806 000
32 00 021 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	936 000
32 00 021 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 602 678
32 00 021 00 2 63220 11 000 0986 01	IMPRESSION ET MULTIPLICATION DU CONCOURS ET TEST NATIONAUX	1 300 148 608
32 00 021 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	2 933 390 000
32 00 021 00 7 66200 11 000 0969 05	ORGANISATION DU CONCOURS D'ENTREE DANS LES ECOLES D'EXCELLENCE	221 981 500
32 00 021 00 7 66200 11 000 0986 03	ORGANISATION DE L'EXAMEN D'ETAT	2 208 179 000
022	BUREAU DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES, DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE	77 861 844
32 00 022 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 260 376
32 00 022 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 043 000
32 00 022 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
32 00 022 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 546 868
32 00 022 00 2 63170 11 000 0969 01	FRAIS D'ELABORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	9 687 600
023	DIRECTION NATIONALE DES CANTINES SCOLAIRES	26 498 075 004
32 00 023 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 000 088
32 00 023 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 602 500
32 00 023 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000

Crédit 2025/2026.0

32 00 023 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 780 016
32 00 023 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	26 440 644 400
024	RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	909 279 610
32 00 024 00 1 61110 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	109 888 375
32 00 024 00 1 61140 11 865 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	144 315 000
32 00 024 00 1 61160 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000
32 00 024 00 1 61210 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	263 948
32 00 024 00 1 61240 11 865 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/C	1 498 500
32 00 024 00 1 61260 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
32 00 024 00 1 61610 11 865 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 779 908
32 00 024 00 1 61620 11 865 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	205 879
32 00 024 00 7 66110 11 865 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	632 500 000
025	DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 421 211 376
32 00 025 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	207 654 960
32 00 025 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	396 265 500
32 00 025 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 456 000
32 00 025 00 1 61210 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 376 051
32 00 025 00 1 61240 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 416 500
32 00 025 00 1 61260 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
32 00 025 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 377 893
32 00 025 00 1 61620 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	285 126
32 00 025 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES METIERS ET DES IESP	80 000 000
32 00 025 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	2 691 259 346
026	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	63 366 070
32 00 026 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 417 233
32 00 026 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 356 040
32 00 026 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	792 000
32 00 026 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 800 797
027	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS	6 805 207
32 00 027 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 523 057
32 00 027 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 780 000
32 00 027 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
32 00 027 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	454 150
029	COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET POST FONDAMENTAL	1 790 821 258
32 00 029 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	91 065 102
32 00 029 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	121 041 000
32 00 029 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000
32 00 029 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 391 718

Crédit 2025/2026.0

32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	416 663 438
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	187 750 000
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	613 500 000
32 00 029 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	343 750 000
031	DIRECTION DE L' ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	107 504 733
32 00 031 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 783 733
32 00 031 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 601 000
32 00 031 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	612 000
32 00 031 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	225 131
32 00 031 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 968 000
32 00 031 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 208 813
32 00 031 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	106 056
034	DIRECTION GENERALE DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET LA RECHERCHE	507 818 902
32 00 034 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 281 760
32 00 034 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 662 000
32 00 034 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
32 00 034 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	454 057
32 00 034 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
32 00 034 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
32 00 034 00 1 61580 11 000 0971 01	FRAIS D' ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE ET INNOVATION	339 571 000
32 00 034 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 650 717
32 00 034 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	268 368
32 00 034 00 2 62160 11 000 0971 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES ACTIVITES DE RECHERCHE	100 000 000
035	DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	43 492 656
32 00 035 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	17 237 420
32 00 035 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 044 500
32 00 035 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
32 00 035 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 102 736
036	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L' INNOVATION	56 258 944
32 00 036 00 1 61110 11 000 0965 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 108 851
32 00 036 00 1 61140 11 000 0965 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 116 500
32 00 036 00 1 61160 11 000 0965 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
32 00 036 00 1 61610 11 000 0965 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 779 593
037	BUREAU DES BOURSES ET STAGES	35 555 219 084
32 00 037 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 844 909
32 00 037 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 543 000
32 00 037 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
32 00 037 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 352 084

Crédit 2025/2026.0

32 00 037 00 8 67310 11 000 0965 01	BOURSES D'ETUDES ET STAGES	35 455 395 091
038	COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO	77 456 854
32 00 038 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 812 588
32 00 038 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 962 000
32 00 038 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
32 00 038 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 466 266
32 00 038 00 7 66110 11 000 0984 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L' UNESCO	10 000 000
040	BUREAU D'EDUCATION INCLUSIVE	298 475 515
32 00 040 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	13 673 261
32 00 040 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 964 500
32 00 040 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
32 00 040 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 461 187
32 00 040 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE	260 244 567
041	ECOLE NORMALE SUPERIEURE	7 643 989 940
32 00 041 00 4 21220 11 000 0942 01	REHABILITATION DE LA TOITURE DES BATIMENTS DE L'ENS ET AUTRES CAMPUS	487 874 587
32 00 041 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	5 136 424 745
32 00 041 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE	2 019 690 608
042	UNIVERSITE DU BURUNDI	37 970 715 982
32 00 042 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	28 950 752 873
32 00 042 00 7 66400 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI	9 019 963 109
043	COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	445 170 133
32 00 043 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	78 921 273
32 00 043 00 7 66110 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	366 248 860
047	COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	434 309 543
32 00 047 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	183 099 996
32 00 047 00 7 66110 11 000 0942 01	FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	251 209 547
048	ACADEMIE RUNDI	499 950 882
32 00 048 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	20 004 082
32 00 048 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ACADEMIE RUNDI	479 946 800
049	CENTRE REGIONAL D'APPRENTISSAGE MULTISECTORIEL DES JEUNES ET COMMUNAUTES REGROUPEES EN COOPERATIVES DE RUSI	4 500 000 000
32 00 049 00 1 61320 11 000 0922 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE REGIONAL D'APPRENTISSAGE MULTISECTORIEL DES JEUNES ET COMMUNAUTES REGROUPEES EN COOPERATIVES DE RUSI (CEFORE RUSI)	1 000 000 000
32 00 049 00 7 66110 11 000 0922 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE REGIONAL D'APPRENTISSAGE MULTISECTORIEL DES JEUNES ET COMMUNAUTES REGROUPEES EN COOPERATIVES DE RUSI (CEFORE RUSI)	3 500 000 000
051	DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	31 398 497
32 00 051 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 165 252

Crédit 2025/2026.0

32 00 051 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	14 647 500
32 00 051 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 585 745
052	DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL POST FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	6 309 491 977
32 00 052 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 997 529 973
32 00 052 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 514 647 240
32 00 052 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	32 760 000
32 00 052 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	25 875 402
32 00 052 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	69 040 620
32 00 052 00 1 61260 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	305 582 957
32 00 052 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	359 555 396
32 00 052 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 500 389
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	181 900 000
32 00 504 00 4 27100 11 000 0754 01	CONTREPARTIE AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCE DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	181 900 000
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	215 670 960 036
001	CABINET	109 292 432 343
33 00 001 00 4 21260 11 000 0711 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	10 826 606 805
33 00 001 00 4 21430 11 000 0711 01	EQUIPEMENT DU CDS KIVUVU (DISE)	1 972 800 000
33 00 001 00 4 21440 11 000 0791 01	DIGITALISATION DU SYSTEME DE SANTE	66 321 990
33 00 001 00 4 21450 11 000 0711 05	MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE L'HPRC ET ACHAT DES CONSOMMABLES POUR L'HEMODIALYSE	500 000 000
33 00 001 00 4 26800 11 000 0791 01	PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT A LA RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL	600 000 000
33 00 001 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	811 295 899
33 00 001 00 1 61130 11 000 0711 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	48 000 000
33 00 001 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 724 429 280
33 00 001 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	5 340 000
33 00 001 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	11 187 418
33 00 001 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	99 778 500
33 00 001 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 220 000
33 00 001 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	146 033 262
33 00 001 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 342 490
33 00 001 00 2 62140 11 000 0711 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	360 738 000
33 00 001 00 2 62180 11 000 0711 08	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	198 630 000
33 00 001 00 2 62320 11 000 0711 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	3 135 000
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	20 102 748
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 02	FRAIS DE COMMUNICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	24 999 200
33 00 001 00 2 62360 11 000 0711 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	50 000 040

Crédit 2025/2026.0

33 00 001 00 2 62510 11 000 0711 01	ENTRETIEN BATIMENT	98 602 638
33 00 001 00 2 62550 11 000 0711 01	ENTRETIEN DU CHARROI ET REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE	180 000 000
33 00 001 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	130 467 000
33 00 001 00 2 63160 11 000 0711 02	ACHAT DES CARTES DE VACCINS CONTRE LA FIEVRE JAUNE	210 000 000
33 00 001 00 2 63160 11 000 0711 03	ACHAT DES MEDICAMENTS CONTRE LES HEPATITES	119 409 437
33 00 001 00 2 63160 11 000 0711 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ANTI-TUBERCULEUX	345 229 139
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 07	EDUCATION POUR LA SANTE (IEC)	61 027 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 03	APPUI AUX ASSOCIATIONS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DU SIDA	199 717 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 02	ACHAT MEDICAMENTS ARV	1 280 306 555
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 01	AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES INFECTEES PAR LE VIH/SIDA	499 997 286
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 05	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTIONS DE PREVENTION	79 599 120
33 00 001 00 2 63510 11 000 0711 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	300 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 895 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE 3EME DE REFERENCE DE KARUSI	400 000 000
33 00 001 11 7 66110 11 845 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NYANZA- LAC	48 054 654
33 00 001 07 7 66110 11 841 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUTEZI	35 000 000
33 00 001 01 7 66110 11 871 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MPANDA	67 898 330
33 00 001 01 7 66110 11 903 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL NDORA	18 000 000
33 00 001 14 7 66110 11 836 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE FOTA	31 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 03	ENCADREMENT, SUPERVISION, FORMATIONS ET FRAIS DU COMITE	15 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 875 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KABEZI	24 622 936
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	180 002 900
33 00 001 16 7 66110 11 893 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSONGATI	20 000 000
33 00 001 09 7 66110 11 833 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUSEMA	18 778 670
33 00 001 16 7 66110 11 913 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KAYERO	25 000 000
33 00 001 05 7 66110 11 830 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURORE	38 000 000
33 00 001 12 7 66110 11 000 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIKO	20 000 000
33 00 001 12 7 66110 11 835 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIGANDA	18 000 000
33 00 001 01 7 66110 11 892 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIHANGA	18 000 000
33 00 001 15 7 66110 11 827 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE NGOZI	135 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 844 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KINYINYA	45 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 914 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE LA MISERCORDE DE MUSAGA	20 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 813 0749 02	DOTATION A L'HOPITAL SAINT JOSEPH DE GIHETA	20 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 879 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NTITA	20 000 000
33 00 001 04 7 66110 11 818 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUMONGE	45 495 413
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS POUR LES INSPECTIONS ET LES ACCREDITATIONS	184 950 898
33 00 001 17 7 66110 11 839 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GISURU	20 000 000
33 00 001 03 7 66110 11 901 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL RUZIBA	28 000 000

Crédit 2025/2026.0

33 00 001 00 7 86110 11 908 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE REFERENCE EN KINESITHERAPIE ET READAPTATION MEDICALE (CNRKR)	100 000 000
33 00 001 00 7 86110 11 898 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSENYI	38 000 000
33 00 001 10 7 86110 11 815 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KIRUNDO	25 000 000
33 00 001 06 7 86110 11 831 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MABAYI	18 000 000
33 00 001 13 7 86110 11 883 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GITERANYI	18 000 000
33 00 001 02 7 86110 11 873 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL PRINCE LOUIS RWAGASORE	400 000 000
33 00 001 15 7 86110 11 885 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MIVO	20 000 000
33 00 001 03 7 86110 11 911 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MERE ENFANT DE NYAMBUYE	40 000 000
33 00 001 07 7 86110 11 813 0749 04	HOPITAL SAINT GEORGES DE MAGARAMA	20 000 000
33 00 001 07 7 86110 11 886 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBUYE	18 000 000
33 00 001 04 7 86110 11 840 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUTOVU	28 778 670
33 00 001 00 7 86110 11 894 0749 01	DOTATION HOPITAL SAINTE THERESE DE GITEGA	20 000 000
33 00 001 11 7 86110 11 824 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MAKAMBA	13 753 984
33 00 001 07 7 86110 11 832 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUTAHO	30 622 936
33 00 001 02 7 86110 11 902 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL KAMENGE	28 000 000
33 00 001 14 7 86110 11 826 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIBUMBU (MWARO)	28 000 000
33 00 001 00 7 86110 11 000 0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	20 898 472 240
33 00 001 03 7 86110 11 874 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL RUSHUBI	28 580 312
33 00 001 16 7 86110 11 838 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE GIHOFI	18 000 000
33 00 001 09 7 86110 11 814 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KAYANZA	15 000 000
33 00 001 15 7 86110 11 915 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL SANTA TERESINA DE MUREMERA	18 000 000
33 00 001 04 7 86110 11 877 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIREMBA	18 000 000
33 00 001 00 7 86110 11 896 0711 01	DOTATION A L'HOPITAL SICILIA	18 000 000
33 00 001 12 7 86110 11 825 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURAMVYA	45 868 808
33 00 001 01 7 86110 11 872 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL BUBANZA	20 000 000
33 00 001 05 7 86110 11 821 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE CANKUZO	27 000 000
33 00 001 14 7 86110 11 836 0749 02	SANATORIUM KIBUMBU	23 139 663
33 00 001 00 7 86110 11 804 0756 01	DOTATION AU CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE DE KAMENGE (CNPK)	325 068 613
33 00 001 07 7 86110 11 878 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUTOYI	20 000 000
33 00 001 03 7 86110 11 876 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL D' I JENDA	20 000 000
33 00 001 17 7 86110 11 829 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUYIGI	30 564 654
33 00 001 00 7 86110 11 000 0741 01	DOTATION DES HOPITAUX COMMUNAUX (82)	1 479 999 456
33 00 001 09 7 86110 11 881 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GAHOMBO	18 000 000
33 00 001 06 7 86110 11 822 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE CIBITOKE	28 000 000
33 00 001 13 7 86110 11 817 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUYINGA	15 054 654
33 00 001 02 7 86110 11 843 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES	1 511 812 266
33 00 001 15 7 86110 11 837 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUYE	28 000 000
33 00 001 18 7 86110 11 910 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL BUGARAMA	38 000 000
33 00 001 07 7 86110 11 813 0749 03	HOPITAL MASANGO	20 000 000

Crédit 2025/2026.0

33 00 001 00 7 66110 11 000 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME DE L'INFORMATISATION DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	22 357 000
33 00 001 07 7 66110 11 880 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBIMBA	20 020 482
33 00 001 04 7 66110 11 820 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BURURI	45 452 220
33 00 001 17 7 66110 11 891 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL REMA	20 000 000
33 00 001 02 7 66110 11 904 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL BWIZA JABE	28 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 870 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE MEDECINE COMMUNAUTAIRE DE BUYENZI	12 542 867
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE GESTION ET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE(UGADS)	19 998 000
33 00 001 10 7 66110 11 834 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUKENKE	26 000 000
33 00 001 07 7 66110 11 813 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE GITEGA	203 897 194
33 00 001 13 7 66110 11 884 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GASHOHO	27 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DISTRICTS SANITAIRES	1 316 435 368
33 00 001 03 7 66110 11 819 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RWIBAGA	25 000 000
33 00 001 16 7 66110 11 828 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTANA	28 000 000
33 00 001 08 7 66110 11 823 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUHIGA (KARUZI)	25 000 000
33 00 001 18 7 66110 11 912 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL BIRIMBA	20 000 000
33 00 001 04 7 66110 11 842 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MATANA	18 000 000
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 01	FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUPERVISION DES PROJETS FINANCES SUR FONDS MONDIAL	30 000 000
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 02	FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (PBF)	42 841 478 773
33 00 001 00 7 66620 11 000 0711 03	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR L'ACHAT DE VITAMINE A	50 000 000
33 00 001 00 8 67340 11 000 0771 01	FONDS NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	176 280 375
33 00 001 00 8 67340 11 000 0749 01	PREVENTION EBOLA/COVID-19	53 134 000
33 00 001 00 8 67350 11 000 0711 01	CARTE D'ASSURANCE MALADIE	16 300 000 000
002	DIRECTION GENERALE DES SERVICES DE SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	98 818 151
33 00 002 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 241 441
33 00 002 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
33 00 002 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	540 849
33 00 002 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	55 039 500
33 00 002 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
33 00 002 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 523 459
33 00 002 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	64 902
003	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTE , DE LA DEMANDE DES SOINS , DE LA SANTE COMMUNAUTAIRE ET ENVIRONNEMENTALE	159 040 239
33 00 003 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 305 674
33 00 003 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	107 406 000
33 00 003 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
33 00 003 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	114 325
33 00 003 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 003 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000

Crédit 2025/2026.0

33 00 003 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 615 021
33 00 003 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 719
006	DIRECTION DE LABORATOIRE ET DE BIOLOGIE MEDICALE	93 659 724
33 00 006 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 073 071
33 00 006 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 545 500
33 00 006 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
33 00 006 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 693 153
007	BUREAUX PROVINCIAUX DE SANTE	59 579 155 376
33 00 007 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 600 035 941
33 00 007 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 655 401 120
33 00 007 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	139 836 000
33 00 007 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	368 856 916
33 00 007 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 820 428 100
33 00 007 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	44 328 000
33 00 007 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 448 006 469
33 00 007 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	44 262 830
33 00 007 00 2 63210 11 000 0711 01	PRODUITS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES	170 000 000
33 00 007 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PROVINCES SANITAIRES	288 000 000
008	DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES	73 823 827
33 00 008 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 653 886
33 00 008 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 723 500
33 00 008 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
33 00 008 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	95 752
33 00 008 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 008 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
33 00 008 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 897 699
33 00 008 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 490
009	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	16 821 011 400
33 00 009 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	327 240 026
33 00 009 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	743 220 900
33 00 009 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 472 000
33 00 009 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	784 735
33 00 009 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 668 000
33 00 009 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
33 00 009 00 1 61580 11 000 0711 02	INDEMNITES D'ELOIGNEMENT DES MEDECINS SPECIALISTES OEUVRANT A L'INTERIEUR DU PAYS	14 515 204 752
33 00 009 00 1 61580 11 000 0711 01	INDEMNITES DES PROFESSEURS DES ECOLES ET PERSONNEL	81 450 000
33 00 009 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	58 903 205
33 00 009 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	94 168
33 00 009 00 2 63170 11 000 0711 01	MATERIEL DIDACTIQUE POUR ELEVES	90 100 514

Crédit 2025/2026.0

33 00 009 00 7 66200 11 000 0922 01	ORGANISATION D'UN EXAMEN UNIQUE AUX LAUREATS DES ECOLES PARAMEDICALES	266 292 500
33 00 009 00 8 67320 11 000 0711 01	FRAIS D' ENTRETIEN DES ELEVES	707 556 600
010	DIRECTION DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS	352 658 570
33 00 010 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS	38 934 301
33 00 010 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	81 823 500
33 00 010 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
33 00 010 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	212 585
33 00 010 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
33 00 010 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 008 174
33 00 010 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 510
33 00 010 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	221 963 500
011	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET DES EQUIPEMENTS	133 391 855
33 00 011 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 133 671
33 00 011 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 739 500
33 00 011 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
33 00 011 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	629 574
33 00 011 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 141 500
33 00 011 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
33 00 011 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 144 061
33 00 011 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	75 549
012	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION	67 824 415
33 00 012 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 022 564
33 00 012 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 407 500
33 00 012 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
33 00 012 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	431 955
33 00 012 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
33 00 012 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
33 00 012 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 784 061
33 00 012 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	51 835
013	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	75 499 943
33 00 013 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 029 685
33 00 013 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 093 620
33 00 013 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
33 00 013 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	587 317
33 00 013 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
33 00 013 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
33 00 013 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 145 343
33 00 013 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 478
014	DIRECTION DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE	45 815 000

Crédit 2025/2026.0

33 00 014 00 2 63280 11 000 0791 01	PRODUCTION DES STATISTIQUES DE SANTE	45 815 000
017	INSPECTION GENERALE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	230 161 618
33 00 017 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	66 650 943
33 00 017 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	147 933 000
33 00 017 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
33 00 017 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	357 594
33 00 017 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 017 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 997 170
33 00 017 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 911
018	DIRECTION GENERALE DE L'OFFRE DES SOINS DE LA MEDECINE MODERNE ET TRADITIONNELLE, DE L'ALIMENTATION ET DES ACCREDITATIONS	72 665 247
33 00 018 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	20 408 660
33 00 018 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 292 500
33 00 018 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
33 00 018 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	420 114
33 00 018 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 018 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
33 00 018 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 673 559
33 00 018 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 414
020	DIRECTION DES ACCREDITATIONS	52 610 507
33 00 020 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	15 924 195
33 00 020 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 508 000
33 00 020 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 622
33 00 020 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 020 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 866 355
33 00 020 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 835
021	DIRECTION DE L'ASSURANCE QUALITE DES SOINS, HYGIENE ET SECURITE EN MILIEU DES SOINS	139 197 477
33 00 021 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 442 353
33 00 021 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	93 703 500
33 00 021 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
33 00 021 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 919 624
022	DIRECTION DE LA MEDECINE TRADITIONNELLE, DE L'ALIMENTATION EQUILIBREE ET ALIMENTATION NATURELLE A VISEE THERAPEUTIQUE	86 725 542
33 00 022 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 419 951
33 00 022 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 430 000
33 00 022 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000

33 00 022 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 575 591
053	INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE	5 267 520 503
33 00 053 00 1 61320 11 000 0759 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 325 406 818
33 00 053 00 7 66110 11 016 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DE SANTE PUBLIQUE	2 942 113 687
054	PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	120 080 000
33 00 054 00 7 66200 11 000 0761 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT AU PEV	120 080 000
056	PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION (PNSR)	2 108 599 909
33 00 056 00 1 61320 11 000 0755 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	350 939 758
33 00 056 00 7 66200 11 000 0755 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION	1 757 660 151
057	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	1 214 082 000
33 00 057 00 7 66200 11 000 0762 01	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	1 214 082 000
058	LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA	12 476 250
33 00 058 00 7 66200 11 000 0771 01	LUTTE CONTRE LES MST ET LE SIDA	12 476 250
059	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	11 526 250
33 00 059 00 7 66200 11 000 0756 01	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS ,HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	11 526 250
060	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	19 288 690
33 00 060 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	19 288 690
061	DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	28 981 916
33 00 061 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	28 981 916
062	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	15 251 000
33 00 062 00 7 66200 11 000 0754 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL POUR LA NUTRITION	15 251 000
063	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	12 000 000
33 00 063 00 7 66110 11 000 0759 01	CENTRE ANTI-TUBERCULEUX DE BUJUMBURA	12 000 000
064	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	12 479 800
33 00 064 00 7 66110 11 000 0759 01	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET LA TUBERCULOSE	12 479 800
065	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	5 463 254 916
33 00 065 00 4 21450 11 000 0752 01	EQUIPEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	168 137 858
33 00 065 00 1 61320 11 804 0752 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	800 925 641
33 00 065 00 2 63210 11 000 0752 01	ACHAT DES CONSOMMABLES ET REACTIFS POUR LE CNTS	4 010 591 681
33 00 065 00 7 66110 11 804 0752 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNTS	483 599 736
066	SP/ICNLS	384 632 875
33 00 066 00 1 61320 11 000 0711 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	269 138 180
33 00 066 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SP/ICNLS	115 494 695
067	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	3 105 436 930
33 00 067 00 1 61320 11 039 0791 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 523 405 000

Crédit 2025/2026.0

33 00 067 00 7 66110 11 039 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	1 582 031 930
501	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	166 375 000
33 00 501 00 4 27100 11 000 0711 02	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	166 375 000
502	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'ONCHOCERCOSE	30 120 030
33 00 502 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L' ONCHOCERCOSE	30 120 030
504	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	5 654 363 131
33 00 504 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	5 654 363 131
535	ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 669 999 652
33 00 535 00 4 27100 11 000 0711 01	CONTRIBUTION A L' ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 669 999 652
35	MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	18 697 605 413
001	CABINET	12 958 989 136
35 00 001 00 4 21210 11 000 1019 01	APPUI DES SINISTRES A ACCEDER A L'HABITAT DECENT, AUX SOURCES DE REVENU ET AUX SERVICES DE BASE	164 862 697
35 00 001 00 4 21450 11 000 1019 02	EQUIPEMENT POUR LA REINTEGRATION DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP	43 994 000
35 00 001 00 4 21450 11 000 1019 03	PRODUCTION DES APPAREILS DE MOBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES	334 158 741
35 00 001 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 911 337
35 00 001 00 1 61130 11 000 1019 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	190 920 000
35 00 001 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	96 768 000
35 00 001 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
35 00 001 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 810 549
35 00 001 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 796 000
35 00 001 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	840 000
35 00 001 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 184 041
35 00 001 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	217 266
35 00 001 00 2 62140 11 000 1019 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
35 00 001 00 2 62160 11 000 1019 05	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	100 400 000
35 00 001 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	55 925 000
35 00 001 00 2 62320 11 000 1019 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	3 078 744
35 00 001 00 2 62330 11 000 1019 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	57 897 001
35 00 001 00 2 62360 11 000 1019 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	44 000 000
35 00 001 00 2 62510 11 000 1019 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	3 425 000
35 00 001 00 2 62550 11 000 1019 02	ENTRETIEN DES CAMIONS	30 000 000
35 00 001 00 2 62550 11 000 1019 01	ENTRETIEN DU CHARROI	130 000 000
35 00 001 00 2 62580 11 000 1019 01	ENTRETIEN ET REPARATION MACHINES DE BUREAU	12 000 000
35 00 001 00 2 63120 11 000 1019 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	51 999 675

Crédit 2025/2026.0

35 00 001 00 2 63120 11 000 1019 02	CARBURANT CAMIONS	128 944 100
35 00 001 00 2 63150 11 000 1019 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES POUR LES VICTIMES DE LA FAMINE ET LA REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DES SINISTRES	1 960 912 692
35 00 001 00 2 63210 11 000 0134 01	ACHAT MATÉRIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	58 000 000
35 00 001 00 2 63510 11 000 1019 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	101 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 02	REDACTION DES RAPPORTS INITIAUX ET PERIODIQUES	148 999 931
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 12	APPUI AU SERVICE PLANIFICATION, SUIVI-EVALUATION ET STATISTIQUES	174 266 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1051 08	FORUM NATIONAL DES ENFANTS ET POLITIQUES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	159 146 098
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 10	OPERATIONALISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	59 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1042 03	OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ECONOMIQUES DE LA FEMME	150 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 01	MISES EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA RESOLUTION 1325	52 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	59 747 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 05	PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'EGALITE DU GENRE	32 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	15 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 13	FRAIS DE FONCTIONNEMENT AUX DIRECTIONS PROVINCIALES DE DEVELOPPEMENT FAMILIAL ET SOCIAL	210 800 700
35 00 001 00 7 66110 11 000 1042 09	FORUM NATIONAL DES FEMMES	30 000 000
35 00 001 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS	683 478 278
35 00 001 00 7 66110 11 000 1019 16	REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES RETIRES DE LA RUE	564 968 498
35 00 001 00 7 66200 11 000 1019 01	READAPTATION PHYSIQUE ET REINSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES	358 262 980
35 00 001 00 6 67280 11 000 1091 01	CENTRE D'EXCELLENCE	62 200 000
35 00 001 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES	6 315 870 808
35 00 001 00 8 67380 11 000 1019 01	REINSERTION DES HANDICAPES LAUREATS DU CNRSP	50 000 000
002 DIRECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE ET DE L'ASSISTANCE SOCIALE		32 216 706
35 00 002 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 898 480
35 00 002 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 344 500
35 00 002 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
35 00 002 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 781 726
003 DIRECTION DE L'INTEGRATION SOCIALE		218 462 913
35 00 003 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 871 193
35 00 003 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	108 958 500
35 00 003 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	420 000
35 00 003 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 183 493
35 00 003 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	58 943 160
35 00 003 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	888 000
35 00 003 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 576 548

Crédit 2025/2026.0

35 00 003 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	622 019
004	DIRECTION DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DE L'ASSISTANCE AUX VICTIMES DES CATASTROPHES	602 063 701
35 00 004 00 1 61110 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 136 091
35 00 004 00 1 61140 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 317 500
35 00 004 00 1 61160 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
35 00 004 00 1 61210 11 000 1019 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	719 685
35 00 004 00 1 61240 11 000 1019 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 453 000
35 00 004 00 1 61260 11 000 1019 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
35 00 004 00 1 61610 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 004 498
35 00 004 00 1 61620 11 000 1019 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	86 362
35 00 004 00 7 66110 11 000 1019 01	ALLOCATION A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE	561 034 567
005	DIRECTION DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE	65 681 795
35 00 005 00 1 61110 11 000 1051 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 393 358
35 00 005 00 1 61140 11 000 1051 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 919 500
35 00 005 00 1 61160 11 000 1051 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
35 00 005 00 1 61210 11 000 1051 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	492 529
35 00 005 00 1 61240 11 000 1051 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 602 500
35 00 005 00 1 61260 11 000 1051 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
35 00 005 00 1 61610 11 000 1051 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	59 104
35 00 005 00 1 61620 11 000 1051 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 950 804
006	DIRECTION GENERALE DE LA REINSTALLATION ET DE LA REINTEGRATION DURABLE DES SINISTRES	39 906 527
35 00 006 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 735 547
35 00 006 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 502 500
35 00 006 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
35 00 006 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	102 305
35 00 006 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 006 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
35 00 006 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 112 398
35 00 006 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 277
007	DIRECTION DE LA REINSTALLATION ET REHABILITATION SOCIALE DES SINISTRES	30 201 620
35 00 007 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 807 305
35 00 007 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 737 000
35 00 007 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
35 00 007 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 585 315
008	DIRECTION DE LA PROMOTION ECONOMIQUE DURABLE DES SINISTRES	34 723 019
35 00 008 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 100 678
35 00 008 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 885 500
35 00 008 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
35 00 008 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	331 892

Crédit 2025/2026.0

35 00 008 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
35 00 008 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
35 00 008 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 818 122
35 00 008 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 827
009	DIRECTION GENERALE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION NATIONALE	139 031 095
35 00 009 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 923 809
35 00 009 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
35 00 009 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
35 00 009 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 606 286
35 00 009 00 7 66110 11 000 1091 01	APPUI AU MONITORING DES DROITS DE L' HOMME	104 600 000
010	DIRECTION DE LA PROMOTION, DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET A LA RECONCILIATION NATIONALE	14 061 807
35 00 010 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 517 916
35 00 010 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 370 000
35 00 010 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
35 00 010 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	270 684
35 00 010 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 010 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	633 225
35 00 010 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 482
011	DIRECTION DES ORGANES DE TRAITE, PROCEDURES SPECIALES ET EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DES NATIONS UNIES ET AUTRES MECANISMES	26 443 806
35 00 011 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 865 492
35 00 011 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 686 000
35 00 011 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
35 00 011 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	288 416
35 00 011 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 011 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
35 00 011 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 235 788
35 00 011 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 610
012	DIRECTION DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE	24 925 568
35 00 012 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 746 829
35 00 012 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 686 000
35 00 012 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
35 00 012 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 152
35 00 012 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 012 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
35 00 012 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 034 429
35 00 012 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 658
013	DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE L'EGALITE DE GENRE	162 822 637




Crédit 2025/2026.0

35 00 013 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 669 523
35 00 013 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 994 000
35 00 013 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
35 00 013 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	595 714
35 00 013 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 469 500
35 00 013 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
35 00 013 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 676 514
35 00 013 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	71 486
35 00 013 00 7 66110 11 000 1091 01	LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	107 989 900
014	DIRECTION DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA PROMOTION DE LA FILLE	43 223 421
35 00 014 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 716 531
35 00 014 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 704 000
35 00 014 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
35 00 014 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	200 816
35 00 014 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 133 000
35 00 014 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
35 00 014 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 288 976
35 00 014 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 098
015	DIRECTION DE L'EGALITE ET DU GENRE	39 315 012
35 00 015 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 840 294
35 00 015 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 531 500
35 00 015 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
35 00 015 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	249 969
35 00 015 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
35 00 015 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
35 00 015 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 131 253
35 00 015 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 996
016	INSPECTION GENERALE DE LA SOLIDARITE NATIONALE , DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	96 268 739
35 00 016 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 902 699
35 00 016 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 028 500
35 00 016 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
35 00 016 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 530
35 00 016 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
35 00 016 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
35 00 016 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	702 486
35 00 016 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 024
35 00 016 00 7 66110 11 000 1091 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DU GENRE	78 252 000
017	INSPECTION TECHNIQUE DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	17 102 526

Crédit 2025/2026.0

35 00 017 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 277 141
35 00 017 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 055 500
35 00 017 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	769 885
018	INSPECTION TECHNIQUE DE LA PROTECTION SOCIALE	12 174 512
35 00 018 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 624 586
35 00 018 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 897 500
35 00 018 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	652 426
021	CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	486 087 450
35 00 021 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	260 553 372
35 00 021 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	225 534 078
022	MAISON DES FEMMES	169 751 033
35 00 022 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA MAISON DES FEMMES	69 751 033
35 00 022 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DES FEMMES	100 000 000
023	FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	78 777 833
35 00 023 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	64 321 140
35 00 023 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIALE(FAPS)	14 456 693
024	CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	199 598 555
35 00 024 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	97 402 157
35 00 024 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME	102 196 398
025	CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	348 422 241
35 00 025 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	161 300 741
35 00 025 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELE	187 121 500
026	APPUI A LA PROMOTION DE LA FEMME ET AUX DPDFS	874 030 719
35 00 026 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS STATUTS	116 301 440
35 00 026 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUTS	518 467 500
35 00 026 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTS DE BASE SOUS CONTRATS	1 549 800
35 00 026 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS CONTRATS	18 441 000
35 00 026 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	198 150 744
35 00 026 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS STATUT	20 934 259
35 00 026 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS CONTRATS	185 976
027	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	863 085 123
35 00 027 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	510 600 641
35 00 027 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	352 484 482
028	SECRETARIAT EXECUTIF DE LA PROTECTION SOCIALE	491 881 472

35 00 028 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	373 942 972
35 00 028 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA PROTECTION SOCIALE	117 938 500
029	CENTRE D'ENCADREMENT ET REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL (GIHOSHA)	171 606 029
35 00 029 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	105 501 199
35 00 029 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ENCADREMENT ET REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL (GIHOSHA)	66 104 830
030	PROJET ENFANTS SOLEIL	122 191 113
35 00 030 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	62 965 113
35 00 030 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET ENFANTS SOLEIL	59 226 000
031	PROJET CADRE DE REINTEGRATION DES SINISTRES	82 103 730
35 00 031 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	39 893 978
35 00 031 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET CADRE DE REINTEGRATION DES SINISTRES	42 209 752
032	CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP) NGOZI	86 967 017
35 00 032 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	43 090 867
35 00 032 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP) NGOZI	43 876 150
033	DIRECTION DE LA PREVENTION DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET LA PRISE EN CHARGE HORISTIQUE DES VICTIMES	40 959 518
35 00 033 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 937 727
35 00 033 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 053 000
35 00 033 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 968 791
034	INSPECTION TECHNIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES	11 069 941
35 00 034 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 688 509
35 00 034 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 897 500
35 00 034 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	483 932
502	PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
35 00 502 00 4 27100 11 000 1091 01	FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
509	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	37 860 000
35 00 509 00 4 27100 11 000 1019 01	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	37 860 000
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	479 051 984 063
001	CABINET	403 679 120 056
40 00 001 00 4 20110 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (ISABU)	5 644 647 979
40 00 001 00 4 20110 11 000 0424 13	ETUDES SUR LS CENTRES SEMENCIERS	114 148 210
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 06	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PALMIER A L'HUILE	1 366 408 513
40 00 001 00 4 21110 11 000 0414 02	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION DES ARBRES FRUITIERS	133 092 522
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 08	PROJET D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRO-AGRIQUES	857 787 940
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 09	INDEMNISATION DES ZONES AGRICOLES	26 687 500
40 00 001 00 4 21110 11 000 0561 01	EWE BURUNDI URAMBAYE	548 235 130

Crédit 2025/2026.0

40 00 001 00 4 21110 11 000 0622 02	PROJET D'ELABORATION DES CARTES TOPOGRAPHIQUES DES VILLES	45 441 583
40 00 001 00 4 21110 11 000 0622 04	INDEMNISATIONS/EXPROPRIATIONS	10 000 000 000
40 00 001 00 4 21110 11 000 0423 04	PROJET D'AMENAGEMENT DES MARAIS ET DES BASSINS VERSANTS	486 325 357
40 00 001 00 4 21110 11 000 0424 07	PROJET D'APPUI A L'AGRICULTURE D'EXPORTATION	398 802 174
40 00 001 00 4 21120 11 000 0541 01	PROJET DE REHABILITATION DES SITES DE CARRIERES	60 842 286
40 00 001 00 4 21180 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN SAISON SECHE	642 834 209
40 00 001 00 4 21180 11 000 0424 03	PROJET DE PROTECTION DES VEGETAUX	669 923 482
40 00 001 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE,PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	8 863 681 278
40 00 001 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	27 569 161
40 00 001 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 287 429 602
40 00 001 00 4 21280 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES ET INONDATIONS	49 434 358
40 00 001 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	4 755 185 187
40 00 001 00 4 21320 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU AU BURUNDI	149 012 507
40 00 001 00 4 21330 11 000 0622 01	PROJET DE REHABILITATION ET DE DENSIFICATION DU RESEAU HYDROLOGIQUE NATIONAL	15 971 100
40 00 001 00 4 21330 11 000 0511 02	GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES	55 827 551
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 11	PROJET D'IMPLANTATION DES AGROPOLES	12 548 722
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 05	PROJET D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES COOPERATIVES AGRO-SYLVO-PASTORALES	73 080 000
40 00 001 00 4 21380 11 000 0428 04	PROJET DE CONSTRUCTION DES CENTRES COMMUNAUX AGRO-SYLVO-PASTORALES	10 286 141
40 00 001 00 4 21380 11 000 0661 01	PROJET D'ELABORATION DES SCHEMAS PROVINCIAUX ET NATIONAUX DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	212 303 914
40 00 001 00 4 21430 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT RAPPROCHE	85 500 000
40 00 001 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DE NOUVELLES CULTURES D'EXPORTATION (ANACARDIER,STEVIA,VANILLE,MILLET ET MORINGA)	224 831 261
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI L'IMPLANTATION DES CENTRES DE RAYONNEMENT	666 093 369
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DE LA RIZICULTURE AU BURUNDI (PAARIB)	85 489 409
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 03	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE (ODCA)	16 506 607 242
40 00 001 00 4 21480 11 000 0427 01	PROJET D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET AMELIORATION GENETIQUE	290 330 096
40 00 001 00 4 21480 11 000 0562 01	MODERNISATION DES STATIONS HYDRO METEOROLOGIQUES	159 697 560
40 00 001 00 4 22180 11 000 0414 03	PROJET DE GESTION DE LA PRODUCTION	5 199 899 637
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 01	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION EN ENGRAIS AU BURUNDI	308 737 835 023
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SEMENCIERE	12 502 369 920
40 00 001 00 4 22180 11 000 0424 02	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION DES SEMENCES AU BURUNDI	13 503 678 128
40 00 001 00 4 26800 11 000 0541 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'INITIATIVE DU BASSIN DU NIL	4 500 000 000
40 00 001 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	100 157 438

Crédit 2025/2026.0

40 00 001 00 1 61130 11 000 0424 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	69 150 000
40 00 001 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	201 693 780
40 00 001 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	684 000
40 00 001 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 521 352
40 00 001 00 1 61240 11 000 0424 01	CABINET	14 580 000
40 00 001 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	444 000
40 00 001 00 1 61320 11 000 0571 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'IGEBU	1 205 807 606
40 00 001 00 1 61320 11 000 0427 01	CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	43 372 512
40 00 001 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 016 764
40 00 001 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	422 562
40 00 001 00 2 62140 11 000 0424 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	100 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0622 01	APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES TERRES DOMANIALES	120 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	660 340 848
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	203 924 300
40 00 001 00 2 62160 11 000 0541 01	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE EN TEMPS REEL POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE AU BURUNDI	12 600 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	120 000 000
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LES JOURNEES MONDIALES DE L' ELEVAGE	7 000 000
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 02	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT A L' ORGANISATION DES FOIRES AGRICOLES	10 000 000
40 00 001 00 2 62240 11 000 0622 01	VULGARISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE D'ASSAINISSEMENT ET DU CODE D'ASSAINISSEMENT	13 102 450
40 00 001 00 2 62320 11 000 0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	126 649 596
40 00 001 00 2 62330 11 000 0424 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 292 000
40 00 001 00 2 62360 11 000 0424 11	SITE WEB DU MINISTERE	5 000 000
40 00 001 00 2 62360 11 000 0424 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	59 366 144
40 00 001 00 2 62420 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LA JOURNEE MONDIALE DE L' ALIMENTATION	7 000 000
40 00 001 00 2 62430 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES ET ENNEMIS DES CULTURES	150 839 796
40 00 001 00 2 62510 11 000 0424 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	40 850 000
40 00 001 00 2 62550 11 000 0424 01	ENTRETIEN DU CHARROI	280 726 900
40 00 001 00 2 62580 11 000 0424 01	ENTRETIEN MATERIEL ET EQUIPEMENT	39 966 460
40 00 001 00 2 63120 11 000 0424 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	105 306 000
40 00 001 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRECOCE	120 559 311
40 00 001 00 2 63210 11 000 0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	98 073 814
40 00 001 00 2 63510 11 000 0424 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	236 661 156
40 00 001 00 7 66110 11 000 0414 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SEMENCIERE	15 000 000

Crédit 2025/2026.0

40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'IGEBU	82 812 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	45 332 168
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	63 678 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE QUARANTAINE	25 200 000
40 00 001 00 7 66110 11 746 0424 01	CONTRIBUTION A L'IRAZ	74 522 670
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 06	COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)	183 190 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0571 01	SUBSIDES AU COMITE NATIONAL ET COMMISSION TECHNIQUE REDD+	40 438 379
002	DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ENVIRONNEMENTALE, AGRICOLE ET DE L'ELEVAGE	59 321 125
40 00 002 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 015 623
40 00 002 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 195 500
40 00 002 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
40 00 002 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 078 986
40 00 002 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
40 00 002 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
40 00 002 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 843 750
40 00 002 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	177 766
003	DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET AGRICOLES	521 281 397
40 00 003 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 322 498
40 00 003 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	59 845 500
40 00 003 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
40 00 003 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 077 399
40 00 003 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	430 000 000
004	DIRECTION DU SUIVI-EVALUATION	60 639 867
40 00 004 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 718 324
40 00 004 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 046 000
40 00 004 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
40 00 004 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 731 543
005	DIRECTION DES ETUDES ET PROGRAMMATION	51 626 641
40 00 005 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 650 114
40 00 005 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 412 500
40 00 005 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
40 00 005 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 516 027
006	DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE	100 926 966
40 00 006 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 867 089
40 00 006 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	63 720 000
40 00 006 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
40 00 006 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	365 590
40 00 006 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 469 500
40 00 006 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	96 000

40 00 006 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 004 271
40 00 006 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	56 516
007	DIRECTION DE LA PROTECTION DES VEGETAUX	183 914 932
40 00 007 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	54 866 466
40 00 007 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	108 595 080
40 00 007 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	768 000
40 00 007 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 606 343
40 00 007 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 684 500
40 00 007 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
40 00 007 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 841 021
40 00 007 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	385 522
008	DIRECTION DE LA FERTILISATION DES SOLS	99 462 107
40 00 008 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 961 732
40 00 008 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 433 080
40 00 008 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
40 00 008 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 459 756
40 00 008 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 884 000
40 00 008 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
40 00 008 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 401 198
40 00 008 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	590 341
010	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX	272 522 965
40 00 010 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	79 785 079
40 00 010 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	141 239 700
40 00 010 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	888 000
40 00 010 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 733 834
40 00 010 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	24 099 120
40 00 010 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	828 000
40 00 010 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 612 766
40 00 010 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 336 466
012	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES ANIMALES	276 841 974
40 00 012 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	73 119 974
40 00 012 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	176 123 700
40 00 012 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	468 000
40 00 012 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 096 805
40 00 012 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 572 500
40 00 012 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000
40 00 012 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 062 251
40 00 012 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	206 744
013	DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE	510 566 119

Crédit 2025/2026.0

40 00 013 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	78 070 398
40 00 013 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	231 597 900
40 00 013 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	948 000
40 00 013 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 325 234
40 00 013 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	17 469 000
40 00 013 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	948 000
40 00 013 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 085 125
40 00 013 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 038 056
40 00 013 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALES	99 084 406
40 00 013 00 7 66110 11 000 0427 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES VETERINAIRES	59 000 000
014	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES HALIEUTIQUES	227 741 758
40 00 014 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	52 328 996
40 00 014 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	117 397 080
40 00 014 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	588 000
40 00 014 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 494 796
40 00 014 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	35 140 500
40 00 014 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	480 000
40 00 014 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 513 635
40 00 014 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 798 751
016	DIRECTION DE LA VULGARISATION, DE LA FORMATION ET RECHERCHE	77 008 447
40 00 016 01 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 710 812
40 00 016 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 211 040
40 00 016 01 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
40 00 016 01 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 930 595
017	DIRECTION D'APPUI AUX ORGANISATIONS DES PRODUCTEURS AGRICOLES	54 882 441
40 00 017 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 730 071
40 00 017 03 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 366 040
40 00 017 03 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
40 00 017 03 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 559
40 00 017 03 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	1 201 500
40 00 017 03 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
40 00 017 03 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 215 217
40 00 017 03 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 054
018	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUBANZA	553 845 452
40 00 018 01 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	94 671 728
40 00 018 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	234 464 220
40 00 018 01 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 284 000
40 00 018 01 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	35 031 408
40 00 018 01 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	152 679 060

Crédit 2025/2026.0

40 00 018 01 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 592 000
40 00 018 01 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 798 156
40 00 018 01 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	8 324 880
019 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BUJUMBURA		1 054 233 133
40 00 019 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	185 012 546
40 00 019 03 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	450 467 460
40 00 019 03 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 292 000
40 00 019 03 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	58 535 652
40 00 019 03 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	293 490 000
40 00 019 03 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 556 000
40 00 019 03 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	42 296 967
40 00 019 03 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 582 508
020 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE BURURI		886 943 971
40 00 020 04 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	179 680 076
40 00 020 04 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	388 258 380
40 00 020 04 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 200 000
40 00 020 04 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	52 105 370
40 00 020 04 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	204 198 732
40 00 020 04 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 240 000
40 00 020 04 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	39 545 148
40 00 020 04 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 716 265
021 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CANKUZO		523 901 126
40 00 021 05 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	77 063 444
40 00 021 05 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	227 723 400
40 00 021 05 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
40 00 021 05 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	33 747 859
40 00 021 05 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	157 472 640
40 00 021 05 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 136 000
40 00 021 05 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 618 795
40 00 021 05 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 898 988
022 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE CIBITOKÉ		686 590 400
40 00 022 06 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 001 113
40 00 022 06 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	269 267 760
40 00 022 06 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 536 000
40 00 022 06 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	49 281 861
40 00 022 06 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	216 379 080
40 00 022 06 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 640 000

Crédit 2025/2026.0

40 00 022 06 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	24 701 316
40 00 022 06 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 783 270
023 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE GITEGA		1 128 589 389
40 00 023 07 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	157 351 274
40 00 023 07 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	391 233 240
40 00 023 07 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 620 000
40 00 023 07 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	90 100 750
40 00 023 07 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	422 001 900
40 00 023 07 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 956 000
40 00 023 07 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 205 271
40 00 023 07 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 120 954
024 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KARUZI		725 711 351
40 00 024 08 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	104 594 071
40 00 024 08 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	269 605 260
40 00 024 08 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 200 000
40 00 024 08 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	57 170 108
40 00 024 08 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	248 370 840
40 00 024 08 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 044 000
40 00 024 08 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	24 058 829
40 00 024 08 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 668 243
025 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KAYANZA		1 018 375 038
40 00 025 09 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	131 703 830
40 00 025 09 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	286 843 140
40 00 025 09 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 752 000
40 00 025 09 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 414 334
40 00 025 09 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	431 666 820
40 00 025 09 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 960 000
40 00 025 09 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 517 226
40 00 025 09 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 517 688
026 BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE KIRUNDO		791 483 790
40 00 026 10 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	100 433 271
40 00 026 10 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	233 018 100
40 00 026 10 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 632 000
40 00 026 10 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	77 247 058
40 00 026 10 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	330 553 980
40 00 026 10 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	6 108 000
40 00 026 10 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 997 794

Crédit 2025/2026.0

40 00 026 10 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	18 493 587
027	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MAKAMBA	731 715 030
40 00 027 11 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	127 429 668
40 00 027 11 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	274 624 020
40 00 027 11 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 476 000
40 00 027 11 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	52 820 232
40 00 027 11 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	227 355 120
40 00 027 11 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 208 000
40 00 027 11 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	30 155 354
40 00 027 11 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 646 636
028	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MURAMVYA	551 840 170
40 00 028 12 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	81 807 632
40 00 028 12 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	193 781 700
40 00 028 12 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 068 000
40 00 028 12 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	42 903 152
40 00 028 12 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	195 961 680
40 00 028 12 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 428 000
40 00 028 12 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 449 664
40 00 028 12 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 440 342
029	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MUYINGA	859 993 513
40 00 029 13 1 61110 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	96 753 643
40 00 029 13 1 61140 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	260 409 600
40 00 029 13 1 61160 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	792 000
40 00 029 13 1 61210 11 000 0428 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	87 308 641
40 00 029 13 1 61240 11 000 0428 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	363 585 240
40 00 029 13 1 61260 11 000 0428 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	8 496 000
40 00 029 13 1 61610 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	22 105 679
40 00 029 13 1 61620 11 000 0428 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 542 710
030	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE MWARO	666 323 184
40 00 030 14 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	102 111 258
40 00 030 14 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	238 859 820
40 00 030 14 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 104 000
40 00 030 14 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	50 009 947
40 00 030 14 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	231 852 240
40 00 030 14 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 284 000
40 00 030 14 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 465 695
40 00 030 14 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 636 224

031	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE NGOZI	1 161 979 670
40 00 031 15 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	141 717 905
40 00 031 15 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	369 382 140
40 00 031 15 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 380 000
40 00 031 15 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	109 686 594
40 00 031 15 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	466 677 180
40 00 031 15 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	14 544 000
40 00 031 15 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	32 472 209
40 00 031 15 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	26 119 642
032	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUTANA	786 787 034
40 00 032 16 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	126 252 902
40 00 032 16 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	287 773 560
40 00 032 16 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 680 000
40 00 032 16 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	60 369 674
40 00 032 16 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	259 190 280
40 00 032 16 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 800 000
40 00 032 16 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	29 460 184
40 00 032 16 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 260 234
033	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUYIGI	775 951 690
40 00 033 17 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	115 162 408
40 00 033 17 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	261 112 680
40 00 033 17 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 416 000
40 00 033 17 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	67 319 383
40 00 033 17 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	280 757 880
40 00 033 17 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	7 404 000
40 00 033 17 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	26 772 085
40 00 033 17 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 007 254
034	BUREAU PROVINCIAL DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE DE RUMONGE	643 945 662
40 00 034 18 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 171 152
40 00 034 18 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	260 141 220
40 00 034 18 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 004 000
40 00 034 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	46 777 598
40 00 034 18 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	186 626 700
40 00 034 18 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	7 332 000
40 00 034 18 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	24 666 368
40 00 034 18 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 226 624
035	DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	96 366 595

Crédit 2025/2026.0

40 00 035 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 999 353
40 00 035 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 216 000
40 00 035 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
40 00 035 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	748 826
40 00 035 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/C	4 968 000
40 00 035 00 1 61280 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
40 00 035 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 822 696
40 00 035 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	179 718
036 DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORETS		43 608 244
40 00 036 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 672 342
40 00 036 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 702 540
40 00 036 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
40 00 036 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 041 362
037 DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT		53 450 375
40 00 037 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 008 335
40 00 037 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 252 040
40 00 037 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
40 00 037 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 082 000
038 DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES		51 943 758
40 00 038 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 157 869
40 00 038 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 424 000
40 00 038 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
40 00 038 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 157 889
039 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES		43 742 448
40 00 039 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 515 945
40 00 039 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 268 000
40 00 039 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
40 00 039 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 718 503
041 DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE		70 191 617
40 00 041 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 206 949
40 00 041 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 843 000
40 00 041 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	12 000
40 00 041 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 129 668
043 DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, L'IRRIGATION ET DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE FONCIER		100 315 359
40 00 043 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 810 732
40 00 043 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	59 197 500
40 00 043 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000
40 00 043 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	945 606
40 00 043 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 968 000

40 00 043 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
40 00 043 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 674 576
40 00 043 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	226 945
044	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	84 327 042
40 00 044 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 673 256
40 00 044 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 975 540
40 00 044 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
40 00 044 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 326
40 00 044 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
40 00 044 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
40 00 044 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 921 582
40 00 044 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 838
045	DIRECTION DE PROTECTION ET DU PATRIMOINE FONCIER	69 962 573
40 00 045 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 142 765
40 00 045 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 524 080
40 00 045 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
40 00 045 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/C	159 695
40 00 045 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/C	1 498 500
40 00 045 00 1 61610 11 000 0421 01	DIRECTION DE PROTECTION ET DU PATRIMOINE FONCIER	4 395 206
40 00 045 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	38 327
046	DIRECTION DU GENIE RURAL, DE L'IRRIGATION ET DU DEVELOPPEMENT	122 798 126
40 00 046 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	38 878 740
40 00 046 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 308 540
40 00 046 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
40 00 046 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	346 329
40 00 046 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 334 500
40 00 046 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	216 000
40 00 046 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 330 898
40 00 046 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 119
047	OFFICE BURUNDAIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OBPE)	4 686 796 645
40 00 047 00 4 21110 11 000 0541 02	PROJET DE PRODUCTION DES ESSENCES AGROFORESTIERES, FORESTIERES AUTOCHTONES ET PLANTES MEDICINALES	751 343 076
40 00 047 00 4 21110 11 000 0622 01	PROJET D'APPUI A LA PROTECTION DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	122 439 400
40 00 047 00 4 21110 11 000 0563 01	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	1 000 000 000
40 00 047 00 1 61320 11 000 0421 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 098 121 340
40 00 047 00 2 62160 11 000 0571 01	PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE	18 900 000
40 00 047 00 7 66110 11 000 0421 02	APPUI A LA COORDINATION NATIONALE A LA COMIFAC	235 592 829
40 00 047 00 7 66110 11 000 0421 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBPE	460 400 000
048	ANAGESSA	40 237 245 716
40 00 048 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENT DE BUREAU	26 447 381

Crédit 2025/2026.0

40 00 048 00 1 61320 11 000 0414 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	94 540 367
40 00 048 00 2 63150 11 000 0414 01	ACHAT DU MAIS POUR LA REVENTE	40 000 000 000
40 00 048 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANAGESSA	116 257 968
050	INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	3 910 201 101
40 00 050 00 4 21220 11 000 0424 01	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ISABU	590 898 384
40 00 050 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 590 666 543
40 00 050 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	728 636 174
052	OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	1 070 507 007
40 00 052 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	153 115 318
40 00 052 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	530 869 733
40 00 052 00 7 66110 11 000 0424 01	FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE L'HUILE DE PALME (OHP)	386 521 956
053	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	1 130 967 149
40 00 053 00 4 21450 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	373 692 752
40 00 053 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	255 496 364
40 00 053 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	501 778 033
054	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	3 125 347 036
40 00 054 00 4 20100 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	945 200 000
40 00 054 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 626 755 319
40 00 054 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	553 391 717
511	PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	135 898 337
40 00 511 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	135 898 337
611	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	3 796 621 050
40 00 611 00 4 27100 11 000 0571 03	CONTREPARTIE AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	3 796 621 050
613	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
40 00 613 00 4 27100 11 000 0163 01	CONTREPARTIE AU RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
618	PROJET PAIFAR-B	33 690 000
40 00 618 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PAIFAR-B	33 690 000
628	CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
40 00 628 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE D'UN CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
629	PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 983 367
40 00 629 00 4 27100 11 000 0571 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 983 367
630	PROJET PRODER	104 000 000

Crédit 2025/2026.0

40 00 630 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PRODER	104 000 000
631	PROJET PEDICAE	145 254 120
40 00 631 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PEDICAE	145 254 120
638	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	47 100 000
40 00 638 00 4 27100 11 000 0414 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	47 100 000
639	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
40 00 639 00 4 27100 11 000 0421 01	PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
640	PROJET DE GESTION DES RISQUES AGRICOLES POUR LE DEVELOPPEMENT INCLUSIF ET RESILIENCE	50 000 000
40 00 640 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE GESTION DES RISQUES AGRICOLES POUR LE DEVELOPPEMENT INCLUSIF ET RESILIENCE	50 000 000
41	MINISTERE DU COMMERCE, DU TRANSPORT, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME	40 573 559 833
001	CABINET	20 546 885 144
41 00 001 00 4 20110 11 000 0471 08	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	36 000 000
41 00 001 00 4 20110 11 000 0424 01	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (CNTA)	567 299 950
41 00 001 00 4 20110 11 000 0453 01	ETUDE DE FAISABILITE AU PROJET DE CHEMIN DE FER GITEGA-RDC	715 798 000
41 00 001 00 4 20110 11 000 0487 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL	625 989 473
41 00 001 00 4 21280 11 000 0471 10	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU PORT DE KWALA	210 480 000
41 00 001 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	3 242 376 305
41 00 001 00 4 21410 11 000 0451 01	ACQUISITION DES VEHICULES DE L'OTRACO	10 800 000 000
41 00 001 00 4 21480 11 000 0452 01	ACQUISITION DES PLAQUES POUR LES BATEAUX	80 040 000
41 00 001 00 4 25800 11 000 0414 01	CONTRIBUTION CADRE INTEGRE RENFORCE	53 465 859
41 00 001 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	86 106 689
41 00 001 00 1 61130 11 000 0471 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	98 400 000
41 00 001 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	194 224 500
41 00 001 00 1 61180 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 068 000
41 00 001 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 800 390
41 00 001 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	20 466 000
41 00 001 00 1 61260 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	696 000
41 00 001 00 1 61320 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DU CENTRE ARTISANAL DE KAYANZA	37 011 804
41 00 001 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 572 052
41 00 001 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	3 928 387
41 00 001 00 2 62140 11 000 0471 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
41 00 001 00 2 62160 11 000 0471 11	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	200 000 000
41 00 001 00 2 62320 11 000 0471 01	FRAIS POSTAUX , COMMUNIQES ET PUBLICATIONS	59 000 000
41 00 001 00 2 62330 11 000 0471 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	44 596 600
41 00 001 00 2 62360 11 000 0471 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	111 137 324
41 00 001 00 2 62550 11 000 0471 01	ENTRETIEN DU CHARROI	169 200 000

Crédit 2025/2026.0

41 00 001 00 2 62580 11 000 0471 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	54 000 000
41 00 001 00 2 63120 11 000 0471 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	114 296 000
41 00 001 00 2 63210 11 000 0471 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	110 280 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 22	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE D'INTEGRATION DE LA ZLECAF	352 770 290
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	44 107 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 02	APPUI A LA CHAMBRE FEDERALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	87 687 968
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	17 448 450
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
41 00 001 00 7 66110 11 000 0474 05	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME	151 531 625
41 00 001 00 7 66110 11 000 0471 01	ENCADREMENT OPERATEURS ECONOMIQUES (Y COMPRIS EXPO DOHA ET JUAKALI)	1 302 500 429
41 00 001 00 7 66110 11 000 0452 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SECURITE DE LA NAVIGATION	45 000 000
41 00 001 00 7 66200 11 000 0452 01	PLAN DE RECHERCHE ET SAUVETAGE SUR LE LAC TANGANYIKA	623 135 248
41 00 001 00 7 66480 11 000 0471 01	CENTRE DE PROMOTION ARTISANAL DE KAMENGE	40 470 801
002 DIRECTION GENERALE DU COMMERCE		37 637 563
41 00 002 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 343 352
41 00 002 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
41 00 002 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
41 00 002 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	631 701
41 00 002 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 002 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 630 359
41 00 002 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	909 651
003 DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR		2 594 992 326
41 00 003 00 4 23120 11 000 0411 01	CONSTRUIRE LES MARCHES POLES D'EXPORTATION DANS LES CINQ PROVINCES	2 500 000 000
41 00 003 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 954 192
41 00 003 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 748 000
41 00 003 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
41 00 003 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
41 00 003 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 003 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 671 754
41 00 003 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 120
004 DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR		146 852 268
41 00 004 00 1 61110 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 833 381
41 00 004 00 1 61140 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 712 000
41 00 004 00 1 61160 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000
41 00 004 00 1 61210 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	129 663
41 00 004 00 1 61240 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 004 00 1 61260 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000

Crédit 2025/2026.0

41 00 004 00 1 61610 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 170 009
41 00 004 00 1 61620 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	186 715
41 00 004 00 2 62230 11 000 0472 02	PROMOTION, DOCUMENTATION ET INFORMATION COMMERCIALE	26 127 000
005	DIRECTION GENERALE DE L'INDUSTRIE	29 956 488
41 00 005 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 382 740
41 00 005 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 421 000
41 00 005 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
41 00 005 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	99 326
41 00 005 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	1 201 500
41 00 005 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 148 893
41 00 005 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	143 029
41 00 005 00 2 62380 11 000 0491 01	DISSEMINATION DE LA LOI SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	9 500 000
006	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	75 052 362
41 00 006 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 287 160
41 00 006 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 350 660
41 00 006 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
41 00 006 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	118 587
41 00 006 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 273 500
41 00 006 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 551 689
41 00 006 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	170 766
007	DIRECTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	105 278 547
41 00 007 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 392 514
41 00 007 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 820 000
41 00 007 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
41 00 007 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 891 245
41 00 007 00 7 66110 11 000 0441 01	APPUI AU DEVELOPPEMENT A LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	28 018 788
008	DIRECTION GENERALE DE L'ARTISANAT	539 864 718
41 00 008 00 1 61110 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 910 756
41 00 008 00 1 61140 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 664 500
41 00 008 00 1 61160 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
41 00 008 00 1 61210 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	616 985
41 00 008 00 1 61240 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 602 500
41 00 008 00 1 61260 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	228 000
41 00 008 00 1 61610 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 023 936
41 00 008 00 1 61620 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	888 459
41 00 008 00 7 66110 11 000 0476 02	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DE L'ARTISANAT	447 569 582
009	DIRECTION DE LA RECHERCHE ET VULGARISATION DES TECHNOLOGIES	26 276 080
41 00 009 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 620 889
41 00 009 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 633 000
41 00 009 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000

Crédit 2025/2026.0

41 00 009 00 1 61210 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	115 137
41 00 009 00 1 61240 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 009 00 1 61260 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
41 00 009 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 371 756
41 00 009 00 1 61620 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 798
010	DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE	31 338 157
41 00 010 00 1 61110 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 403 523
41 00 010 00 1 61140 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 738 000
41 00 010 00 1 61160 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
41 00 010 00 1 61610 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 672 634
011	DIRECTION GENERALE DES TRANSPORTS	49 855 078
41 00 011 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 432 428
41 00 011 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 262 500
41 00 011 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
41 00 011 00 1 61210 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 530
41 00 011 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 011 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 237 837
41 00 011 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	156 283
41 00 011 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES	12 300 000
012	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERIEURS	72 798 844
41 00 012 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 357 265
41 00 012 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 921 660
41 00 012 00 1 61160 11 000 0451 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
41 00 012 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	529 419
41 00 012 00 1 61240 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 996 000
41 00 012 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 024 311
41 00 012 00 1 61620 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	658 189
013	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX	50 083 030
41 00 013 00 1 61110 11 000 0454 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 396 802
41 00 013 00 1 61140 11 000 0454 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 128 120
41 00 013 00 1 61160 11 000 0454 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
41 00 013 00 1 61210 11 000 0454 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	105 373
41 00 013 00 1 61240 11 000 0454 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
41 00 013 00 1 61260 11 000 0454 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	12 000
41 00 013 00 1 61610 11 000 0454 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 895 498
41 00 013 00 1 61620 11 000 0454 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	151 737
014	AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	799 403 568
41 00 014 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	630 274 068
41 00 014 00 7 66110 11 000 0452 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	169 129 500

Crédit 2025/2026.0

015	BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	8 133 335 206
41 00 015 00 4 21450 11 000 0471 01	APPUI AU SECTEUR PRIVE ET PUBLIC POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET LA RATIONALISATION DES IMPORTATIONS	5 777 854 000
41 00 015 00 1 61320 11 000 0471 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 486 488 616
41 00 015 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	868 992 590
016	DIRECTION GENERALE DU TOURISME	300 827 063
41 00 016 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	9 799 494
41 00 016 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 531 500
41 00 016 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
41 00 016 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 009 463
41 00 016 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 233 000
41 00 016 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
41 00 016 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 084 502
41 00 016 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 141 104
41 00 016 00 7 66110 11 000 0474 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DU TOURISME	251 680 000
018	CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	903 557 776
41 00 018 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	700 095 226
41 00 018 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	203 462 550
019	DIRECTION DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION	54 082 969
41 00 019 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 613 109
41 00 019 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 163 500
41 00 019 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
41 00 019 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 270 360
020	DIRECTION DES ETUDES, STATISTIQUES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	158 763 992
41 00 020 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 388 155
41 00 020 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	103 221 000
41 00 020 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 044 000
41 00 020 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 405 519
41 00 020 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	11 083 500
41 00 020 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	588 000
41 00 020 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 009 871
41 00 020 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 023 947
517	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	18 454 000
41 00 517 00 4 27100 11 000 0451 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	18 454 000
528	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	4 855 539 000
41 00 528 00 4 27100 11 000 0452 01	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	4 855 539 000

Crédit 2025/2026.0

581	PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	90 000 000
41 00 581 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	90 000 000
582	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	952 725 654
41 00 582 00 4 27100 11 000 0475 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	952 725 654
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES	89 397 547 762
001	CABINET	76 136 250 097
42 00 001 00 4 20110 11 000 0414 02	ETUDE GEOLOGIQUE ET MINIERE	20 244 210 000
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 01	INDEMNISATIONS DIVERSES	346 776 857
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 03	INDEMNISATIONS POUR LE PROJET PROSECEAU III ET IV	218 150 298
42 00 001 00 4 21110 11 000 0436 02	INDEMNISATIONS JIJI MUREMBWE	5 568 001 948
42 00 001 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	337 500 000
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	8 351 080 636
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DE SANTE ET COLLEGES COMMUNAUX PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DECENTRALISE+REHABILITATION DES SYSTEMES INSTALLES	732 000 000
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 07	PROJET SOLAIRE NYAKIRIZA	63 931 560
42 00 001 00 4 21370 11 000 0434 05	EXPLOITATION DES STATIONS DE POMPAGE	770 020 000
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	1 609 887 361
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION,REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	26 481 536 520
42 00 001 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	1 717 909 779
42 00 001 00 4 21380 11 000 0436 07	CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KIGOMA-GITEGA ET LES POSTES ASSOCIES	2 100 000 000
42 00 001 00 4 21430 11 000 0436 02	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	50 000 000
42 00 001 00 4 21480 11 000 0631 01	PROCESSUS D'ACCREDITATION ET DE CERTIFICATION (EQUIPEMENTS CONFORMES A L'EAC)	1 306 066 509
42 00 001 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	75 333 960
42 00 001 00 1 61130 11 000 0436 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	38 400 000
42 00 001 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	184 423 500
42 00 001 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	816 000
42 00 001 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 404 691
42 00 001 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	23 476 500
42 00 001 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000
42 00 001 00 1 61340 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL JOURNALIER	15 000 000
42 00 001 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 560 113
42 00 001 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	288 563
42 00 001 00 2 62140 11 000 0436 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	253 501 224
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	335 980 000

Crédit 2025/2026.0

42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 02	SUIVI EVALUATION ET COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR AEPA	135 328 250
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 01	ENCADREMENT D'EXPLOITATIONS ARTISANALES DE SUBSTANCES MINERALES	61 120 000
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 04	SUIVI DES ACTIVITES DE TRACABILITE DES SUBSTANCES MINERALES	582 988 000
42 00 001 00 2 62230 11 000 0436 01	CONFERENCE SUR LE PETROLE	194 500 000
42 00 001 00 2 62320 11 000 0436 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	5 753 036
42 00 001 00 2 62330 11 000 0436 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	33 300 000
42 00 001 00 2 62360 11 000 0436 01	ABONNEMENT A L'INTERNET ET ACHAT APPLICATIONS INFORMATIQUES	50 000 000
42 00 001 00 2 62510 11 000 0436 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	881 537 330
42 00 001 00 2 62550 11 000 0436 01	ENTRETIEN DU CHARROI	133 908 440
42 00 001 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	178 910 000
42 00 001 00 2 63120 11 000 0436 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	76 500 000
42 00 001 00 2 63210 11 000 0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	146 663 640
42 00 001 00 2 63280 11 000 0436 01	APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE COMMUNAL EN MATIERE DE LA PLANIFICATION ET GESTION PROFESSIONNELLE DES OUVRAGES D'AEP	82 700 000
42 00 001 00 2 63510 11 000 0436 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	22 373 132
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	72 559 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	493 932 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	24 000 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	30 270 000
42 00 001 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	189 459 250
42 00 001 00 7 66620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'EGL	1 900 000 000
005	DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE	11 898 825
42 00 005 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 582 628
42 00 005 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 845 500
42 00 005 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
42 00 005 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	320 825
42 00 005 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 005 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
42 00 005 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	284 873
42 00 005 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	38 499
006	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI DES PROJETS ELECTRIQUES	82 354 073
42 00 006 00 1 61110 11 000 0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 192 825
42 00 006 00 1 61140 11 000 0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 870 540
42 00 006 00 1 61160 11 000 0423 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
42 00 006 00 1 61610 11 000 0423 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 074 708
007	DIRECTION DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	78 766 972
42 00 007 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 808 417
42 00 007 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 745 040

Crédit 2025/2026.0

42 00 007 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
42 00 007 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 925 515
008	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	144 225 676
42 00 008 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 982 818
42 00 008 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 548 000
42 00 008 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
42 00 008 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 008 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 008 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 496 907
42 00 008 00 1 61620 11 000 0661 01	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	9 691
42 00 008 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DU CARBURANT	66 810 000
009	DIRECTION GENERALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	36 945 185
42 00 009 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 738 197
42 00 009 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 991 500
42 00 009 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
42 00 009 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	546 529
42 00 009 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 009 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
42 00 009 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 572 876
42 00 009 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	65 583
010	DIRECTION DE L'EAU POTABLE	58 332 314
42 00 010 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 925 622
42 00 010 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 636 080
42 00 010 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
42 00 010 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 686 612
011	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE	51 952 514
42 00 011 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 131 799
42 00 011 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 033 040
42 00 011 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
42 00 011 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 011 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 011 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 363 724
42 00 011 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 691
012	AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	1 097 769 362
42 00 012 00 1 61320 11 000 0423 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	428 507 280
42 00 012 00 7 66110 11 000 0423 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	669 262 082
013	AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	1 361 375 168
42 00 013 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	875 604 169

Crédit 2025/2026.0

42 00 013 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	485 770 939
014	AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	2 206 262 509
42 00 014 00 4 21400 11 000 0411 01	MATERIELS, MACHINES ET EQUIPEMENTS	350 000 000
42 00 014 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 723 315 949
42 00 014 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	132 946 560
015	OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	2 300 641 903
42 00 015 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENT DE L'OBM	160 571 579
42 00 015 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 328 122 041
42 00 015 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	811 948 283
534	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	547 000 000
42 00 534 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	547 000 000
535	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	74 425 950
42 00 535 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	74 425 950
536	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	4 205 285 047
42 00 536 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	4 205 285 047
551	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 004 062 227
42 00 551 00 4 27100 11 000 0423 01	CONTREPARTIE DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 004 062 227
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	349 436 597 060
001	CABINET	278 325 684 450
45 00 001 00 4 21110 11 000 0661 08	ACQUEREURS DES PARCELLES DU SITE KINYINYA-RUHOGO	36 800 000
45 00 001 00 4 21380 11 000 0453 01	PROJET CHEMIN DE FER	255 887 847 739
45 00 001 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	212 368 988
45 00 001 00 1 61130 11 000 0661 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	62 400 000
45 00 001 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	417 044 700
45 00 001 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 508 000
45 00 001 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 248 619
45 00 001 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	69 741 000
45 00 001 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 532 000
45 00 001 00 1 61340 11 000 0135 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL JOURNALIER	56 640 000
45 00 001 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	38 226 420
45 00 001 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 107 124
45 00 001 00 2 62140 11 000 0661 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	200 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0485 09	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	150 000 000

Crédit 2025/2026.0

45 00 001 00 2 62160 11 000 0661 02	FRAIS DE SURVEILLANCE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES LOGEMENTS	10 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0451 03	FRAIS DE REMORQUAGE DES VEHICULES A LIQUIDER	12 000 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0661 01	SUIVI, COORDINATION ET INSPECTION DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	94 200 000
45 00 001 00 2 62320 11 000 0661 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 541 000
45 00 001 00 2 62330 11 000 0661 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 341 264
45 00 001 00 2 62360 11 000 0661 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	100 800 000
45 00 001 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	195 275 858
45 00 001 00 2 62550 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI	120 000 000
45 00 001 00 2 62580 11 000 0661 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	20 702 950
45 00 001 00 2 62580 11 000 0135 02	ENTRETIEN DES ASCENSEURS	97 600 000
45 00 001 00 2 62620 11 000 0451 01	ASSURANCES VEHICULES	237 744 550
45 00 001 00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	21 856 000
45 00 001 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	80 032 582
45 00 001 00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	104 125 656
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA COORDINATION DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS	5 000 000
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	17 000 000
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	20 040 000 000
002	DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES	56 474 999
45 00 002 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 290 792
45 00 002 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 267 000
45 00 002 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
45 00 002 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	378 003
45 00 002 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 002 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 002 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 292 344
45 00 002 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	45 360
003	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES NORMES	77 059 946
45 00 003 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 877 888
45 00 003 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 657 000
45 00 003 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
45 00 003 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	210 746
45 00 003 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 003 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
45 00 003 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 298 020
45 00 003 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	25 292
004	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE TRANSPORT	116 156 533
45 00 004 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 236 676

Crédit 2025/2026.0

45 00 004 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	78 435 000
45 00 004 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
45 00 004 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	142 386
45 00 004 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
45 00 004 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
45 00 004 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 262 600
45 00 004 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	43 871
005	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	110 114 442
45 00 005 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 602 232
45 00 005 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	67 378 500
45 00 005 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
45 00 005 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	255 634
45 00 005 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 005 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
45 00 005 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 048 400
45 00 005 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 676
017	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA)	31 380 306 262
45 00 017 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	5 362 495 000
45 00 017 00 4 21220 11 000 0443 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	5 342 682 749
45 00 017 00 4 21260 11 000 0622 01	RESTRUCTURATION DES QUARTIERS	3 000 000 000
45 00 017 00 4 21280 11 000 0443 01	CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE CONFERENCE ROHERO	2 000 000 000
45 00 017 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBUHA SIS A NGAGARA	700 000 000
45 00 017 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	1 492 096 283
45 00 017 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	3 202 788 803
45 00 017 00 2 62410 11 000 0135 01	LOYERS D'IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX	5 146 760 496
45 00 017 00 2 62750 11 000 0661 01	ENQUETE IMMOBILIERE	13 400 000
45 00 017 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA)	5 120 082 931
018	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	18 749 428 518
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 04	PARTICIPATION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES	100 000 000
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 03	ENTRETIEN COURANT MANUEL DU RESEAU ROUTIER PAR LES COOPERATIVES COLLINAIRES	470 000 000
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 05	EQUIPEMENT ET MATERIEL DES TRAVAUX ROUTIERS	1 909 108 800
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	10 399 549 760
45 00 018 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER EN BITUME LES VOIES D'ACCES A LA SALLE DE CONFERENCE DE BUJUMBURA	3 829 077 534
45 00 018 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 591 909 440
45 00 018 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	449 782 984

Crédit 2025/2026.0

019	DIRECTION GENERALE DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	43 533 347
45 00 019 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 811 652
45 00 019 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 297 000
45 00 019 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
45 00 019 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	408 124
45 00 019 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 019 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	192 000
45 00 019 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 766 096
45 00 019 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	48 975
020	DIRECTION DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	170 344 093
45 00 020 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 240 608
45 00 020 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	61 951 500
45 00 020 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	336 000
45 00 020 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	6 745 122
45 00 020 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	70 546 140
45 00 020 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 532 000
45 00 020 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 183 308
45 00 020 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	809 415
021	DIRECTION DU CHARROI DE L'ETAT	187 395 982
45 00 021 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 329 444
45 00 021 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	77 881 500
45 00 021 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	636 000
45 00 021 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	7 992 320
45 00 021 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	67 646 340
45 00 021 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 212 000
45 00 021 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 739 300
45 00 021 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	959 078
022	DIRECTION GENERALE DU LOGEMENT	40 477 791
45 00 022 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 194 324
45 00 022 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 981 000
45 00 022 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
45 00 022 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	554 006
45 00 022 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 103 000
45 00 022 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
45 00 022 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 374 980
45 00 022 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	66 481
023	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DU LOGEMENT	67 629 671
45 00 023 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 767 620
45 00 023 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 800 700
45 00 023 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000

Crédit 2025/2026.0

45 00 023 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	130 071
45 00 023 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 023 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 023 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 558 172
45 00 023 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 608
024	DIRECTION DE LA GESTION DU LOGEMENT SOCIAL	83 216 862
45 00 024 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 369 576
45 00 024 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 317 200
45 00 024 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
45 00 024 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	446 930
45 00 024 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 024 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 566 524
45 00 024 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	53 632
519	RN5 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	55 000 000
45 00 519 00 4 27100 11 000 0451 01	RN16 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	55 000 000
520	AMENAGEMENT ET BITUMAGE RN11 ET RN17 BURURI-MAKAMBA ET GIHARO-CANKUZO	100 000 000
45 00 520 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AMENAGEMENT ET BITUMAGE RN11 ET RN17 BURURI-MAKAMBA ET GIHARO-CANKUZO	100 000 000
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	1 179 321 631
45 00 521 00 4 27100 11 000 0451 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	1 179 321 631
522	CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA-KABINGO-GASURU-MANYOVU	12 701 800 116
45 00 522 00 4 27100 11 000 0451 01	PROJET CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA(EXPROPRIATIONS)	12 701 800 116
599	RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	5 600 000 000
45 00 599 00 4 21310 11 000 0451 01	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	5 600 000 000
607	PROJET MULTI-NATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC: PHASE I	248 652 417
45 00 607 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET MULTI-NATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC: PHASE I	248 652 417
608	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS: REHABILITATION DE LA RN3 BUJUMBURA-GITAZA ET LES BOULEVARDS	72 000 000
45 00 608 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS: REHABILITATION DE LA RN3 BUJUMBURA-GITAZA ET LES BOULEVARDS	72 000 000
609	PROJET DE RESILIENCE URBAINE: PAVAGE ET BITUMAGE DES CERTAINES ROUTES DE LA VOIRIE DE BUJUMBURA	72 000 000
45 00 609 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE URBAINE: PAVAGE ET BITUMAGE DES CERTAINES ROUTES DE LA VOIRIE DE BUJUMBURA	72 000 000
71	INSTITUTION OMBUDSMAN	2 668 574 527
001	CABINET	2 668 574 527
71 00 001 00 4 20110 11 000 0339 02	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	30 115 500
71 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'OMBUDSMAN	1 286 793 120
71 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OMBUDSMAN	1 351 665 907

74 COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE			4 633 655 190
001	CABINET		2 969 052 982
74 00 001 00 4 21410 11 000 0451 01	ACQUISITION VEHICULES DE LA COUR SUPREME		500 000 000
74 00 001 00 4 21430 11 000 0339 01	EQUIPEMENT DU NOUVEAU BATIMENT DE LA COUR SUPREME		50 000 000
74 00 001 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA COUR SUPREME		1 138 545 648
74 00 001 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER		100 000 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR		118 525 000
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE		419 290 000
74 00 001 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPREME		55 000 000
74 00 001 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DE LA COUR SUPREME		50 000 000
74 00 001 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES		2 250 000
74 00 001 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		24 915 067
74 00 001 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET		75 364 127
74 00 001 00 2 62520 11 000 0339 01	ENTRETIEN BATIMENT		60 393 140
74 00 001 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES		90 000 000
74 00 001 00 2 62580 11 000 0339 01	ENTRETIEN DES MACHINES		8 400 000
74 00 001 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES		95 770 000
74 00 001 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		50 000 000
74 00 001 00 2 63300 11 000 0339 01	ACHAT TOGES (POUR MAGISTRATS ET GREFFIERS)		600 000
74 00 001 00 2 63510 11 000 0339 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE		8 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR SUPREME		22 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES		100 000 000
002	PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI		1 664 602 208
74 00 002 00 4 21410 11 000 0451 02	ACQUISITION VEHICULES DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE		500 000 000
74 00 002 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE		473 755 805
74 00 002 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER		100 000 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR		24 985 000
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE		10 720 364
74 00 002 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE		55 000 000
74 00 002 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE		50 000 000
74 00 002 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQES		800 000
74 00 002 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		7 200 000
74 00 002 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET		27 119 200
74 00 002 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES		54 162 089
74 00 002 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES		100 480 000
74 00 002 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		27 292 000
74 00 002 00 7 66110 11 000 0339 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES LIEUX DE DETENTION		228 391 750

Crédit 2025/2026.0

74 00 002 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 696 000
75	COUR CONSTITUTIONNELLE	828 389 574
001	CABINET	828 389 574
75 00 001 00 4 21430 11 000 0112 01	EQUIPEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	24 400 000
75 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	364 322 026
75 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	439 667 548
Total général		5 081 190 247 153

Crédit 2025/2026.0

11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	56 460 517 052
504	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
11 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI(PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
508	PROJET ENTREPRENARIAT AGRO-PASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
11 00 508 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET ENTREPRENEURIAT AGRO-PASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE	45 665 147 062
512	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062
14 00 512 00 4 27300 22 000 0414 01	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	115 946 197 658
503	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
21 00 503 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	106 616 435 179
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
32 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
505	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
32 00 505 00 4 27300 22 000 0951 01	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	10 543 782 048
602	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
33 00 602 00 4 27300 22 000 0759 02	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
35	MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE, DES AFFAIRES SOCIALES, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	129 537 298 032
509	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
35 00 509 00 4 27300 22 000 1091 01	PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	158 658 420 392
512	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
40 00 512 00 4 27300 22 000 0428 01	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
514	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
40 00 514 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
626	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	28 575 714 000

TABLEAU E: TIRAGE SUR LES DONNS PROJETS

			Crédit 2025/2026.0
40 00 626 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)		28 575 714 000
627	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)		39 096 374 628
40 00 627 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)		39 096 374 628
633	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)		5 697 623 508
40 00 633 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)		5 697 623 508
41	MINISTERE DU COMMERCE,DU TRANSPORT,DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME		172 792 944 697
583	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE ET INTEGRATION DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)		129 321 755 762
41 00 583 00 4 27300 22 000 0471 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)		129 321 755 762
584	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1; REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA		43 471 188 935
41 00 584 00 4 27300 22 000 0452 01	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1; REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA		43 471 188 935
42	MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES		362 839 863 349
500	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP		31 161 707 126
42 00 500 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP		31 161 707 126
504	PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP		4 408 125 336
42 00 504 00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP		4 408 125 336
529	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)		162 185 710 943
42 00 529 00 4 27300 22 000 0434 01	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)		162 185 710 943
539	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT E LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)		11 478 601 561
42 00 539 00 4 27300 22 000 0434 01	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT ET LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)		11 478 601 561
546	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I		7 715 443 628
42 00 546 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I		7 715 443 628
547	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES- NYAKIRIZA		50 746 289 755
42 00 547 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES-NYAKIRIZA		50 746 289 755
556	ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)		95 143 985 000
42 00 556 00 4 27300 22 000 0751 01	ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)		95 143 985 000
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX		167 766 712 467

		Crédit 2025/2026.0
595	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	80 040 618 750
45 00 595 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	80 040 618 750
600	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
45 00 600 00 4 27300 22 000 0485 01	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
605	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539
45 00 605 00 4 27300 22 000 0475 01	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539
Total général		1 326 827 317 936




TABLEAU F: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS

Crédit 2025/2026.0

21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS	8 879 223 135
501	Burundi Digital Television Project	8 879 223 135
21 00 501 00 4 27200 21 000 0461 01	BURUNDI DIGITAL TELEVISION PROJECT	8 879 223 135
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	15 806 761 259
508	HIGHER INSTITUTE PROJECT	13 214 734 706
32 00 508 00 4 27200 21 000 0919 01	HIGHER INSTITUTE PROJECT	13 214 734 706
511	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L' HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	2 592 026 553
32 00 511 00 4 27200 21 000 0711 02	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L'HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	2 592 026 553
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	29 482 426 613
625	PIPARV-B	22 127 888 517
40 00 625 00 4 27200 21 000 0424 01	PIPARV-B	22 127 888 517
630	PROJET PRODER	7 354 538 096
40 00 630 00 4 27200 21 000 0424 01	PROJET PRODER	7 354 538 096
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DE L'EQUIPEMENT ET DES LOGEMENTS SOCIAUX	7 725 379 129
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	4 554 300 000
45 00 521 00 4 27200 21 000 0434 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	4 554 300 000
528	BURURI -GAKUBA PROJECT	3 171 079 129
45 00 528 00 4 27200 21 000 0454 01	BURURI -GAKUBA PROJECT	3 171 079 129
Total général		61 893 790 136




Article 238 : Les tableaux de ventilation par programme ou dotation sur les ressources nationales et les projets annuels de performance des ministères font partie intégrante du présent projet de loi.

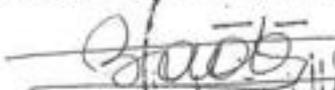
Article 239 : Les budgets annexes au budget général de l'Etat sont constitués par les budgets des communes, des hôpitaux, des sociétés et établissements publics à caractère industriel, commercial ou social.

Article 240 : La présente loi entre en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2025.

Fait à Gitega, le 24 juin 2025

Evariste NDAYISHIMIYE.-

PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,
LE MINISTRE DE LA JUSTICE,


Domine BANYANKIMBONA

